Ontario

Ministère des Finances

Comptes publics de l'Ontario

Annexes aux états financiers des ministères

2002-2003

VOLUME 1

Ministère des Finances

Comptes publics de l'Ontario

Annexes aux états financiers des ministères

2002-2003

VOLUME 1

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vi
Section 1 — Annexes — Recettes et dépenses	
Détail des recettes	1-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-14
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-16
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses — Fonctionnement	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses — Immobilisations	1-20
Annexe 1 Rapprochement du Trésor et des états financiers — Recettes par source	1-22
Annexe 2 Rapprochement du Trésor et des états financiers — Dépenses par compte type	1-23
Annexe 3 Rapprochement du Trésor et des états financiers — Dépenses par ministère	1-24
Fonds ontarien d'initiative	1-25
Section 2 — Annexes — Opérations financières	
Remboursements des prêts et dotations en capital	2-3
Prêts et dotations en capital	2-5
Produit de la dette	2-6
Remboursements de la dette	2-10
Dépôts et autre passif (net)	2-13
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	2-17
Section 3 — Annexes — Actif et passif	
Prêts et dotations en capital - Sociétés, conseils et commissions	3-3
Prêts aux administrations locales	3-4
Autres prêts	3-5
Dépôts et autre passif	3-7
Sommaire de la dette contractée	3-11
Encours de la dette contractée	3-14
Passif éventuel - Obligations garanties par la province de l'Ontario	3-40
Créances exigibles de la Couronne	3-43

TABLE DES MATIÈRES (Suite)

Page

Section 4 — États financiers des ministères

Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles 4-2
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles — Fonctionnement 4-4
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles — Immobilisations 4-6
Affaires civiques 4-9
Affaires intergouvernementales 4-23
Affaires municipales et Logement 4-31
Agriculture et Alimentation 4-45
Bureau de l'Assemblée législative 4-57
Bureau du Conseil des ministres 4-65
Bureau du directeur général des élections 4-71
Bureau du lieutenant-gouverneur 4-77
Bureau du vérificateur provincial 4-81
Cabinet du Premier ministre 4-85
Culture 4-91
Développement du Nord et Mines 4-103
Éducation 4-113
Entreprise, Débouchés et Innovation 4-123
Environnement et Énergie 4-133
Finances 4-149
Formation, Collèges et Universités 4-171
Office des affaires francophones 4-181
Ombudsman Ontario 4-187
Procureur général 4-193
Richesses naturelles 4-213
Santé et Soins de longue durée 4-227
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario 4-247
Secrétariat du Conseil de gestion 4-253
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance 4-269
Services aux consommateurs et aux entreprises 4-279
Sûreté et Sécurité publique 4-293
Tourisme et Loisirs 4-313
Transports 4-325
Travail 4-341

Index général des dépenses 4-357

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1. La présentation des comptes publics

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2002-2003 comprennent le **Rapport annuel et États financiers** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les annexes pertinentes au Trésor et les états des ministères. Les activités financières des différents ministères gouvernementaux sont inscrites au Trésor selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée.

Le **volume 2** contient les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés de la Couronne du gouvernement provincial qui font partie de l'entité comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des dépenses ainsi que les salaires des cadres supérieurs de la fonction publique de l'Ontario.

2. Guide d'interprétation du Volume 1 des *Comptes publics*

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) Annexes — Opérations financières

(3) Annexes — Actif et passif

(4) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, aux pages 4-2 à 4-7, un sommaire des affectations et des dépenses engagées, présenté sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Sous la rubrique « Autres comptes » on retrouvera le total par ministère des prêts et dotations en capital. Les prêts administrés par la Société ontarienne de financement au nom de la province ne sont pas inclus. Ces premiers chiffres sont suivis, aux pages 4-9 à 4-356, d'une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Dans chacun des cas, les six états financiers suivants peuvent être retenus :

(a) « État des dépenses par programme »

Ce premier document recense l'ensemble des dépenses engagées par le ministère. En fait, il permet de comparer les crédits alloués à chaque programme et à chaque ministère, les sommes effectivement dépensées pendant l'exercice comptable et les dépenses de l'année précédente. Dans cette rubrique, on trouve également le total des dépenses ainsi que des prêts et dotations en capital.

(b) « État des dépenses par programme et activité »

Ce document énumère les différentes activités de chaque programme ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'année financière avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses*, d'une part, et avec ceux octroyés par le Trésor, d'autre part. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* sont destinées à donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses par activité et par catégorie de dépenses »

Pour chaque programme ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différentes activités, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les crédits législatifs et les autres comptes n'étant pas considérés comme des postes types, les montants correspondants font l'objet, pour chaque activité énoncée, de catégories distinctes.

On trouvera ci-après un aperçu de la ventilation des différents postes de dépenses en fonction de la classification par catégorie de dépenses :

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, au Régime de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des employés en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité et communications, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location et les services extérieurs, de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fourniture et matériel

Cette catégorie comprend les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, incluant des véhicules et des ordinateurs, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers

Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment bonifications d'intérêts et subsides; les garanties honorées; les subventions remboursables ainsi que les pertes sur prêts.

(d) « État des recettes »

Cet état financier présente, pour chaque ministère, l'ensemble des recettes perçues au cours de la période comptable, en établissant d'une part une comparaison avec les sommes reçues l'année précédente et, d'autre part, la répartition des recettes entre les différentes catégories de financement prévues dans les règles comptables de la province. Les montants globaux font l'objet, le cas échéant, d'une ventilation, à l'intérieur de chacune des sources envisagées. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont, dans tous les cas, responsables de la perception des recettes qui figurent dans leur états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et dotations en capital »

Dans cette partie, on trouve les chiffres relatifs aux remboursements de prêts ou aux recouvrements de dotations en capital enregistrés par le ministère, pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et dotations en capital financés par le Trésor.

(f) « État de l'autre passif (net) »

Cet état établit la comparaison entre les dépôts effectués pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent à des comptes spécifiques. En règle générale, le ministère qui fait état de certaines sommes assure également la gestion du compte dans lequel elles ont été déposées.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Le rapport inclut une version sommaire des états financiers. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le 416 326-5300 ou, sans frais, le 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.gov.on.ca/fin et de cliquer sur « Budget ».

Le budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un *Budget* chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le 416 326-5300 ou, sans frais, le 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.gov.on.ca/fin et de cliquer sur « Budget ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la presentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril est déposé devant l'Assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver par la *Loi sur les subsides à la Couronne*. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le 416 326-5300 ou, sans frais, le 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto.

Plans d'activités du gouvernement de l'Ontario

Tous les ans, dans la foulée du budget de l'Ontario et de la publication des budgets des dépenses, chaque ministère produit un plan d'activités. Le plan d'activités souligne les réalisations du ministère au cours de l'année écoulée, les prévisions pour l'année à venir, les objectifs qui ont été établis et la façon dont les résultats seront mesurés. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le 416 326-5300 ou, sans frais, le 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto. Pour une version électronique, visitez le site Web http://www.gov.on.ca/MBS/french/mbs/index-f.html.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en écrivant à la Direction des communications du ministère des Finances, 3e étage, édifice Frost nord, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1. Pour une version électronique, visitez le site Web http://www.gov.on.ca/fin/french/oecofre.htm.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en écrivant au Bureau des politiques économiques du ministère des Finances, 5e étage, édifice Frost nord, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1. Pour une version électronique, visitez le site Web www.gov.on.ca/fin/french/oecong.htm.

NOTE

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant au service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; ou en téléphonant au 416 326-5300 ou, sans frais, 1 800 668-9938 (interurbain sans frais); On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie Publications Ontario, située au 880, rue Bay, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à : www.gov.on.ca/fin et en cliquant sur « Budget ».

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario Mail Order, 50 Grosvenor Street Toronto, Ontario, M7A 1N8; By calling 416 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 880 Bay Street, Toronto. For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.gov.on.ca/fin and click on « Budget ».

section 1

Annexes — Recettes et dépenses

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. Chacune de ces catégories principales est suivie du détail des différents postes de recettes qui la composent. On trouvera à la Section 4 du présent volume une ventilation des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.

	2003 $	2002 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	18 450 324 772	18 874 716 942
Taxe de vente au détail	14 061 107 891	13 791 175 165
Impôt sur les sociétés	6 480 128 477	7 581 140 702
Impôt-santé des employeurs	3 561 947 402	3 496 937 190
Taxe sur l'essence	2 340 921 777	2 176 361 140
Taxe sur le tabac	1 168 548 281	671 714 612
Droits de cession immobilière	801 239 286	664 526 191
Taxe sur les carburants	693 106 210	639 258 158
Impôt sur les dividendes privilégiés des corporations	154 132 039	80 793 203
Loi de 1998 sur l'administration des successions	80 316 961	67 227 382
Impôt sur les bénéfices miniers	71 266 136	40 530 358
Redevances sur les revenus bruts - Élément *impôt foncier*	59 363 364	-
Impôt sur les recettes brutes	35 698 833	74 290 273
Impôt foncier provincial	15 259 534	8 592 980
Taxe sur le pari mutuel	6 188 870	6 600 040
Impôt calculé sur la superficie en acres - *Loi sur les mines*	1 755 440	1 475 645
Droits de succession	338 526	538 871
Commission des sports professionnels	167 768	45 255
Impôt sur les concentrations commerciales	-	(86 635)
TOTAL DES RECETTES FISCALES	47 981 811 567	48 175 837 472

Le gouvernement fédéral perçoit des impôts sur le revenu des particuliers pour le compte de la province. Le montant que la province reçoit est net des crédits d'impôt de l'Ontario, qui totalisaient 984 375 431 $ en 2001 et 1 020 283 263 $ en 2000. Les recettes fiscales de l'Ontario sont également nettes des frais d'administration facturés par le gouvernement fédéral, qui étaient de 8 239 987 $ en 2001 et de 8 266 206 $ en 2000.

Les taux d'imposition de l'Ontario en 2001 sont : de 6,16 % sur les revenus imposables de moins de 30 814 $; de 9,22 % sur les revenus imposables de 30 814 $ à 61 629 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 61 629 $. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex. le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 6,16 % en 2001 (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance excédant 200 $), avant le calcul de la surtaxe ou de la déduction de la réduction d'impôt de l'Ontario. En 2002, les taux d'imposition de l'Ontario sont les suivants : 6,05 % sur les revenus imposables jusqu'à concurrence de 31 893 $; 9,15 % sur les revenus imposables de 31 893 $ à 63 786 $; et 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 63 786 $. En 2003, les taux ontariens d'imposition du revenu des particuliers sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins de 32 435 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de 32 435 $ à 64 871 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 64 871 $. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés en 2002 et en 2003, et les crédits d'impôt sont calculés en fonction d'un taux de 6,05 %.

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2001, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 3 560$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 491 $. En 2002, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 3 685 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 648 $.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

En 2003, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 3 747 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 727 $.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du déclarant, il se peut que le montant qu'il ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Pour 2001, le montant déterminant de base est de 156 $, auquel on ajoute 317 $ par enfant à charge ou personne handicapée à charge pour le déclarant demandant la réduction d'impôt. Le montant déterminant de base en 2002 était de 161 $, auquel on ajoutait 328 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le (la) déclarant(e) demande la réduction d'impôt. Pour 2003, le montant déterminant de base est de 181 $, auquel on ajoute 334 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le déclarant demande la réduction d'impôt.

La taxe de vente au détail de l'Ontario est perçue pour la province par des vendeurs titulaires d'un permis sur la juste valeur, n'incluant pas la taxe sur les produits et services fédérale. La taxe équivaut à 8 % du prix de la plupart des biens meubles corporels et de certains services. Le taux de cette taxe est de 10 % pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 $, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12 % pour les boissons alcoolisées vendues dans les points de vente au détail, et de 5 % pour les logements temporaires. Les primes d'assurance-automobile font l'objet d'une taxe de 2 % (1 % du 1er avril 2003 au 31 mars 2004); la taxe sera éliminée pour les primes à payer le 1er avril 2004 ou après cette date. Les autres primes d'assurance sont, en général, assujetties à une taxe de 8 %. Les primes d'assurance-vie individuelle et d'assurance-santé sont exemptées. Les réparations et les remplacements effectués en vertu d'une garantie sont assujettis à une taxe de 2 % (1 % du 1er avril 2003 au 31 mars 2004); cette taxe sera éliminée pour les réparations et les remplacements effectués en vertu d'une garantie à compter du 1er avril 2004. Une taxe aux fins de conservation de carburant est également prélevée en vertu de la *Loi sur la taxe de vente au détail*. Un barème de taxe progressif est utilisé lors de l'achat de véhicules de tourisme et de véhicules sports utilitaires neufs en fonction de leur cote de consommation routière de carburant. Un crédit d'impôt de 100 $ est offert à l'acheteur d'un nouveau véhicule de tourisme dont la cote de consommation routière de carburant est de moins de 6 litres d'essence ou de carburant diesel aux 100 kilomètres. Les personnes qui fabriquent leur bière et leur vin dans l'établissement d'un vendeur sont tenues de payer une taxe de 0,13 $ le litre. Les personnes qui fabriquent d'autres biens meubles corporels pour leur consommation personnelle sont tenues de payer une taxe de 8 % sur la juste valeur. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit divers rabais et exonérations.

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur les bénéfices : Le 1er janvier 2001, le taux d'imposition général sur les bénéfices des sociétés est passé de 14,5 % et 14 % et le 1er octobre 2001, il a été réduit à 12,5 %. Les revenus provenant des entreprises minières, forestières, agricoles, de pêche et de fabrication et de transformation actives sont assujettis à un taux moindre (12 % à compter du 1er janvier 2001 et 11 % à compter du 1er octobre 2001). Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'imposition réduit. À compter du 1er octobre 2001, ce taux est passé de 6,5 % à 6 % puis, à compter du 1er janvier 2003, il a été réduit à 5,5 %. Le montant de cette déduction accordée aux petites entreprises est réduit graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situe entre 280 000 $ (320 000 $ à compter du 1er janvier 2003) et 700 000 $ (800 000 $ à compter du 1er janvier 2003. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur les bénéfices des sociétés. L'IMS est calculé à un taux de 4 %. La province offre divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Ces crédits varient de 10% à 30 % des dépenses admissibles et comprennent les crédits d'impôt de l'Ontario pour (i) l'innovation, (ii) l'enseignement coopératif, (iii) la production cinématographique et télévisuelle, (iv) l'insertion professionnelle des diplômés, (v) les maisons d'édition, (vi) l'animation par ordinateur et les effets spéciaux, (vii) les entreprises parrainant les instituts de recherche, (viii) les services de production, (ix) les produits multimédias interactifs numériques et (x) l'enregistrement sonore. La province offre également des déductions pour l'achat de systèmes antipollution, de nouvelle technologie et d'autobus scolaires neufs, pour la recherche-développement, les garderies en milieu de travail et l'adaptation du milieu de travail aux personnes ayant un handicap, ainsi que pour le matériel d'enseignement et les technologies d'apprentissage qui sont donnés ou vendus à prix réduit à des établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

L'Ontario offre aux entreprises des incitatifs fiscaux pour la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable ou de remplacement et pour l'économie d'électricité, y compris une exonération fiscale temporaire d'une durée de dix ans, une déduction supplémentaire, aux fins de l'impôt des sociétés, du coût intégral d'acquisition des biens admissibles et une exemption de l'impôt sur le capital.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance versent une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties aux mêmes taux d'impôt sur les primes d'assurance des assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés doivent également verser une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

Impôt sur le capital : Les sociétés sont généralement assujetties à un impôt de 0,3 % sur le capital utilisé en Ontario. Toutes les sont exemptées de l'impôt sur le capital pour la première tranche de 5 millions de dollars du capital imposable. Les compagnies d'assurance ne versent pas d'impôt ordinaire sur le capital. Toutefois, les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital utilisé en Ontario, sous réserve d'une exonération de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers : il est de 0,6 % sur le capital versé imposable rajusté sur la première tranche de 400 millions de dollars et de 0,9 % sur tout montant qui dépasse cette tranche. L'impôt sur le capital des institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts et dont le capital versé imposable dépasse 400 millions de dollars s'établit à 0,72 %. Les grandes institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts peuvent réduire leur impôt sur le capital en effectuant des investissements admissibles dans de petites entreprises de l'Ontario dans le cadre du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et est calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale en Ontario est de 200 000 $ et moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario varie de 200 000 $ à 400 000 $ versent l'impôt à raison d'un taux progressif variant de 0,98 % à 1,95 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario dépasse 400 000 $ versent l'impôt à raison d'un taux de 1,95 %. Depuis 1999, la première tranche de 400 000 $ de la masse salariale en Ontario pour les employeurs du secteur privé est exonérée de l'impôt-santé.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence, le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 2,7 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux de taxe particulier par cigarette et par gramme de tabac coupé fin était de 8,6 cents en 2003. Le taux a été porté à 8,6 cents le 18 juin 2002 à la suite des mesures mises de l'avant dans le budget de l'Ontario de 2002. Le taux de taxe sur les cigares représente 56,6 % du prix taxable. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 $; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 $ et 250 000 $; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 $ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 $ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % (en plus du 1,5 %) s'applique au montant excédant 400 000 $. Les achats de logements neufs par les personnes accédant à la propriété sont admissibles à une remise des droits de cession immobilière, jusqu'à concurrence de 1 725 $, et ce pour les logements achetés après le 7 mai 1996. La remise maximale des droits de cession est passée à 2 000 $ pour les logements faisant l'objet d'une convention d'achat conclue après le 31 mars 1999. En 2000, le programme de remise est devenu permanent.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

provincial par les grossistes désignés par le ministère.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant d'impôt à acquitter équivaut à 0,5 % de la première tranche de 50 000 $ de la valeur de la succession et à 1,5 % de la valeur de la succession excédant 50 000 $.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 $ et qui découlent de l'extraction de minerais. Le 1er janvier 2002, le taux d'imposition est passé de 16 % à 14 % et, à compter du 1er janvier 2003, le taux a été réduit à 12 %. Les mines éloignées sont admissibles à un taux réduit équivalent à 5 %.

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1er janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique ont été remplacés par des impôts et des redevances moins élevés sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément *impôt foncier* est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément *utilisation d'énergie hydraulique* de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-9).

Avant le 1er janvier 2003, toute société de télégraphe et téléphone qui exerçait des activités en Ontario était tenue de verser un impôt sur les recettes brutes tenant lieu d'impôts fonciers sur ses poteaux et lignes. Cet impôt a été éliminé en 2003, après être passé de 4 % en 1999 à 3% en 2000, puis à 2 % en 2001 et à 1 % en 2002.

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière.*

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Un impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits de brevet minier. Le paiement minimal est de 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

La *Succession Duty Act* est entrée en vigueur en juillet 1892. Même si elle a été abrogée en 1979 et que les droits successoraux ont été éliminés dans le cas des personnes décédées après le 10 avril 1979, les biens des personnes décédées le ou avant cette date sont demeurés assujettis aux termes de la *Succession Duty Act Supplementary Provisions Act*, 1980. À compter du 9 mai 2001, aucuns autres droits successoraux n'étaient payables, à part les montants qui étaient dus avant ce jour.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe ou de lutte professionnelle doit verser au ministre une somme équivalant à au moins 1 % et au plus 5 % des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

À compter du 1er janvier 1990, un impôt sur les concentrations commerciales a été perçu afin d'aider au financement des améliorations de l'infrastructure routière proposée par le Programme d'immobilisation dans les transports. La taxe était acquittée par les propriétaires de biens à usage commercial au taux de 10,75 $ le mètre carré dans la région du grand Toronto; elle a été éliminée graduellement à partir du budget de 1993 (concernant l'année en cours 1994) et dans les années subséquentes.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	6 737 395 000	5 868 508 000
Logement social	524 507 666	557 678 113
Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones	183 608 435	113 569 394
Loi sur les jeunes contrevenants	159 289 193	6 135 952
Aide juridique - affaires criminelles	66 280 507	17 862 449
Travaux d'infrastructure Canada/Ontario	62 300 000	-
Initiative fédérale relative à l'hépatite C	55 250 000	-
Aide financière aux étudiants	54 469 180	17 147 007
Aide à l'employabilité des personnes handicapées	50 069 790	93 065 222
Expansion du bilinguisme	37 022 350	108 427 715
Formation dans le cadre de l'assurance-emploi	37 022 311	39 580 125
Fonds fédéraux de compensation pour le filet de sécurité	31 173 892	-
Tempête de verglas de l'Ontario	19 000 000	50 000 000
Télésanté Ontario	14 431 033	-
Accord - personnes gardées pour des raisons d'immigration	13 423 375	11 240 094
Autres	82 083 799	57 513 314
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	8 127 326 531	6 940 727 385

Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral dans le cadre des programmes sociaux régis par la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Pour être en mesure de recevoir ce financement en espèces, les provinces doivent se conformer aux exigences de la *Loi canadienne sur la santé* et elles ne peuvent imposer de contraintes en matière de résidence pour établir l'admissibilité à l'aide sociale.

Les droits de base en espèces au chapitre du programme TCSPS totalisent 18,6 milliards de dollars pour tout le Canada. Le gouvernement fédéral répartit ces fonds entre les provinces et territoires en se servant d'une formule qui tient compte de la population de la province et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations transférés aux provinces en 1977-1978.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral assume une partie du financement des services et programmes que la province met en oeuvre en vue de garantir aux habitants des réserves indiennes le même niveau d'aide sociale qu'aux résidents d'autres communautés.

La *Loi sur les jeunes contrevenants* autorise le remboursement par le gouvernement fédéral d'une partie des coûts liés à certains services judiciaires fournis aux jeunes par la province. Une nouvelle entente a été signée pour les exercices 2000-2001 à 2004-2005.

Les versements effectués par le gouvernement fédéral au titre de l'aide juridique visent à permettre à la province de garantir un niveau minimal d'aide juridique conformément à l'entente relative à l'aide juridique pour des questions de droit pénal et des questions touchant la *Loi sur les jeunes contrevenants*. La contribution fédérale est établie en fonction des tendances historiques

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

de financement du gouvernement fédéral et de la population de la province. L'entente actuelle a expiré à la fin de l'exercice 2000-2001 et elle a été prolongée dans le cadre d'une entente provisoire de deux ans.

Dans le cadre de l'Entente Canada-Ontario relative au programme d'infrastructure, un programme permanent, le gouvernement fédéral a versé une aide ponctuelle à la Toronto Transit Commission pour des programmes d'immobilisations.

L'initiative fédérale relative à l'hépatite C a été mise de l'avant afin d'offrir de meilleurs soins aux personnes qui ont contracté l'hépatite C par le biais du système national d'approvisionnement en sang et de prévenir la transmission accrue de cette maladie. Les paiements à l'Ontario seront fournis par Santé Canada, dans le cadre de l'accord sur l'initiative relative à l'hépatite C.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études et des Bourses d'études canadiennes du millénaire. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessiteux, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Dans le cadre de l'entente sur l'Aide à l'employabilité des personnes handicapées (AEPH), le gouvernement fédéral et l'Ontario se partagent également le coût des programmes de la réadaptation professionnelle des personnes handicapées et des programmes de réadaptation des personnes atteintes d'alcoolisme et de toxicomanie.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates pour permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, telles que l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

Les versements destinés à la formation dans le cadre de l'assurance-emploi sont effectués en vertu d'une entente entre la province et le gouvernement fédéral qui stipule que le gouvernement fédéral rembourse les frais engagés par la province pour la formation de prestataires d'assurance-emploi admissibles. Le financement de cette formation fait partie des prestations d'emploi de la Commission de l'assurance-emploi du Canada et vise à développer les compétences des prestataires admissibles.

Les fonds fédéraux de compensation pour le filet de sécurité constituent un paiement unique qui a été effectué par le gouvernement fédéral à la province de l'Ontario en 2002-2003 afin de dédommager la province pour les paiements qu'elle a versés aux agriculteurs pour les années de demande 1998 et 1999.

Les versements au titre de la tempête de verglas de l'Ontario représentent des montants que le gouvernement fédéral devait verser durant les exercices précédents en vertu des accords d'aide financière en cas de catastrophe, suite aux dommages causés par la tempête de verglas de février 1998.

Télésanté Ontario finance une étude sur les répercussions d'un service 1 800 d'éducation, de consultation et de triage sur l'utilisation des services de santé. L'entente prend fin en mars 2003.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

a) 9 647 867 $ pour l'initiative Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario. Ce programme vise à aider la mise à niveau de l'infrastructure et à stimuler le développement économique des régions agricoles, des villes et des petites villes de l'Ontario.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

b) subsides annuels de 7 728 442 $ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907* et des intérêts de 81 924 $ du fonds des écoles publiques.

c) 4 800 273 $ pour l'administration des permis délivrés en Ontario en vertu de la *Loi sur les armes à feu* fédérale. Le Bureau du chef provincial des préposés aux armes à feu assure la prestation du programme et le gouvernement fédéral assume tous les coûts engagés par la province.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

	2003 $	2002 $
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	2 265 264 208	2 216 938 861
Régie des alcools de l'Ontario	970 000 000	901 000 000
Hydro One Inc	240 765 000	246 765 000
Ontario Power Generation Incorporated	16 550 000	423 200 000
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	3 492 579 208	3 787 903 861
AUTRES RECETTES		
Ventes et locations		
Ventes et locations	194 730 394	167 388 412
Vente de la Caisse d'épargne de l'Ontario - produit brut	48 550 000	-
	243 280 394	167 388 412
Droits, permis et autorisations		
Certificats d'immatriculation et droits de transport de véhicules	934 321 043	892 843 296
Loi sur les permis d'alcool - recettes	526 649 515	530 799 435
Autres droits et permis		
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario - Droits de garantie des dettes	146 817 810	152 830 198
Centrale nucléaire de Bruce	100 000 000	-
Loi sur les sûretés mobilières	45 921 617	41 575 509
Greffiers locaux	45 681 329	46 658 031
Jeux Recettes	40 538 164	42 363 422
Constitutions en société	34 443 534	32 037 457
Air pur Ontario	30 597 848	24 075 203
Services d'enregistrement immobilier	25 562 758	25 942 324
Loi sur les assurances	12 806 600	4 234 605
Loi sur les valeurs mobilières	8 352 948	20 938 593
Autres	108 206 292	97 961 300
	598 928 900	488 616 642
	2 059 899 458	1 912 259 373
Redevances		
Redevances sur les revenus bruts - *utilisation d'énergie hydraulique*	159 148 489	103 436 741
Droits sur le bois de la Couronne	90 579 662	90 159 925
Teranet-Polaris Redevances	23 895 775	19 542 321
Autres	14 008 766	13 409 568
	287 632 692	226 548 555
Recouvrement de dépenses des années précédentes	369 235 952	300 470 419
Remboursement des dépenses		
Remaniement des services locaux - remboursement	723 579 316	1 169 319 590
Remboursement des dépenses	485 983 205	465 135 282
	1 209 562 521	1 634 454 872
Amendes et pénalités	24 240 308	34 062 189
Divers	57 993 169	55 418 864
TOTAL DES AUTRES RECETTES	4 251 844 494	4 330 602 684

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

Les recettes des entreprises publiques représentent le montant des bénéfices nets de fonctionnement qui ont été versés à la province par les entreprises publiques.

Au nom de la province, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario organise des loteries et exploite des casinos commerciaux, des casinos à des fins de bienfaisance et des machines à sous installées dans 15 hippodromes de la province.

Les produits nets que la Société des loteries et des jeux de l'Ontario a obtenus des loteries traditionnelles ainsi que des casinos à des fins de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes ont été imputés aux ministères et aux programmes suivants : 100 millions de dollars ont été versés à la Fondation Trillium de l'Ontario, aux fins de distribution à des organismes de bienfaisance et à but non lucratif; 29 millions de dollars ont été versés au ministère de la Santé et des Soins de longue durée aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif; et le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

Les recettes de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario provenant des casinos sont générées de deux façons. La Société touche 20 % des recettes d'exploitation brutes issues des activités de jeu dans les trois casinos commerciaux de l'Ontario : Windsor, Niagara et Rama. Il y a de plus le revenu gagné net provenant du casino de Windsor et du casino provisoire de Niagara. Le revenu gagné net du casino Rama est affecté au Fonds des Premières nations et réparti entre les Premières nations de l'Ontario; il n'est pas compris dans le montant indiqué précédemment.

Les recettes de la Régie des alcools de l'Ontario (RAO) sont issues de la marge bénéficiaire et des droits perçus sur les spiritueux, le vin et la bière. Ces marges bénéficiaires et ces droits varient selon le produit et sa provenance (produit local ou importé). Les transferts effectués au Trésor sont représentatifs des bénéfices nets de la RAO.

Les entreprises publiques Hydro One Inc., anciennement Ontario Hydro Services Company Incorporated, et Ontario Power Generation Incorporated ont été mises sur pied pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro et elles sont entièrement la propriété du gouvernement. Ces recettes représentent des dividendes payés par les deux sociétés.

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures, de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, incluant la vente de biens immobiliers aux sociétés de la Couronne, ainsi que les recettes provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne et du refinancement des éléments d'actif.

Le 31 mars 2003, les actifs de la Caisse d'épargne de l'Ontario (CEO) ont été vendus conformément à une convention d'achat datée du 27 janvier 2002, entre Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario (vendeur) et Desjardins Credit Union Inc. (« acheteur ») ainsi que la Caisse Centrale Desjardins (« garant »). Le prix d'achat était de 48 550 000 $.

On entend par droits d'immatriculation de véhicules, les droits exigés par la province pour permettre la circulation d'un véhicule sur la route publique. Pour les véhicules utilitaires et les autobus, les droits peuvent varier entre 66 $ et 2 722 $. Les droits pour les automobiles et les véhicules utilitaires pesant 3 000 kg ou moins et employés à des fins personnelles sont de 74 $ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 $ dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 $ et de 12 $ dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 $ et de 12 $ dans le Nord de l'Ontario. Les droits de renouvellement du permis de conduire sont de 10 $ par année, y compris 1 $ pour le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles. Les droits d'obtention d'un permis de conduire représentent les sommes perçues par la province en règlement de frais à acquitter au titre des examens écrits, des examens de la vue et des épreuves de conduite sur la route nécessaires à l'obtention du permis de conduire. Les recettes provenant des droits de permis et d'immatriculation des véhicules ne tiennent pas compte de toute commission touchée par les délivreurs privés.

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario recueille des droits pour divers permis, notamment : permis de vente d'alcool, permis *minibar*, avenants, permis de livraison d'alcool, permis de centre de brassage ou de vinification libre-service, permis de circonstance et permis de fabricant.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

En vertu du Règlement de l'Ontario 176/99 pris en application de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, la province perçoit des droits annuels pour garantir la dette de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Les droits sont de 0,5 % de la dette non réglée.

À la suite de la vente de la participation, établie à 82,4 %, que détenait la British Energy dans la société Bruce Power Limited Partnership et de la restructuration consécutive, survenue le 14 février 2003, la province de l'Ontario a reçu la somme forfaitaire de 100 millions de dollars en frais d'estimation et de restructuration.

Les frais de service relatifs aux sûretés mobilières sont des droits acquittés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données à titre de garantie pour un emprunt. Ils sont perçus au moment de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent également des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les personnes qui font analyser les émissions de leur véhicule dans le cadre du programme Air pur Ontario doivent payer des droits. En outre, les garages qui souhaitent être reconnus comme des installations pouvant délivrer des certificats en vertu de ce programme doivent payer des droits d'accréditation, qui varient selon le type d'installation, et des droits de renouvellement annuels fixes.

Les droits perçus pour les services d'enregistrement immobilier comprennent les montants versés pour l'enregistrement et les recherches des titres et des grèvements touchant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'enregistrement.

Conformément au Règlement de l'Ontario 300/98, modifié, et à l'article 25 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*, L.R.O. 1997, chap. 28, la province recouvre tous les frais engagés par la Commission des services financiers de l'Ontario en ce qui a trait au secteur des assurances.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario est l'organisme de réglementation chargé de surveiller l'industrie des valeurs mobilières de la province. La *Loi sur les valeurs mobilières* établit diverses exigences réglementaires qui doivent être respectées par les participants du marché. Des droits sont associés à ces exigences, qui comprennent notamment l'enregistrement (comme courtier, par exemple), le dépôt (de prospectus) et la publication de renseignements.

Depuis le 1er janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne, sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts tirés de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément *utilisation d'énergie hydraulique* de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-6.

Les droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne. Les prix exigés sont calculés selon les essences, les produits manufacturés produits et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent le minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en

DÉTAILS DES RECETTES (fin)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

2002-2003 était de 3,44 $ le mètre cube. La province perçoit également des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés comme un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers. Ces droits sont ajustés chaque mois et varient entre 0 $ et 20 $ le mètre cube, selon la conjoncture du marché. De plus, la province perçoit des frais aux fins de la régénération forestière.

Le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises et Teranet Inc. offrent aux entreprises et aux consommateurs ontariens un système en ligne sécurisé et efficace sur le plan technologique pour la préparation et la transmission de documents d'enregistrement immobilier. La compagnie recueille des droits et paie des redevances au gouvernement. Teranet Inc. est une entreprise de propriété commune de la province et d'un consortium d'investisseurs privés.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées à la suite de l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Dans le cadre du remaniement des services locaux, un certain nombre de programmes ont été transférés aux municipalités. Comme mesure de transition, la province continuera à assurer la prestation de ces programmes au nom des municipalités en attendant leur transfert. La province reçoit un remboursement des dépenses engagées au nom des municipalités pour la prestation de ces programmes.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois et règlements.

	2003 $	2002 $
TOTAL DES RECETTES	**63 853 561 800**	**63 235 071 402**

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-14.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE

pour l'exercice clos

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
	$	$	$	$	$
Affaires civiques					
Affaires intergouvernementales				25	
Affaires municipales et Logement		534 551 195	250 318 529	8 433 906	
Agriculture et Alimentation		43 862 318	300 247	373 179	
Bureau de l'Assemblée législative				14 711	
Bureau du Conseil des ministres					
Bureau du directeur général des élections					
Cabinet du Premier ministre					
Culture		7 034 094		17	
Développement du Nord et Mines	1 755 440			1 271 048	1 600
Éducation		36 772 928	6 637	287 661	
Entreprise, Débouchés et Innovation		687 568		511 894	
Environnement et Énergie			15 140 254	44 976 319	56 500
Finances	47 979 888 359	6 745 205 366	98 005 767	278 234 292	18 218
Formation, Collèges et Universités		92 424 766	354 708	7 020 366	
Office des affaires francophones		15 000			
Ombudsman Ontario					
Procureur général		71 046 503	28 449 304	66 532 930	23 155 474
Richesses naturelles		2 265 282	3 244 869	2 012 997	247 581
Santé et Soins de longue durée		125 519 585	13 333 332	6 294 052	
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario					
Secrétariat du Conseil de gestion		192 722		874 052	
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance		274 443 346	545 257 507	1 994 556	
Services aux consommateurs et aux entreprises	167 768	65 496		697 137 971	3 217
Sûreté et Sécurité publique		122 321 982	205 163 978	4 007 090	
Tourisme et Loisirs		5 038 207		1 228 837	
Transports		65 875 425	4 076 551	937 849 547	506 431
Travail		4 748	45 910 838	844 008	251 287
Total des ministères	47 981 811 567	8 127 326 531	1 209 562 521	2 059 899 458	24 240 308

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2003

Ventes et locations	Redevances	Recettes des entreprises publiques	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes
$	$	$	$	$	$
			531 168	1 508	532 676
			8 171		8 196
5 018 859			30 711 044	3 674 176	832 707 709
379 210			319 121	393 688	45 627 763
109 917			86 897	9 545	221 070
				55	55
				1 200	1 200
			134		134
			7 404	15	7 041 530
669 360	1 439 748		112 392	28 283	5 277 871
123 264			1 173 657	174 602	38 538 749
	3 876 643		685 877	5 430 000	11 191 982
84 709			276 935	265 744	60 800 461
49 945 783		257 315 000	27 811 781	2 117 192	55 438 541 758
			38 904 443	1 955 367	140 659 650
			33		15 033
10 264			2 925	5 216	18 405
243 323	1 486 571	2 265 264 208	1 433 575	28 325 995	2 485 937 883
16 578 453	256 610 405		101 842	819 579	281 881 008
17 733 396			188 697 553	759 492	352 337 410
			38 494	156 070	194 564
112 564 899			14 515 949	11 134 260	139 281 882
96 524			43 398 094	1 508 364	866 698 391
221 202	23 895 775	970 000 000	392 312	150 166	1 692 033 907
9 423 581	323 473		4 448 891	193 990	345 882 985
59 265	77		160 259	1 695	6 488 340
29 899 900			12 371 493	172 408	1 050 751 755
118 485			3 045 508	714 559	50 889 433
243 280 394	287 632 692	3 492 579 208	369 235 952	57 993 169	63 853 561 800

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques	27 863 821	5 448 708	2 196 991	15 501 138
Affaires intergouvernementales	2 336 318	556 156	167 780	769 625
Affaires municipales et Logement	54 658 311	11 222 522	4 944 481	80 961 621
Agriculture et Alimentation	45 816 492	9 625 577	5 768 772	43 976 687
Bureau de l'Assemblée législative	55 730 234	10 004 881	6 318 338	20 343 121
Bureau du Conseil des ministres	11 251 968	2 096 799	350 950	3 438 781
Bureau du directeur général des élections	1 738 460	286 780	11 850	223 594
Bureau du lieutenant-gouverneur	510 641	125 678	37 672	203 219
Bureau du vérificateur provincial	5 573 460	880 179	169 797	1 706 927
Cabinet du Premier ministre	3 059 255	365 064	242 725	103 670
Culture	4 095 413	816 258	190 830	964 892
Développement du Nord et Mines	25 342 650	5 182 633	3 282 084	33 183 420
Éducation	73 771 439	17 093 384	7 390 623	66 278 136
Entreprise, Débouchés et Innovation	28 689 684	5 501 512	3 783 032	46 139 122
Environnement et Énergie	120 403 385	22 738 142	8 834 822	93 314 685
Finances	202 730 930	39 602 250	18 432 104	126 679 193
Formation, Collèges et Universités	31 380 592	6 595 988	4 255 260	31 500 544
Office des affaires francophones	1 059 816	236 869	63 587	1 514 324
Ombudsman Ontario	5 060 998	855 992	430 334	1 572 156
Procureur général	381 596 130	72 817 106	24 609 791	196 612 519
Richesses naturelles	167 212 254	37 321 740	15 998 075	159 904 355
Santé et Soins de longue durée	371 710 784	83 753 075	67 308 736	225 647 024
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 991 165	711 399	488 740	2 398 630
Secrétariat du Conseil de gestion	75 776 728	136 677 085	13 333 786	255 470 370
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance	297 580 964	73 367 101	30 966 838	151 410 848
Services aux consommateurs et aux entreprises	86 399 302	17 010 288	7 491 814	66 696 290
Sûreté et Sécurité publique	998 834 914	189 599 734	71 993 127	356 489 960
Tourisme et Loisirs	14 858 585	3 002 187	1 355 952	10 274 903
Transports	247 912 210	56 563 712	21 703 956	409 238 134
Travail	67 314 825	13 425 126	5 044 313	28 984 175
	3 414 261 728	823 483 925	327 167 160	2 431 502 063
Reclassification des dépenses**	130 824 669	20 405 412	39 296 444	(195 050 772)
TOTAL	3 545 086 397	843 889 337	366 463 604	2 236 451 291

*On trouvera (p. v et vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le montant total des recouvrements de 1 535 282 526 $ pour les dépenses de fonctionnement par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

**Aux fins des états financiers, les dépenses sont reclassifiées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Groupement de l'économie et des affaires - technologie de l'information (ministère du Travail), Services de vérification interne intégrés, Services d'information et de technologie de l'information, Services opérationnels (Secrétariat du Conseil de gestion) Information et technologie de l'information (ministère des Finances).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2003

Fournitures et matériel	Acquisition/ Construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Total des dépenses
$	$	$	$	$
1 554 106		14 616 079		67 180 843
115 104		131 162		4 076 145
3 630 063	928 109	658 674 388		815 019 495
3 470 039		333 206 557	11 328	441 875 452
9 086 603		202 000		101 685 177
526 045				17 664 543
15 394			27 167 555	29 443 633
88 874			120 800	1 086 884
298 065		50 000		8 678 428
60 363				3 831 077
75 063		245 661 183		251 803 639
3 487 402	264 710 122	92 620 147		427 808 458
11 470 132	9 575 124	9 534 472 566		9 720 051 404
2 111 050		170 746 147	79 253	257 049 800
17 597 112	4 877 427	13 645 928		281 411 501
13 637 836	3 913 431	945 447 225	9 126 310 070	10 476 753 039
1 657 575		3 464 980 847		3 540 370 806
36 535				2 911 131
568 995				8 488 475
17 826 784	42 557 276	294 373 057	28 262 884	1 058 655 547
40 614 647	15 425 009	15 670 500		452 146 580
105 690 815	3 999 262	25 668 755 020		26 526 864 716
146 543		9 100 729		16 837 206
12 951 721		146 600	9 465 589	503 821 879
31 253 377		7 498 920 635		8 083 499 763
4 118 175	709 600			182 425 469
158 499 172	32 953 017	86 271 160	9 532 429	1 904 173 513
2 275 785		106 659 043		138 426 455
93 026 085	444 247 959	359 689 835		1 632 381 891
2 726 625		30 000		117 525 064
538 616 085	823 896 336	49 514 070 808	9 200 949 908	67 073 948 013
4 524 247				
543 140 332	823 896 336	49 514 070 808	9 200 949 908	67 073 948 013

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques	27 863 821	5 448 708	2 196 991	15 501 138
Affaires intergouvernementales	2 336 318	556 156	167 780	769 625
Affaires municipales et Logement	54 658 311	11 222 522	4 944 481	80 961 621
Agriculture et Alimentation	45 816 492	9 625 577	5 768 772	43 976 687
Bureau de l'Assemblée législative	55 730 234	10 004 881	6 318 338	20 343 121
Bureau du Conseil des ministres	11 251 968	2 096 799	350 950	3 438 781
Bureau du directeur général des élections	1 738 460	286 780	11 850	223 594
Bureau du lieutenant-gouverneur	510 641	125 678	37 672	203 219
Bureau du vérificateur provincial	5 573 460	880 179	169 797	1 706 927
Cabinet du Premier ministre	3 059 255	365 064	242 725	103 670
Culture	4 095 413	816 258	190 830	964 892
Développement du Nord et Mines	25 342 650	5 182 633	3 268 294	13 858 363
Éducation	73 771 439	17 093 384	7 390 623	66 278 136
Entreprise, Débouchés et Innovation	28 689 684	5 501 512	3 783 032	46 139 122
Environnement et Énergie	120 403 385	22 738 142	8 834 822	92 748 066
Finances	202 730 930	39 602 250	18 432 104	126 679 193
Formation, Collèges et Universités	31 380 592	6 595 988	4 255 260	31 500 544
Office des affaires francophones	1 059 816	236 869	63 587	1 514 324
Ombudsman Ontario	5 060 998	855 992	430 334	1 572 156
Procureur général	381 596 130	72 817 106	24 609 791	196 612 519
Richesses naturelles	167 212 254	37 321 740	15 402 388	114 213 179
Santé et Soins de longue durée	371 710 784	83 753 075	67 308 736	225 647 024
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 991 165	711 399	488 740	2 398 630
Secrétariat du Conseil de gestion	75 776 728	136 677 085	13 333 786	219 315 379
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance	297 580 964	73 367 101	30 966 838	151 410 848
Services aux consommateurs et aux entreprises	86 399 302	17 010 288	7 491 814	66 696 290
Sûreté et Sécurité publique	998 834 914	189 599 734	71 993 127	322 119 177
Tourisme et Loisirs	14 858 585	3 002 187	1 355 952	9 040 567
Transports	159 542 987	33 181 413	14 874 280	283 340 231
Travail	67 314 825	13 425 126	5 044 313	28 984 175
	3 325 892 505	800 101 626	319 728 007	2 168 261 198
Reclassification des dépenses**	130 824 669	20 405 412	39 296 444	(195 050 919)
TOTAL	3 456 717 174	820 507 038	359 024 451	1 973 210 279

*On trouvera (p. v et vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le montant total des recouvrements de (1 248 894 277 $) pour les dépenses de fonctionnement par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

**Aux fins des états financiers, les dépenses sont reclassifiées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Groupement de l'économie et des affaires - technologie de l'information (ministère du Travail), Services de vérification interne intégrés, Services d'information et de technologie de l'information, Services opérationnels (Secrétariat du Conseil de gestion) Information et technologie de l'information (ministère des Finances).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2003

Fournitures et matériel	Acquisition/ Construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Total des dépenses
$	$	$	$	$
1 554 106		14 616 079		67 180 843
115 104		131 162		4 076 145
3 630 063		639 195 744		794 612 742
3 470 039		289 804 599	11 328	398 473 494
9 086 603		202 000		101 685 177
526 045				17 664 543
15 394			27 167 555	29 443 633
88 874			120 800	1 086 884
298 065		50 000		8 678 428
60 363				3 831 077
75 063		236 661 183		242 803 639
3 314 830		25 141 498		76 108 268
11 470 132		9 534 472 566		9 710 476 280
2 111 050		148 209 049	79 253	234 512 702
17 597 112		5 722 585		268 044 112
13 637 836		942 357 776	9 017 365 674	10 360 805 763
1 657 575		3 397 165 247		3 472 555 206
36 535				2 911 131
568 995				8 488 475
17 826 784		294 373 057	28 262 884	1 016 098 271
29 975 593		15 670 500		379 795 654
105 690 815		25 330 495 400		26 184 605 834
146 543		7 021 030		14 757 507
12 951 721		146 600	9 465 589	467 666 888
31 253 377		7 475 656 608		8 060 235 736
4 118 175				181 715 869
158 484 969		86 271 160	9 532 429	1 836 835 510
1 960 887		57 807 035		88 025 213
63 743 740		78 929 546		633 612 197
2 726 625		30 000		117 525 064
498 193 013		48 580 130 424	9 092 005 512	64 784 312 285
4 524 394				
502 717 407		48 580 130 424	9 092 005 512	64 784 312 285

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires municipales et Logement				
Agriculture et Alimentation				
Culture				
Développement du Nord et Mines			13 790	19 325 057
Éducation				
Entreprise, Débouchés et Innovation				
Environnement et Énergie				566 619
Finances				
Formation, Collèges et Universités				
Procureur général				
Richesses naturelles			595 687	45 691 176
Santé et Soins de longue durée				
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario				
Secrétariat du Conseil de gestion				36 154 991
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance				
Services aux consommateurs et aux entreprises				
Sûreté et Sécurité publique				34 370 783
Tourisme et Loisirs				1 234 336
Transports	88 369 223	23 382 299	6 829 676	125 897 903
TOTAL	88 369 223	23 382 299	7 439 153	263 240 865

*On trouvera (p. v et vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le montant total des recouvrements de (286 388 249 $) pour les dépenses de fonctionnement par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2003

Fournitures et matériel	Acquisition/ Construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Total des dépenses
$	$	$	$	$
	928 109	19 478 644		20 406 753
		43 401 958		43 401 958
		9 000 000		9 000 000
172 572	264 710 122	67 478 649		351 700 190
	9 575 124			9 575 124
		22 537 098		22 537 098
	4 877 427	7 923 343		13 367 389
	3 913 431	3 089 449	108 944 396	115 947 276
		67 815 600		67 815 600
	42 557 276			42 557 276
10 639 054	15 425 009			72 350 926
	3 999 262	338 259 620		342 258 882
		2 079 699		2 079 699
				36 154 991
		23 264 027		23 264 027
	709 600			709 600
14 203	32 953 017			67 338 003
314 898		48 852 008		50 401 242
29 282 345	444 247 959	280 760 289		998 769 694
40 423 072	823 896 336	933 940 384	108 944 396	2 289 635 728

Compte - Immobilisations

Solde d'ouverture au 1er avril 2002	34 666 517 890
Solde de clôture au 31 mars 2003	36 956 153 618

Annexe 1
Rapprochement du Trésor et des états financiers
Recettes par source

Province de l'Ontario				
Au 31 mars 2003 (en millions de dollars)	Trésor[1]	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation[3]	États financiers[2]
Impôt sur le revenu des particuliers	18 451	(256)		18 195
Taxe de vente au détail	14 061	122		14 183
Impôt sur les sociétés	6 480	979		7 459
Impôt-santé des employeurs	3 562	27		3 589
Taxes sur l'essence et les carburants	3 034	(46)		2 988
Autres impôts	2 394	32	1 600	4 026
Gouvernement du Canada	8 128	672	94	8 894
Investissement dans les entreprises publiques	3 493		449	3 942
Autres recettes	4 251	(181)	1 263	5 333
Total des recettes	**63 854**	**1 349**	**3 406**	**68 609**

1 Comptabilité de caisse modifiée.
2 Méthode comptable du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).
3 Se reporter à l'annexe 6 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et autres organismes de services du gouvernement.

Annexe 2
Rapprochement du Trésor et des états financiers
Dépenses par compte type

Province de l'Ontario

Au 31 mars 2003 (en millions de dollars)	Trésor[1]	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation[3]	États financiers[2]
Traitements et salaires	3 545	(3)	425	3 967
Avantages sociaux	844	(328)	80	596
Prestations de retraite		340		340
Transports et communications	367	(13)	35	389
Services	2 236	(209)	245	2 272
Fournitures et matériel	543	(34)	148	657
Acquisition/Construction d'immobilisations	824	(886)	62	-
Paiements de transfert	49 514	(1 212)	(708)	47 594
Intérêt sur la dette	8 647	(127)	1 174	9 694
Fonds de protection des consommateurs contre les augmentations de prix d'électricité			665	665
Achat d'électricité			786	786
Amortissement des biens corporels		534	181	715
Autres opérations	554	8	255	817
Total des dépenses	**67 074**	**(1 930)**	**3 348**	**68 492**

1 Comptabilité de caisse modifiée.
2 Méthode comptable du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).
3 Se reporter à l'annexe 6 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et autres organismes de services du gouvernement.

Annexe 3
Rapprochement du Trésor et des états financiers
Dépenses par ministère

Province de l'Ontario

Au 31 mars 2003 (en millions de dollars)	Trésor[1]	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation[3]	États financiers[2]
Ministère				
Affaires civiques	67	(1)		66
Affaires intergouvernementales	4			4
Affaires municipales et Logement	815	(42)	(113)	660
Agriculture et Alimentation	442	30	211	683
Bureaux du corps exécutif	22	(2)		20
Commission de régie interne	149	(3)		146
Culture	252	(1)	121	372
Développement du Nord et Mines	428	(2)	38	464
Éducation	9 044	(29)	(7)	9 008
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	676	(438)		238
Entreprise, Débouchés et Innovation	257	11	(2)	266
Environnement et Énergie	281	(6)	160	435
Finances	1 829	(128)	949	2 650
Intérêt sur la dette	8 647	(127)	388	8 908
Fonds de protection des consommateurs contre les augmentations de prix d'électricité			665	665
Achat d'électricité			786	786
Formation, Collèges et Universités	3 540	(23)	25	3 542
Office des affaires francophones	3			3
Procureur général	1 059	(35)	64	1 088
Richesses naturelles	452	74		526
Santé et Soins de longue durée	26 527	(409)	9	26 127
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	17	1		18
Secrétariat du Conseil de gestion	504	(316)	(13)	175
Prestations de retraite		102		102
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance	8 084	(125)		7 959
Services aux consommateurs et aux entreprises	183	(4)		179
Sûreté et Sécurité publique	1 904	(85)		1 819
Tourisme et Loisirs	138	(1)	(56)	81
Transports	1 632	(376)	123	1 379
Travail	118	5		123
Total des dépenses	**67 074**	**(1 930)**	**3 348**	**68 492**

1 Comptabilité de caisse modifiée.
2 Méthode comptable du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).
3 Se reporter à l'annexe 6 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et autres organismes de services du gouvernement.

Fonds ontarien d'initiative

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

Au 31 mars 2003 **(en millions de dollars)**		
Dette provinciale nette au 1er avril 2002(Redressée[1])		132 121 $
Plus :		
Budget équilibré prévu pour 2002-2003, conformément au budget de 2002		0
Dette provinciale nette prévue au 31 mars 2003		132 121 $
Fonds ontarien d'initiative		
Dépassement de l'objectif fiscal pour 2002-2003[2]	(117) $	
Redressement des biens corporels[3]	643 $	526 $
Dette provinciale nette au 31 mars 2003		**132 647 $**

1 Redressée - Voir les notes 1 et 2 du Rapport annuel et des états financiers de 2002-2003.
2 Comprend la contribution d'Ontariens qui s'est élevée à 254 418.71 $.
3 Changement à la dette provinciale nette attribuable aux modifications apportées à la comptabilisation des biens corporels.

section 2

Annexes — Opérations financières

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

La présente annexe établit la synthèse des remboursements de prêts et des dotations en capital par ministère au courant de l'année. Ces remboursements correspondent en fait à une diminution de l'actif financier de la province. On trouvera dans les annexes — Actif et passif (pages 3-3 à 3-6) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	2003 $	2002 $
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère des Finances:		
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario - prêt à court terme	247 713 500	-
Prêts de l'Office ontarien de financement à/au :		
Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto - Mainlevée du prêt	108 944 396	-
Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	17 238 626	9 606 808
Commission de transport Ontario Northland	1 943 863	1 834 913
Corporation de la ville de Windsor	1 418 165	-
Centre Centennial des sciences et de la technologie	-	600 000
Fins municipales	9 000	297 036
Société de développement de l'Ontario	-	690 794
Ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation:		
Bombardier Inc.	4 900 000	
Palladium Corporation	499 826	4 229 459
Ministère de l'Éducation:		
Municipalités, relativement aux conseils scolaires	-	18 650
	382 667 376	17 277 660
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère des Affaires municipales et du Logement:		
Prêt accordé à la ville de Toronto	-	16 250 000
Radiation du prêt accordé à la ville de Brockton	-	3 425 000
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	167 966	224 799
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales:		
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	8 782 420	10 062 061
	8 950 386	29 961 860

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL (fin)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
AUTRES PRÊTS		
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités:		
Collège Sheridan	2 000 000	1 300 000
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	382 173	207 786
Secrétariat du Conseil de gestion:		
Actif net de la Société foncière de l'Ontario	1 192 703	241 862
Cotisations syndicales à recevoir (SEFPO)	-	1 958
Ministère des Finances:		
The Ontario Student Loan Trust	85 283 247	-
Société d'hypothèques de l'Ontario: Société canadienne d'hypothèques et de logement	66 551	113 438
Ministère des Affaires municipales et du Logement:		
Crédits d'impôt pour les municipalités et les écoles	70 021	76 486
Ministère du Tourisme et des Loisirs:		
Musée des beaux-arts de l'Ontario - exposition Courtauld	-	50 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation:		
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux - Nord de l'Ontario	14 500	8 594
	89 009 195	2 000 124
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	480 626 957	49 239 644

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

La présente annexe établit la synthèse des différents prêts et dotations en capital consentis par les différents ministères au courant de l'année. On trouvera dans les Annexes — Actif et passif (pages 3-3 à 3-7) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistrés à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	2003 $	2002 $
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère des Finances:		
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario - prêt à court terme	696 700 000	247 713 500
Commission de transport Ontario Northland	4 000 000	20 000 000
Prêts de l'Office ontarien de financement à :		
Corporation de la ville de Windsor	1 000 000	3 278 199
Autres	-	399 934
	701 700 000	271 391 633
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation:		
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	3 577 800	4 916 600
Ministère des Affaires municipales et du Logement:		
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	99 700	49 100
	3 677 500	4 965 700
AUTRES PRÊTS		
Ministère des Finances:		
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	334 014 546	280 683 361
Société indépendante de gestion du marché de l'électricité	-	39 625 551
Ministère des Affaires municipales et du Logement:		
Avances - Société de développement de North Pickering	988 150	-
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation:		
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux	72 700	
Ministère de l'Éducation:		
Prêt pour les logiciels de gestion du transport	-	6 530 016
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités:		
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	2 005 300	2 014 700
	337 080 696	328 853 628
TOTAL DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	1 042 458 196	605 210 961

PRODUIT DE LA DETTE

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

La présente annexe contient des renseignements sur les dates d'échéances et les remboursements d'emprunts provinciaux qui ont pour effet d'augmenter le passif de la province. On trouvera dans les Annexes — Actif et passif (pages 3-11 à 3-13) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
EXIGIBLES AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
ÉMISSIONS NON PUBLIQUES			
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OICC 36	Flottant	13 févr. 2004	800 000
OICC 01-03	Zéro	24 mars. 2005	1 666 042
OICC 04-14	Zéro	24 mars. 2006	5 954 723
OICC 15-25	Zéro	24 mars. 2007	16 150 884
OICC 26-37	Zéro	20 févr. 2008	17 395 660
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS CANADIENS - NON PUBLICS			41 967 309
ÉMISSIONS PUBLIQUES			
DMTN50	Flottant	2 juill. 2003	50 000 000
DMTN55	Croissant	4 nov. 2004	25 000 000
DMTN56	Croissant	27 nov. 2004	25 000 000
DMTN48	6,40	2 déc, 2004	94 290 000
DMTN57	Croissant	18 déc, 2004	25 000 000
DMTN58	Croissant	31 janv. 2005	25 000 000
DMTN59	Croissant	18 févr. 2005	25 000 000
DMTN60	Croissant	3 mars 2005	25 000 000
DMTN63	Croissant	17 mars 2005	25 000 000
EMTN53	3,50	23 janv. 2006	100 000 000
KE	7,75	24 juillet 2006	100 000 000
DMTN16	5,20	8 mars 2007	500 000 000
DMTN43	Croissant	3 mai 2007	30 000 000
DMTN49	Croissant	15 juillet 2007	50 000 000

PRODUIT DE LA DETTE(Suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
EMTN52	4,375	10 sept. 2007	750 000 000
DMTN47	Croissant	15 nov. 2007	25 000 000
EMTN51	5,125	31 décembre 2007	100 000 000
DMTN42	Croissant	3 avril 2009	45 000 000
DMTN45	Croissant	6 mai 2009	36 000 000
DMTN51	Croissant	23 juillet 2009	25 000 000
DMTN52	Croissant	10 sept. 2009	35 000 000
EMTN50	5,25	30 nov. 2011	150 000 000
DMTN8	6,10	2 déc. 2011	500 000 000
DMTN46	Zéro	7 juillet 2012	37 888 111
DMTN54	Croissant	15 oct. 2012	30 000 000
DMTN53	5,375	2 déc. 2012	2 000 000 000
KJ	7,60	2 juin 2027	28 300 000
NF	6,20	2 juin 2031	1 500 000 000
DMTN61	5,85	8 mars 2033	1 000 000 000
DMTN44	6,20	13 juillet 2040	50 000 000
DMTN10	6,20	2 déc. 2041	90 000 000
DMTN33	6	2 juin 2042	90 000 000
DMTN62	5,75	2 juin 2043	50 000 000
OÉO	Divers	21 juin 2005 au 21 juin 2009	2 601 317 950
Bons du Trésor	Divers	1er avr. 2003 au 2 juill 2004	1 756 215 000
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS CANADIENS - PUBLICS			11 999 011 061
	EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS		
EMTN54	4,75	7 mars 2008	100 000 000
			100 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,897136 $			89 713 600

PRODUIT DE LA DETTE(Suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
		EXIGIBLE EN EUROPE EN EUROS	
EMTN55	3,50	12 mars 2010	400 000 000
			400 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,6135 $			645 399 900
		EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS	
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS	Divers	1er avr. 2003 au 17 juin 2003	317 529 000
			317 529 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,48351 $			471 059 048
		EXIGIBLES SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS AMÉRICAINS	
NT	2,625	15 déc. 2005	481 691 920
NR	3,50	17 sept 2007	1 000 000 000
NS	3,75	15 déc. 2009	300 000 000
NQ	5,125	17 juillet 2012	750 000 000
NU	4,375	15 févr. 2013	500 000 000
			3 031 691 920
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,55072 $			4 701 300 001
		EXIGIBLES SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS	
NV	5,75	3 mars 2008	250 000 000
			250 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,83532 $.			208 829 000

PRODUIT DE LA DETTE (Fin)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
TOTAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS EN DEVISES			6 116 301 549
PRODUIT BRUT DE LA DETTE			18 157 279 919
MOINS : RAJUSTEMENTS NETS DÉCOULANT DE L'OPÉRATION DE COUVERTURE VISANT À CONVERTIR EN DOLLARS CANADIENS LA DETTE CONTRACTÉE EN DEVISES ÉTRANGÈRES			(20 503 403)
PRODUIT DE LA DETTE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE			18 136 776 516

REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DETTE NON PUBLIQUE			
À rembourser au ministre des Finances du Canada : Régime de pensions du Canada :			
RPC	12,01 à 16,53	2 avr. 2002 au 31 mars 2003	1 294 712 000
À rembourser aux collèges d'arts appliqués et de technologie :			
CRCAAT	8,02 à 10,28	2 avr. 2002 au 31 déc. 2002	30 540 176
À rembourser à la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario :			
RREMO	8,02 à 10,28	2 avr. 2002 au 31 déc. 2002	235 259 824
À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
SCHL	5,125 à 15,75	2 avr. 2002 au 3 mars 2003	7 191 649
À rembourser au Régime de retraite des fonctionnaires :			
CRF	9,50 à 16,50	16 avr. 2002 au 17 mars 2003	131 542 663
À rembourser au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario :			
CR-SEFPO	9,50 à 16,95	16 avr. 2002 au 17 mars 2003	62 489 949
À rembourser à la Caisse de retraite du Ryerson Polytechnical Institute :			
RRR	1,465	2 avr. 2002 au 31 mars, 2003	926 036
À rembourser à la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :			
CRE	9,82 à 10,53	1 mai. 2002 au 31 mars 2003	655 570 855
REMBOURSEMENT DE LA DETTE NON PUBLIQUE - DOLLARS CANADIENS			2 418 233 152
DETTE PUBLIQUE			
MV	6,40	2 décembre 2004	94 290 000
MZ	6,25	8 mars 2005	197 125 000
MU	6,20	19 novembre 2009	100 000 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE (Suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DMTN46	Zéro	7 juillet 2012	12 618 700
HC	9,50	10 juillet 2022	95 282 000
KN	7,50	3 février 2027	4 380 000
KT	6,95	3 février 2027	25 549 000
JA	9,4688	10 janvier 2035	1 540 710
OÉO	Divers	1 mars 2000	4 681 900
OÉO	Divers	21 juin 2000	5 517 600
OÉO	Divers	21 juin 2000 au 21 juin 2004	11 018 900
OÉO	Divers	21 juin 2001 au 21 juin 2005	72 421 200
OÉO	Divers	21 juin 2002 au 21 juin 2006	374 450 050
OÉO	Divers	21 juin 2003 au 21 juin 2007	155 704 600
OÉO	Divers	21 juin 2004 au 21 juin 2008	289 885 000
OÉO	Divers	21 juin 2005 au 21 juin 2009	509 484 400
			1 953 949 060
EXIGIBLES SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS CANADIENS			
HK	8	11 mars 2003	1 500 000 000
			1 500 000 000
TOTAL DU REMBOURSEMENT DE LA DETTE - DOLLARS CANADIENS			3 453 949 060

REMBOURSEMENT DE LA DETTE (Fin)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
EXIGIBLES SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS AMÉRICAINS			
HB	7,75	4 juin 2002	2 000 000 000
HH	7,375	27 janvier 2003	3 000 000 000
			5 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,26582 $			6 329 080 000
EXIGIBLES AU JAPON EN YENS JAPONAIS			
YL001	5,50	28 janvier 2003	10 000 000 000
YL002	4,80	24 mars 3003	7 000 000 000
			17 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,01115 $			189 546 499
EXIGIBLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING			
HD	9,375	30 juillet 2002	200 000 000
			200 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 2,25 $			450 000 000
EXIGIBLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES			
HF	6,25	27 janvier 2003	400 000 000
			400 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,09122 $			436 489 141
TOTAL DU REMBOURSEMENT DE LA DETTE - ÉTRANGER			7 405 115 640
REMBOURSEMENT DE LA DETTE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE			**13 277 297 852**

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (NET)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

La présente annexe donne un résumé des dépôts aux autres comptes dont le ministre des Finances de l'Ontario est dépositaire, ainsi que des paiements effectués à partir de ceux-ci. Toutes les sommes reçues sont comptabilisées au titre du passif de la province tandis que les paiements effectués sont portés en diminution du passif de la province. Lorsque les paiements sont supérieurs aux dépôts, le solde indiqué entre parenthèses. On trouvera dans les Annexes — Actif et passif (pages 3-7 à 3-10) le solde enregistré à la clôture de l'exercice, pour chacun des comptes, ainsi que des renseignements supplémentaires.

	2003 $	2002 $
Caisse d'épargne de l'Ontario - Dépôts nets en $CAN	(447 020 173)	19 622 559
Pensions et prestations supplémentaires		
Caisse de retraite des juges provinciaux	24 523 756	23 253 612
Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres	3 552 745	1 454 676
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - RRF	25 416 491	1 512 692
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - SEFPO	354 737	412 288
Prestations aux conjoints de même sexe	(17 631)	-
	53 830 098	26 633 268
Autres éléments de passif :		
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation:		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(11 740)	11 740
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	2 090	3 237
Programme d'assurance du revenu de marché	(44 684 637)	(88 502 601)
	(44 694 287)	(88 487 624)
Ministère du Procureur général:		
Fonds d'aide aux victimes	9 830 087	9 704 702
Fiducie pour le recours collectif concernant Walkerton	(367 590)	367 590
Produits de la criminalité	320 533	31 925
Produits de la criminalité - échelle provinciale	400 000	-
	10 183 030	10 104 217
Ministère des Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance:		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(733)	733
Legs et bourses	349	(4 172)
	(384)	(3 439)
Ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises:		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(362 328)	362 328
Caisse d'assurance des sûretés mobilières	396 390	354 825
Dépôts — jeux et alcools	117 313	277 016
Montants non réclamés	67 289	89 442
Obligations de garantie - *Loi sur les agences de recouvrement*	-	(4 187)
Obligations de garantie - *Loi sur le courtage commercial et immobilier*	-	(4 312)
Dépôts de garantie - Commission des sports professionnels	44 061	(49 908)
Dédommagements	(20 053)	(65 962)
	242 672	959 242

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (NET) (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation:		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	-	(99 109)
Palladium Finance Corporation III	(21 070 541)	(4 229 459)
	(21 070 541)	(4 328 568)
Ministère de l'Éducation:		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(119)	119
Prestation en Ontario du programme Rescol à la source	(35 982)	(76 365)
	(36 101)	(76 246)
Ministère de l'Environnement et Énergie:		
Fonds en fiducie d'assurance - *Loi sur la protection de l'environnement*	234 767	2 362 975
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	27 385	26 089
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	20 019	19 072
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	-	(38)
	282 171	2 408 098
Ministère des Finances:		
Déductions salariales	(33 127 363)	6 432 451
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	(5 229 364)	5 019 057
Réserve pour chèques en circulation	5 527 066	1 885 803
Taxe des régies locales des services publics	(697 669)	697 669
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(20 660)	20 631
Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	(2 160 599)	(138 188)
Dépôts de garantie pour contrats - Taxe de vente au détail	(216 707)	(184 284)
Intérêt composé à payer sur les débentures	219 644 982	(66 846 654)
Intérêts et sommes/chèques non réclamés divers	93 585	
	183 813 271	(53 113 515)
Ministère de la Santé et Soins de longue durée:		
Fonds de recherche Terry Fox	(245 620)	47 415
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	435 924	44 639
Bourses	(19)	19
Facturation réciproque	(1 400 000)	-
	(1 209 715)	92 073
Ministère du Travail:		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(4 463)	4 463

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (NET) (suite)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Secrétariat du Conseil de gestion:		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	299 020	367 632
Compte à usage particulier - archives	(3 492)	74 235
Fonds de rendement du projet Réseau intégré	444 979	8 871
	740 507	450 738
Ministère des Affaires municipales et du Logement:		
Compte spécial à court terme de la Société de logement de l'Ontario	(27 752 415)	20 851 124
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(1 235)	1 235
	(27 753 650)	20 852 359
Ministère des Richesses naturelles:		
Pêche, faune et flore	(138 219)	14 293 779
Parcs de l'Ontario - *Loi sur les parcs provinciaux*	1 647 643	4 160 903
Centre d'information sur le patrimoine naturel	184 251	173 791
Loi sur les ressources en agrégats - permis annuels, mun. de palier sup.	-	(1 980)
Dépôts garantis - Bois	(87 411)	(55 308)
Dépôts garantis - Autres	(25 607)	(13 875)
Loi sur les puits d'extractions et les carrières	-	(87 360)
Fiducie pour régénération forestière	(2 705 666)	(293 333)
Loi sur les ressources en agrégats - permis annuels, municipalités locales	-	(339 638)
Fiducie pour opérations forestières	161 219	(686 595)
	(963 790)	17 150 384
Ministère du Développement du Nord et des Mines:		
Fonds de réhabilitation des mines	9 063 769	5 843 195
Fonds de réhabilitation à long terme	532	771
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	1 671	(1 671)
	9 065 972	5 842 295
Ministère de la Sûreté et de la Sécurité publique:		
Fonds non réclamés	65 643	40 191
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	(26 280)	44 359
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	-	25 720
Centre des sciences judiciaires - aide financière aux étudiants	100	1 190
Fonds commémoratif Craig Campbell	(181)	(176)
Produits de la criminalité	1 119 051	(481 517)
	1 158 333	(370 233)

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (NET) (fin)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Ministère du Tourisme et des Loisirs:		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	796	-
Ministère de la Formation, des Collèges et des Universitiés:		
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	278 542	373 887
Agence canadienne de développement international - projet d'Afrique du Sud	42 727	323 812
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	-	112
Legs et bourses	4 210	(4 948)
Fondation des prix John Charles Polanyi	(44 112)	(32 165)
Agence canadienne de développement international - projet LATVIA - TTC	(36 749)	(62 686)
	244 618	598 012
Ministère des Transports:		
Passif - programme international d'immatriculation	9 368 097	3 419 606
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(552 470)	552 470
Régies des routes locales	1 161 078	
	9 976 705	3 972 076
Total des autres éléments de passif	119 975 144	(83 945 668)
Caisse d'épargne de l'Ontario, pensions et autres éléments de passif	**(273 214 931)**	**(37 689 841)**

ANNEXE AUX OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

La présente annexe récapitule tous les emprunts (remboursements) contractés par la province pendant l'exercice pour le compte de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.

	2003 $	2002 $
Emprunts remboursés au moyen de titres émis au public		
Long terme	(47 743 828)	(69 069 128)
Court terme (net)	(1 032 255 950)	-
du Régime de pensions du Canada	-	(500 000 000)
Produit d'emprunts provenant de titres émis au public		
Long terme	872 000 000	1 050 000 000
Court terme (net)	-	1 178 264 325
du Régime de pensions du Canada	97 091 000	114 000 000
Augmentation nette (diminution) des débentures et billets	(110 908 778)	1 773 195 197
Intérêt sur titre provenant de titres émis au public:		
Long terme	397 776 998	371 418 831
Court terme	128 176 106	89 083 131
du Régime de pensions du Canada	185 194 398	235 739 827
	711 147 502	696 241 789
Recouvrements de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		
Emprunts remboursés au moyen de titres émis au public		
Long terme	47 743 828	69 069 128
Court terme (net)	1 032 255 950	-
du Régime de pensions du Canada	-	500 000 000
Produit d'emprunts provenant de titres émis au public		
Long terme	(872 000 000)	(1 050 000 000)
Court terme (net)	-	(1 178 264 325)
du Régime de pensions du Canada	(97 091 000)	(114 000 000)
Avances nettes	110 908 778	(1 773 195 197)
Intérêts sur avances provenant de titres émis au public:		
Long terme	(397 776 998)	(371 418 831)
Court terme	(128 176 106)	(89 083 131)
du Régime de pensions du Canada	(185 194 398)	(235 739 827)
	(711 147 502)	(696 241 789)

section 3

Annexes — Actif et passif

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL - SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS

Au 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario *	13 554 385 600	13 216 307 878
Ontario Power Generation Inc.*	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc. *	3 759 000 000	3 759 000 000
Office ontarien de financement *	55 069 682	183 623 733
Bombardier Inc. - Prêts à recouvrer	44 100 000	49 000 000
Commission de transport Ontario Northland *	35 207 935	35 207 935
Commission de transport Ontario Northland - ligne de crédit, fonctionnement	24 000 000	20 000 000
Palladium Finance Corporation III	20 570 715	21 070 541
Société de développement de North Pickering	5 701 386	5 701 386
	22 624 035 318	22 415 911 473

* Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

Le 1er avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, la Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company), la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province a emprunté, au nom de la SFIEO, 1 978 212 000 $ du Régime de pensions du Canada et a émis des obligations sur le marché public d'une valeur de 10 879 473 600 $CAN. Les montants obtenus grâce à ces emprunts ont été versés à la SFIEO en échange d'obligations selon les mêmes modalités. De plus, la province a accordé à la SFIEO un prêt au jour le jour de 696 700 000 $ au 31 mars 2003.

La Ontario Power Generation Inc. (OPGI) et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de la OPGI (5 126 millions de dollars) et de Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

Au nom de la province, ainsi que de diverses sociétés provinciales de la Couronne et d'autres organismes publics, l'Office ontarien de financement coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers, offre des services de gestion des investissements à court terme, fournit des conseils sur le financement de projets et assure des services financiers et de gestion de la trésorerie centralisés. L'Office a également veillé, jusqu'au 31 mars 2003, au fonctionnement de la Caisse d'épargne de l'Ontario, qui offrait au public des services de dépôts. Le 28 janvier 2003, le gouvernement a annoncé qu'il avait accepté l'offre d'achat de la Caisse présentée par Desjardins Credit Union Inc. La vente a été conclue le 31 mars 2003.

En 1997-1998, dans le cadre du démantèlement de la Société ontarienne de l'aérospatiale, cette dernière a transféré un billet à ordre de 49 millions de dollars de Bombardier Inc. à la province.

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL - SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS (FIN)

Au 31 mars 2003

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La Commission a reçu de la province une avance totale de 35 207 935 $ exempte d'intérêts. La province a versé des subsides s'élevant à 22 357 838 $ pour l'exercice 2002-2003 (19 373 112 $ en 2001-2002). Après versement des subsides, la Commission a enregistré une perte nette de 4 849 000 $ pour l'année civile 2002 (perte nette de 2 567 000 $ en 2001).

En vertu de décrets et de la *Loi sur la Commission de transport Ontario Northland*, L.R.O. 1990, on a autorisé la CTON à emprunter jusqu'à 27 millions de dollars à l'aide d'une ligne de crédit de fonctionnement d'ici le 31 mars 2003, sous réserve des modalités fixées par l'Office ontarien de financement. Au 31 mars 2003, la CTON avait emprunté 24 millions de dollars.

Au cours de l'exercice, il y a eu une défaillance de la part de Palladium Finance Corporation III aux termes des actions privilégiées de renflouement, et les détenteurs des actions privilégiées de renflouement ont exercé leur droit de revendre le prêt à la province en août 2002. L'Ontario a repris sa position initiale à titre de prêteur à Palladium Finance Corporation III aux termes du prêt pour infrastructure.

La province a accordé à la Société de développement de North Pickering une avance portant intérêt de 5 701 386 $ pour lui permettre de couvrir ses frais d'exploitation. L'encours totalise maintenant 8 496 867 $, y compris des intérêts courus de 1 806 174 $ et des avances de 988 150 $ en 2002-2003. Les avances et les intérêts seront remboursés à partir du produit de la vente éventuelle de biens-fonds.

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES

Au 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Ville de Toronto	183 750 000	183 750 000
Drainage au moyen de tuyaux	34 740 678	39 945 299
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	693 033	761 299
	219 183 711	224 456 598

Jusqu'à présent, la province a accordé un financement transitoire à la nouvelle ville de Toronto sous forme de prêt sans intérêt remboursable au cours des dix prochaines années.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à ceux-ci.

AUTRES PRÊTS

Au 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	529 414 661	280 683 361
Société indépendante de gestion du marché de l'électricité	275 000 000	275 000 000
Collège Sheridan	7 700 000	9 700 000
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	8 183 391	6 560 264
Prêt pour les logiciels de gestion du transport	6 530 016	6 530 016
Société foncière de l'Ontario	5 448 578	6 641 282
Société de développement de North Pickering	988 150	-
Assistance accordée à titre de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	531 492	601 513
Société d'hypothèques de l'Ontario, SCHL	385 618	452 169
Prêtspour le drainage agricole dans le Nord de l'Ontario	129 429	71 229
Science Nord - Cinéma Imax	75 837	75 837
Cotisations syndicales à recevoir (SEFPO)	64 428	64 428
	834 451 600	586 380 099

La Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario a été créée en août 2001 pour accorder des fonds aux étudiants qui fréquentent les établissements d'enseignement approuvés de la province. Ces fonds sont empruntés à la province et accordés aux étudiants approuvés ayant présenté une demande à la Direction du soutien aux étudiantes et étudiants du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

Le 1er avril 1999, la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*. Il s'agit d'une des cinq sociétés formées à partir de l'ancienne société Ontario Hydro. Elle a pour but de veiller à l'équité, à la fiabilité et à la sécurité du nouveau marché de l'électricité.

Le prêt consenti au Collège Sheridan est pour la construction d'une installation à la fine pointe de la technologie appelée Sheridan Centre for Animation and Emerging Technologies (SCAET), qui a ouvert ses portes en septembre 2000. Cette installation a pour but de répondre aux nouveaux besoins des industries canadiennes du spectacle et des communications et de favoriser le développement économique des secteurs cinématographique, numérique et multimédia ainsi que des secteurs connexes de l'Ontario. Le remboursement du prêt a commencé en janvier 2001.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 $ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer un an après la fin de leurs études.

Le programme de prêts pour les logiciels de gestion du transport a été mis en oeuvre dans le cadre du règlement de subvention de 2000-2001. Au cours de cet exercice, le ministère a annoncé un programme de prêts de 7 millions de dollars pour aider les conseils scolaires à acheter des logiciels de gestion du transport d'écoliers ou à mettre à niveau leurs logiciels. Dans le règlement de subvention de 2001-2002, la date limite de remboursement des prêts a été repoussée à 2003. Pour veiller à ce que cette initiative donne les résultats escomptés et réponde aux besoins des conseils scolaires de la province, les prêts ont été offerts uniquement aux conseils qui utilisent ou prévoient utiliser les logiciels approuvés par le ministère. Auparavant, le ministère de l'Éducation avait procédé à une demande de qualification pour déterminer les logiciels de gestion du transport d'écoliers que pourraient acheter les conseils scolaires de la province dans le cadre du programme de prêts.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

AUTRES PRÊTS (fin)

Au 31 mars 2003

Des avances ont été accordées à la Société de développement de North Pickering afin de l'aider à couvrir ses dépenses de fonctionnement. La Société de développement de North Pickering représente les intérêts de la province dans l'administration des terres de la Couronne dans le secteur de Seaton de North Pickering. Les avances et les intérêts seront remboursés à partir du produit de la vente éventuelle de biens-fonds.

En vertu des dispositions de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*, des prêts ont été accordés aux municipalités par la province sous forme de remboursements et de crédits d'impôts.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 $ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Les cotisations syndicales à recevoir servent au remboursement anticipé des cotisations syndicales au SEFPO en ce qui concerne le règlement négocié de 20 millions de dollars découlant du contrat social et portant sur des griefs non réglés. Ce compte est utilisé pour créditer les cotisations connexes qui sont déduites des paiements relatifs au règlement des griefs versés aux plaignants.

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF

Au 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Dépôts effectués dans la Caisse d'épargne de l'Ontario	2 158 587 472	2 605 607 645
Autres éléments de passif :		
Intérêt composé à payer sur les débentures	782 611 436	562 966 454
Fonds d'assurance du revenu de marché	96 413 399	141 098 036
Fonds de pension et fonds connexes:		
Caisse de retraite des juges provinciaux	325 235 524	300 711 768
Versements au Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres	41 766 012	38 213 266
Avantages sociaux supplémentaires	45 995 889	20 224 661
Prestations aux conjoints de même sexe	-	17 631
Fonds d'aide aux victimes	77 655 495	67 825 408
Chèques en circulation	22 493 813	20 417 381
Fonds de réhabilitation des sites miniers	18 994 174	9 930 406
Caisse d'assurance des sûretés immobilières	16 253 400	15 857 010
Chasse et pêche	15 164 451	15 302 669
Programme international d'immatriculation	12 787 703	3 419 606
Fonds en fiducie pour la régénération forestière	11 559 974	14 265 640
Parcs Ontario - *Loi sur les parcs provinciaux*	10 133 749	8 486 106
Fonds en fiducie d'assurance - *Loi sur la protection de l'environnement*	9 778 873	9 544 106
Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	7 555 064	9 715 663
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	6 963 850	12 193 214
Montants non réclamés - lois multiples	6 844 689	3 261 122
Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 605 115	5 631 396
Produits de la criminalité	3 949 679	2 510 095
Dépôts relatifs aux jeux et alcools	3 320 804	3 203 491
Fonds de rendement du projet Réseau intégré	2 453 849	2 008 871
Dépôts de garantie - Divers ministères	1 879 352	2 165 015
Fonds de fiducie pour les lieux d'élimination des déchets	1 846 216	1 818 831
Fonds de recherche Terry Fox	1 776 456	2 022 076
Fonds de fiducie pour les puits de vidange	1 349 662	1 329 643
Régies des routes locales	1 161 078	-
Fonds de bourses d'études John C. Polanyi	974 079	1 018 191
Retenues salariales	101 935	33 229 298
Société de logement de l'Ontario - Compte spécial à court terme	-	27 752 415
Palladium Finance Corporation III	-	21 070 541
Divers	4 590 012	6 200 476
	1 537 215 732	1 363 410 486

La Caisse d'épargne de l'Ontario exploitait 23 succursales partout dans la province et cinq agences dans le Nord de l'Ontario. Elle recueillait les dépôts du public, du gouvernement et d'autres organismes publics et déposait le produit ainsi obtenu dans le Trésor. Ces dépôts faisaient partie du passif réel de la province. Le 28 janvier 2003, le gouvernement a annoncé qu'il avait accepté l'offre d'achat de la Caisse d'épargne de l'Ontario présentée par Desjardins Credit Union Inc. La vente a pris effet le 31 mars 2003. Les fonds de 2 158 587 472 $ déposés à la Caisse d'épargne de l'Ontario ont été transférés à l'acheteur le 1er avril 2003.

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (suite)

Au 31 mars 2003

L'intérêt composé à payer sur les débentures représente l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario et les débentures provinciales en circulation mais dont le paiement ne se fera pas au cours des 12 prochains mois.

Le Programme d'assurance du revenu de marché a été instauré en 1991 pour réduire le risque de perte de revenu en raison de prix de marché trop bas. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario versent des contributions dans ce compte. Le fonds comprend également les contributions des années précédentes des personnes inscrites au programme. L'intérêt est inscrit au crédit de ce fonds à chaque trimestre.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances et le ministère de la Santé et qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2003.

Le Fonds de réhabilitation des sites miniers est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M.14.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières reçoit une partie des droits versés au registrateur au moment de la délivrance d'un certificat, en vertu de la *Loi sur l'assurance des sûretés immobilières*. La Caisse indemnise les particuliers ayant subi un préjudice (perte ou dommage) causé par une erreur dans leur certificat de propriété. Les intérêts annuels sont portés au crédit de la Caisse.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la chasse et de la pêche, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

Le programme international d'immatriculation est un programme américain qui permet la répartition des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires qui circulent sur les routes des provinces et des États participants. Il permet l'immatriculation générale des camions et des autobus, remplaçant ainsi les ententes individuelles de réciprocité. Les droits d'immatriculation des camions et des autobus sont répartis selon le nombre de kilomètres parcourus par les transporteurs à l'extérieur de leur territoire. Les véhicules ont besoin d'une seule plaque et d'un seul document d'immatriculation, qui les autorisent à circuler dans tous les territoires participants.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur le bois de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds en fiducie pour la régénération forestière. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour la régénération forestière sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (fin)

Au 31 mars 2003

Des personnes et des sociétés sont tenues de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2003.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2.

Lorsque les institutions financières sont incapables de trouver la personne à qui appartiennent des actions et dépôts non réclamés, les montants correspondants sont versés au ministre des Finances de l'Ontario à partir de comptes en fiducie tenus par des particuliers ou des sociétés, conformément aux lois provinciales, telles que la *Loi sur les caisses populaires et les credit unions*, la *Loi sur le courtage commercial et immobilier* et la *Loi sur les agences de recouvrement*.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Le ministère du Sûreté et Sécurité publique et le ministère du Procureur général gèrent tous deux un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Le 1er avril 1998, la Commission des jeux et la Commission des permis d'alcool de l'Ontario ont été fusionnées pour former un nouvel organisme, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO). Le fonds d'administration générale de la Commission des jeux, éliminé le 31 mars 1998, contenait également dans le passé les sommes déposées selon le principe de la diligence raisonnable et celles affectées aux enquêtes prévues par l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*. Comme la nouvelle CAJO avait besoin d'un compte pour ces dépôts, le compte « Commission des jeux - Fonds d'administration générale » est devenu le compte « *Dépôts - Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* ». Par la suite, la désignation de ce compte a été encore modifiée pour devenir « Dépôts relatifs aux jeux et alcools » afin de tenir compte des dépôts reçus par la CAJO pour acquitter les frais de publication d'avis relatifs aux demande de permis de vente d'alcool, conformément à la *Loi sur les permis d'alcool*. Au 31 mars 2003, les dépôts liés aux jeux s'élevaient à 2 445 804,53 $ et ceux liés aux alcools à 874 999,93 $, soit un montant total pour ce compte de 3 320 804,46 $.

Le Fonds de rendement du projet Réseau intégré comprend un montant déposé par EDS Canada Inc. et certaines contributions du gouvernement qui serviront au financement de la portion assumée par le gouvernement des investissements potentiels visant à réduire les frais de service et à l'accumulation d'économies réalisées avant que celles-ci ne soient partagées entre EDS Canada Inc. et le gouvernement.

Les dépôts de garantie de contrat doivent être remis au ministre des Finances de l'Ontario aux fins des soumissions sur les contrats et de l'exécution d'une obligation envers le gouvernement de l'Ontario.

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (fin)

Au 31 mars 2003

Les exploitants des lieux d'élimination des déchets sont tenus de verser un dépôt de garantie basé sur les certificats d'autorisation délivrés par le ministère de l'Environnement aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances. Ces dépôts assurent la conformité aux règles d'entretien, de remise en état et de fermeture des lieux.

Le Fonds de recherche Terry Fox a été créé en 1981 pour contribuer à la recherche sur le cancer. La somme de 1 000 000 $ a été affectée à un compte en fiducie portant intérêt. Les retraits de fonds sont conformes aux dispositions d'un accord signé entre le ministre de la Santé et la Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer.

Les exploitants des puits de vidange sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement, sur les déchets éliminés dans les puits de vidange autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits de vidange à des étendues ou à des cours d'eau, qui les rendraient inutilisables.

Le compte de passifs des régies des routes locales représente des fonds déposés au Trésor par diverses commissions locales pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. Une régie des routes locales est constituée d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on dénombre de 300 à 350 régies des routes locales en activité dans la province. Les travaux de voirie qui doivent être effectués sont déterminés au cours d'une rencontre annuelle entre les régies des routes locales et les représentants du ministère, et ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien générales ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Un fonds commémoratif de 1 000 000 $ a été établi afin de rendre hommage au D[r] John Charles Polanyi, qui a été récipiendaire en 1986 du Prix Nobel en chimie. Des bourses sont accordées chaque année à partir du fonds à des étudiants de doctorat des universités ontariennes.

Le montant des retenues salariales correspond aux retenues du mois de mars qui n'ont pas encore été versées à leurs bénéficiaires.

La Société de logement de l'Ontario a confié au ministre des Finances de la province, les sommes prélevées sur son fonds de roulement et dont elle n'a pas besoin dans l'immédiat.

En 1997-1998, un prêt non remboursé consenti à Palladium Finance Corporation III a fait l'objet d'une restructuration par l'émission d'actions privilégiées de renflouement entraînant le versement des sommes dues à la province. Ce dépôt a été établi à titre de fonds spécial pour respecter l'obligation de la province de racheter le prêt lors de l'annulation progressive de l'accord de restructuration.

Les autres dépôts correspondent aux sommes versées au ministre des Finances ou détenues en fiducie à diverses fins telles que des bourses d'études et des garanties.

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE

Au 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Dette contractée aux fins de la province :		
EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	10 387 000 000	11 042 570 855
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	7 365 473 000	8 660 185 000
Caisse de retraite des fonctionnaires	3 199 540 075	3 331 082 738
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	1 519 956 275	1 582 446 224
Société de logement de l'Ontario	1 157 212 297	1 157 212 297
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	266 370 000	501 629 824
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	201 797 945	208 989 594
Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie	42 880 000	73 420 176
À la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	41 967 309	-
Régime de retraite de Ryerson	5 393 343	6 319 378
	24 187 590 244	26 563 856 086
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC	71 653 700 202	67 823 384 042
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	9 908 672 350	8 730 518 050
BONS DU TRÉSOR	4 251 373 000	2 495 158 000
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS	1 280 210 761	809 151 713
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE	**111 281 546 557**	**106 422 067 891**
Dette contractée aux fins d'investissement :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	3 759 000 000	3 759 000 000
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	**8 885 000 000**	**8 885 000 000**
Dette contractée pour OEFC:		
EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 978 212 000	1 881 121 000
	1 978 212 000	1 881 121 000
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC	8 163 600 000	7 339 343 828
BONS DU TRÉSOR	2 484 165 000	2 990 000 000
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS	231 708 600	758 129 550
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO	**12 857 685 600**	**12 968 594 378**

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE (Suite)

Au 31 mars 2003

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est gérée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Le Régime de retraite de Ryerson est administré par l'Université polytechnique Ryerson.

Le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada a permis à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, à concurrence de montants à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du Fonds, à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics du Canada.

Les créances auprès de la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, de la Caisse de retraite des fonctionnaires, de la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario et du Régime de retraite de Ryerson consistent en des débentures non négociables de la province.

À l'origine, la Société de logement de l'Ontario (SLO) a emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes à but non lucratif dans le cadre du projet « Maisons ... pour de bon ». Étant donné que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SLO, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds ainsi mis en disponibilité, en échange de débentures provinciales. La dette est éliminée à la suite de la consolidation des états financiers des Comptes publics de l'Ontario.

La Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario et le Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie ont investi l'excédent de leurs fonds dans l'achat de titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres a été établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme, achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a accepté d'acheter des débentures échéant en série émises par la province pour permettre le financement d'une grande partie des coûts liés à la construction de ses installations d'élimination des déchets. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction des taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, étaient applicables aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et dont les dates d'échéance peuvent varier jusqu'à trois années, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les émissions d'effets de commerce américains ne portent pas d'intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OÉO) ont été émises pour la première fois en mars 1995 et viennent à échéance le 1er mars 2000. Le taux d'intérêt de ces obligations peut changer en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 8 % la première année et de 7 % au cours des deuxième et troisième années. Le taux en vigueur du 1er septembre 1999 au 1er mars 2000 était de 5,0 %. La deuxième émission des Obligations d'épargne de l'Ontario, à taux variable et à taux croissant, a eu lieu en juin 1996 et est venue à échéance le 21 juin 2001. Le taux d'intérêt des obligations à taux variable est rétabli tous les six mois. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli à tout moment, sous réserve d'un taux minimum de 4,5 % la première année, de 5,75 % la deuxième année, de 6,25 % la troisième année, de 7,25% la quatrième année et de 9,0 % la dernière année. La troisième émission d'Obligations d'épargne de l'Ontario, à taux variable, à taux croissant et à taux fixe, a eu lieu en juin 1997. Les obligations à taux variable et à taux croissant arriveront à échéance le 21 juin 2004, et les obligations à taux fixe sont arrivées à échéance le 21 juin 2000. Le taux d'intérêt des obligations à taux variable est rétabli tous les six mois. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli à tout moment, sous réserve d'un taux minimum de 3 % la première année, de 5,25 % la deuxième année, de 6 % la troisième année, de 6,5 % la quatrième année, de 7 % la cinquième année, de 7,5 % la sixième année et de 8 % la dernière année. Le taux d'intérêt des obligations à taux fixe est de 5,25 % chaque année, jusqu'à la date d'échéance. La quatrième série d'OÉO, constituée d'obligations à taux variable, croissant et fixe, a été émise en juin 1998. Les obligations à taux variable arrivent à échéance le 21 juin 2005, celles à taux croissant sont arrivées à échéance le 21 juin 2003 et celles à taux

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE (fin)

Au 31 mars 2003

fixe le 21 juin 2001. Le taux d'intérêt des obligations à taux variable est rétabli tous les six mois. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 4,75 % la première année, 5 % la deuxième année, 6 % la troisième année, 6,25 % la quatrième année et 6,5 % la dernière année. Le taux d'intérêt des obligations à taux fixe est de 5,25 % chaque année jusqu'à la date d'échéance. La cinquième série d'OÉO, constituée d'obligations à taux variable, croissant et fixe, a été émise en juin 1999. Les obligations à taux variable arrivent à échéance le 21 juin 2006, celles à taux croissant le 21 juin 2004. Les obligations à taux fixe sont venues à échéance le 21 juin 2002. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 4,75 % la première année, 6 % la deuxième année, 6,25 % la troisième année, 6,5 % la quatrième année et 6,75 % la dernière année. Le taux d'intérêt des obligations à taux fixe est de 5,5 % chaque année jusqu'à la date d'échéance. Les obligations à taux fixe ne sont remboursables qu'à la date d'échéance. La sixième série d'OÉO, constituée d'obligations à taux variable, croissant et fixe, a été émise en juin 2000. Les obligations à taux variable arrivent à échéance le 21 juin 2007, celles à taux croissant le 21 juin 2005. Les obligations à taux fixe sont venues à échéance le 21 juin 2003. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 5,75 % la première année, 6,25 % la deuxième année, 6,50 % la troisième année, 6,75 % la quatrième année et 7 % la dernière année. Le taux d'intérêt des obligations à taux fixe est de 6,5 % chaque année jusqu'à la date d'échéance. La septième série d'OÉO, constituée d'obligations à taux variable, croissant et fixe, a été émise en juin 2001. Les obligations à taux variable arrivent à échéance le 21 juin 2008, celles à taux croissant le 21 juin 2006 et celles à taux fixe le 21 juin 2004. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 4,25 % la première année, 5,0 % la deuxième année, 5,75 % la troisième année, 6,25 % la quatrième année et 6,75 % la dernière année. Le taux d'intérêt des obligations à taux fixe est de 5,50 % chaque année jusqu'à la date d'échéance. La huitième série d'OÉO, constituée d'obligations à taux variable, croissant et fixe, a été émise en juin 2002. Les obligations à taux variable arrivent à échéance le 21 juin 2009, celles à taux croissant le 21 juin 2007 et celles à taux fixe le 21 juin 2005. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 2,50 % la première année, 3,75 % la deuxième année, 4,50 % la troisième année, 5,0 % la quatrième année et 5,50 % la dernière année. Le taux d'intérêt des obligations à taux fixe est de 4,625 % chaque année jusqu'à la date d'échéance. Toutes les émissions d'Obligations d'épargne de l'Ontario, à l'exception de celles à taux fixe, peuvent être encaissées deux fois par année, au gré du porteur. Les obligations à taux fixe ne peuvent être encaissées que lorsqu'elles arrivent à échéance.

Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. La Ontario Power Generation Inc. (OPGI) et Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company) sont deux de ces sociétés. La OPGI et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif de la SFIEO (5 126 millions de dollars) et de Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

La province a emprunté, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), anciennement Ontario Hydro, la somme de 1 978 212 000 $ au Régime de pensions du Canada. Elle a également procédé à des émissions publiques de débentures d'une valeur de 10 879 473 600 $ CAN. Tous les produits de ces emprunts ont été avancés à la SFIEO en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles s'appliquant aux titres détenus par la province, à l'exception d'un emprunt de 500 millions de dollars, venant à échéance le 2 juin 2031, qui a été rétrocédé à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010. Après cette date, l'emprunt sera pris en charge par la province jusqu'à la date d'échéance. De plus, la province a accordé à la SFIEO un prêt au jour le jour de 696 700 000 $ au 31 mars 2003.

La province de l'Ontario a émis auprès du public des débentures en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en livres sterling, en francs suisses, en dollars néo-zélandais, en couronnes norvégiennes et en euros.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
			%	$	
Dette contractée aux fins de la province					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS NON PUBLICS					
Au ministre des Finances du Canada					
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2004	1984	RPC	10,92 à 12,14	1 200 847 000	
2005	1985	RPC	12,08 à 14,06	1 133 182 000	
2006	1986	RPC	10,58 à 12,57	1 213 502 000	
2007	1987	RPC	9,36 à 10,17	232 269 000	
2008	1988	RPC	10,79	42 300 000	
2012	1992	RPC	9,81 à 10,04	987 249 000	
2013	1993	RPC	9,17 à 9,45	700 137 000	
2019	1999	RPC	5,81 à 5,84	45 270 000	
2020	1999	RPC	5,5 à 6,91	869 889 000	
2021	2000	RPC	6,33 à 6,67	609 834 000	
2022	2001	RPC	6,17 à 6,47	330 994 000	
				7 365 473 000	(5)
À la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2004	1982-1984	CRE	12,88 à 13,34	900 000 000	
2005	1984-1991	CRE	12,60 à 13,27	821 000 000	
2006	1985-1991	CRE	11,07 à 14,40	1 070 000 000	
2007	1985-1991	CRE	10,26 à 13,01	1 185 000 000	
2008	1983-1991	CRE	10,15 à 15,38	1 945 000 000	
2009	1986-1991	CRE	10,98 à 11,50	1 465 000 000	
2010	1986-1991	CRE	10,22 à 11,24	1 236 000 000	
2011	1987	CRE	10,11 à 10,32	560 000 000	
2012	1988-1991	CRE	10,68 à 11,24	580 000 000	
2013	1989-1991	CRE	11,06 à 11,31	625 000 000	
				10 387 000 000	(1)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
			%	$	
Au Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2004	1996	RREMO	9,45	163 695 000	
2007	1996	RREMO	9,77	102 675 000	
				266 370 000	(1)(38)
À la Caisse de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2004	1996	CRCAAT	9,45	24 255 000	
2007	1996	CRCAAT	9,77	18 625 000	
				42 880 000	(1)(38)
À la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants:					
Exercice se terminant le 31 mars					
2004	2003	OIIC 36	Flottant	800 000	
2005	2003	OIIC 01-03	Zéro	1 666 042	(123)
2006	2003	OIIC 04-14	Zéro	5 954 723	(123)
2007	2003	OIIC 15-25	Zéro	16 150 884	(123)
2008	2003	OIIC 26-37	Zéro	17 395 660	(123)
				41 967 309	
Au Régime de retraite de Ryerson :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2004	1995	RRR	12,78	1 081 061	
2005	1995	RRR	13,33	1 229 597	
2006	1995	RRR	11,16	1 464 199	
2007	1995	RRR	9,64	1 618 486	
				5 393 343	(1)
À la Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2000-2004	1974 à 1975	SCHL	5,125 à 7,875	54 532	
2000-2005	1971 à 1975	SCHL	5,125 à 8,625	389 342	
2000-2006	1973 à 1976	SCHL	5,125 à 10,375	566 844	
2000-2007	1974 à 1977	SCHL	5,375 à 10,375	2 018 879	
2000-2010	1970 à 1975	SCHL	5,75 à 6,875	1 558 695	
2000-2011	1971 à 1976	SCHL	5,375 à 8,25	2 833 542	
2000-2012	1972	SCHL	6,875 à 8,25	3 689 497	
2000-2013	1973	SCHL	7,25 à 8,25	700 166	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
			%	$	
2000-2014	1974	SCHL	6,125 à 8,25	11 361 699	
2000-2015	1975	SCHL	7,50 à 10,375	7 151 935	
2000-2016	1976	SCHL	5,375 à 10,75	15 348 205	
2000-2017	1977	SCHL	7,625 à 10,75	11 465 977	
2000-2018	1977 à 1978	SCHL	7,625 à 13,00	29 585 263	
2000-2019	1977 à 1980	SCHL	7,625 à 15,25	33 762 881	
2000-2020	1978 à 1980	SCHL	7,625 à 15,75	54 158 503	
2000-2021	1981	SCHL	9,50 à 15,75	26 114 815	
2000-2022	1982	SCHL	9,75 à 15,75	1 037 170	
				201 797 945	(2)(7)
À la Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2004	1997	CRF	9,50 à 14,65	67 265 166	
2005	1997	CRF	9,82 à 12,78	160 431 479	
2006	1997	CRF	11,05 à 13,33	172 212 515	
2007	1997	CRF	11,16 à 13,33	188 766 466	
2008	1997	CRF	15,38	218 362 903	
2009	1997	CRF	12,79	264 512 886	
2010	1997	CRF	12,88	273 669 452	
2011	1997	CRF	13,33	282 994 558	
2012	1997	CRF	11,55	336 229 108	
2013	1997	CRF	10,38	374 479 804	
2014	1997	CRF	11,10	409 677 031	
2015	1997	CRF	11,19	450 938 707	
				3 199 540 075	(1)(23)(65)
À la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2004	1997	CR-SEFPO	9,50 à 14,65	31 954 627	
2005	1997	CR-SEFPO	9,82 à 12,78	76 213 714	
2006	1997	CR-SEFPO	11,05 à 13,33	81 810 350	
2007	1997	CR-SEFPO	11,16 à 13,33	89 674 381	
2008	1997	CR-SEFPO	15,38	103 734 305	
2009	1997	CR-SEFPO	12,79	125 658 067	
2010	1997	CR-SEFPO	12,88	130 007 936	
2011	1997	CR-SEFPO	13,33	134 437 870	
2012	1997	CR-SEFPO	11,55	159 727 189	
2013	1997	CR-SEFPO	10,38	177 898 359	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
			%	$	
2014	1997	CR-SEFPO	11,10	194 618 964	
2015	1997	CR-SEFPO	11,19	214 220 513	
				1 519 956 275	(1)(23)(65)
À rembourser à la Société de logement de l'Ontario : Exercice se terminant le 31 mars					
2010	1994	OHC	8,264 à 9,215	422 388 939	
2011	1994 à 1995	OHC	8,242 à 9,898	694 880 091	
2012	1995	OHC	9,655	33 382 267	
2013	1995	OHC	9,655	6 561 000	
				1 157 212 297	(1)(2)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS NON PUBLICS				**24 187 590 244**	

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

22 avr. 2003	29 déc. 1992	HG	8,75	750 000 000	(1)
13 juill. 2003	13 janv. 2000	NB	Flottant	100 000 000	(1)(8)
16 sept. 2003	16 sept. 1998	MA	Flottant	100 000 000	(1)(73)
2 juin 2004	3 févr. 2000	MG	4,875	200 000 000	(1)(97)
4 juin 2004	4 oct. 2001	DMTN20	Flottant	75 500 000	(1)(102)
11 juin 2004	11 oct. 2001	DMTN21	Flottant	50 000 000	(1)(100)
2 juill 2004	2 juill. 2002	DMTN50	Flottant	50 000 000	(129)
15 sept. 2004	21 juin 1994	HU	9,00	1 450 000 000	(1)
2 déc. 2004	11 juin 2002	DMTN48	6,40	94 290 000	(1)
2 déc. 2004	28 oct. 1999	MV	6,40	12 710 000	(34)(49)
1er mars 2005	1er mars 2002	DMTN38	Flottant	50 000 000	(115)
8 mars 2005	10 déc. 1999	MZ	6,25	1 052 875 000	(1)(106)
13 mai 2005	13 mai 1999	ML	5,85	50 000 000	(44)
1er déc. 2005	13 sept. 1995	JP	8,25	1 000 000 000	(1)
1er févr. 2006	1er févr. 1999	MJ	5,00	90 000 000	(1)
1er févr. 2006	1er févr. 2002	DMTN34	Flottant	500 000 000	(1)(105)
20 févr. 2006	20 févr. 1996	JZ	0,00 - 17,25	107 000 000	(1)(40)
8 mars 2006	26 oct. 2000	NL	5,90	1 000 000 000	(1)(97)
20 juill. 2006	20 juill. 2001	DMTN6	Accélérateur	45 000 000	(3)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
			%	$	
24 juill. 2006	24 juill. 1996	KE	7,75	700 000 000	(1)(78)
21 août 2006	21 août 2001	DMTN9	Accélérateur	25 000 000	(22)
5 sept. 2006	5 sept. 2001	DMTN12	Accélérateur	25 000 000	(26)
11 sept. 2006	11 sept. 2001	DMTN13	Accélérateur	30 000 000	(36)
11 sept. 2006	11 sept. 2001	DMTN14	6,25	125 000 000	(32)
28 nov. 2006	28 nov. 2001	DMTN25	Accélérateur	25 000 000	(94)
12 déc. 2006	12 déc. 2001	DMTN27	Accélérateur	25 000 000	(88)
12 janv. 2007	12 janv. 1995	JF	9,50	132 950 000	(1)(21)
12 févr. 2007	12 févr. 2002	DMTN35	Accélérateur	50 000 000	(108)
20 févr. 2007	20 nov. 2001	DMTN24	Flottant	100 000 000	(95)
1er mars 2007	1er mars 2002	DMTN36	Accélérateur	35 000 000	(113)
8 mars 2007	11 sept. 2001	DMTN16	5,20	1 500 000 000	(1)(77)(97)
19 mars 2007	19 mars 2002	DMTN41	Accélérateur	25 000 000	(6)
3 mai 2007	3 mai. 2002	DMTN43	Accélérateur	30 000 000	(131)
4 juin 2007	4 déc. 2001	DMTN28	Accélérateur	30 000 000	(72)
18 juin 2007	18 déc. 2001	DMTN31	Accélérateur	33 000 000	(111)
15 juill.2007	15 juill 2002	DMTN49	Accélérateur	50 000 000	(136)
21 juill. 2007	21 janv. 2002	DMTN32	Accélérateur	35 000 000	(112)
27 août 2007	27 août 2001	DMTN11	Accélérateur	25 000 000	(42)
12 sept. 2007	12 sept. 1997	LE	6,125	1 160 000 000	(39)(130)
15 nov. 2007	15 mai 2002	DMTN47	Accélérateur	25 000 000	(134)
10 déc. 2007	10 déc. 1997	LH	5,875	66 475 000	(1)
17 mars 2008	17 mars 2003	DMTN63	Accélérateur	25 000 000	(141)
3 juin 2008	3 juin 1999	MN	Flottant	50 000 000	(46)
15 juill. 2008	6 févr. 1998	LM	5,50	75 000 000	(1)
4 sept. 2008	4 sept. 1998	LW	6,30	50 000 000	(1)
17 sept. 2008	17 sept. 2001	DMTN15	Accélérateur	38 000 000	(52)
22 oct. 2008	22 oct. 2001	DMTN22	Accélérateur	25 000 000	(99)
1er déc. 2008	5 mars 2002	DMTN39	Flottant	150 000 000	(116)
1er déc. 2008	15 sept. 1998	LZ	5,70	1 550 000 000	(1)
5 déc. 2008	5 déc. 2001	DMTN30	Flottant	50 000 000	(110)
3 mars 2009	3 mars 2003	DMTN60	Accélérateur	25 000 000	(140)
18 mars 2009	18 mars 2002	DMTN40	Accélérateur	30 000 000	(117)
1er avr. 2009	9 avr. 1998	LR	6,15	205 000 000	(87)
3 avr. 2009	3 avr. 1998	DMTN42	Accélérateur	45 000 000	(132)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
			%	$	
6 mai. 2009	6 mai. 2002	DMTN45	Accélérateur	36 000 000	(133)
23 juill. 2009	23 juill. 2002	DMTN51	Accélérateur	25 000 000	(137)
27 juill. 2009	27 juill. 1999	MR	5,75 - 6,50	40 000 000	(25)
4 sept. 2009	4 sept. 1997	LD	6,00 - 7,625	75 000 000	(71)
10 sept. 2009	10 sept. 2002	DMTN52	Accélérateur	35 000 000	(138)
3 oct. 2009	3 oct. 2001	DMTN19	Accélérateur	33 000 000	(103)
4 nov. 2009	4 nov. 2002	DMTN55	Accélérateur	25 000 000	(143)
19 nov. 2009	19 mars 1999	MU	6,20	900 000 000	(1)(109)
27 nov. 2009	27 nov. 2002	DMTN56	Accélérateur	25 000 000	(17)
18 déc. 2009	18 déc. 2002	DMTN57	Accélérateur	25 000 000	(96)
18 févr. 2010	18 févr. 2003	DMTN59	Accélérateur	25 000 000	(85)
4 mars 2010	4 mars 2002	DMTN37	Accélérateur	25 000 000	(114)
30 mai 2010	30 mai 2001	DMTN4	Accélérateur	50 000 000	(59)
28 juin 2010	28 juin 2001	DMTN5	Accélérateur	30 000 000	(68)
30 juill. 2010	30 juill. 2001	DMTN7	Accélérateur	25 000 000	(70)
19 nov. 2010	24 nov. 2000	NK	6,10	1 620 000 000	(1)
31 janv. 2011	31 janv. 2003	DMTN58	Accélérateur	25 000 000	(139)
28 sept. 2011	28 sept. 2001	DMTN17	Accélérateur	40 000 000	(104)
5 oct. 2011	5 oct. 2001	DMTN18	Accélérateur	40 000 000	(101)
30 oct. 2011	30 oct. 2001	DMTN23	Accélérateur	35 000 000	(16)
29 nov. 2011	29 nov. 2001	DMTN26	Accélérateur	50 000 000	(89)
2 déc. 2011	27 févr. 2002	DMTN8	6,10	1 000 000 000	(1)(60)
7 juill. 2012	18 mai. 2002	DMTN46	zéro	25 269 411	(98)
15 oct. 2012	15 oct. 2002	DMTN54	Accélérateur	30 000 000	(86)
2 déc. 2012	2 déc. 2002	DMTN53	5,375	2 000 000 000	(1)
1er sept. 2015	1er sept. 2000	DMTN1	6,25	34 000 000	(1)(45)
4 sept. 2020	4 sept. 1998	LY	6,30	50 000 000	(135)
13 juill. 2022	13 juill. 1992	HC	9,50	1 590 438 000	(1)(53)
8 sept. 2023	8 sept. 1993	HP	8,10	1 350 000 000	(1)
2 juin 2025	20 déc. 1994	JE	9,50	500 000 000	(1)
2 déc. 2025	5 oct. 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	(1)
6 févr. 2026	6 févr. 1996	JY	8,00	12 500 000	(1)
2 juin 2026	21 déc. 1995	JU	8,00	1 000 000 000	(1)
2 déc. 2026	13 févr. 1997	KR	8,00	386 500 000	(1)
2 déc. 2026	20 janv. 1999	MH	7,00	124 584 000	(1)(90)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
			%	$	
3 févr. 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	(1)(18)
3 févr. 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	(74)
3 févr. 2027	1er avr 1997	KY	7,50	11 549 000	(1)
3 févr. 2027	4 déc. 1998	LA	7,50	5 507 000	(1)
4 févr. 2027	4 févr. 1998	KQ	7,375	990 000	(1)
2 juin 2027	17 oct. 1996	KJ	7,60	4 237 700 000	(1)(75)
25 août 2028	25 févr. 1998	LQ	6,25	2 020 000	(1)
8 mars 2029	8 janv. 1998	LK	6,50	4 677 000 000	(1)
13 janv. 2031	8 sept. 1995	JN	9,50	125 000 000	(1)
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	2 500 000 000	(1)(107)
8 mars 2033	17 févr. 1998	DMTN61	5,85	1 000 000 000	(1)
3 nov. 2034	3 nov. 1994	HY	9,75	280 000 000	(1)
10 janv. 1995 au					
10 janv. 2035	30 nov. 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(1)(24)
" "	" "	JA	9,4688	16 636 760	(1)(24)(82)
" "	" "	JB	9,4688	8 482 324	(1)(24)
" "	" "	JC	9,4688	4 764 354	(1)(24)
" "	" "	JD	9,4688	3 171 134	(1)(24)
8 févr. 2035	8 févr. 1995	JJ	9,875	73 000 000	(19)
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	211 000 000	(1)
20 juin 2038	16 sept. 1996	KG	8,10	120 000 000	(1)
13 juill. 2038	29 juill. 1998	LS	5,75	50 000 000	(1)
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	100 000 000	(1)
13 juill. 2039	2 févr. 1999	MK	5,65	300 000 000	(1)
2 déc. 2039	25 févr. 2000	NE	5,70	553 700 000	(1)
13 juill. 2040	18 avr 2002	DMTN44	6,20	50 000 000	(1)
2 déc. 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	290 000 000	(1)(126)
8 mars 2042	4 déc. 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	(1)
2 juin 2042	18 janv. 2002	DMTN33	6,00	140 000 000	(1)(128)
2 juin 2043	24 févr. 2003	DMTN62	5,75	50 000 000	(1)
10 juin 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(1)(41)
1er mars 2045	1er mars 1995	JK	9,50	150 000 000	(20)
				40 741 405 063	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
			%	$	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO					
1er mars 2000	1er mars 1995	Annuel	Variable	2 014 700	(29)
1er mars 2000	1er mars 1995	Composé	Variable	3 857 550	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Annuel	Fixe	350 800	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Composé	Fixe	180 300	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Accélérateur	1 135 200	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Accélérateur	2 536 800	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Variable	654 900	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Variable	301 700	(29)
21 juin 2001	21 juin 1998	Annuel	Fixe	316 100	(29)
21 juin 2001	21 juin 1998	Composé	Fixe	492 000	(29)
21 juin 2002	21 juin 1999	Annuel	Fixe	1 577 700	(29)
21 juin 2002	21 juin 1999	Composé	Fixe	2 368 500	(29)
21 juin 2003	21 juin 1998	Composé	Accélérateur	245 618 400	(62)(92)
21 juin 2003	21 juin 1998	Annuel	Accélérateur	270 415 900	(62)(92)
21 juin 2003	21 juin 2000	Annuel	Fixe	439 693 900	(30)(62)
21 juin 2003	21 juin 2000	Composé	Fixe	352 916 400	(30)(62)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Accélérateur	445 767 100	(62)(66)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Accélérateur	360 739 400	(62)(66)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Variable	9 981 300	(62)(67)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Variable	9 969 200	(62)(67)
21 juin 2004	21 juin 1999	Annuel	Accélérateur	238 271 000	(62)(28)
21 juin 2004	21 juin 1999	Composé	Accélérateur	243 689 350	(62)(28)
21 juin 2004	21 juin 2001	Annuel	Fixe	710 897 700	(30)(62)
21 juin 2004	21 juin 2001	Composé	Fixe	558 321 700	(30)(62)
21 juin 2005	21 juin 1998	Annuel	Variable	67 840 900	(62)(81)
21 juin 2005	21 juin 1998	Composé	Variable	69 987 600	(62)(81)
21 juin 2005	21 juin 2000	Annuel	Accélérateur	706 147 100	(62)(48)
21 juin 2005	21 juin 2000	Composé	Accélérateur	600 101 350	(62)(48)
21 juin 2005	21 juin 2002	Annuel	Fixe	532 495 900	(30)(62)
21 juin 2005	21 juin 2002	Composé	Fixe	501 445 550	(30)(62)
21 juin 2006	21 juin 1999	Composé	Variable	71 610 200	(62)(81)
21 juin 2006	21 juin 1999	Annuel	Variable	53 377 600	(62)(81)
21 juin 2006	21 juin 2001	Annuel	Accélérateur	871 558 600	(62)(63)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
			%	$	
21 juin 2006	21 juin 2001	Composé	Accélérateur	1 074 198 400	(62)(63)
21 juin 2007	21 juin 2000	Composé	Variable	116 195 050	(62)(56)
21 juin 2007	21 juin 2000	Annuel	Variable	90 648 700	(62)(56)
21 juin 2007	21 juin 2002	Annuel	Accélérateur	199 483 400	(124)(62)
21 juin 2007	21 juin 2002	Composé	Accélérateur	252 222 100	(124)(62)
21 juin 2008	21 juin 2001	Annuel	Variable	94 616 300	(62)(64)
21 juin 2008	21 juin 2001	Composé	Variable	98 489 400	(62)(64)
21 juin 2009	21 juin 2002	Annuel	Variable	366 880 800	(62)(127)
21 juin 2009	21 juin 2002	Composé	Variable	239 305 800	(62)(127)
				9 908 672 350	
TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				74 837 667 657	(1)
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS CANADIENS					
8 déc. 2003	20 juill. 1993	HM	7,75	1 250 000 000	
24 janv. 2005	24 janv. 2000	NC	Flottant	500 000 000	(50)
19 janv. 2006	19 janv. 1996	JV	7,50	1 250 000 000	(39)
7 févr. 2024	7 févr. 1994	HS	7,50	1 250 000 000	
TOTAL PAYABLE EN DOLLARS CANADIENS				4 250 000 000	(1)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					
27 nov. 2003	27 nov. 1998	ME	5,00	250 000 000	
27 sept. 2005	27 sept. 1993	HQ	7,25	500 000 000	
1er déc. 2005	1er déc. 1999	EMTN045	6,50	375 000 000	
23 janv 2006	23 janv. 2003	EMTN053	3,50	100 000 000	
9 août 2006	9 août 2001	EMTN049	5,75	100 000 000	
10 sept. 2007	10 sept. 2002	EMTN052	4,375	750 000 000	
31 déc. 2007	16 janv. 2002	EMTN051	5,125	350 000 000	(31)
27 janv. 2009	27 janv. 1999	EMTN042	5,00	350 000 000	
30 nov. 2011	30 nov. 2001	EMTN050	5,25	450 000 000	(58)
13 juill. 2034	13 juill. 1994	EMTN005	9,40	300 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				3 525 000 000	(1)
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS					
18 févr. 2013	18 févr. 1993	HJ	9,24	250 000 000	
TOTAL PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS				250 000 000	(1)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
			%	$	
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS					
30 juin 2005	13 mars 2002	NP	4,20	250 000 000	
TOTAL PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS				250 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,5885 $				397 125 000	(10)
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS					
22 juin 2004	22 juin 1994	HV	7,625	1 000 000 000	
4 août 2005	4 août 1995	JM	7,00	1 250 000 000	
15 déc. 2005	26 nov. 2002	NT	2,625	481 691 920	(125)
21 févr. 2006	21 févr. 1996	KA	6,00	2 050 000 000	
17 sept. 2007	17 sept. 2002	NR	3,50	1 000 000 000	
1er oct. 2008	1er oct. 1998	MB	5,50	1 750 000 000	
15 déc. 2009	1er oct. 2002	NS	3,75	300 000 000	
17 juill. 2012	17 juill. 2002	NQ	5,125	750 000 000	
15 févr. 2013	7 févr. 2003	NU	4,375	500 000 000	
TOTAL PAYABLE EN DOLLARS AMÉRICAINS				9 081 691 920	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,47272 $				13 374 766 134	(43)
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS					
24 avr. 2005	24 avr. 1995	DMTN1	Flottant	100 000 000	
1er mai 2005	1er mai 1995	DMTN2	Flottant	100 000 000	
9 mai 2005	9 mai 1995	DMTN3	Flottant	100 000 000	
16 mai 2005	16 mai 1995	DMTN4	Flottant	100 000 000	
TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS				400 000 000	(35)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,36625 $				546 500 000	(9)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
12 juin 2003	19 janv. 2001	EMTN047	Flottant	100 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS				100 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,5260 $				152 600 000	(11)
PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS					
25 août 2003	25 août 1993	YL003	Flottant	10 000 000 000	(1)(4)
22 sept. 2003	22 sept. 1993	YL004	5,20	10 000 000 000	(1)
6 juill. 2004	6 juill. 1994	YL005	4,40	10 000 000 000	(1)
21 juill. 2004	21 juill. 1994	YL006	4,53	10 000 000 000	(1)
8 sept. 2004	7 sept. 1994	YL008	4,71	7 000 000 000	(1)
25 oct. 2004	25 oct. 1994	YL009	5,00	10 000 000 000	(1)
20 déc. 2004	20 déc. 1994	YL010	4,80	5 000 000 000	(1)
31 août 2005	31 août 1995	YL011	3,10	25 000 000 000	(1)
16 mars 2007	18 mars 1997	KU	3,10	5 000 000 000	(1)(54)
16 mars 2007	18 mars 1997	KV	3,25	15 000 000 000	(1)(55)
18 juill. 2007	18 juill. 1997	YL012	2,615	10 000 000 000	(1)
12 nov. 2009	12 nov. 1999	YL014	2,00	10 000 000 000	(1)
TOTAL PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS				127 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,01313 $				1 667 650 343	(14)
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN YENS JAPONAIS					
25 janv. 2010	13 janv. 2000	ND	1,875	50 000 000 000	
TOTAL PAYABLE EN YENS JAPONAIS				50 000 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,01238 $				618 792 136	
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS					
15 mars 2005	15 mars 1995	EMTN015	6,00	2 000 000 000	(33)
8 sept. 2005	23 mars 1998	EMTN037	6,21	10 000 000 000	
19 sept. 2005	4 sept.1998	EMTN038	6,205	10 000 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
			%	$	
29 août 2006	29 août 1996	EMTN021	4,28	10 000 000 000	(57)
26 mars 2007	3 avr. 1997	EMTN033	3,20	10 000 000 000	(47)
13 juin 2007	13 juin 1997	EMTN034	3,58	10 000 000 000	(79)
25 févr. 2008	25 févr. 1998	EMTN036	2,60	7 100 000 000	(80)
19 nov. 2009	24 nov. 1999	EMTN046	2,00	10 000 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS				69 100 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,01276 $				882 014 744	(15)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
7 mars 2008	7 mars 2003	EMTN054	4,75	100 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				100 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,89714 $				89 713 600	(142)
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS					
13 janv. 2004	13 janv. 1994	HR	6,25	735 825 710	(119)
27 sept. 2004	27 sept. 1994	HX	7,75	181 512 086	(120)
17 févr. 2006	17 févr. 1999	EMTN043	3,50	27 000 000	(1)
29 juill. 2008	29 juill. 1996	KD	6,875	457 347 051	(121)
21 juill. 2009	21 juill. 1997	EMTN035	5,875	457 347 051	(118)
12 mars 2010	12 mars 2003	EMTN055	3,50	400 000 000	(1)
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				2 259 031 898	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,75148 $				3 956 660 134	(27)
PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					
3 mars 2008	3 mars 2003	NV	5,75	250 000 000	
3 déc. 2008	3 déc. 1998	MF	6,25	250 000 000	
TOTAL PAYABLE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS				500 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,83151 $				415 754 000	(69)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES					
29 déc. 2004	12 sept. 1996	EMTN022	7,00	300 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES				300 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,21235 $				63 704 048	(61)
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					
10 juin 2004	10 juin 1998	EMTN039	6,375	200 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				200 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 2,3635 $				472 700 000	(12)
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
7 juill. 2003	7 juill. 1998	EMTN041	2,50	250 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				250 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,99726 $				249 315 000	(13)
TOTAL - DÉBENTURES ET OBLIGATIONS				**81 562 372 552**	
BONS DU TRÉSOR				4 251 373 000	(84)
EFFETS COMMERCIAUX AMÉRICAINS (en dollars américains)				834 530 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,53405 $				1 280 210 761	(91)
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**87 093 956 313**	
TOTAL DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE				**111 281 546 557**	(83)
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT:					
ONTARIO POWER GENERATION INC.				5 126 000 000	
HYDRO ONE INC.				3 759 000 000	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT				**8 885 000 000**	(144)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
		Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)			
		PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS NON PUBLICS					
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :					
2007	1986	RPC	9,64	119 000 000	
2008	1988	RPC	9,13 à 9,72	388 715 000	
2009	1989	RPC	9,62 à 10,31	589 319 000	
2010	1990	RPC	9,61 à 10,31	650 712 000	
2021	2001	RPC	6,08	19 375 000	
2022	2002	RPC	6,17 à 6,29	172 961 000	
2023	2003	RPC	6,16	38 130 000	
TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				1 978 212 000	(5)
		PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
		DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
2 juin 2004	9 déc. 1998	HC-MG	4,87	3 000 000 000	
8 mars 2006	8 mars 2001	CDB-NLA	5,90	500 000 000	
1er déc. 2008	22 janv. 1999	HC-LZ	5,70	650 000 000	
19 nov. 2009	26 juill. 2000	HC-MU	6,20	500 000 000	
19 nov. 2010	1er sept. 2000	HC-NK	6,10	500 000 000	
15 mars 2011	15 mars 2001	DMTN3	5,50 à 6,80	50 000 000	(37)
2 déc. 2011	20 juill. 2001	DMTN8	6,10	500 000 000	(60)
2 juin 2027	4 févr. 2000	HC-KJA	7,60	25 500 000	
25 août 2028	6 avr. 1999	HC-LQA	6,25	78 600 000	
2 juin 2031	24 févr. 2000	HC-NF	6,20	500 000 000	(51)
TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				6 304 100 000	
		PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS			
27 nov. 2003	17 juin 1999	HC-ME	5,00	350 000 000	
28 févr. 2005	28 févr. 2001	EMTN-48	5,25	250 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				600 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Références
		PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS			
15 déc. 2005	26 nov. 2002	GLB-NTB	2.625	268 308 080	(125)
28 mars 2008	26 févr. 2003	GLB-NW	3.282	300 000 000	
1er oct. 2008	19 mars 2001	GLB-MBB	5.50	250 000 000	
TOTAL PAYABLE EN DOLLARS AMÉRICAINS				818 308 080	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1.5392 $				1 259 500 000	(93)
BONS DU TRÉSOR				2 484 165 000	
EFFETS COMMERCIAUX AMÉRICAINS (en dollars américains)				154 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1.5046 $				231 708 600	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)				**12 857 685 600**	**(76)**

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

Références :

1. Non remboursables.
2. Les débentures émises à l'ordre de la Société de logement de l'Ontario ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais peuvent être remboursées en totalité ou en partie avant l'échéance au gré de la Société de logement de l'Ontario, sur préavis écrit de six mois.
3. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province tous les six mois à compter du 20 juillet 2003 jusqu'au 20 juillet 2006, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé mensuellement à un taux de 5,35 % la première et la deuxième année, de 5,90 % la troisième année, de 6,50 % la quatrième année et de 7,00 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,99 %.
4. L'intérêt est payable au taux TIOL de six mois pour les yens.
5. Les titres vendus au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada sont payables 20 ans après leur date d'émission respective. Ils ne sont pas négociables, transférables ni cessibles, mais peuvent être remboursés en totalité ou en partie avant l'échéance si le ministre des Finances du Canada en décide ainsi, sur préavis de six mois, s'il juge que cela est nécessaire pour répondre aux exigences du Régime de pensions du Canada. En cas de rachat avant l'échéance, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre selon lequel ils ont été émis et le nombre de titres de l'Ontario devant être rachetés à tout moment doit être proportionnel au nombre de titres alors détenus au nom du fonds représenté par les titres de l'Ontario.
6. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 19 mars 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 19 mars 2007, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,20 % la première et la deuxième année, de 4,75 % la troisième année, de 5,75 % la quatrième année et de 7,1 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,09 %.
7. Selon les modalités de ces débentures, un montant égal doit être versé chaque année jusqu'à l'échéance, ce versement consiste en un paiement de capital et d'intérêts réunis.
8. L'intérêt est fixé au taux canadien d'acceptations bancaires de trois mois.
9. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,36625. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 8,64 %.
10. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,5885. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,07 %.
11. L'intérêt est payable au taux TIOL de trois mois moins 0,10 %. De plus, la province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,5260. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,85 %.
12. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en livres sterling en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 2,3635. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,50 %.
13. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,99726. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,035 %.
14. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir la quasi-totalité de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,01313. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 7,77 % sur 1 448 millions de dollars et un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,051 % sur 220 millions de dollars.
15. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir la quasi-totalité de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,01276. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,74 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

16. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 30 octobre 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 30 octobre 2011, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé mensuellement à un taux de 4,75 % pour la première année, de 5,00 % la deuxième année, de 5,25 % la troisième année, de 5,50 % la quatrième année, de 5,75 % la cinquième année, de 6,00 % la sixième année, de 6,50 % la septième année, de 6,75 % la huitième année, de 7,00 % la neuvième année et de 7,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,12 %.
17. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 27 novembre 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 27 novembre 2009, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,00 % la première et la deuxième année, de 4,2 % la troisième année, de 4,55 % la quatrième année, de 5,35 % la cinquième année, de 6,05 % la sixième année et de 6,55 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,37 %.
18. Au cours de l'exercice 2002-2003, la province a acheté 4,38 millions de dollars d'obligations de la série KN afin de les annuler.
19. Encaissables par anticipation, en totalité ou en partie, le 8 février 2007 au gré du porteur, à condition que l'avis d'encaissement soit donné au cours de la période allant du 15 juillet 2006 au 15 janvier 2007 inclusivement. Cette décision est irrévocable.
20. Encaissables par anticipation, en totalité ou en partie, le 1er mars 2010 au gré du porteur, à condition que l'avis d'encaissement soit donné au cours de la période allant du 1er mars 1995 au 12 février 2010 inclusivement. Cette décision est irrévocable.
21. Échangeables en tout temps, en totalité ou en partie, au gré du porteur, pour des obligations d'un montant en capital équivalent de la série JG, à 9,50 %, arrivant à échéance le 12 janvier 2035.
22. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 21 août 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 21 août 2006, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 5,20 % la première et la deuxième année, de 5,50 % la troisième année, de 6,00 % la quatrième année et de 6,70 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,63 %.
23. Selon les modalités de ces débentures, le capital doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux pendant l'année qui précède la date d'échéance.
24. Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Au 10 janvier 2035, le capital à rembourser sur chaque débenture sera de 2,3 millions de dollars.
25. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 27 juillet 2001 (option exercée), date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 27 juillet 2009, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 5,75 % la première et la deuxième année, de 5,90 % la troisième et la quatrième année, de 6,00 % la cinquième et la sixième année, de 6,15 % la septième et la huitième année, de 6,25 % la neuvième année et de 6,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,125 %.
26. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 5 septembre 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 5 septembre 2006, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 5,00 % la première et la deuxième année, de 5,25 % la troisième année, de 5,75 % la quatrième année et de 6,40 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,39 %.
27. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,75148. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,65 % sur 3 911 millions de dollars et un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,055 % sur 46 millions de dollars.
28. Le taux d'intérêt a été fixé à 4,75 % pour la première année. L'intérêt est payable à un taux de 6,00 % la deuxième année, de 6,25 % la troisième année, de 6,50 % la quatrième année et de 6,75 % la dernière année.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

29. Les Obligations d'épargne de l'Ontario de la série 1995 sont arrivées à échéance le 1er mars 2000, les obligations de la série fixe 1997 le 21 juin 2000, les obligations de la série 1996 et celles de la série fixe 1998 le 21 juin 2001, et les obligations de la série fixe 1999 le 21 juin 2002. Les montants non remboursés représentent les obligations dont on n'a pas encore demandé le remboursement.
30. Pour chaque année de la période 1997-2002, la province a émis des Obligations d'épargne de l'Ontario à taux fixe, chacune assortie d'un terme de trois ans. Un taux d'intérêt a été établi pour le terme des obligations. Pour les séries 1997 et 1998, le taux d'intérêt a été fixé à 5,25 %. Pour les séries 1999 et 2001, il a été établi à 5,50 %, pour la série 2000, à 6,50 %, et pour la série 2002, à 4,625 %.
31 Au cours de l'exercice 2002-2003, les obligations de la série EMTN051 ont été rouvertes une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 350 millions de dollars.
32. Remboursables en totalité, et non en partie, le 4 septembre 2003, au pair. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,06 %.
33. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 27,2 millions de dollars australiens au taux de 6,00 %.
34. L'échéance des obligations est prorogeable au gré du porteur jusqu'au 10 novembre 2004. L'intérêt du coupon est versé à un taux de 6,40 % pour les cinq premières années. Si elles sont prorogées jusqu'au 2 décembre 2014, date d'échéance finale, le coupon passe au taux de 6,80 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois.
35. L'intérêt est payable au taux TIOL de six mois pour le dollar américain plus 0,0475 %.
36. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 11 septembre 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 11 septembre 2006, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,75 % la première et la deuxième année, de 5,10 % la troisième année, de 5,55 % la quatrième année et de 6,40 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,07 %.
37. Encaissables, en totalité ou en partie, le 15 mars 2005 au gré du porteur, à condition que l'avis d'encaissement irrévocable soit donné le 1er mars 2005. L'intérêt du coupon est versé à un taux de 5,50 % les quatre premières années et de 6,80 % les six dernières années sur les obligations non remboursées.
38. Les débentures originales payables au RREMO ont été remplacées le 31 décembre 1995 par des débentures payables au RREMO et à la Caisse de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie, d'un montant de 741,6 millions de dollars et de 90,9 millions de dollars respectivement. Les modalités s'appliquant aux nouvelles débentures restent les mêmes.
39. Agricorp, organisme du gouvernement, détient 15 millions de dollars dans la série LE et 10 millions de dollars dans la série JV.
40. Aucun intérêt n'est payable pendant les cinq premières années. Par la suite, l'intérêt est payable mensuellement au taux annuel de 17,25 %.
41. Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis, doivent être effectués à des intervalles irréguliers fixés à l'avance, le dernier paiement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le capital et les intérêts qui doivent être payés sur l'ensemble de la durée des débentures s'élèvent à 1 325 millions de dollars au total.
42. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 27 août 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 27 août 2007, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 5,10 % la première et la deuxième année, de 5,60 % la troisième année, de 5,80 % la quatrième année, de 6,00 % la cinquième année et de 7,00 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,52 %.
43. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,4727. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,27 % sur 12 612 millions de dollars et un taux canadien flottant d'acceptations bancaires sur 763 millions de dollars.
44. Cette obligation peut être remboursée le 13 mai 2003, au gré de la province. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,05 %.
45. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,02 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

46. L'intérêt est payable à un taux canadien flottant d'acceptations bancaires plus 0,85 % versé trimestriellement au cours des deux premières années, puis à un taux de 5,75 % chaque semestre. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,07%.
47. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable annuellement en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 103,2 millions de dollars australiens au taux de 3,2 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,86 %.
48. Le taux d'intérêt a été fixé à 5,75 % pour la première année. L'intérêt minimum payable est de 6,25 % la deuxième année, de 6,50 % la troisième année, de 6,75 % la quatrième année et de 7,00 % la dernière année.
49. Au cours de l'exercice 2002-2003, la province a racheté 94,29 millions de dollars d'obligations de la série MV afin de les annuler.
50. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,63 %.
51. Cette émission est rétrocédée à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010, après quoi elle sera assumée par la province jusqu'à échéance.
52. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 17 septembre 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 17 septembre 2008, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé annuellement à un taux de 4,75 % la première et la deuxième année, de 5,25 % la troisième année, de 6,20 % la quatrième année, de 6,25 % la cinquième année, de 6,50 % la sixième année et de 6,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,79%.
53. Au cours de l'exercice 2002-2003, la province a racheté 95,282 millions de dollars d'obligations de la série HC afin de les annuler.
54. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 52,5 millions de dollars australiens au taux de 3,10 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,051 %.
55. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable en dollars américains, basé sur un montant nominal de référence de 120,8 millions de dollars américains au taux de 3,25 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,051 %.
56. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Le taux initial a été fixé à 6,00 %; depuis le 21 décembre 2002, le taux s'établit à 2,50 %.
57. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 121,1 millions de dollars australiens au taux de 4,28 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 7,38 %.
58. Au cours de l'exercice 2002-2003, la série EMTN050 a été rouverte deux fois, ce qui a porté le montant totalde l'émission à 450 millions de dollars.
59. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 30 mai 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 30 mai 2010, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 5,50 % la première année, de 5,75 % la deuxième année, de 6,00 % la troisième année, de 6,25 % la quatrième année, de 6,50 % la cinquième année, de 6,75 % la sixième année, de 7,00 % la septième année, de 7,50 % la huitième année et de 8,00 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,04 %.
60. Au cours de l'exercice 2002-2003, les obligations de la série DMTN8 ont été rouvertes une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 500 millions de dollars (y compris 500 millions de dollars pour les besoins de la SFIEO).
61. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en couronnesnorvégiennes en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,21235. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,028 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

62. Les Obligations d'épargne de l'Ontario actuelles sont remboursables soit au gré du porteur le 21 juin ou le 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe qui sont remboursables à échéance seulement, soit au décès du propriétaire réel. Les obligations des séries 1999, 2000, 2001 et 2002 peuvent aussi être remboursées pendant les 14 jours civils suivant immédiatement le 21 juin ou le 21 décembre. Le ministre des Finances peut réviser le taux d'intérêt de temps à autre avant l'échéance.
63. Le taux d'intérêt a été fixé à 4,25 % pour la première année. Le taux est de 5,00 % la deuxième année, de 5,75 % la troisième année, de 6,25 % la quatrième année et de 6,75 % la dernière année.
64. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Le taux initial a été fixé à 4,50 %. Depuis le 21 décembre 2002, le taux s'établit à 2,50 %.
65. En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province est tenue de procéder à une nouvelle répartition des débentures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (CR-SEFPO) en fonction des données exactes disponibles. Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, remplaçant l'entente de 1994. En vertu de cette entente, la nouvelle répartition des débentures a été achevée le 17 septembre 1997. Pour mener à bien cette répartition de l'actif, 3 745,8 millions de dollars de débentures ont été rachetées à la CRF et remplacées par 3 726,8 millions de dollars de débentures, et 1 751,4 millions de dollars de débentures ont été rachetées à la CR-SEFPO et remplacées par 1 770,4 millions de dollars de débentures.
66. Le taux d'intérêt a été fixé à 3,00 % pour la première année. L'intérêt est payable à un taux de 5,25 % la deuxième année, de 6,00 % la troisième année, de 6,50 % la quatrième année, de 7,00 % la cinquième année, de 7,50 % la sixième année et de 8,00 % la dernière année.
67. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Le taux initial a été fixé à 3,25 %; depuis le 21 décembre 2002, le taux s'établit à 2,50 %.
68. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 28 juin 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 28 juin 2010, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 5,70 % la première et la deuxième année, de 6,00 % la troisième et la quatrième année, de 6,25 % la cinquième année, de 6,50 % la sixième année, de 7,00 % la septième année, de 7,50 % la huitième année et de 8,00 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,82 %.
69. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars néo-zélandais en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,83151. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,06 %.
70. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 30 juillet 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 30 juillet 2010, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 5,50 % la première année, de 5,75 % la deuxième année, de 6,25 % la troisième et la quatrième année, de 6,50 % la cinquième et la sixième année, de 7,00 % la septième année, de 7,25 % la huitième année et de 7,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,79 %.
71. Les obligations peuvent être remboursées au gré de la province les 4 septembre 2000, 2003 et 2006 jusqu'au 4 septembre 2009, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 6,00 % de la première à la troisième année, de 6,125 % de la quatrième à la sixième année, de 6,35 % de la septième à la neuvième année et de 7,625 % de la dixième à la douzième année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,19 %.
72. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 4 juin 2004. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,20 % la première et la deuxième année et de 6,05 % les trois autres années. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,04 %.
73. L'intérêt est payable au taux canadien d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,05 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,18 %.
74. Au cours de l'exercice 2002-2003, la province a acheté 25,549 millions de dollars d'obligations de la série KT afin de les annuler.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

75. Au cours de l'exercice 2002-2003, les obligations de la série KJ ont été rouvertes une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 4 237,7 millions de dollars.
76. De plus, la province a consenti un prêt à terme de 696 7000 000 $ à la SFIEO le 31 mars 2003.
77. Au cours de l'exercice 2002-2003, les obligations de la série DMTN16 ont été rouvertes une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 500 millions de dollars.
78. Au cours de l'exercice 2002-2003, les obligations de la série KE ont été rouvertes une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 700 millions de dollars.
79. Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens japonais. L'intérêt est payable annuellement en dollars américains, basé sur un montant nominal de référence de 86,3 millions de dollars américains, au taux de 3,58 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,35 %.
80. Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens japonais. L'intérêt est payable semestriellement en dollars américains, basé sur un montant nominal de référence de 57,1 millions de dollars américains, au taux de 2,6 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,57 %.
81. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Le taux initial a été fixé à 5,00 %; depuis le 21 décembre 2002, le taux d'intérêt s'établit à 2,50 %.
82. Au cours de l'exercice 2002-2003, la province a acheté 1,54071 million de dollars d'obligations de la série JA afin de les annuler.
83. La dette totale contractée à des fins provinciales ne comprend ni la dette à long terme de la Société de logement de l'Ontario s'élevant à 2 200 millions de dollars, ni celle de la Régie des transports en commun de la région de Toronto (Réseau GO) s'élevant à 436 millions de dollars, ni celle de la Société ontarienne d'aménagement municipal s'élevant à 79 millions de dollars.
84. Les bons du Trésor comprennent les titres suivants : 251 millions de dollars que détient la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, 114 millions de dollars que détient la Fondation Trillium de l'Ontario, 63 millions que détient la Société immobilière de l'Ontario et 33 millions de dollars que détient la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Ces montants seront éliminés lors de la consolidation.
85. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 18 février 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 18 février 2010, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,15 % la première et la deuxième année, de 4,40 % la troisième année, de 4,75 % la quatrième année, de 5,50 % la cinquième année, de 6,30 % la sixième année et de 7,15 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,52 %.
86. Les obligations peuvent être remboursées le 15 octobre 2004 au gré de la province. L'intérêt du coupon n'est pas versé avant le 15 octobre 2004, après quoi il est versé semestriellement à un taux de 5,50 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois.
87. Les obligations peuvent être remboursées le 1er avril 2003 au gré de la province de l'Ontario. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,09 %.
88. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 12 décembre 2003, date d'échéance initiale , à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 12 décembre 2006, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,00 % la première et la deuxième année, de 4,75 % la troisième année, de 5,90 % la quatrième année et de 7,00 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,07 %.
89. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 29 novembre 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 29 novembre 2011, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,50 % la première année, de 4,75 % la deuxième année, de 5,00 % la troisième année, de 5,50 % la quatrième année, de 6,00 % la cinquième année, de 6,25 % la sixième année, de 6,50 % la septième année, de 6,75 % la huitième année, de 7,00 % la neuvième année et de 7,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,05 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

90. Selon les modalités de ces débentures, un paiement ponctuel spécial d'intérêts d'un montant de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.
91. Les effets de commerce américains ne portent aucun intérêt et ont des termes de 182 jours ou moins.
92. Le taux d'intérêt a été fixé à 4,75 % pour la première année. L'intérêt minimum payable est de 5,00 % la deuxième année, de 6,00 % la troisième année, de 6,25 % la quatrième année et de 6,50 % la dernière année.
93. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,5392. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux de 4,32 % sur 835 millions de dollars et un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois plus 0,024 % sur 425 millions de dollars.
94. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 28 novembre 2003. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 3,50 % la première et la deuxième année et de 5,25 % les trois autres années. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,04 %.
95. L'échéance des obligations est prorogeable au gré des détenteurs le 20 novembre 2002 (option exercée), date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 20 février 2007, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé trimestriellement à un taux canadien d'acceptations bancaires moins 0,05 % la première année, moins 0,01 % la deuxième année, plus 0,03 % la troisième année, plus 0,05 % la quatrième année et plus 0,07 % les autres années jusqu'à l'échéance.
96. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 18 décembre 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 18 décembre 2009, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,00 % la première et la deuxième année, de 4,20 % la troisième année, de 4,75 % la quatrième année, de 5,50 % la cinquième année, de 6,00 % la sixième année et de 6,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,32 %.
97. L'aide juridique, organisme gouvernemental, détient 8,5 millions de dollars d'obligations de la série MG, 4,4 millions de dollars de la série NL et 0,36 million de dollars de la série DMTN16. Ces montants seront éliminés lors de la consolidation.
98. Cette série est composée d'obligations à coupon zéro à paiement variable ayant un rendement de 4,54 %.
99. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 22 octobre 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 22 octobre 2008, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé mensuellement à un taux de 4,00 % la première et la deuxième année, de 4,50 % la troisième année, de 5,25 % la quatrième année, de 6,10 % la cinquième année, de 6,75 % la sixième année et de 7,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,46 %.
100. L'intérêt est payable trimestriellement au taux canadien d'acceptations bancaires de trois mois plus 0,05 %.
101. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 5 octobre 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 5 octobre 2011, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,70 % la première année, de 5,00 % la deuxième année, de 5,25 % la troisième année, de 5,50 % la quatrième année, de 5,75 % la cinquième année, de 6,00 % la sixième année, de 6,25 % la septième année, de 6,50 % la huitième année, de 7,00 % la neuvième année et de 7,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,51 %.
102. L'intérêt est payable trimestriellement au taux canadien d'acceptations bancaires d'un mois plus 0,05 %; l'intérêt est composé.
103. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 3 octobre 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 3 octobre 2009, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,50 % la première et la deuxième année, de 5,00 % la troisième année, de 5,50 % la quatrième année, de 5,80 % la cinquième année, de 6,00 % la sixième année, de 6,50 % la septième année et de 7,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,50 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

104. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 28 septembre 2003, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 28 septembre 2011, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé annuellement à un taux de 5,00 % la première et la deuxième année, de 5,05 % la troisième et la quatrième année, de 5,10 % la cinquième année, de 6,35 % la sixième année, de 6,50 % la septième année, de 6,75 % la huitième année et de 7,00 % les deux dernières années. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,57 %.

105. L'intérêt est payable trimestriellement au taux canadien d'acceptations bancaires de trois mois plus 0,03 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,68 % sur 425 millions de dollars.

106. Au cours de l'exercice 2002-2003, la province a racheté 197,125 millions de dollars d'obligations de la série MZ afin de les annuler.

107. Au cours de l'exercice 2002-2003, la série NF a été rouverte trois fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 2 500 millions de dollars (y compris 500 millions de dollars pour les besoins de la SFIEO).

108. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 12 février 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 12 février 2007, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,05 % la première et la deuxième année, de 4,75 % la troisième année, de 6,00 % la quatrième année et de 7,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,31 %.

109. Au cours de l'exercice 2002-2003, la province a racheté 100 millions de dollars d'obligations de la série MU afin de les annuler.

110. L'échéance des obligations est prorogeable au gré des détenteurs le 5 décembre 2002 (option exercée), date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 5 décembre 2008, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé trimestriellement à un taux canadien d'acceptations bancaires moins 0,05 % la première année, moins 0,01 % la deuxième année, plus 0,03 % la troisième année, plus 0,05 % la quatrième année, plus 0,07 % la cinquième année et plus 0,08 % les deux dernières années.

111. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 18 juin 2004, date d'échéance initiale, jusqu'au 18 juin 2007, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,20 % la première et la deuxième année, et de 6,05 % les trois dernières années si l'échéance est prorogée. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,06 %.

112. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 21 juillet 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 21 juillet 2007, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,00 % la première et la deuxième année, et de 6,00 % les trois dernières années si l'échéance est prorogée. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,38 %.

113. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 1er mars 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 1er mars 2007, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,10 % la première et la deuxième année, de 4,50 % la troisième année, de 5,75 % la quatrième année et de 7,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,08 %.

114. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 4 mars 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 4 mars 2010, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé à un taux de 4,30 % la première année et la deuxième année, de 4,50 % la troisième année, de 5,10 % la quatrième année, de 6,00 % la cinquième année, de 6,50 % la sixième année, de 7,00 % la septième année et de 7,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,08%.

115. L'intérêt est payable trimestriellement au taux canadien d'acceptations bancaires de trois mois plus 0,275 % jusqu'au maximum de 4,775 % pour la première année, de 5,025 % pour la deuxième année et de 5,775 % pour la troisième année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,01 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

116. L'émission peut être remboursée le 1er juin 2005 au gré de la province. L'intérêt est payable trimestriellement au taux canadien d'acceptations bancaires de trois mois plus 0,59 % de la première à la troisième année et semestriellement au taux de 5,70 % si elle n'est pas remboursée. Si l'obligation n'est pas remboursée, le détenteur a le droit d'échanger cette série contre la série LZ. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,03 %.

117. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 18 mars 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 18 mars 2009, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,50 % la première et la deuxième année, de 4,75 % la troisième année, de 5,50 % la quatrième année, de 6,25 % la cinquième année, de 6,50 % la sixième année et de 7,00 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,09 %.

118. Le montant à payer en monnaie légale s'élève à 3 000 000 000 de francs français. Le franc français a été converti en euro au taux de 6,55957 conformément au règlement du conseil (UE) nº 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,49 %.

119. Le montant à payer en monnaie légale s'élève à 1 439 150 000 deutsche marks. Le deutsche mark a été converti en euro au taux de 1,95583 conformément au règlement du conseil (UE) nº 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 7,67 %.

120. Le montant à payer en monnaie légale s'élève à 400 000 000 florins hollandais. Le florin a été converti en euro au taux de 2,20371 conformément au règlement du conseil (UE) nº 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 9,78 %.

121. Le montant en monnaie légale s'élève à 3 000 000 000 francs français. Le franc français a été converti en euro au taux de 6,55957 conformément au règlement du conseil (UE) nº 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,61 %.

122. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir la quasi-totalité de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,01238. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 2,78 %.

123. Ces obligations à coupon zéro sont émises au-dessous du pair. Selon les modalités de ces débentures, le capital et les intérêts doivent être remboursés à chaque date d'échéance de 2004 à 2008. Le capital et les intérêts qui doivent être payés sur l'ensemble de la durée des débentures s'élèvent à 49 508 448 $ dollars au total.

124. Les taux d'intérêt ont été fixés à 2,50 % pour la première année, 3,75 % pour la deuxième année, 4,50 % pour la troisième année, 5,00 % pour la quatrième année et 5,50 % pour la dernière année.

125. Le montant total de l'émission est de 750 millions de dollars américains (y compris 268 308 080 $ rétrocédés à la SFIEO).

126. Au cours de l'exercice 2002-2003, la série DMTN10 a été rouverte deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 290 millions de dollars.

127. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Le taux initial a été fixé à 2,75 %; depuis le 21 décembre 2002, le taux s'établit à 2,50 %.

128. Au cours de l'exercice 2002-2003, la série DMTN33 a été rouverte trois fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 140 millions de dollars.

129. L'intérêt est payable tous les trimestres à un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois plus 0,02 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,89 % sur 50 millions de dollars.

130. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux de 5,87 %.

131. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 3 mai 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 3 mai 2007, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé mensuellement à un taux de 4,70 % la première et la deuxième année, de 5,15 % la troisième année, de 6,05 % la quatrième année et de 6,90 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,08 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

132. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 3 avril 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 3 avril 2009, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,80 % la première et la deuxième année, de 5,625 % la troisième année, de 6,50 % la quatrième année, de 6,875 % la cinquième année, de 7,25 % la sixième année et de 7,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,30 %.

133. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 6 mai 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 6 mai 2009, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé mensuellement à un taux de 4,62 % la première et la deuxième année, de 5,00 % la troisième année, de 6,00 % la quatrième année, de 6,50 % la cinquième année, de 7,00 % la sixième année et de 7,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,97 %.

134. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 15 novembre 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 15 novembre 2007, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,50 % la première et la deuxième année et de 5,80 % de la troisième année à la cinquième année si l'échéance est prorogée. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,53 %.

135. La province a le droit de rembourser les obligations de la série LY le 4 septembre 2008.

136. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 15 juillet 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 15 juillet 2007, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,30 % la première et la deuxième année, de 5,00 % la troisième année, de 5,75 % la quatrième année et de 6,70 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,62 %.

137. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 23 juillet 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 23 juillet 2009, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,30 % la première et la deuxième année, de 5,10 % la troisième année, de 5,80 % la quatrième année, de 6,30 % la cinquième année, de 6,50 % la sixième année et de 7,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,45 %.

138. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 10 septembre 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 10 septembre 2009, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,00 % la première et la deuxième année, de 4,50 % la troisième année, de 5,25 % la quatrième année, de 6,00 % la cinquième année, de 6,50 % la sixième année et de 7,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,52 %.

139. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 31 janvier 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 31 janvier 2011, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,25 % la première et la deuxième année, de 4,35 % la troisième année, de 4,45 % la quatrième année, de 5,25 % la cinquième année, de 5,35 % la sixième année, de 5,75 % la septième année et de 6,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,53 %.

140. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 3 mars 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 3 mars 2009, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,05 % la première et la deuxième année, de 4,40 % la troisième année, de 4,85 % la quatrième année, de 5,85 % la cinquième année et de 6,875 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,55 %.

141. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 17 mars 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 17 mars 2008, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,00 % la première et la deuxième année, de 4,10 % la troisième année, de 5,00 % la quatrième année et de 6,00 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires de trois mois moins 0,07 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Au 31 mars 2003

142. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,89714. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 4,53 %.

143. La dette émise pour investissements comprend les billets à payer à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario en raison d'un échange de créances contre actifs entre la province et les deux filiales lui appartenant à part entière, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. La dette est payable en trois versements égaux arrivant à échéance les 31 mars 2039, 31 mars 2040 et 31 mars 2041, et porte intérêt au taux de 5,85 % payable mensuellement.

144. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 4 novembre 2004, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 4 novembre 2009, date d'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 4,10 % la première et la deuxième année, de 4,55 % la troisième année, de 5,40 % la quatrième année, de 6,00 % la cinquième année, de 6,75 % la sixième année et de 7,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 3,40 %.

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Au 31 mars 2003

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2003	Références
		%	$	
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT				
Société de logement de l'Ontario Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme « Maisons...pour de bon »	1989	Variable	166 127 703	(6)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT			166 127 703	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES				
Programme de garantie de prêts des marchandises agricoles	1994	Variable	21 476 261	
Régime agriPLUS	1994	Variable	8 647 717	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins	1994	Variable	10 986 111	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES			41 110 089	
MINISTÈRE DU ENTREPRISE, DÉBOUCHÉS ET INNOVATION				
Loi sur les sociétés de développement				
Total des prêts garantis à diverses sociétés	Variable	Préférentiel+1	2 016 767	
Société ontarienne de l'aérospatiale	1995	S.O.	2 875 000	(3)
Programme « Jeunes entrepreneurs »	1997-2001	Préférentiel+ 2	487 179	
Jeunes entrepreneurs	2001-2002	Préférentiel+1	77 184	(4)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU ENTREPRISE, DÉBOUCHÉS ET INNOVATION			5 456 130	
MINISTÈRE DE FORMATION, COLLÈGES ET UNIVERSITIÉS				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario :				
Catégorie A	Variable	Préférentiel	621 376 784	
Catégorie B	Variable	Préférentiel+1	638 560 736	
Catégorie C	Variable	Préférentiel+1	1 175 277 850	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE FORMATION, COLLÈGES ET UNIVERSITIÉS			2 435 215 370	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

Au 31 mars 2003

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2003	Références
		%	$	
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION				
Garanties hypothécaires - Dissolution de la Société foncière de l'Ontario	1971-1976	S.O.	63 093	(5)
TOTAL POUR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION			63 093	
MINISTÈRE DES SERVICES À LA COLLECTIVITÈ, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE				
Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario	1999	Préférentiel - 0,6	3 100 000	(2)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES SERVICES À LA COLLECTIVITÈ, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE			3 100 000	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	714	1 000 000	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES			1 000 000	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			2 652 072 385	
AUTRES				
MINISTÈRE DES FINANCES				
Refinancement du Réseau GO (TATOA)	1994	S.O.	436 475 564	(7)
Société ontarienne d'aménagement municipal	1991	S.O.	79 021 000	(8)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES FINANCES			515 496 564	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			515 496 564	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			**3 167 568 949**	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (fin)

Au 31 mars 2003

Références :

1. La dette maximale de la province pour le programme se situe à 50 000 000 $.
2. Montant de la garantie accordée aux emprunts contractés par l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario auprès de la Banque Royale du Canada à concurrence de 3 100 000 $ jusqu'au 31 décembre 2006.
3. Garantie exigée seulement en cas de défaut de paiement par l'acquéreur de l'aéronef et si la vente de l'aéronef repris en possession ne couvre pas intégralement la dette liée au financement de la vente.
4. La province garantit 85 % des intérêts et du capital sur le solde du prêt impayé de 90 805 $.
5. Le ministère des Finances s'est chargé de la dette éventuelle à l'égard du Fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.
6. Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 1 323 millions de dollars tirés du RPC par la SLO aux fins du projet « Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Le total des débentures du gouvernement provincial au 31 mars 2001 était de 1 157 million de dollars et a été déduit de la garantie.
7. Le gouvernement provincial a signé un contrat de vente avec réserve de rachat du Réseau GO avec la société Asset Finance Bermuda Limited. Le marché conclu a procuré environ 431 millions de dollars au gouvernement provincial pour l'exercice 1993-1994 avec option d'emprunt supplémentaire et de rachat en 2006. Le Réseau Go maintiendra le contrôle de ses biens et de ses activités et des dispositions seront prises à l'intérieur d'une période de douze ans en vue du rachat des biens.
8. À l'origine, la dette a été contractée par la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) auprès du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la SOAM a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

Au 31 mars 2003

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non, par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat et de dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers par une action de la Couronne. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et al. (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et al. contre Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et al.
3. Roy Michano et al., en leurs noms et en celui des membres des bandes indiennes de Pic Heron Bay, Pays Plat, Rocky Bay, Whitesand, Pic Mobert, Red Rock, Sand Point et Long-Lake N° 58.
4. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
5. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
6. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
7. Première Nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
8. Première Nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
9. Première Nation de Beaver House contre Sa majesté la Reine.
10. Les Premières Nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
11. Canadian Agra Corporation et autres contre Ontario Hydro, la Société de l'énergie de l'Ontario, Sa majesté la Reine, le ministre de l'Énergie.
12. Première Nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
13. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
14. La Première Nation de Mishkeegogamang et 17 autres.
15. Nevada Depot Inc. c. Sa Majesté la Reine en ce qui concerne une erreur d'acheminement des demandes d'inscription en vertu de la *Loi sur la réglementation des jeux*.
16. Michael McCarthy et autres c. la Croix-Rouge et autres en ce qui concerne les personnes ayant contracté le virus de l'hépatite C, autres que celles couvertes par l'action entamée par Parsons.
17. Les chefs de l'Ontario c. Sa Majesté la Reine contestant le droit de la province de toucher 20 % des profits réalisés par Casino Rama.
18. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
19. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
20. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
21. Nash et al. c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et Brian Cass concernant la perte sur placement dans Mater's Management Limited.
22. Doris et al. contre Sa Majesté la Reine, représentée par le ministre de la Santé (ayant droit dans le cadre de l'action de la Ontario Association of Radiologists).
23. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et al. (recours collectif proposé).
24. Anderlis Leasing Enterprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos permanents à des fins de bienfaisance.
25. Northern Diamond Casino Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et al.
26. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos permanents à des fins de bienfaisance.
27. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
28. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministère du Procureur général concernant le dirigeant de Mater's Management Inc. - poursuite en raison d'une infraction à un règlement ou une négligence qui aurait entraîné une infraction à la Charte canadienne des droits.
29. Première Nation de Temagami et Teme-Augoma Anishnabai en ce qui concerne le titre sur une large parcelle sur des terres de la Couronne dans le Nord de l'Ontario.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE (Suite)

Au 31 mars 2003

30. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning(Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première Nation de Scugog Island.
31. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministère du Procureur général concernant une poursuite criminelle abusive, décision rendue par le juge Borkovich en 1998.
32. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos permanents à des fins de bienfaisance.
33. Recours collectif de Jeevaratnam et al. c. le procureur général de l'Ontario, le directeur du maintien du revenu (MSSC), la Municipalité de la Communauté urbaine de Toronto et la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton concernant les mesures législatives portant sur l'aide sociale en vertu desquelles les immigrants parrainés habitant avec la personne les parrainant n'ont pas droit à une allocation pour le logement.
34. Recours collectif de Somaskantharanjan et al. c. le procureur général de l'Ontario, le ministère des Services sociaux et communautaires, le directeur du programme Ontario au travail, le directeur du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et la ville de Toronto concernant les mesures législatives portant sur l'aide sociale en vertu desquelles les immigrants parrainés habitant avec la personne les parrainant n'ont pas droit à une allocation pour le logement.
35. Robyn Wynberg et les demandeurs en tant que tuteurs conjoints à l'instance ont intenté une poursuite contre la province en raison du non-financement de la thérapie fondée sur l'analyse comportementale appliquée pour les enfants autistiques.
36. Simsta Art Creations, Simona Stanculescu c. le Bureau du curateur public.
37. Jameel Mohammed c. le juge de paix Lavender et al. parce qu'il n'y avait pas eu l'indépendance judiciaire appropriée.
38. Vance Hamilton Egglestone c. Sa Majesté la Reine et Elliott Thompson Barker concernant la violation de l'obligation de représentant.
39. Arnold Guettler, Neo-Form Corporation et Neo-Form North America Corporation c. Sa Majesté la Reine et al. concernant une accusation malveillante de la part de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la saisie de biens par le procureur général sans autorisation légale.
40. Première Nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières Nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
41. Première Nation Wauzhushk Onigum et Première Nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières Nations de Washagamis Bay.
42. Premières Nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
43. Recours collectif de Brett, L Brenda et Wells, C. Thomas c. Sa Majesté la Reine concernant la contamination de leur bien-fonds situé près de la décharge du village de Deloro.
44. Timothy NATISHAK c. Sa Majesté la Reine et al. Dossier du tribunal 99-CV-194603. Divers fonctionnaires municipaux sont nommés.
45. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.
46. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
47. Demande de rente présentée par la Première nation de Red Rock; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
48. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de violation d'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocution de Samuel Peters Jarvis en 1837.
49. R. Shawn A. Cantlon, soi-disant avis d'action projetée dans lesquels le plaignant demande une compensation financière. Il est impossible de déterminer les fondements d'une soi-disant demande.
50. Anne et Alexander Larcade; cette demande proposée en dommages-intérêts a été présentée au nom d'enfants ayant des besoins particuliers, tels que définis dans la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*.
51. Pearson c. Inco Ltd., ministère de l'Environnement etc.; action intentée en vertu de la *Loi de 1992 sur les recours collectifs*. L'audience d'accréditation est prévue pour l'été 2002. La demande fait suite à la contamination présumée de Port Colborne par des polluants déversés par une raffinerie d'Inco.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE (Suite)

Au 31 mars 2003

52. Antonio Fracalanza; demande de révision judiciaire d'une ordonnance de certiorari concernant des certificats d'autorisation touchant la décharge de Sarnia et d'une ordonnance exigeant la tenue d'une audience devant la Commission des évaluations environnementales.
53. Ayok, Chol c. l'Université York; demande de révision judiciaire présentée contre l'Université York à la suite du refus de la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP) de soumettre la demande du plaignant à une commission d'enquête. On demande la prise d'une ordonnance annulant la décision de la CODP et obligeant cette dernière à effectuer une autre enquête. À titre de solution de rechange, on demande des dommages-intérêts de 55 millions de dollars.
54. Frank Defazio et al c. Sa majesté du chef de l'Ontario, la Toronto Transit Commission, Pinchen Environmental Consultants et al.; les plaignants soutiennent qu'ils ont été exposés à de la poussière d'amiante pendant la reconstruction de la station de métro Sheppard au cours de l'été 1999.
55. Dumoulin c. la Société immobilière de l'Ontario et Sa majesté la Reine; le plaignant demande des dommages-intérêts au nom de tous les membres du groupe proposé de personnes qui auraient pu être affectées par de la moisissure et d'autres substances nocives présentes dans le palais de justice de Newmarket.
56. SCFP c. le procureur général de l'Ontario; le plaignant s'oppose à la façon dont on finance l'équité salariale dans le secteur parapublic et demande une ordonnance obligeant la province à financer des ajustements à partir de 1999 jusqu'à ce jour et par la suite.
57. Hamilton Kilty Hockey Club Inc. c. l'Ontario; l'auteur de la demande est un organisme de bienfaisance autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du *Code criminel* du Canada à administrer une loterie de billets à fenêtre (billet de loterie que l'on ouvre pour savoir si on a gagné ou non un prix). L'Ontario perçoit des droits équivalant à 5 % de la valeur nominale de chaque billet de loterie avant la distribution du produit de la loterie. L'auteur de la demande estime que les droits perçus ne sont pas conformes aux dispositions du *Code criminel*.
58. Kinew, Tobasonakwut c. le Canada et l'Ontario concernant la violation d'obligations fiduciaires associées à la gestion des pêches.
59. Première nation d'Attawapiskat c. Sa majesté la Reine, Sa Majesté du chef de l'Ontario; demande de dommages-intérêts présentée à la suite de la contamination de terres, d'eaux souterraines et de l'air.
60. Adrian, Shirley et al c. Canada et l'Ontario concernant l'hépatite C contractée à partir du système d'approvisionnement en sang avant 1986 ou après 1990.
61. Palahnuk, Robert E, demande au Bureau des avocats de la Couronne - Droit civil concernant la condamnation du plaignant à la suite d'accusations liées à des armes et l'ordonnance d'interdiction en résultant.
62. Deutsch, Melvin P, demande dans laquelle le plaignant nomme les greffiers et le personnel de la cour, les poursuivants provinciaux, les agents de police, etc., à la suite d'une intervention de la police de Toronto, qui a eu comme conséquence qu'il a été accusé d'un certain nombre d'infractions.
63. Ludwig, Jim, relativement à des dommages provoqués par un incendie survenu le 20 juin 2002, au 106, av. Wigle, Kingsville.
64. Augier, Gideon McGuire, demande alléguant une conspiration entre diverses autorités, dont le ministère du Procureur général, la Police provinciale et la GRC, afin d'influencer le déroulement du procès criminel du plaignant.
65. Fenn, Robert J, diverses demandes dans lesquelles le plaignant allègue avoir été illégalement arrêté, menotté, soumis à la dactyloscopie et photographié.
66. Mortune, Felicia, dans laquelle la plaignante allègue de la discrimination raciale et ethnique à l'égard d'elle-même et d'autres femmes africaines de race noire ayant poursuivi des études universitaires et possédant des compétences recherchées.
67. Peter Fallis c. l'Ontario, relativement aux droits exigés aux termes de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* pour l'enregistrement foncier constituent des taxes, ce qui n'est pas permis aux termes des lois.
68. Robert Fenn c. l'Ontario, demande au nom de toutes les personnes touchées par le Programme de suspension administrative des permis de conduire.
69. Cris de Chapleau PACA, Avis de rupture d'un traité et de l'obligation de fiduciaire. Les plaignants revendiquent qu'ils avaient droit à une réserve aux termes du traité de la baie James de 1906, mais que la réserve ne leur a jamais été accordée.
70. Recours collectif pour contamination de biens situés à proximité du site de la mine dans le village de Deloro.
71. Deep, D[r] Albert Ross, avis de demande alléguant que le vérificateur du ministère de la Santé a communiqué ses conclusions aux policiers de Toronto, entraînant l'arrestation illégale, la poursuite malveillante et la diffamation du plaignant.
72. Mastronardi, Giovanna, avis de demande de dommages-intérêts à la suite de nombreuses insinuations et déclarations fausses, diffamatoires et trompeuses faites de vive voix aux membres de la famille de la plaignante pendant une enquête de la CSPAAT.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE (Fin)

Au 31 mars 2003

73. Miron, Arthur, demande dans laquelle le plaignant allègue des dommages aux biens et des blessures corporelles causés par la Police provinciale de l'Ontario et Ontario Hydro.
74. Twain, Jim Chief, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
75. EDS Canada Inc., demande de dommages-intérêts alléguant que le gouvernement n'a pas respecté un contrat relatif au Projet d'intégration du système judiciaire.

section 4

États financiers des ministères

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET

pour l'exercice clos

Ministère	Crédits		
	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$
Affaires civiques	72 858 500	46 840	72 905 340
Affaires intergouvernementales	4 528 900	35 006	4 563 906
Affaires municipales et Logement	851 445 000	578 618	852 023 618
Agriculture et Alimentation	635 279 400	11 847 840	647 127 240
Bureau de l'Assemblée législative	109 893 200		109 893 200
Bureau du Conseil des ministres	17 704 000		17 704 000
Bureau du directeur général des élections	3 290 300		3 290 300
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 088 100		1 088 100
Bureau du vérificateur provincial	9 153 400	209 400	9 362 800
Cabinet du Premier ministre	3 761 300	77 460	3 838 760
Culture	251 958 700		251 958 700
Développement du Nord et Mines	442 246 500	46 840	442 293 340
Éducation	9 070 932 000	670 048 240	9 740 980 240
Entreprise, Débouchés et Innovation	304 472 000	62 729	304 534 729
Environnement et Énergie	299 334 700	58 674	299 393 374
Finances	2 004 077 400	9 172 358 674	11 176 436 074
Formation, Collèges et Universités	3 666 561 500	46 840	3 666 608 340
Office des affaires francophones	3 131 700		3 131 700
Ombudsman Ontario	8 493 400		8 493 400
Procureur général	1 043 357 600	48 840	1 043 406 440
Richesses naturelles	470 227 000	46 840	470 273 840
Santé et Soins de longue durée	26 852 345 000	81 846	26 852 426 846
Secrétariat des affaires autochtones d l'Ontario	21 164 600		21 164 600
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance	8 133 995 300	46 840	8 134 042 140
Secrétariat du Conseil de gestion	2 183 941 900	1 862 729	2 185 804 629
Services aux consommateurs et au entreprises	184 573 500	62 840	184 636 340
Sûreté et Sécurité publique	1 931 931 100	49 840	1 931 980 940
Tourisme et Loisirs	212 598 000	46 840	212 644 840
Transports	1 747 105 300	46 840	1 747 152 140
Travail	120 537 600	46 840	120 584 440
Total des ministères	60 661 986 900	9 857 757 456	70 519 744 356

*Prêts et dotations.

DES DÉPENSES RÉELLES

le 31 mars 2003

Dépenses réelles			Dépenses réelles		
Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
$	$	$	$	$	$
67 134 912	45 931	67 180 843	67 180 843		67 180 843
4 063 706	12 439	4 076 145	4 076 145		4 076 145
815 934 457	172 888	816 107 345	815 019 495	1 087 850	816 107 345
441 901 313	3 624 639	445 525 952	441 875 452	3 650 500	445 525 952
101 685 177		101 685 177	101 685 177		101 685 177
17 664 543		17 664 543	17 664 543		17 664 543
2 615 054	26 828 579	29 443 633	29 443 633		29 443 633
1 086 884		1 086 884	1 086 884		1 086 884
8 468 938	209 490	8 678 428	8 678 428		8 678 428
3 753 616	77 461	3 831 077	3 831 077		3 831 077
251 803 639		251 803 639	251 803 639		251 803 639
427 761 915	46 543	427 808 458	427 808 458		427 808 458
9 043 761 739	676 289 665	9 720 051 404	9 720 051 404		9 720 051 404
256 989 472	60 328	257 049 800	257 049 800		257 049 800
281 330 105	81 396	281 411 501	281 411 501		281 411 501
1 716 470 865	8 760 282 174	10 476 753 039	10 476 753 039		10 476 753 039
3 542 329 266	46 840	3 542 376 106	3 540 370 806	2 005 300	3 542 376 106
2 911 131		2 911 131	2 911 131		2 911 131
8 488 475		8 488 475	8 488 475		8 488 475
1 030 345 823	28 309 724	1 058 655 547	1 058 655 547		1 058 655 547
452 099 741	46 839	452 146 580	452 146 580		452 146 580
26 513 737 660	13 127 056	26 526 864 716	26 526 864 716		26 526 864 716
16 837 206		16 837 206	16 837 206		16 837 206
503 528 651	293 228	503 821 879	503 821 879		503 821 879
8 083 454 347	45 416	8 083 499 763	8 083 499 763		8 083 499 763
182 378 630	46 839	182 425 469	182 425 469		182 425 469
1 894 592 128	9 581 385	1 904 173 513	1 904 173 513		1 904 173 513
138 379 616	46 839	138 426 455	138 426 455		138 426 455
1 632 335 052	46 839	1 632 381 891	1 632 381 891		1 632 381 891
117 478 225	46 839	117 525 064	117 525 064		117 525 064
57 561 322 286	9 519 369 377	67 080 691 663	67 073 948 013	6 743 650	67 080 691 663

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET

pour l'exercice clos

Ministère	Crédits		
	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$
Affaires civiques	72 858 500	46 840	72 905 340
Affaires intergouvernementales	4 528 900	35 006	4 563 906
Affaires municipales et Logement	829 601 800	578 618	830 180 418
Agriculture et Alimentation	438 568 200	11 847 840	450 416 040
Bureau de l'Assemblée législative	109 893 200		109 893 200
Bureau du Conseil des ministres	17 704 000		17 704 000
Bureau du directeur général de élections	3 290 300		3 290 300
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 088 100		1 088 100
Bureau du vérificateur provincial	9 153 400	209 400	9 362 800
Cabinet du Premier ministre	3 761 300	77 460	3 838 760
Culture	242 955 700		242 955 700
Développement du Nord et Mines	78 966 900	46 840	79 013 740
Éducation	9 061 226 000	670 048 240	9 731 274 240
Entreprise, Débouchés et Innovation	264 288 000	62 729	264 350 729
Environnement et Énergie	280 344 800	58 674	280 403 474
Finances	1 789 577 400	9 156 058 674	10 945 636 074
Formation, Collèges et Universités	3 598 045 900	46 840	3 598 092 740
Office des affaires francophones	3 131 700		3 131 700
Ombudsman Ontario	8 493 400		8 493 400
Procureur général	1 000 796 600	48 840	1 000 845 440
Richesses naturelles	390 371 700	46 840	390 418 540
Santé et Soins de longue durée	26 510 072 600	81 846	26 510 154 446
Secrétariat des affaires autochtones d l'Ontario	15 424 600		15 424 600
Secrétariat du Conseil de gestion	2 134 927 900	1 862 729	2 136 790 629
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance	8 106 910 400	46 840	8 106 957 240
Services aux consommateurs et au entreprises	183 863 900	62 840	183 926 740
Sûreté et Sécurité publique	1 839 720 500	49 840	1 839 770 340
Tourisme et Loisirs	92 598 000	46 840	92 644 840
Transports	642 176 900	46 840	642 223 740
Travail	120 537 600	46 840	120 584 440
Total des ministères	57 854 878 200	9 841 457 456	67 696 335 656

*Prêts et dotations.

DES DÉPENSES RÉELLES - FONCTIONNEMENT

le 31 mars 2003

Dépenses réelles			Dépenses réelles		
Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
$	$	$	$	$	$
67 134 912	45 931	67 180 843	67 180 843		67 180 843
4 063 706	12 439	4 076 145	4 076 145		4 076 145
795 527 704	172 888	795 700 592	794 612 742	1 087 850	795 700 592
398 499 355	3 624 639	402 123 994	398 473 494	3 650 500	402 123 994
101 685 177		101 685 177	101 685 177		101 685 177
17 664 543		17 664 543	17 664 543		17 664 543
2 615 054	26 828 579	29 443 633	29 443 633		29 443 633
1 086 884		1 086 884	1 086 884		1 086 884
8 468 938	209 490	8 678 428	8 678 428		8 678 428
3 753 616	77 461	3 831 077	3 831 077		3 831 077
242 803 639		242 803 639	242 803 639		242 803 639
76 061 428	46 840	76 108 268	76 108 268		76 108 268
9 034 186 615	676 289 665	9 710 476 280	9 710 476 280		9 710 476 280
234 452 374	60 328	234 512 702	234 512 702		234 512 702
267 962 716	81 396	268 044 112	268 044 112		268 044 112
1 713 381 416	8 647 424 347	10 360 805 763	10 360 805 763		10 360 805 763
3 474 513 666	46 840	3 474 560 506	3 472 555 206	2 005 300	3 474 560 506
2 911 131		2 911 131	2 911 131		2 911 131
8 488 475		8 488 475	8 488 475		8 488 475
987 788 547	28 309 724	1 016 098 271	1 016 098 271		1 016 098 271
379 748 815	46 839	379 795 654	379 795 654		379 795 654
26 171 478 778	13 127 056	26 184 605 834	26 184 605 834		26 184 605 834
14 757 507		14 757 507	14 757 507		14 757 507
467 373 660	293 228	467 666 888	467 666 888		467 666 888
8 060 190 320	45 416	8 060 235 736	8 060 235 736		8 060 235 736
181 669 030	46 839	181 715 869	181 715 869		181 715 869
1 827 254 125	9 581 385	1 836 835 510	1 836 835 510		1 836 835 510
87 978 374	46 839	88 025 213	88 025 213		88 025 213
633 565 358	46 839	633 612 197	633 612 197		633 612 197
117 478 225	46 839	117 525 064	117 525 064		117 525 064
55 384 544 088	9 406 511 847	64 791 055 935	64 784 312 285	6 743 650	64 791 055 935

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET

pour l'exercice clos

Ministère	Crédits		
	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$
Affaires municipales et Logement	21 843 200		21 843 200
Agriculture et Alimentation	196 711 200		196 711 200
Culture	9 003 000		9 003 000
Développement du Nord et Mines	363 279 600		363 279 600
Éducation	9 706 000		9 706 000
Entreprise, Débouchés et Innovation	40 184 000		40 184 000
Environnement et Énergie	18 989 900		18 989 900
Finances	214 500 000	16 300 000	230 800 000
Formation, Collèges et Universités	68 515 600		68 515 600
Procureur général	42 561 000		42 561 000
Richesses naturelles	79 855 300		79 855 300
Santé et Soins de longue durée	342 272 400		342 272 400
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	5 740 000		5 740 000
Secrétariat du Conseil de gestion	49 014 000		49 014 000
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance	27 084 900		27 084 900
Services aux consommateurs et au entreprises	709 600		709 600
Sûreté et Sécurité publique	92 210 600		92 210 600
Tourisme et Loisirs	120 000 000		120 000 000
Transports	1 104 928 400		1 104 928 400
Total des ministères	2 807 108 700	16 300 000	2 823 408 700

Prêts et dotations.

DES DÉPENSES RÉELLES - CAPITAL

le 31 mars 2003

Dépenses réelles			Dépenses réelles		
Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
$	$	$	$	$	$
20 406 753		20 406 753	20 406 753		20 406 753
43 401 958		43 401 958	43 401 958		43 401 958
9 000 000		9 000 000	9 000 000		9 000 000
351 700 190		351 700 190	351 700 190		351 700 190
9 575 124		9 575 124	9 575 124		9 575 124
22 537 098		22 537 098	22 537 098		22 537 098
13 367 389		13 367 389	13 367 389		13 367 389
3 089 449	112 857 827	115 947 276	115 947 276		115 947 276
67 815 600		67 815 600	67 815 600		67 815 600
42 557 276		42 557 276	42 557 276		42 557 276
72 350 926		72 350 926	72 350 926		72 350 926
342 258 882		342 258 882	342 258 882		342 258 882
2 079 699		2 079 699	2 079 699		2 079 699
36 154 991		36 154 991	36 154 991		36 154 991
23 264 027		23 264 027	23 264 027		23 264 027
709 600		709 600	709 600		709 600
67 338 003		67 338 003	67 338 003		67 338 003
50 401 242		50 401 242	50 401 242		50 401 242
998 769 694		998 769 694	998 769 694		998 769 694
2 176 777 901	112 857 827	2 289 635 728	2 289 635 728		2 289 635 728

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-11
- AFFAIRES CIVIQUES 4-13
- DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO 4-15
- SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO 4-17
- SERVICES RÉGIONAUX 4-19
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-12
- SOMMAIRE 4-10

ÉTAT DES RECETTES 4-21

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
17 439 769	Administration du ministère	18 669 040	18 525 467
32 479 417	Affaires civiques	32 795 900	29 348 830
11 179 258	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	12 665 800	11 177 848
2 029 238	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	1 485 500	1 323 811
7 143 521	Services régionaux	7 289 100	6 804 887
70 271 203	**Total (Fonctionnement) du ministère**	72 905 340*	67 180 843
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
70 271 203	Total des dépenses	72 905 340	67 180 843

*Y Compris le Mandat Spécial de 21 658 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	17 868 500	753 700	18 622 200	Administration du ministère	18 479 536
	17 868 500	753 700	18 622 200		18 479 536
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	10 926
	17 915 340*	753 700	18 669 040	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	18 525 467

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère fournit des services administratifs efficaces, y compris des services de planification des activités stratégiques et des ressources, et des services consultatifs et de soutien aux cadres, tout en réalisant les objectifs du ministère et du gouvernement.

*Y Compris le Mandat Spécial de 5 293 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 637 701
Avantages sociaux		1 351 537
Transports et communications		502 112
Services		8 495 797
Fournitures et matériel		492 389
		18 479 536
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 143 157	
Avantages sociaux	284 757	
Transports et communications	92 707	
Services	116 803	
Fournitures et matériel	84 122	
		1 721 546
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 810 568	
Avantages sociaux	318 645	
Transports et communications	46 303	
Services	4 785 279	
Fournitures et matériel	28 182	
		6 988 977
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 049 333	
Avantages sociaux	145 170	
Transports et communications	18 743	
Services	581 166	
Fournitures et matériel	24 911	
		1 819 323
Services de communication		
Traitements et salaires	1 292 777	
Avantages sociaux	194 910	
Transports et communications	37 756	
Services	1 222 084	
Fournitures et matériel	25 120	
		2 772 647
Analyse et planification		
Traitements et salaires	420 935	
Avantages sociaux	70 421	
Transports et communications	6 701	
Services	6 818	
Fournitures et matériel	11 483	
		516 358
Services juridiques		
Transports et communications	13 299	
Services	1 231 662	
Fournitures et matériel	36 932	
		1 281 893
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	1 920 931	
Avantages sociaux	337 634	
Transports et communications	286 603	
Services	551 985	
Fournitures et matériel	281 639	
		3 378 792
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 005
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		10 926
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		18 525 467

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
602				**PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES**	
FONCTIONNEMENT					
1	19 672 200		19 672 200	Affaires civiques	16 331 038
2	11 406 400	728 900	12 135 300	Commission ontarienne des droits de la personne	12 094 958
3	883 600	104 800	988 400	Commission d'enquête	922 834
	31 962 200*	833 700	32 795 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES AFFAIRES CIVIQUES	29 348 830

Description du programme:

Le programme des affaires civiques veille à l'application des lois protégeant les droits de la personne. Il appuie et encourage l'égalité des chances, la responsabilité civique, et le bénévolat pour le bien-être économique et social des communautés de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 10 045 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES--CRÉDIT 602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Affaires civiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 270 220
Avantages sociaux		1 111 652
Transports et communications		304 176
Services		2 903 197
Fournitures et matériel		353 267
Paiements de transfert		
Subventions pour l'établissement et l'intégration	5 614 772	
Projets de partenariat	356 318	
Initiatives de bénévolant	417 436	6 388 526
		16 331 038
Commission ontarienne des droits de la personne (Poste 2)		
Traitements et salaires		7 467 031
Avantages sociaux		1 362 212
Transports et communications		677 449
Services		2 274 799
Fournitures et matériel		313 467
		12 094 958
Commission d'enquête (Poste 3)		
Traitements et salaires		553 401
Avantages sociaux		69 946
Transports et communications		48 411
Services		236 465
Fournitures et matériel		14 611
		922 834
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES		29 348 830

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
603 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO**	
1	12 665 800		12 665 800	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	11 177 848
	12 665 800*		12 665 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO	11 177 848

Description du programme:

Le programme de la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario encourage l'autonomie financière des femme et la prévention de la violence à l'égard des femmes et de leurs enfants afin que les jeunes filles et les femmes puissent faire les choix judicieux qui leur permettront de réussir leur vie et leur carrière.

*Y Compris le Mandat Spécial de 3 550 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO--CRÉDIT 603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 428 574
Avantages sociaux		357 737
Transports et communications		99 037
Services		1 028 810
Fournitures et matériel		44 246
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence	3 905 444	
Initiatives de promotion de l'autonomie financière	4 314 000	8 219 444
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO		11 177 848

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
604 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO**	
1	1 049 100	436 400	1 485 500	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	1 323 811
	1 049 100*	436 400	1 485 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO ..	1 323 811

Description du programme:

Le programme du Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario est chargé de l'élaboration ou de l'orientation des politiques provinciales qui influent sur la qualité de vie des personnes âgées; il sensibilise aussi le public aux programmes destinés aux aînés et aux répercussions du vieillissement de la population.

*Y Compris le Mandat Spécial de 370 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO--CRÉDIT 604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	900 296
Avantages sociaux	171 565
Transports et communications	54 093
Services	172 768
Fournitures et matériel	16 980
Paiements de transfert	
Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées	8 109
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	1 323 811

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
605 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	
1	7 289 100		7 289 100	Services régionaux	6 804 887
	7 289 100*		7 289 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES RÉGIONAUX	6 804 887

Description du programme:

Les services régionaux offrent un point de contact local pour la prestation des programmes et des services du ministère aux communautés de toute la province.

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 400 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX--CRÉDIT 605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Services régionaux (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 560 667
Avantages sociaux	1 024 059
Transports et communications	511 713
Services	389 302
Fournitures et matériel	319 146
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX	6 804 887

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	531 168	211 118
DIVERS		
Divers	1 508	5 354
TOTAL DES RECETTES	532 676	216 472

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-25

RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES 4-27

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-26

SOMMAIRE 4-24

ÉTAT DES RECETTES 4-29

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
1 737 226	Administration du ministère	1 957 506	1 716 345
2 577 886	Relations intergouvernementales	2 606 400	2 359 800
4 315 112	**Total (Fonctionnement) du ministère**	4 563 906*	4 076 145
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 315 112	Total des dépenses	4 563 906	4 076 145

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 250 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 922 500		1 922 500	Administration du ministère	1 703 906
	1 922 500		1 922 500		1 703 906
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	1 361
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 078
	1 957 506*		1 957 506	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	1 716 345

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère comporte deux volets distincts. Le premier a trait aux activités des bureaux du ministre et du sous-ministre. Ces bureaux offrent une orientation et des conseils stratégiques pour soutenir et faire progresser les priorités intergouvernementales de l'Ontario. Le deuxième concerne les services administratifs venant appuyer les activités de base du ministère.

*Y Compris le Mandat Spécial de 900 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		765 653
Avantages sociaux		284 268
Transports et communications		69 452
Services		538 976
Fournitures et matériel		45 557
		1 703 906
Bureau principal		
Traitements et salaires	685 512	
Avantages sociaux	272 651	
Transports et communications	58 156	
Services	41 258	
Fournitures et matériel	19 977	
		1 077 554
Coordination administrative et technologie de l'information		
Traitements et salaires	80 141	
Avantages sociaux	11 617	
Transports et communications	11 296	
Services	497 718	
Fournitures et matériel	25 580	
		626 352
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		1 361
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 078
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		1 716 345

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1502 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	2 606 400		2 606 400	Conseils stratégiques intergouvernementaux	2 359 800
	2 606 400*		2 606 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES	2 359 800

Description du programme:

Le programme reflète les activités de base du ministère liées à l'élaboration des stratégies politiques portant sur les questions intergouvernementales les plus importantes pour l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 350 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES--CRÉDIT 1502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Conseils stratégiques intergouvernementaux (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 558 226
Avantages sociaux		271 888
Transports et communications		98 328
Services		230 649
Fournitures et matériel		69 547
Paiements de transfert		
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	107 162	
Institut des relations intergouvernementales	24 000	131 162
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES		2 359 800

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres	25	40
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	8 171	222
TOTAL DES RECETTES	8 196	262

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-33
- ADMINISTRATIONS LOCALES 4-35
- AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE 4-37
- MARCHÉ DU LOGEMENT 4-39
- RÈGLEMENTATION DE LA CONSTRUCTION 4-41
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-34,4-36
- SOMMAIRE 4-32

ÉTAT DES RECETTES 4-43

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 4-44

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-44

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
32 893 794	Administration du ministère	38 038 118	35 354 744
50 368 015	Administrations locales	34 730 000	32 261 587
23 107 707	Aménagement du territoire	15 352 600	13 056 871
1 126 212 122	Marché du logement	738 056 400	711 452 148
3 767 899	Règlementation de la construction	4 003 300	3 575 242
1 236 349 537	**Total (Fonctionnement) du ministère**	830 180 418*	795 700 592
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 236 300 437	Total des dépenses	826 802 918	794 612 742
49 100	Total des prêts et dotations	3 377 500	1 087 850
1 236 349 537		830 180 418	795 700 592
	IMMOBILISATIONS		
12 083 722	Administrations locales	14 334 700	14 332 187
	Marché du logement	7 508 500	6 074 566
12 083 722	**Total (Immobilisations) du ministère**	21 843 200†	20 406 753
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
12 083 722	Total des dépenses	21 843 200	20 406 753

*Y Compris le Mandat Spécial de 375 925 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 3 000 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	36 864 500	1 095 000	37 959 500	Administration du ministère	35 281 556
	36 864 500	1 095 000	37 959 500		35 281 556
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	30 812
L	31 778		31 778	Traitement versés aux ministres sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	30 542
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
	36 943 118*	1 095 000	38 038 118	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	35 354 744

Description du programme:

Les objectifs de ce programme consistent à administrer, orienter, coordonner et contrôler l'ensemble des programmes et activités du ministère; à offrir des services de communication efficaces et d'aide à la gestion des grands dossiers; à fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services de planification des activités et des ressources, et le soutien nécessaire à la prestation des services; à mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, et des méthodes d'évaluation des résultats; à surveiller l'utilisation que fait le ministère de ses ressources humaines, financières, informatiques et matérielles. Ce programme offre également des services de gestion et de soutien technique aux organismes, conseils et commissions du ministère, et administre le Secrétariat provincial de la Journée mondaile de la jeunesse qui devrait fermer ses portes en octobre 2002.

*Y Compris le Mandat Spécial de 14 004 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 601 730
Avantages sociaux		2 602 457
Transports et communications		1 032 522
Services		17 076 320
Fournitures et matériel		968 527
		35 281 556
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 360 029	
Avantages sociaux	432 247	
Transports et communications	218 000	
Services	595 912	
Fournitures et matériel	241 317	
		3 847 505
Services de communication		
Traitements et salaires	2 259 251	
Avantages sociaux	413 273	
Transports et communications	85 559	
Services	1 079 604	
Fournitures et matériel	144 060	
		3 981 747
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	3 453 420	
Avantages sociaux	610 110	
Transports et communications	125 294	
Services	8 858 735	
Fournitures et matériel	184 548	
		13 232 107
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 247 960	
Avantages sociaux	343 035	
Transports et communications	41 845	
Services	526 468	
Fournitures et matériel	45 278	
		3 204 586
Services juridiques		
Traitements et salaires	56 748	
Transports et communications	39 647	
Services	3 725 935	
Fournitures et matériel	45 889	
		3 868 219
Services de vérification		
Transports et communications	12 061	
Services	1 115 312	
Fournitures et matériel	17 686	
		1 145 059
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 224 322	
Avantages sociaux	803 792	
Transports et communications	510 116	
Services	1 174 354	
Fournitures et matériel	289 749	
		6 002 333
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		30 812
Traitement versés aux ministres sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		30 542
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 834
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		35 354 744

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1902 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES**	
1	12 459 500	250 000	12 709 500	Administration du programme	12 651 327
2	20 920 500	600 000	21 520 500	Services aux administrations locales	19 510 560
	33 380 000	850 000	34 230 000		32 161 887
L	500 000		500 000	Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains*	99 700
	33 880 000*	850 000	34 730 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATIONS LOCALES	32 261 587
IMMOBILISATIONS					
3	2 000	14 332 700	14 334 700	Services aux administrations locales	14 332 187
	2 000	14 332 700	14 334 700	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATIONS LOCALES	14 332 187

Description du programme:

L'objectif de ce programme est de fournir aux administrations municipales un cadre pour la gouvernance, les finances et la gestion définissant leurs responsabilités en matière de solide leadership communautaire et de prestation de services concurrentiels et de qualité à la population et aux entreprises locales. Le ministère entend poursuivre ces objectifs en encourageant des relations étroites, fondées sur la concertation et l'ouverture d'esprit, entre le gouvernement provincial et les municipalités.

*Y Compris le Mandat Spécial de 16 904 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES--CRÉDIT 1902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 205 009
Avantages sociaux		812 567
Transports et communications		170 595
Services		7 323 107
Fournitures et matériel		140 049
		12 651 327
Services aux administrations locales (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 095 012
Avantages sociaux		817 101
Transports et communications		394 148
Services		1 514 675
Fournitures et matériel		117 522
Paiements de transfert		
Secours aux sinistrés de la tempête de verglas de l'Est de l'Ontario	181 113	
Équité salariale dans les municipalités	2 148 406	
Secours aux victimes de catastrophes	4 520 595	
Paiements en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	62 207 212	
Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	14 864 964	
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 146 000	
Fonds de restructuration des municipalités	2 297 048	
Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales	2 056 857	
Fonds d'aide à la transition pour les municipaltiés du Nord	314 863	89 737 058
		96 675 516
Moins: Recouvrements		77 164 956
		19 510 560
Crédits législatifs		
Prêts et dotations		
Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains. *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains*		99 700
		99 700
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES		32 261 587
IMMOBILISATIONS		
Services aux administrations locales (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Aide spéciale aux municipalités		15 082 187
		15 082 187
Moins: Recouvrements d'autres ministèes		750 000
		14 332 187
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES		14 332 187

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1903 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**	
1	474 000	133 000	607 000	Administration du programme	494 298
2	9 994 100	1 874 000	11 868 100	Services provinciaux pour l'aménagement et l'environnement	11 574 423
3	2 877 500		2 877 500	Société d'aménagement de North Pickering	988 150
	13 345 600*	2 007 000	15 352 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ..	13 056 871

Description du programme:

Ce programme permet au ministère d'offrir son leadership pour l'élaboration et l'administration du cadre législatif et stratégique nécessaire à la planification du territoire; de définir et de représenter les intérêts de la province; de fournir des services de planification « à guichet unique », tels que consultation, autorisations et appels; d'offrir aux municipalités la formation, les outils et l'information nécessaires pour soutenir une bonne planification, créer des emplois et attirer les investisseurs. Le ministère dirige également la stratégie de croissance intelligente « version Ontario » qui regroupe les initiatives stratégiques et opérationnelles des divers ministères à l'appuie des principes de la croissance intelligence, à savoir : soutenir une économie vigoureuse, créer des communautés fortes et promouvoir la protection et la santé de l'environnement.

*Y Compris le Mandat Spécial de 5 293 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE--CRÉDIT 1903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	286 475
Avantages sociaux	111 941
Transports et communications	22 226
Services	63 728
Fournitures et matériel	9 928
	494 298
Services provinciaux pour l'aménagement et l'environnement (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 501 404
Avantages sociaux	1 350 157
Transports et communications	562 210
Services	3 837 521
Fournitures et matériel	311 281
	12 562 573
Moins: Recouvrements	988 150
	11 574 423
Société d'aménagement de North Pickering (Poste 3)	
Prêts et dotations	
Avances à la Société d'aménagement de North Pickering	988 150
	988 150
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	13 056 871

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1904 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU MARCHÉ DU LOGEMENT**	
1	1 911 400		1 911 400	Administration du programme	1 192 710
2	708 151 200		708 151 200	Logements sociaux et logements à but lucratif	682 977 645
3	27 993 800		27 993 800	Protection des locataires	27 281 793
	738 056 400*		738 056 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE MARCHÉ DU LOGEMENT	711 452 148
IMMOBILISATIONS					
4	3 868 500	3 640 000	7 508 500	Logements sociaux et logements à but lucratif - Immobilisations	6 074 566
	3 868 500†	3 640 000	7 508 500	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE MARCHÉ DU LOGEMENT	6 074 566

Description du programme:

Dans le cadre de ce programme, le ministère utilise certains instruments stratégiques et opérationnels pour : créer un secteur du logement sain et compétitif, comprenant un marché locatif concurrentiel, où les logements locatifs administrés par le secteur privé sont mieux entretenus et les investissements encouragés; mettre en place un système de protection des locataires, où les droits des locataires sont préservés et qui offre un moyen simple, expéditif, accessible et économique de régler les différends entre locateurs et locataires; et conclure la dernière phase du transfert homogène de la responsabilité du logement social. Le ministère assumera ses obligations en vertu de l'entente sur le logement social conclue avec le gouvernement fédéral et des lois provinciales régissant le logement; poursuivra sa stratégie globale de gestion des risques pour protéger la responsabilité de la province; établira et supervisera les normes en matière de logement social afin que les locataires à faible revenu puissent trouver des logements accessibles et abordables.

*Y Compris le Mandat Spécial de 338 590 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 3 000 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DU MARCHÉ DU LOGEMENT--CRÉDIT 1904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		446 483
Avantages sociaux		111 821
Transports et communications		78 548
Services		475 564
Fournitures et matériel		80 294
		1 192 710
Logements sociaux et logements à but lucratif (Poste 2)		
Traitements et salaires		8 613 631
Avantages sociaux		2 188 038
Transports et communications		545 399
Services		45 676 098
Fournitures et matériel		1 488 538
Paiements de transfert		
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif	67 020 784	
Programme d'encouragement à l'offre de logements locatifs abordables	532 000	
Paiements aux gestionnaires de services en vertu de l'Entente Canada - Ontario sur le logement social	427 578 499	
Paiements aux gestionnaires de services pour défrayer les coûts de transition des sociétés de logement	1 759	
Paiements au programme de supplément au loyer - Services aux sans - abri	15 900 217	
Paiements à la Société de logement de l'Ontario	115 590 383	626 623 642
		685 135 346
Moins: Recouvrements		2 157 701
		682 977 645
Protection des locataires (Poste 3)		
Traitements et salaires		14 949 326
Avantages sociaux		2 905 104
Transports et communications		2 040 354
Services		6 935 393
Fournitures et matériel		451 616
		27 281 793
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU MARCHÉ DU LOGEMENT		711 452 148
IMMOBILISATIONS		
Logements sociaux et logements à but lucratif - Immobilisations (Poste 4)		
Acquisition/construction de biens Immobiliers		928 109
Paiements de transfert		
Programme de partenariat pour le logement abordable	607 701	
Paiements pour les réparations - logements sans but lucratif et immobilisations	4 538 756	5 146 457
		6 074 566
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU MARCHÉ DU LOGEMENT		6 074 566

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1905 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE RÈGLEMENTATION DE LA CONSTRUCTION**	
1	3 803 300	200 000	4 003 300	Aménagement et bâtiment	3 575 242
	3 803 300*	200 000	4 003 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DE RÈGLEMENTATION DE LA CONSTRUCTION	3 575 242

Description du programme:

Par le biais de ce programme, le ministère établit le cadre réglementaire pour la construction et la rénovation de bâtiments en vertu du Code du bâtiment de l'Ontario. Il aide aussi l'industrie du bâtiment et les agents d'exécution de la loi à administrer la *Loi sur le code du bâtiment* et à en appliquer les règlements. Pendant l'exercice 2002-2003, l ministère concentrera ses efforts sur l'adoption d'un Code de bâtiment « axé sur les objectifs » et de réformes législative afin d'améliorer l'efficience et l'efficacité du système de réglementation de l'industrie du bâtiment en Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 134 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE RÈGLEMENTATION DE LA CONSTRUCTION--CRÉDIT 1905

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Aménagement et bâtiment (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 248 653
Avantages sociaux	359 136
Transports et communications	115 059
Services	778 515
Fournitures et matériel	73 879
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÈGLEMENTATION DE LA CONSTRUCTION	3 575 242

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs	513 919 714	549 649 537
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs	1 631 481	1 599 377
Tempête de verglas de l'Ontario 1998	19 000 000	50 000 000
	534 551 195	601 248 914
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Programme de revitalisation des centres - villes	1 042 435	685 083
Rénovation urbaine	44 412	81 719
Subventions des années précédentes	2 267 992	777 751
Logements locatifs en milieux rural et autochtone	4 818 540	
Particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalités	8 775	19 573
Programme de rénovation des logements de l'Ontario - Municipalités	1 151 720	1 018 220
Remaniement des services locaux	118 419 771	547 029 674
Subventions	543 178	2 028 320
Programme de rénovation des logements de l'Ontario - Personnes handicapées	4 330	6 524
Programme de remise en état des petits immeubles	323 819	249 944
Prêts pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	517 626	6 336 291
Programme ontarien d'accession à la propriété	13 229	13 058
Programme de conversion en logement locatifs	2 189 290	10 013 068
Subventions pour l'exploitation de logements sans but lucratif	617 640	1 371 746
Remboursement des montants amortis	18 009 199	11 087 321
Remboursement - services juridiques	3 217	354 893
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO	97 550 944	97 550 973
Programme de logement pour les ruraux et les Autochtones	1 353 153	2 325 963
Remboursement - SDLO - prêts pour le logement étudiant et intérêts	1 439 259	
	250 318 529	680 950 121
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Évaluation de matériaux de construction	13 300	14 367
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	94 350	111 250
Droits - Tribunal du logement de l'Ontario	8 232 958	4 420 152
Frais - Système d'égouts privé	42 100	87 786
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	51 198	73 358
	8 433 906	4 706 913
VENTES ET LOCATIONS		
Services de révision des loyers	103 200	122 335
CBO et Guide	163 280	149 743
Logements locatifs en milieux rural et autochtone	3 917 893	
SDLO - Profit net de la vente de logements	207 779	13 390 374
Société de logement de l'Ontario - Conversion de baux	230 280	169 770
Société de logement de l'Ontario - Recettes provenant des baux	164 745	138 644
Société de logement de l'Ontario - Hypothèque différée	230 697	193 457
Autres	985	1 023
	5 018 859	14 165 346
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subsides	114 094	253 322
Autres	30 596 950	317 602
	30 711 044	570 924

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
DIVERS		
Sociétés d'hypothèques de l'Ontario - Revenu net	550 000	462 053
Intérêts gagnés sur prêts	73 686	66 655
Pénalités - intérêts		18 449
Autres	3 050 490	11 730
	3 674 176	558 887
TOTAL DES RECETTES	832 707 709	1 302 201 105

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	167 966	224 799
Crédits d'impôts pour les écoles	70 021	76 486
Perte sur prêts - Town of Brockton		3 425 000
Remboursements - Prêts ville de Toronto		16 250 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	237 987	19 976 285

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçues/versée	(1 235)	1 235
Compte spécial à court terme de la Société de logement de l'Ontario	(27 752 415)	20 851 124
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(27 753 650)	20 852 359

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-47

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS RURALES/RECHERCHE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES 4-49

INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS 4-51

GESTION DES RISQUES 4-53

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-48,4-50

SOMMAIRE 4-46

ÉTAT DES RECETTES 4-55

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 4-55

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-55

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
15 374 985	Administration du ministère	16 436 440	15 779 281
144 738 168	Développement économique des communautés rurales/recherche et transfert de technologies	182 960 500	135 828 916
10 249 330	Investissement et développement des marchés	11 062 400	11 058 027
136 015 872	Gestion des risques	239 956 700	239 457 770
306 378 355	**Total (Fonctionnement) du ministère**	450 416 040*	402 123 994
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
301 461 755	Total des dépenses	438 416 040	398 473 494
4 916 600	Total des prêts et dotations	12 000 000	3 650 500
306 378 355		450 416 040	402 123 994
	IMMOBILISATIONS		
44 599 987	Développement économique des communautés rurales/recherche et transfert de technologies	196 711 200	43 401 958
44 599 987	**Total (Immobilisations) du ministère**	196 711 200†	43 401 958
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
44 599 987	Total des dépenses	196 711 200	43 401 958

*Y Compris le Mandat Spécial de 96 220 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 40 000 000$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	16 389 600		16 389 600	Administration du ministère	15 732 442
	16 389 600		16 389 600		15 732 442
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
	16 436 440*		16 436 440	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	15 779 281

Description du programme:

Ce programme assure la coordination du processus de planification des activités du ministère par l'entremise de ses cadres supérieurs; il fournit aussi les services essentiels de soutien opérationnel et stratégique nécessaires à la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère.

*Y Compris le Mandat Spécial de 5 063 000$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 429 496
Avantages sociaux		1 541 994
Transports et communications		831 166
Services		5 379 392
Fournitures et matériel		765 531
		15 947 579
Moins: Recouvrements		215 137
		15 732 442
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 761 770	
Avantages sociaux	494 715	
Transports et communications	233 631	
Services	1 728 588	
Fournitures et matériel	140 122	
		4 358 826
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 575 476	
Avantages sociaux	289 726	
Transports et communications	294 982	
Services	1 278 238	
Fournitures et matériel	379 899	
	3 818 321	
Moins : Recouvrements	96 654	
		3 721 667
Ressources humaines		
Traitements et salaires	691 154	
Avantages sociaux	95 715	
Transports et communications	36 214	
Services	56 962	
Fournitures et matériel	35 125	
		915 170
Services de communication		
Traitements et salaires	1 373 227	
Avantages sociaux	266 112	
Transports et communications	117 123	
Services	731 660	
Fournitures et matériel	146 011	
	2 634 133	
Moins : Recouvrements	38 483	
		2 595 650
Services juridiques		
Transports et communications	10 486	
Services	1 025 994	
Fournitures et matériel	20 720	
	1 057 200	
Moins : Recouvrements	80 000	
		977 200
Services de vérification		
Avantages sociaux	435	
Transports et communications	5 906	
Services	262 722	
Fournitures et matériel	2 177	
		271 240
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	2 027 869	
Avantages sociaux	395 291	
Transports et communications	132 824	
Services	295 228	
Fournitures et matériel	41 477	
		2 892 689
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 005
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 834
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		15 779 281

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$	**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS RURALES/RECHERCHE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES**	$
102 FONCTIONNEMENT					
1	168 119 400	3 040 100	171 159 500	Développement économique des communautés rurales/recherche et transfert de technologies	132 251 116
	168 119 400	3 040 100	171 159 500		132 251 116
L	1 000		1 000	Paiements au titre de prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière*	
L	11 800 000		11 800 000	Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	3 577 800
	179 920 400*	3 040 100	182 960 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS RURALES/RECHERCHE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES ..	135 828 916
IMMOBILISATIONS					
2	196 711 200		196 711 200	Initiative Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario	43 401 958
	196 711 200†		196 711 200	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS RURALES/RECHERCHE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES ..	43 401 958

Description du programme:

Ce programme offre des services aux exploitants agricoles et entreprises agro-alimentaires de l'Ontario et travaille en collaboration avec l'industrie, les entreprises agricoles, les chercheurs et d'autres organismes gouvernementaux au règlement des questions provinciales; il offre l'expertise nécessaire pour résoudre les questions clés auxquelles sont confrontées les communautés rurales de l'Ontario, telles que la gestion des terres, de l'air et de l'eau; il est responsable de l'orientation stratégique, du financement et de l'administration des cours menant à un diplôme, de la recherche et des essais diagnostiques en laboratoire dans le secteur agro-alimentaire. Le personnel veille à ce que les chefs d'exploitations agricoles et d'entreprises rurales de l'Ontario aient accès à l'information et aux outils les plus perfectionnés pour prendre leur décisions. Le programme offre aussi des fonds pour stimuler la croissance économique concurrentielle et les partenariats dans les communautés rurales de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 54 847 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 40 000 000$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS RURALES/RECHERCHE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES--CRÉDIT 102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Développement économique des communautés rurales/recherche et transfert de technologies (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 495 592
Avantages sociaux		4 675 888
Transports et communications		2 653 646
Services		20 596 398
Fournitures et matériel		1 423 754
Paiements de transfert		
Université de Guelph	50 500 000	
Partenariats stratégiques	160 000	
Programme de développement économique rural dans le cadre de l'initiative Développement des collectivités rurales et des petites localité de l'Ontario	10 136 895	
Royal Winter Fair	140 000	
Stratégie d'emploi pour les jeunes en milieu rural	1 734 135	
Canaux de drainage municipaux	6 041 790	
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage de bovins d'engraissement	35 623	
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	24 450	
Recherche concurrentielle	1 350 000	
Plan d'emplois d'été	2 465 297	
Association pour l'amélioration des sols et des récoltes de l'Ontario	125 000	
Sociétés agricoles et horticoles	1 753 987	
Amélioration génétique du bétail	3 240 100	
Fond pour la Stratégie d'emploi en milieu rural	1 211 265	
Farmers' Markets Ontario	90 000	
Association pour la sécurité à la ferme inc.	120 000	
Éducation agro - alimentaire de l'Ontario	400 000	
Ontario Beekeepers Association	120 000	
Conseil 4H de l'Ontario	1 050 000	
Autre aide au développement économique des communautés rurales/à la recherche et au transfert de technologies	667 500	81 366 042
Autres opérations		
Bonification d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux	8 261	
Taxes municipales sur les propriétés appartenant à l'Association pour l'amélioration des sols et récoltes de l'Ontario	3 067	11 328
Prêts et dotations		
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités		72 700
		132 295 348
Moins : Recouvrements		44 232
		132 251 116
Crédits législatifs		
Prêts et dotations		
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*		3 577 800
		3 577 800
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS RURALES/RECHERCHE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES		135 828 916
IMMOBILISATIONS		
Initiative Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Initiative Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontairo	20 590 570	
Initiative Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontairo - Contribution au Programme d'infrastructures Canada Ontario	22 811 388	43 401 958
		43 401 958
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS RURALES/RECHERCHE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES		43 401 958

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE L'INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS**	
1	11 062 400		11 062 400	Investissement et développement des marchés	11 058 027
	11 062 400*		11 062 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS	11 058 027

Description du programme:

Ce programme contribue à la croissance et à la viabilité du système agro-alimentaire de l'Ontario en assurant la compétitivité des producteurs et distributeurs d'aliments de la province; il offre aussi des programmes visant le développement et l'expansion des marchés nationaux et internationaux pour les produits alimentaires frais et transformés de l'Ontario. En outre, le programme offre des services et programmes au secteur agro-alimentaire par le biais d'organismes du ministère qui supervisent la commercialisation collective des produits agricoles et entendent les appels de décisions visant la commercialisation et la délivrance de permis.

*Y Compris le Mandat Spécial de 4 414 000$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE L'INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS--CRÉDIT 103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Investissement et développement des marchés (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 855 147
Avantages sociaux	681 403
Transports et communications	845 097
Services	5 085 892
Fournitures et matériel	590 488
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE L'INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS	11 058 027

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
104 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES RISQUES**	
1	154 607 500	85 349 200	239 956 700	Gestion des risques	239 457 770
	154 607 500*	85 349 200	239 956 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DE GESTION DES RISQUES	239 457 770

Description du programme:

Ce programme offre des services et des programmes au secteur agro-alimentaire et aux communautés rurales par le biais d'organismes et de directions du ministère qui assurent et coordonnent : l'évaluation et l'analyse des risques; les services statistiques; les programmes de protection du revenu offerts par le ministère, et autres aides financières accordées au secteur agro-alimentaire et aux communautés rurales. Ce programme joue en outre un rôle de premier plan dans l'élaboration des politiques de salubrité des aliments et la prestation des programmes de réglementation.

*Y Compris le Mandat Spécial de 31 896 000$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE GESTION DES RISQUES--CRÉDIT 104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Gestion des risques (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 992 218
Avantages sociaux		2 726 992
Transports et communications		1 544 514
Services		13 020 991
Fournitures et matériel		734 498
Paiements de transfert		
Protection du revenu pour les programmes d'assurance-récolte, de stabilisation du revenu net et du revenu du marché	174 711 360	
Programme ontarien de protection du revenu agricole en cas de catastrophe	26 320 000	
Programme d'indemnisation contre la rage	12 000	
AgriCorp	5 297 000	
Salubrité des aliments	1 873 250	
Autre aide à la gestion des risques	224 947	208 438 557
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RISQUES		239 457 770

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'indemnisation contre la rage	4 520	4 896
Programme d'accès communautaire		146 531
Administration du Programme ontarien de protection du revenue agricole en cas de catastrophe	3 032 256	2 236 096
Fonds de compensation fédéraux pour le programme de protection du revenu	31 173 892	
Ontario Small Town and Rural Infrastructure Capital	9 647 877	
Autres	3 773	
	43 862 318	2 387 523
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	300 247	131 402
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	373 179	334 291
VENTES ET LOCATIONS	379 210	278 345
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	319 121	327 268
DIVERS		
Autres	393 688	307 443
TOTAL DES RECETTES	45 627 763	3 766 272

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux	8 782 420	10 062 061
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario	14 500	8 594
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	8 796 920	10 070 655

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(11 740)	11 740
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	2 090	3 237
Programme d'assurance du revenu de marché	(44 684 637)	(88 502 601)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(44 694 287)	(88 487 624)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 4-59

DES COMMISSAIRES 4-62

SOMMAIRE 4-58

ÉTAT DES RECETTES 4-64

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
84 843 755	Bureau de L'Assemblée législative	99 378 000	91 202 711
9 744 237	Des Commissaires	10 515 200	10 482 466
94 587 992	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau de l'Assemblée législative**	109 893 200*	101 685 177
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
94 587 992	Total des dépenses	109 893 200	101 685 177

*Y Compris le Mandat Spécial de 27 500 000$

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	539 400		539 400	Présidence	506 134
2	715 800	330 800	1 046 600	Bureau du greffier	1 046 526
3	10 623 100		10 623 100	Services parlementaires	8 992 461
4	5 978 000		5 978 000	Bibliothèque de l'Assemblée législative	5 677 518
5	4 859 600		4 859 600	Services administratifs	4 398 455
6	21 638 100	(461 300)	21 176 800	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire	17 723 431
7	3 102 400	126 400	3 228 800	Systèmes informatiques de l'Assemblée législative	3 228 745
8	9 524 200		9 524 200	Services de soutien aux groupes parlementaires	9 386 561
9	13 253 800		13 253 800	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	13 116 636
10	28 860 600		28 860 600	Services de soutien aux bureaux des députés	26 839 236
11	202 000		202 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	202 000
12	81 000	4 100	85 100	Appartements du Lieutenant-gouverneur	85 008
	99 378 000*		99 378 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	91 202 711

Description du programme:

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

*Y Compris le Mandat Spécial de 24 500 000$

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE--CRÉDIT 201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

FONCTIONNEMENT

Présidence (Poste 1)

	$
Traitements et salaires	87 584
Avantages sociaux	13 407
Transports et communications	123 797
Services	242 677
Fournitures et matériel	46 068
	513 533
Moins : Recouvrements	7 399
	506 134

Bureau du greffier (Poste 2)

	$
Traitements et salaires	370 222
Avantages sociaux	182 444
Transports et communications	33 359
Services	452 171
Fournitures et matériel	13 280
	1 051 476
Moins : Recouvrements	4 950
	1 046 526

Services parlementaires (Poste 3)

	$
Traitements et salaires	5 907 749
Avantages sociaux	1 064 426
Transports et communications	293 888
Services	849 982
Fournitures et matériel	961 111
	9 077 156
Moins : Recouvrements	84 695
	8 992 461

Bibliothèque de l'Assemblée législative (Poste 4)

	$
Traitements et salaires	3 858 884
Avantages sociaux	605 275
Transports et communications	38 421
Services	375 462
Fournitures et matériel	799 476
	5 677 518

Services administratifs (Poste 5)

	$
Traitements et salaires	2 801 705
Avantages sociaux	524 390
Transports et communications	730 340
Services	193 733
Fournitures et matériel	148 287
	4 398 455

Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)

	$
Traitements et salaires	5 015 792
Avantages sociaux	1 038 936
Transports et communications	35 081
Services	9 108 241
Fournitures et matériel	2 542 781
	17 740 831
Moins : Recouvrements	17 400
	17 723 431

Systèmes informatiques de l'Assemblée législative (Poste 7)

	$
Traitements et salaires	1 692 076
Avantages sociaux	253 029
Transports et communications	114 711
Services	279 501
Fournitures et matériel	889 428
	3 228 745

Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)

	$
Traitements et salaires	5 526 867
Avantages sociaux	946 778
Transports et communications	594 214
Services	1 512 266
Fournitures et matériel	806 436
	9 386 561

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE--CRÉDIT 201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	8 793 199
Avantages sociaux	1 735 447
Transports et communications	1 650 281
Services	929 561
Fournitures et matériel	8 148
	13 116 636
Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires	14 737 961
Avantages sociaux	2 615 556
Transports et communications	2 372 072
Services	4 341 005
Fournitures et matériel	2 772 642
	26 839 236
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	202 000
	202 000
Appartements du Lieutenant-gouverneur (Poste 12)	
Services	85 008
	85 008
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	91 202 711

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
202 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES COMMISSAIRES**	
1	1 973 100	9 100	1 982 200	Commissaire à l'environnement	1 982 140
2	7 455 600	54 300	7 509 900	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	7 509 826
3	1 086 500	(63 400)	1 023 100	Bureau du commissaire à l'intégrité	990 500
	10 515 200*		10 515 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DES COMMISSAIRES	10 482 466

Description du programme:

Ce Bureau accueille le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la Charte des droits environnementaux; le Commissaire à l'information et la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée;* et le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* et de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes.*

*Y Compris le Mandat Spécial de 3 000 000$

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES--CRÉDIT 202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 106 083
Avantages sociaux	180 251
Transports et communications	97 490
Services	537 856
Fournitures et matériel	60 460
	1 982 140
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 404 815
Avantages sociaux	806 030
Transports et communications	208 056
Services	978 381
Fournitures et matériel	112 544
	7 509 826
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires	427 297
Avantages sociaux	38 912
Transports et communications	26 628
Services	457 277
Fournitures et matériel	40 386
	990 500
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES COMMISSAIRES	10 482 466

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	14 711	16 558
VENTES ET LOCATIONS	109 917	103 864
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	86 897	161 948
DIVERS	9 545	7 755
TOTAL DES RECETTES	221 070	290 125

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 4-67

SOMMAIRE 4-66

ÉTAT DES RECETTES 4-69

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
15 511 319	Bureau du Conseil des ministres	17 704 000	17 664 543
15 511 319	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du Conseil des ministres**	17 704 000*	17 664 543
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
15 511 319	Total des dépenses	17 704 000	17 664 543

*Y Compris le Mandat Spécial de 5 796 700$

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	
1	16 922 900	402 000	17 324 900	Bureau principal	17 297 549
2	329 100	50 000	379 100	Leader parlementaire du gouvernement	366 994
	17 252 000*	452 000	17 704 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	17 664 543

Description du programme:

Ce programme assure la coordination des politiques et des services fournis au Conseil des ministres et aux membres du Conseil exécutif, au Conseil des priorités, des politiques et des communications et aux autres comités relevant du Conseil des ministres. Il sert également à financer les dépenses de fonctionnement du Bureau du leader parlementaire du gouvernement.

*Y Compris le Mandat Spécial de 5 796 700$

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES--CRÉDIT 401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau principal (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 957 207
Avantages sociaux	2 044 613
Transports et communications	346 796
Services	3 428 144
Fournitures et matériel	520 789
	17 297 549
Leader parlementaire (Poste 2)	
Traitements et salaires	294 761
Avantages sociaux	52 186
Transports et communications	4 154
Services	10 637
Fournitures et matériel	5 256
	366 994
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	17 664 543

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais pour chèques refusés		35
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		55
DIVERS	55	1 977
TOTAL DES RECETTES	55	2 067

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 4-73

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-74

SOMMAIRE 4-72

ÉTAT DES RECETTES 4-75

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
14 243 822	Bureau du Directeur général des élections	3 290 300	29 443 633
14 243 822	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du directeur général des élections**	3 290 300*	29 443 633
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
14 243 822	Total des dépenses	3 290 300	29 443 633

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 331 000$

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par la Commission de régie interne	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	1 982 200		1 982 200	Administration des élections	1 569 565
2	1 308 100		1 308 100	Administration du financement des élections	1 045 489
	3 290 300		3 290 300		2 615 054
L				*Loi électorale*	26 828 579
	3 290 300*		3 290 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	29 443 633

Description du programme:

Le Bureau du directeur général des élections organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs et directrices du scrutin des 103 circonscriptions électorales de l'Ontario.

La Section de l'application de la *Loi sur le financement des élections* veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections.* Plus de 500 associations de circonscription et 11 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement apporté aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie toutes les formules qui lui sont remises pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections.*

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables.*

En dehors des périodes électorales, le Bureau du directeur général des élections offre ses services aux ministères, aux organismes du gouvernement et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur ce le processus électoral.

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 331 000$

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS--CRÉDIT 501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 365 397
Avantages sociaux	204 168
	1 569 565
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires	373 063
Avantages sociaux	82 612
Transports et communications	11 850
Services	309 593
Fournitures et matériel	18 961
Autres opérations	
Le financement des élections en vertu de la *Loi sur le financement des élections*	338 976
	1 135 055
Moins : Recouvrements d'autres activités	89 566
	1 045 489
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Loi électorale	26 828 579
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	29 443 633

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
DIVERS		
Divers	1 200	12 743
TOTAL DES RECETTES	1 200	12 743

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR 4-79

SOMMAIRE 4-78

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
867 761	Bureau du lieutenant - gouverneur	1 088 100	1 086 884
867 761	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du lieutenant-gouverneur**	1 088 100*	1 086 884
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
867 761	Total des dépenses	1 088 100	1 086 884

*Y Compris le Mandat Spécial de 499 200$

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR**	
1	993 300	94 800	1 088 100	Bureau du Lieutenant - gouverneur	1 086 884
	993 300*	94 800	1 088 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR	1 086 884

Description du programme:

Le programme fournit les services dont a besoin le Lieutenant-gouverneur pour mener à bien ses fonctions constitutionnelles et de représentant officiel de la Reine.

*Y Compris le Mandat Spécial de 499 200$

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR--CRÉDIT 1701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du Lieutenant - gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires	510 641
Avantages sociaux	125 678
Transports et communications	37 672
Services	203 219
Fournitures et matériel	88 874
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	120 800
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR	1 086 884

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL 4-83

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-84

SOMMAIRE 4-82

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
8 069 366	Bureau du vérificateur provincial	9 362 800	8 678 428
8 069 366	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du vérificateur provincial**	9 362 800*	8 678 428
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
8 069 366	Total des dépenses	9 362 800	8 678 428

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 900 000$

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL**	
1	9 153 400		9 153 400	Bureau du vérificateur provincial	8 468 938
	9 153 400		9 153 400		8 468 938
L	209 400		209 400	*Loi sur la vérification des comptes publics*	209 490
	9 362 800*		9 362 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	8 678 428

Description du programme:

Le rôle et les responsabilités du vérificateur provincial, qui est un fonctionnaire de l'Assemblée législative, sont énoncés dans la *Loi sur la vérification des comptes publics*. Conformément aux dispositions de cette loi et d'autres lois et textes de référence, le vérificateur provincial procède à la vérification indépendante des programmes du gouvernement et de la fidélité des états financiers de la province et des nombreux organismes de la Couronne.

Le vérificateur provincial soumet son rappport annuel à l'Assemblée législative sur les questions importantes recontrées dans le cadre de son travail de vérification, et sur d'autres points particuliers qu'exige la *Loi sur la verification* des comptes publics. Le vérificateur provincial fait également rapport sur certaines missions spéciales pouvant lui être confiées par l'Assemblée législative, le Comité permanent des comptes publics, ou un ministre de la Couronne. Ce faisant, le vérificateur provincial aide l'Assemblée législative à tenir le gouvenement et ses administrateurs responsables de la saine gérance des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées dans les opérations gouvernementales.

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 900 000$

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL--CRÉDIT 2501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur provincial (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 363 970
Avantages sociaux	880 179
Transports et communications	169 797
Services	1 706 927
Fournitures et matériel	298 065
Paiements de transfert	
CCAF - FCVI Inc.	50 000
	8 468 938
Crédits législatifs	
Loi sur la vérification des comptes publics	209 490
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	8 678 428

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

CABINET DU PREMIER MINISTRE 4-87

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-88

SOMMAIRE 4-86

ÉTAT DES RECETTES 4-89

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
2 952 239	Cabinet du premier ministre	3 838 760	3 831 077
2 952 239	**Total (Fonctionnement) pour le Cabinet du premier ministre**	3 838 760*	3 831 077
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 952 239	Total des dépenses	3 838 760	3 831 077

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 047 200$

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	3 025 100	736 200	3 761 300	Cabinet du premier ministre	3 753 616
	3 025 100	736 200	3 761 300		3 753 616
L	65 626		65 626	Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	65 627
L	11 834		11 834	Traitements versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
	3 102 560*	736 200	3 838 760	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	3 831 077

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement du Cabinet du Premier ministre, ainsi que les services permettant au premier ministre de s'acquitter de son rôle de chef du gouvernement.

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 047 200$

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE--CRÉDIT 2401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Cabinet du premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 981 794
Avantages sociaux	365 064
Transports et communications	242 725
Services	103 670
Fournitures et matériel	60 363
	3 753 616
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	65 627
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	3 831 077

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Recouvrements de dépenses des années précédentes	134	95
TOTAL DES RECETTES	134	95

MINISTÈRE DE LA CULTURE

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-93

CULTURE 4-95

FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO 4-97

IMMOBILISATIONS CULTURELLES 4-99

SOMMAIRE 4-92

ÉTAT DES RECETTES 4-101

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
	Administration du ministère	1 000	
141 476 747	Culture	142 953 700	142 803 639
100 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	100 001 000	100 000 000
241 476 747	**Total (Fonctionnement) du ministère**	242 955 700*	242 803 639
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
241 476 747	Total des dépenses	242 955 700	242 803 639
		IMMOBILISATIONS	
8 150 400	Immobilisations Culturelles	9 003 000	9 000 000
8 150 400	**Total (Immobilisations) du ministère**	9 003 000†	9 000 000
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
8 150 400	Total des dépenses	9 003 000	9 000 000

*Y Compris le Mandat Spécial de 146 953 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 8 000 000$

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 000		1 000	Administration du ministère	
	1 000		1 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	

Description du programme:

Ce programme comprend le Bureau du ministre et le Bureau du sous-ministre. Il est responsable de l'administration interne, des politiques ministérielles et stratégiques, et des relations avec les organismes du ministère.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du ministère (Poste 1)	

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2802 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA CULTURE**	
1	140 754 700	2 199 000	142 953 700	Culture	142 803 639
	140 754 700*	2 199 000	142 953 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA CULTURE	142 803 639

Description du programme:

Le programme de la culture encourage les arts et les industries culturelles, protège le patrimoine de l'Ontario et veille au développement du réseau de bibliothèques publiques pour optimiser leur contribution à la vitalité économique et sociale de la province.

*Y Compris le Mandat Spécial de 46 953 000$

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA CULTURE--CRÉDIT 2802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 095 413
Avantages sociaux		816 258
Transports et communications		190 830
Services		964 892
Fournitures et matériel		75 063
Paiements de transfert		
Soutien au secteur des arts	11 885 447	
Soutien au secteur du patrimoine	3 619 359	
Soutien au secteur des bibliothèques	29 516 077	
Soutiens aux organismes culturels	2 048 500	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	11 182 500	
Collection McMichael d'art canadien	2 740 800	
Conseil des arts de l'Ontario	24 937 400	
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	9 475 200	
Fondation du patrimoine ontarien	2 188 000	
Centre des sciences de l'Ontario	16 163 500	
Jardins botaniques royaux	1 598 500	
Musée royal de l'Ontario	18 529 600	
Science Nord	2 776 300	136 661 183
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE		142 803 639

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2803 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO**	
1	100 001 000		100 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario	100 000 000
	100 001 000*		100 001 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	100 000 000

Description du programme:

La Foundation Trillium de l'Ontario aide les organisations communautaires à répondre aux priorités locales touchant les arts et la culture, les sports et les loisirs, l'environnement et les services sociaux et humains, en faisant des investissements stratégiques en collaboration avec des oeuvres de bienfaisance et des organismes à but non lucratif.

*Y Compris le Mandat Spécial de 100 000 000$

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO--CRÉDIT 2803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario	100 000 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	100 000 000

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2804 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES**	
1	8 003 000	1 000 000	9 003 000	Immobilisations culturelles	9 000 000
	8 003 000†	1 000 000	9 003 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'IMMOBILISATIONS CULTURELLES .	9 000 000

Description du programme:

Le programme d'immobilisations culturelles veille à la préservation et à la promotion des investissements de l'Ontario dans l'infrastructure culturelle, notamment dans les organismes du ministère.

* Y Compris le Mandat Spécial de 8 000 000$

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES--CRÉDIT 2804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations culturelles (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Réparations et rénovations des organismes culturels	8 000 000	
Subventions d'immobilisations à l'appui de la culture	1 000 000	9 000 000
		9 000 000
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES		9 000 000

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements - gouvernement fédéral	1 028 206	
Entente Canada-Ontario sur l'infrastructure - quote-part du gouvernement fédéral	2 375 788	
Programme d'accès communautaire pour les bibliothèques	3 630 100	
	7 034 094	
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres	17	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	7 404	
Ontario Crafts Council Recoveries		24 000
	7 404	24 000
DIVERS		
Autres	15	
TOTAL DES RECETTES	7 041 530	24 000

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-105
- DÉVELOPPEMENT DU NORD 4-107
- MINES ET DES MINÉRAUX 4-109
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-106
- SOMMAIRE 4-104

ÉTAT DES RECETTES 4-111

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-111

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
9 234 111	Administration du ministère	9 906 740	9 839 010
36 760 032	Développement du Nord	42 670 100	39 957 274
35 054 603	Mines et des minéraux	26 436 900	26 311 984
81 048 746	**Total (Fonctionnement) du ministère**	79 013 740*	76 108 268
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
81 048 746	Total des dépenses	79 013 740	76 108 268
	IMMOBILISATIONS		
375 907 006	Développement du Nord	353 279 600	341 895 110
9 994 376	Mines et des minéraux	10 000 000	9 805 080
385 901 382	**Total (Immobilisations) du ministère**	363 279 600†	351 700 190
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
385 901 382	Total des dépenses	363 279 600	351 700 190

*Y Compris le Mandat Spécial de 39 500 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 130 000 000$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	9 791 900	68 000	9 859 900	Administration du ministère	9 792 467
	9 791 900	68 000	9 859 900		9 792 467
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 538
	9 838 740*	68 000	9 906 740	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	9 839 010

Description du programme:

Ce programme offre son leadership, fournit des conseils et de l'aide pour la planification des activités et des ressources, et veille à la prestation efficace des services administratifs.

*Y Compris le Mandat Spécial de 4 500 000$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 914 853
Avantages sociaux		985 558
Transports et communications		911 850
Services		7 497 130
Fournitures et matériel		640 513
		14 949 904
Moins: Recouvrements		5 157 437
		9 792 467
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 232 415	
Avantages sociaux	319 480	
Transports et communications	326 119	
Services	135 970	
Fournitures et matériel	189 471	
		2 203 455
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	899 936	
Avantages sociaux	165 374	
Transports et communications	99 393	
Services	6 228 374	
Fournitures et matériel	66 170	
	7 459 247	
Moins : Recouvrements d'autres activités	4 968 744	
		2 490 503
Ressources humaines		
Traitements et salaires	679 944	
Avantages sociaux	152 311	
Transports et communications	42 435	
Services	26 081	
Fournitures et matériel	16 353	
		917 124
Services de communication		
Traitements et salaires	806 694	
Avantages sociaux	135 116	
Transports et communications	55 063	
Services	100 572	
Fournitures et matériel	67 570	
		1 165 015
Analyse et planification		
Traitements et salaires	642 083	
Avantages sociaux	108 494	
Transports et communications	27 505	
Services	32 141	
Fournitures et matériel	20 942	
		831 165
Services juridiques		
Transports et communications	17 065	
Services	588 263	
Fournitures et matériel	12 777	
		618 105
Services de vérification		
Transports et communications	10 912	
Services	127 644	
Fournitures et matériel	544	
		139 100
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	653 781	
Avantages sociaux	104 783	
Transports et communications	333 358	
Services	258 085	
Fournitures et matériel	266 686	
	1 616 693	
Moins : Recouvrements d'autres activités	188 693	
		1 428 000
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 005
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 538
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		9 839 010

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
FONCTIONNEMENT					
1	42 670 100		42 670 100	Développement économique du Nord	39 957 274
	42 670 100*		42 670 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE DÉVELOPPEMENT DU NORD	39 957 274
IMMOBILISATIONS					
2	353 279 600		353 279 600	Développement économique du Nord	341 895 110
	353 279 600†		353 279 600	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE DÉVELOPPEMENT DU NORD	341 895 110

Description du programme:

Ce programme permet de recueillir les commentaires des résidents du Nord et de tenir compte de leurs vues et de leurs préoccupations dans l'élaboration des politiques provinciales; il vise à diriger les investissements du gouvernement provincial dans l'infrastucture du Nord par le biais du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et du Programme des routes du Nord; il fournit une aide aux entreprises et aux industries; il appuie les activités de promotion du commerce et des investissements; et, grâce à un réseau de bureaux regionaux, il permet d'assurer la prestation de divers programmes et services gouvernementaux dans le Nord.

*Y Compris le Mandat Spécial de 25 000 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 125 000 000$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD--CRÉDIT 2202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Développement économique du Nord (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 989 693
Avantages sociaux		1 858 387
Transports et communications		1 056 285
Services		4 608 827
Fournitures et matériel		864 184
Paiements de transfert		
Développement économique	2 052 534	
Services d'emplois d'été	3 576 855	
Services de santé dans le Nord	1 000 000	
Services communautaires	619 780	
Commission de transport Ontario Northland	18 423 929	
Owen Sound Transportation Company	780 000	26 453 098
		43 830 474
Moins: Recouvrements		3 873 200
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		39 957 274
IMMOBILISATIONS		
Développement économique du Nord (Poste 2)		
Services		9 706 339
Acquisition/construction de biens immobiliers		264 710 122
Paiements de transfert		
Infrastructure de la Communauté autochtone	928 051	
Commission de transport Ontario Northland	3 933 909	
Programme des routes d'hiver	2 964 575	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	60 000 000	
Owen Sound Transportation Company	580 165	68 406 700
		342 823 161
Moins: Recouvrements		928 051
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		341 895 110

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	25 710 500	726 400	26 436 900	Compétitivité du secteur minier	26 311 984
	25 710 500*	726 400	26 436 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX	26 311 984
IMMOBILISATIONS					
2	10 000 000		10 000 000	Compétitivité du secteur minier	9 805 080
	10 000 000†		10 000 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX	9 805 080

Description du programme:

Ce programme vise à assurer l'accès du public aux droits miniers de la Couronne grâce à des processus ordonnés et équitables et en fournissant de l'information sur les terres; il encourage, favorise et facilite le développement économiqu durable des ressources minérales de l'Ontario d'une manière qui respecte l'environnement; il offre des programmes, des services et de l'information par l'intermédiaire des bureaux régionaux disséminés dans la province; il fournit des services de cartographie géologique qui encouragent l'exploration et le développement des ressources minérales de l'Ontario; et il procède au relevé cartographique des nappes aquifères dans le cadre de la stratégie globale de protection des eaux souterraines de la province.

*Y Compris le Mandat Spécial de 10 000 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 5 000 000$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX--CRÉDIT 2203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Compétitivité du secteur minier (Poste 1)	
Traitements et salaires	11 391 561
Avantages sociaux	2 338 688
Transports et communications	1 488 851
Services	7 032 751
Fournitures et matériel	1 810 133
Paiements de transfert	
Programme des Technologies - d'exploration minérale de l'Ontario	2 250 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	26 311 984
IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur minier (Poste 2)	
Transports et communications	13 790
Services	9 618 718
Fournitures et matériel	172 572
	9 805 080
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	9 805 080

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière - *Loi sur les mines*	1 755 440	1 475 645
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (*Loi sur les mines*)	1 270 488	1 152 047
Frais pour chèques refusés	560	315
	1 271 048	1 152 362
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations	1 600	1 430
VENTES ET LOCATIONS		
Concessions minières	479 926	251 786
Publications	189 434	238 558
	669 360	490 344
REDEVANCES	1 439 748	2 444 370
Recouvrements de dépenses des années précédentes	112 392	31 373
DIVERS		
Autres	28 283	41 965
TOTAL DES RECETTES	5 277 871	5 637 489

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	1 671	(1 671)
Fonds de réhabilitation des mines	9 063 769	5 843 195
Fonds de réhabilitation à long terme	532	771
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	9 065 972	5 842 295

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-115

D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 4-118

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-117,4-119

SOMMAIRE 4-114

ÉTAT DES RECETTES 4-120

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 4-121

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-121

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
20 885 039	Administration du ministère	23 124 240	21 735 451
9 019 451 428	D'éducation élémentaire et secondaire	9 708 150 000	9 688 740 829
9 040 336 467	**Total (Fonctionnement) du ministère**	9 731 274 240*	9 710 476 280
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
9 033 806 451	Total des dépenses	9 731 274 240	9 710 476 280
6 530 016	Total des prêts et dotations		
9 040 336 467		9 731 274 240	9 710 476 280
		IMMOBILISATIONS	
17 145 959	D'éducation élémentaire et secondaire	9 706 000	9 575 124
17 145 959	**Total (Immobilisations) du ministère**	9 706 000	9 575 124
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
17 145 959	Total des dépenses	9 706 000	9 575 124

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 600 630 500$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	20 942 500	2 134 900	23 077 400	Administration du ministère	21 688 612
	20 942 500	2 134 900	23 077 400		21 688 612
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
	20 989 340*	2 134 900	23 124 240	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	21 735 451

Description du programme:

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs; et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes du ministère de l'Éducation.

*Y Compris le Mandat Spécial de 8 223 000$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 519 527
Avantages sociaux		3 401 395
Transports et communications		1 883 783
Services		9 305 548
Fournitures et matériel		1 507 059
		29 617 312
Moins: Recouvrements		7 928 700
		21 688 612
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 675 555	
Avantages sociaux	420 883	
Transports et communications	140 426	
Services	108 687	
Fournitures et matériel	125 548	
		2 471 099
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	2 240 315	
Avantages sociaux	562 745	
Transports et communications	335 159	
Services	4 611 116	
Fournitures et matériel	484 556	
	8 233 891	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 861 000	
		5 372 891
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 169 925	
Avantages sociaux	550 489	
Transports et communications	51 001	
Services	592 460	
Fournitures et matériel	32 183	
	3 396 058	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	814 900	
		2 581 158
Services de communication		
Traitements et salaires	3 499 449	
Avantages sociaux	879 026	
Transports et communications	146 456	
Services	610 739	
Fournitures et matériel	148 880	
	5 284 550	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 602 000	
		3 682 550
Services juridiques		
Traitements et salaires	262 751	
Avantages sociaux	66 000	
Transports et communications	18 420	
Services	1 682 221	
Fournitures et matériel	90 818	
	2 120 210	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	563 600	
		1 556 610
Services de vérification		
Transports et communications	17 714	
Services	597 343	
Fournitures et matériel	28 109	
	643 166	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	169 000	
		474 166
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 671 532	
Avantages sociaux	922 252	
Transports et communications	1 174 607	
Services	1 102 982	
Fournitures et matériel	596 965	
	7 468 338	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 918 200	
		5 550 138

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	21 735 451

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	
1	8 660 441 400	306 774 500	8 967 215 900	Politiques et prestation des programmes	8 944 694 404
2	65 828 500	5 104 200	70 932 700	Activités éducatives	67 803 599
	8 726 269 900	311 878 700	9 038 148 600		9 012 498 003
L	670 001 400		670 001 400	Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	676 242 826
	9 396 271 300*	311 878 700	9 708 150 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	9 688 740 829
IMMOBILISATIONS					
3	9 706 000		9 706 000	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	9 575 124
	9 706 000		9 706 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	9 575 124

Description du programme:

Ce programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Le programme cherche à attteindre trois objectifs fondamentaux: excellence du rendement scolaire; préparation de tous les élèves au succès dans les études, au travail et dans la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur le marché mondial.

Les éléments-clés du programme sont les suivants : coordination d'un curriculum et d'un enseignement exigeants et rigoureux ayant des normes de rendement élevées; financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace où l'accent est mis sur l'enseignement et l'apprentissage en salle de classe; responsabilité du financement de l'éducation élémentaire et secondaire; exploitation des écoles provinciales accueillant des élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, et des élèves ayant des difficultés d'apprentissage.

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 592 407 500$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE--CRÉDIT 1002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		26 635 315
Avantages sociaux		5 888 330
Transports et communications		4 953 725
Services		49 314 965
Fournitures et matériel		6 155 053
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement des conseils scolaires	8 673 531 906	
Programmes d'éducation-Autres	119 311 683	
L'Association canadienne de l'éducation	163 186	
Le Centre franco - ontarien de ressources pédagogiques	453 900	
Le Conseil des ministres de l'éducation, Canada	570 652	
Fédération des associations du sport scolaire de l'Ontario	45 000	
Projets des langues officielles	1 800 000	
Centre animation scolaire de l'Ontario	348 600	
Jeunes voyageurs de l'Ontario	280 851	
L'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	54 054 438	
Royal Conservatory	1 100 000	
Autres subventions	86 800	8 851 747 016
		8 944 694 404
Activités éducatives (Poste 2)		
Traitements et salaires		37 444 674
Avantages sociaux		7 803 659
Transports et communications		1 199 426
Services		10 732 322
Fournitures et matériel		4 140 794
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	62 024	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	6 420 700	
		6 482 724
		67 803 599
Crédits législatifs		
Caisse de retraite des enseignamtes et des enseignants de l'Ontario		
Paiements de transfert		
Contributions gouvernementale, *Loi sur le régime de retraite des enseignants*		677 587 608
Moins: Recouvrements		1 344 782
		676 242 826
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		9 688 740 829
IMMOBILISATIONS		
Soutien à la formation aux paliers élémentaire et secondaire (Poste 3)		
Acquisition/construction de biens immobiliers		9 575 124
		9 575 124
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		9 575 124

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement - Infrastructure	20 467 350	63 562 431
Langues officielles dans l'enseignement - Complémentaire		12 586 974
Gestion des écoles de langue française de l'Ontario	16 240 000	19 760 000
Commission du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario - Ministère de la Défense nationale	65 578	41 252
Subventions à des écoles pour élèves aveugles et pour élèves sourds-Ind iens visés par un traité		550 430
	36 772 928	96 501 087
REMBOURSEMENTS		
Salaires et avantages	6 637	
	6 637	
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées	64 247	88 012
Centre d'études indépendantes - Droits versés pour le test d'évaluation en éducation générale	89 651	336 459
Droits versés pour les cours de jour	125 915	714 285
Droits de scolarité		477 068
Frais pour chèques refusés	140	380
Autres	7 708	40 311
	287 661	1 656 515
VENTES ET LOCATIONS		
Locaux mis en location	60 993	63 592
Avantages, accessoires	60 529	59 789
Matériel pédagogique du Centre d'études indépendantes		361 343
Ventes de ressources aux conseils scolaires	1 742	4 489
	123 264	489 213
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Employee Benfits Recovery of Prior Years	21 701	
Fournisseurs	767 566	193 724
Subventions remboursées - Autres	384 390	35 960
	1 173 657	229 684
DIVERS		
OPFG Treaty Indians SJW	146 394	
Pénalités - intérêt	669	20 741
Autres	27 539	115 449
	174 602	136 190
TOTAL DES RECETTES	38 538 749	99 012 689

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Remboursements faits par les municipalites relatifs aux conseils scolaires		18 651
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS		18 651

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(119)	119
Prestation en Ontario du programme Rescol à la source	(35 982)	(76 365)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(36 101)	(76 246)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE L'ENTREPRISE, DES DÉBOUCHÉS ET DE L'INNOVATION

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-125

ENTREPRISE, DÉBOUCHÉS ET INNOVATION 4-127

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-126

SOMMAIRE 4-124

ÉTAT DES RECETTES 4-130

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 4-131

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-131

MINISTÈRE DE L'ENTREPRISE, DES DÉBOUCHÉS ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
12 925 278	Administration du ministère	14 233 829	14 110 260
216 147 375	Entreprise, Débouchés et Innovation	250 116 900	220 402 442
229 072 653	**Total (Fonctionnement) du ministère**	264 350 729*	234 512 702
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
229 072 653	Total des dépenses	264 350 729	234 512 702
		IMMOBILISATIONS	
18 625 953	Entreprise, Débouchés et Innovation	40 184 000	22 537 098
18 625 953	**Total (Immobilisations) du ministère**	40 184 000†	22 537 098
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
18 625 953	Total des dépenses	40 184 000	22 537 098

*Y Compris le Mandat Spécial de 86 100 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 6 500 000$

MINISTÈRE DE L'ENTREPRISE, DES DÉBOUCHÉS ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	13 571 100	600 000	14 171 100	Administration du ministère	14 049 932
	13 571 100	600 000	14 171 100		14 049 932
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
L	15 889		15 889	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	15 271
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	10 052
	13 633 829*	600 000	14 233 829	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	14 110 260

Description du programme:

Ce programme assure les services administratifs et juridiques, les services d'information et de planification, et d'autres services de soutien aux programmes du ministère et à certains de ses organismes; il offre aussi des services de soutein au ministère des Affaires intergouvernementales.

*Y Compris le Mandat Spécial de 4 900 000$

MINISTÈRE DE L'ENTREPRISE, DES DÉBOUCHÉS ET DE L'INNOVATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 671 474
Avantages sociaux		1 110 197
Transports et communications		373 083
Services		6 491 979
Fournitures et matériel		403 199
		14 049 932
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 931 634	
Avantages sociaux	498 212	
Transports et communications	251 485	
Services	867 592	
Fournitures et matériel	166 704	
		3 715 627
Planification et finances		
Traitements et salaires	1 127 595	
Avantages sociaux	151 758	
Transports et communications	25 467	
Services	1 134 346	
Fournitures et matériel	51 524	
		2 490 690
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 213 683	
Avantages sociaux	196 514	
Transports et communications	27 987	
Services	777 980	
Fournitures et matériel	79 474	
		2 295 638
Services de communication		
Traitements et salaires	1 398 562	
Avantages sociaux	263 713	
Transports et communications	48 950	
Services	1 017 350	
Fournitures et matériel	85 563	
		2 814 138
Services juridiques		
Transports et communications	7 332	
Services	1 086 346	
Fournitures et matériel	12 858	
		1 106 536
Services de vérification		
Transports et communications	11 284	
Services	414 561	
Fournitures et matériel	3 476	
		429 321
Systèmes informatiques		
Transports et communications	578	
Services	1 193 804	
Fournitures et matériel	3 600	
		1 197 982
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 005
Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu dela *Loi sur le Conseil exécutif*		15 271
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		10 052
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		14 110 260

MINISTÈRE DE L'ENTREPRISE, DES DÉBOUCHÉS ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
902 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME ENTREPRISE, DÉBOUCHÉS ET INNOVATION**	
1	31 520 300		31 520 300	Développement de la compétitivité et des entreprises	29 902 019
2	27 669 800		27 669 800	Investissements	24 195 523
3	23 497 300		23 497 300	Commerce et relations internationales	14 257 628
4	11 155 800		11 155 800	Entrepreneuriat et services régionaux	10 504 355
5	153 710 800		153 710 800	Développement des sciences et de la technologie	139 024 382
6	2 477 900	85 000	2 562 900	Les Sociétés de développement de l'Ontario	2 518 535
	250 031 900*	85 000	250 116 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ENTREPRISE, DÉBOUCHÉS ET INNOVATION	220 402 442
IMMOBILISATIONS					
7	40 184 000		40 184 000	Recherche et développement	22 537 098
	40 184 000†		40 184 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ENTREPRISE, DÉBOUCHÉS ET INNOVATION	22 537 098

Description du programme:

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario, pour y parvenir, il dirige l'élaboration de politiques en matière d'économie, de sciences et de technologie applicables à tout le gouvernement; s'efforce de supprimer les obstacles au commerce; encourage l'innovation et l'esprit d'entreprise; soutient le développement des communautés, des secteurs et des grappes d'industries Groupement; fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié où investir; et aide les investisseurs qui souhaitent s'installer et développer leurs entreprises dans la province; stimule les exportations de l'Ontario en aidant les petites et moyennes entreprises de la province à développer leur potentiel sur les marchés mondiaux; rehausse le profil international de l'Ontario en représentant la province sur les principaux marchés mondiaux; et sensibilise la population de l'Ontario aux sciences et à la recherche et en investissant dans l'infrastructure scientifique et technologique de la province. Le programme gère également les engagements financiers en cours des Sociétés de développement de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 81 200 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 6 500 000$

MINISTÈRE DE L'ENTREPRISE, DES DÉBOUCHÉS ET DE L'INNOVATION

PROGRAMME D'ENTREPRISE, DÉBOUCHÉS ET INNOVATION--CRÉDIT 902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Développement de la compétitivité et des entreprises (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 531 365
Avantages sociaux		1 279 325
Transports et communications		393 711
Services		3 960 385
Fournitures et matériel		380 961
Paiements de transfert		
Subventions pour le développement des entreprises	327 649	
Groupe d'étude sur la compétitivité, la productivité et les progrès économiques	1 000 000	
Investissement dans les compétences stratégiques	14 217 177	
Alliance des innovateurs	75 000	
Fonds pour les projets de démonstration visant la prospérité	736 446	16 356 272
		29 902 019
Investissements (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 204 285
Avantages sociaux		798 778
Transports et communications		986 650
Services		17 201 630
Fournitures et matériel		549 180
Paiements de transfert		
Société de développement du transport urbain		455 000
		24 195 523
Commerce et relations internationales (Poste 3)		
Traitements et salaires		4 441 882
Avantages sociaux		868 714
Transports et communications		1 300 499
Services		7 124 634
Fournitures et matériel		496 899
Paiements de transfert		
Subventions pour le développement du commerce		25 000
		14 257 628
Entrepreneuriat et services régionaux (Poste 4)		
Traitements et salaires		3 130 982
Avantages sociaux		687 388
Transports et communications		432 705
Services		5 939 821
Fournitures et matériel		154 937
Paiements de transfert		
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants - Mon entreprise d'été	654 049	
Long Term assistance for Businesses in Brockton	79 269	733 318
Autres opérations		
Garanties honorées - programme « Jeunes entrepreneurs »	51 945	
Garanties honorées - programme « Jeunes entrepreneurs » - Mon entreprise	27 308	79 253
		11 158 404
Moins: Recouvrements		654 049
		10 504 355

MINISTÈRE DE L'ENTREPRISE, DES DÉBOUCHÉS ET DE L'INNOVATION

PROGRAMME D'ENTREPRISE, DÉBOUCHÉS ET INNOVATION--CRÉDIT 902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Développement des sciences et de la technologie (Poste 5)		
Traitements et salaires		3 299 474
Avantages sociaux		608 708
Transports et communications		288 163
Services		3 411 482
Fournitures et matériel		123 047
Paiements de transfert		
Centre d'excellence	32 300 000	
Fonds de croissance des petites entreprises de produits multimédias interactifs numériques	1 543 827	
Accords internationaux de recherche dans le domaine des sciences et de la technologie	506 531	
Réseau ontarien de recherche sur le cancer	1 868 206	
Ontario rehabilitation technology consortium	500 000	
Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement	48 799 907	
Fonds innovation-recherche de l'Ontario	31 700 000	
Bourses du premier ministre pour l'excellence en recherche	11 699 289	
Programme de sensibilisation aux sciences et à la technologie	1 483 320	
Partenariats d'accès aux télécommunications	227 428	
ITER Canada	440 000	
Canada Bioprocesses Institute	225 000	131 293 508
		139 024 382
Les Sociétés de développement de l'Ontario (Poste 6)		
Traitements et salaires		349 894
Avantages sociaux		148 402
Transports et communications		8 221
Services		2 009 191
Fournitures et matériel		2 827
		2 518 535
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ENTREPRISE, DÉBOUCHÉS ET INNOVATION		220 402 442

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Recherche et développement (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Fonds pour les centres de commercialisation de la biotechnologie	1 493 215	
Initiative L'Ontario branché	1 795 738	
Initiative Partenariats du millénaire	2 230 924	
Millennium Partnership - Canada/Ontario Infrastructure Contribution	2 246 955	
Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement	641 266	
Réseau optique de recherche et d'innovation de l'Ontario	14 129 000	22 537 098
		22 537 098
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ENTREPRISE, DÉBOUCHÉS ET INNOVATION		22 537 098

MINISTÈRE DE L'ENTREPRISE, DES DÉBOUCHÉS ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur le bois d'oeuvre	687 568	6 767 553
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Sommet économique New York - Ontario		58 308
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'inscription à des conférences et colloques	11 481	15 361
Prix d'excellence en commerce international/Journées du commerce	251 533	363 886
Foire aux idées	235 768	128 524
Frais pour chèques refusés	35	
Autres	13 077	893
	511 894	508 664
REDEVANCES		
Centres d'excellence	7 390	2 500
Dehavilland - redevances	3 869 253	2 068 727
	3 876 643	2 071 227
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	453 621	812 936
Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs	127 231	61 478
Prêts accordés aux étudiants entrepreneurs	80 891	108 623
« Jeunes entrepreneurs programme »	23 984	
« Jeunes entrepreneurs programme - Mon entreprise »	150	
Recouvrements de dépenses des années précédentes - Subventions		118 100
	685 877	1 101 137
DIVERS		
Société de développement de l'Ontario - Dividendes	2 000 000	3 000 000
Société Bombardier - Intérêts	3 430 000	3 430 000
	5 430 000	6 430 000
TOTAL DES RECETTES	11 191 982	16 936 889

MINISTÈRE DE L'ENTREPRISE, DES DÉBOUCHÉS ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Pertes sur prêts, Société ontarienne de l'aérospatiale	4 900 000	
Palladium Corporation	499 826	4 229 459
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	5 399 826	4 229 459

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée		(99 109)
Palladium Finance Corporation III	(21 070 541)	(4 229 459)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(21 070 541)	(4 328 568)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-135

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT 4-138

CONSERVATION ET D'INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE 4-141

DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 4-143

DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES 4-145

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-137

SOMMAIRE 4-134

ÉTAT DES RECETTES 4-147

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-147

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
52 299 638	Administration du ministère	58 094 374	56 815 007
165 925 496	Protection de l'environnement	185 744 300	178 462 180
4 846 430	Conservation et d'intendance environnementale	6 488 300	5 100 079
28 040 410	Développement et de gestion des sources d'énergie	30 076 500	27 666 846
251 111 974	**Total (Fonctionnement) du ministère**	280 403 474*	268 044 112
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
251 111 974	Total des dépenses	280 403 474	268 044 112
		IMMOBILISATIONS	
19 031 566	Protection de l'environnement	16 070 800	12 024 498
997 360	Développement des infrastructures	2 919 100	1 342 891
20 028 926	**Total (Immobilisations) du ministère**	18 989 900†	13 367 389
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
20 028 926	Total des dépenses	18 989 900	13 367 389

*Y Compris le Mandat Spécial de 113 580 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 12 830 800$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	54 207 300	3 828 400	58 035 700	Administration du ministère	56 733 611
	54 207 300	3 828 400	58 035 700		56 733 611
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	57 728
L	23 668		23 668	Traitment versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseilexécutif*	23 668
	54 265 974*	3 828 400	58 094 374	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	56 815 007

Description du programme:

Ce programme fournit toute une gamme de services : financiers et administratifs, vérification, élaboration des politiques ministérielles et planification opérationnelle, soutien au personnel et développement des systèmes. Il offre également des services juridiques et informatiques.

*Y Compris le Mandat Spécial de 25 453 000$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		15 842 838
Avantages sociaux		3 128 311
Transports et communications		1 971 915
Services		33 151 757
Fournitures et matériel		3 516 390
		57 611 211
Moins : Recouvrements		877 600
		56 733 611
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 627 430	
Avantages sociaux	722 514	
Transports et communications	284 299	
Services	167 331	
Fournitures et matériel	136 244	
		3 937 818
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 029 561	
Avantages sociaux	177 146	
Transports et communications	849 130	
Services	20 030 793	
Fournitures et matériel	2 328 724	
	24 415 354	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	128 600	
		24 286 754
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 380 956	
Avantages sociaux	438 301	
Transports et communications	98 141	
Services	1 395 677	
Fournitures et matériel	180 320	
	4 493 395	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	397 300	
		4 096 095
Services de communication		
Traitements et salaires	3 238 019	
Avantages sociaux	622 005	
Transports et communications	241 760	
Services	1 470 845	
Fournitures et matériel	98 673	
		5 671 302
Analyse et planification		
Traitements et salaires	2 970 096	
Avantages sociaux	443 286	
Transports et communications	94 370	
Services	683 582	
Fournitures et matériel	213 024	
		4 404 358
Services juridiques		
Traitements et salaires	383	
Transports et communications	225 574	
Services	5 141 399	
Fournitures et matériel	105 978	
	5 473 334	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	275 600	
		5 197 734

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Services de vérification		
Transports et communications	12 543	
Services	435 222	
Fournitures et matériel	15 163	
		462 928
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 596 393	
Avantages sociaux	725 059	
Transports et communications	166 098	
Services	3 826 908	
Fournitures et matériel	438 264	
	8 752 722	
Moins : Recouvrements d'autres activités	76 100	
		8 676 622
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		57 728
Traitment versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseilexécutif*		23 668
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		56 815 007

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1102 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**	
1	7 480 100		7 480 100	Administration du programme	4 997 944
2	92 758 700		92 758 700	Services environnementaux	92 741 815
3	85 505 500		85 505 500	Application des lois	80 722 421
	185 744 300*		185 744 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	178 462 180
IMMOBILISATIONS					
4	7 630 800	1 940 000	9 570 800	Services environnementaux	9 456 020
5	6 500 000		6 500 000	Application des lois	2 568 478
	14 130 800†	1 940 000	16 070 800	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	12 024 498

Description du programme:

Ce programme appuie les activités de base liées à la protection de l'environnement en élaborant des plans et des programmes et en établissant des partenariats pour améliorer la qualité de l'air, de l'eau, des terres et des écosystèmes, et en offrant des programmes de surveillance, d'évaluation et d'application des politiques et des lois régissant le ministère.

Le Centre d'intervention en cas de déversement opère la Ligne-info antipollution et est ouvert 24 heures sur 24 pour signaler les déversements et coordonner les enquêtes en la matière. Le Fonds d'assainissement de l'environnement appuie les mesures correctives et un laboratoire central apporte son soutien au programme.

*Y Compris le Mandat Spécial de 73 692 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 11 630 800$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT--CRÉDIT 1102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 911 683
Avantages sociaux		516 866
Transports et communications		242 953
Services		1 256 630
Fournitures et matériel		69 812
		4 997 944
Services environnementaux (Poste 2)		
Traitements et salaires		35 968 797
Avantages sociaux		6 703 919
Transports et communications		2 512 113
Services		35 604 060
Fournitures et matériel		6 230 341
Paiements de transfert		
Subventions pour les initiatives de formation et d'information concernant les puits d'eau	1 230 000	
Subventions pour les partenariats environnementaux	1 257 455	
Subventions pour les Great Lakes clean up project	1 020 000	
Subventions pour les Grants to Ontario Clean Water Agency	2 215 130	5 722 585
		92 741 815
Assainissement de l'air		
Traitements et salaires	7 594 308	
Avantages sociaux	1 320 853	
Transports et communications	281 379	
Services	18 066 876	
Fournitures et matériel	1 081 552	
		28 344 968
Assainissement de l'eau		
Traitements et salaires	8 104 297	
Avantages sociaux	1 519 374	
Transports et communications	1 236 238	
Services	10 763 066	
Fournitures et matériel	2 761 977	
Paiements de transfert		
Subventions pour les initiatives de formation et d'information concernant les puits d'eau	1 230 000	
Subventions pour les Great Lakes clean up project	1 020 000	
Subventions pour les Grants to Ontario Clean Water Agency	2 215 130	28 850 082
Assainissement des terres		
Traitements et salaires	1 477 632	
Avantages sociaux	330 719	
Transports et communications	30 611	
Services	699 645	
Fournitures et matériel	599 987	3 138 594
Protection des écosystèmes		
Traitements et salaires	18 792 560	
Avantages sociaux	3 532 973	
Transports et communications	963 885	
Services	6 074 473	
Fournitures et matériel	1 786 825	
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats environnementaux	1 257 455	32 408 171
Application des lois (Poste 3)		
Traitements et salaires		51 152 465
Avantages sociaux		9 997 525
Transports et communications		3 351 477
Services		9 024 565
Fournitures et matériel		7 196 389
		80 722 421
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		178 462 180

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT--CRÉDIT 1102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Services environnementaux (Poste 4)		
Acquisition/construction de biens immobiliers		3 575 568
Paiements de transfert		
Subventions pour l'étude des eaux souterraines	4 886 452	
Subventions pour l'assainissement des Grands Lacs	994 000	5 880 452
		9 456 020
Application des lois (Poste 5)		
Services		566 619
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 301 859
Paiements de transfert		
Subventions pour les projets d'assainissement de l'environnement		700 000
		2 568 478
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		12 024 498

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE CONSERVATION ET D'INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE**	
1	613 500		613 500	Administration du programme	535 885
2	5 874 800		5 874 800	Conservation et intendance environnementale	4 564 194
	6 488 300*		6 488 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA CONSERVATION ET D'INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE	5 100 079

Description du programme:

Ce programme appuie l'activité de base de conservation en encourageant l'utilisation écologiquement viable de l'eau, des terres et des ressources matérielles.

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 835 000$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE CONSERVATION ET D'INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE--CRÉDIT 1103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		449 747
Avantages sociaux		85 717
Services		421
		535 885
Conservation et intendance environnementale (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 145 802
Avantages sociaux		545 130
Transports et communications		145 827
Services		637 028
Fournitures et matériel		90 407
		4 564 194
Conservation des ressources		
Traitements et salaires	1 929 905	
Avantages sociaux	338 632	
Transports et communications	116 165	
Services	351 270	
Fournitures et matériel	89 926	
		2 825 898
Intendance environnementale		
Traitements et salaires	339 210	
Avantages sociaux	48 603	
Transports et communications	6 241	
Services	8 818	
Fournitures et matériel	409	
		403 281
Efficacité des infrastructures		
Traitements et salaires	876 687	
Avantages sociaux	157 895	
Transports et communications	23 421	
Services	276 940	
Fournitures et matériel	72	
		1 335 015
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CONSERVATION ET D'INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE		5 100 079

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1104 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	
1	9 640 000	2 500 000	12 140 000	Politiques et programmes	12 110 204
2	17 936 500		17 936 500	Commission de l'énergie de l'Ontario	15 556 642
	27 576 500*	2 500 000	30 076 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	27 666 846

Description du programme:

Ce programme apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie; il vise des approvisionnements énergétiques concurrentiels, sûrs, fiables et écologiquement viables et s'assure que le consommateur est informé et traité équitablement.

*Y Compris le Mandat Spécial de 11 600 000$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE--CRÉDIT 1104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Politiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 423 573
Avantages sociaux	526 880
Transports et communications	166 380
Services	8 134 998
Fournitures et matériel	100 173
	12 352 004
Moins: Recouvrements	241 800
	12 110 204
Commission de l'énergie de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	7 427 084
Avantages sociaux	1 233 794
Transports et communications	444 157
Services	6 058 007
Fournitures et matériel	393 600
	15 556 642
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	27 666 846

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1105 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES**	
1	2 919 100		2 919 100	Infrastructure d'approvisionnement en eau et d'épuration des eaux d'égout	1 342 891
	2 919 100†		2 919 100	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	1 342 891

Description du programme:

Ce programme appuie l'activité de base de protection de l'environnement en aidant les municipalités à mettre sur pied des installations d'approvisionnement en eau et d'épuration des eaux d'égout et à en optimiser la capacité et la performance.

* Y Compris le Mandat Spécial de 1 200 000$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES--CRÉDIT 1105

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Infrastructure d'approvisionnement en eau et d'épuration des eaux d'égout (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Subventions - Projets de construction d'aqueducs et d'égouts	1 856	
Fonds provincial de protection des eaux	1 341 035	1 342 891
		1 342 891
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES		1 342 891

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Frais de nettoyage		2 500
Évaluation des coûts de la CEO	14 961 223	18 460 465
Coûts d'audience de la CEO	179 031	63 082
	15 140 254	18 526 047
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	597 102	699 706
Certificats d'autorisation	7 108 458	6 212 960
Frais liés aux déchets dangereux	6 583 638	1 270 580
Droits de dépôt de demande de la CEO	88 271	60 990
Frais pour chèques refusés	1 002	1 404
Air pur Ontario	30 597 848	24 075 203
	44 976 319	32 320 843
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Sanctions administratives de la CEO	56 500	
VENTES ET LOCATIONS	84 709	127 301
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions	8 318	6 400
Autres	268 617	154 433
	276 935	160 833
DIVERS		
Autres	265 744	196 605
TOTAL DES RECETTES	60 800 461	51 331 629

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée		(38)
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchêts dans des puits à remblai	20 019	19 072
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchêts	27 385	26 089
Fonds en fiducie d'assurance - *Loi sur la protection de l'environnement*	234 767	2 362 975
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	282 171	2 408 098

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-151

POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES 4-154

POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 4-157

RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS 4-159

INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE ET LES PARTENARIATS . 4-161

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX 4-163

TRÉSOR 4-165

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-153,4-166

SOMMAIRE 4-150

ÉTAT DES RECETTES 4-167

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 4-169

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-169

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
75 923 863	Administration du ministère	89 728 274	87 324 636
479 648 757	Politiques fiscales, du budget et de l'administration des recettes	484 590 700	457 409 607
743 760 573	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 117 175 000	1 098 708 567
44 408 670	Réglementation de l'industrie des services financiers	43 649 500	40 176 504
14 650 857	Investissements dans l'infrastructure stratégique et les partenariats	54 491 600	29 820 775
	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux	1 000	
9 030 002 123	Trésor	9 156 000 000	8 647 365 674
10 388 394 843	**Total (Fonctionnement) du ministère**	10 945 636 074*	10 360 805 763
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
10 388 394 843	Total des dépenses	10 945 636 074	10 360 805 763
		IMMOBILISATIONS	
205 000	Investissements dans l'infrastructure stratégique et les partenariats	214 500 000	3 089 449
8 502 096	Trésor	16 300 000	112 857 827
8 707 096	**Total (Immobilisations) du ministère**	230 800 000†	115 947 276
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
8 707 096	Total des dépenses	230 800 000	115 947 276

*Y Compris le Mandat Spécial de 684 000 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 91 000 000$

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	79 165 300	10 504 300	89 669 600	Administration du ministère	87 265 963
	79 165 300	10 504 300	89 669 600		
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
L	23 668		23 668	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	23 668
	79 223 974*	10 504 300	89 728 274	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	87 324 636

Description du programme:

Ce programme, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre des Finances, s'occupe des fonctions de planification, de consultation et de contrôle et assurer la direction et la gestion des programmes conformément aux stratégies politiques et législatives du gouvernement. Il fournit aussi des services ministériels de soutien, notamment la collecte de données et la gestion de l'encaisse aux fins de perception en vertu des lois fiscales administrées par le ministère. Le programme administre également les volets services et responsabilité, en collaboration avec la Division de la vérification interne du Secrétariat du Conseil de gestion et le Bureau des services communs; veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié; et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

*Y Compris le Mandat Spécial de 43 000 000$

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		32 512 954
Avantages sociaux		6 850 989
Transports et communications		6 143 857
Services		40 068 304
Fournitures et matériel		4 670 983
		90 247 087
Moins: Recouvrements		2 981 124
		87 265 963
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 228 197	
Avantages sociaux	532 670	
Transports et communications	217 196	
Services	2 004 222	
Fournitures et matériel	89 710	
		5 071 995
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	2 970 707	
Avantages sociaux	1 374 489	
Transports et communications	333 958	
Services	14 629 554	
Fournitures et matériel	1 033 608	
	20 342 316	
Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	727 454	
		19 614 862
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 554 099	
Avantages sociaux	543 035	
Transports et communications	103 358	
Services	602 795	
Fournitures et matériel	95 324	
		4 898 611
Services de communication		
Traitements et salaires	1 781 586	
Avantages sociaux	302 858	
Transports et communications	94 275	
Services	1 249 436	
Fournitures et matériel	215 090	
		3 643 245
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 971 566	
Avantages sociaux	269 220	
Transports et communications	25 369	
Services	708 718	
Fournitures et matériel	115 503	
		3 090 376
Services juridiques		
Traitements et salaires	95 922	
Transports et communications	68 138	
Services	3 025 099	
Fournitures et matériel	281 395	
		3 470 554
Services de vérification		
Transports et communications	50 720	
Services	1 100 705	
Fournitures et matériel	21 875	
		1 173 300

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	11 103 293	
Avantages sociaux	1 901 466	
Transports et communications	5 046 377	
Services	15 093 638	
Fournitures et matériel	2 563 028	
		35 707 802
Administration des recettes et services à la clientèle		
Traitements et salaires	8 807 584	
Avantages sociaux	1 927 251	
Transports et communications	204 466	
Services	1 654 137	
Fournitures et matériel	255 450	
	12 848 888	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 253 670	
		10 595 218
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 005
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		23 668
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		87 324 636

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1202 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES**	
1	7 504 500	961 500	8 466 000	Budget et politiques fiscales	8 444 631
2	465 672 300	10 452 400	476 124 700	Recettes fiscales	448 964 976
	473 176 800*	11 413 900	484 590 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES ..	457 409 607

Description du programme:

Ce programme comprend deux volets : le budget et les politiques fiscales, et les recettes fiscales. Le volet relatif au budget et aux politiques fiscales conseille et aide le ministre des Finances et le gouvernement à élaborer les politiques budgétaires de l'Ontario, y compris les politiques fiscales, la conception et la rédaction des lois fiscales les politiques financières fédérales-provinciales, et les politiques en matière de régimes de retraite et de sécurité du revenu; il prépare le Budget de l'Ontario et d'autres documents importants de nature économique et financière; il supervise l'élaboration des politiques de la province en matière de fiscalité, de finances intergouvernementales et d'autres questions connexes; il coordonne les activités de recherche afin de prévoir les retombées économiques, fiscales et budgétaires des tendances et développements spécifiques et nouveaux.

Le volet relatif aux recettes fiscales administre les lois fiscales de l'Ontario. Pour maintenir l'intégrité des systèmes fiscaux d'autocotisation de la province, on encourage l'observation de la loi en offrant des services d'information au contribuable et en procédant à l'examen indépendant des contestations, tout en décourageant la fraude et l'évasion fiscale par le recouvrement des sommes dues, les vérifications et les contrôles fiscaux. Le programme administre également divers programmes de crédits d'impôts et d'avantages fiscaux.

*Y Compris le Mandat Spécial de 216 000 000$

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES--CRÉDIT 1202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Budget et politiques fiscales (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 725 602
Avantages sociaux		777 150
Transports et communications		231 250
Services		1 284 407
Fournitures et matériel		426 222
		8 444 631
Recettes fiscales (Poste 2)		
Traitements et salaires		117 392 648
Avantages sociaux		24 317 728
Transports et communications		5 878 315
Services		21 543 270
Fournitures et matériel		4 814 350
Paiements de transfert		
Régime de revenu annuel garanti	88 383 360	
Supplément pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	186 635 305	275 018 665
		448 964 976
Orientation stratégique		
Traitements et salaires	1 486 240	
Avantages sociaux	244 624	
Transports et communications	37 933	
Services	174 060	
Fournitures et matériel	67 461	
		2 010 318
Taxes de vente au détail et autres taxes et impôts		
Traitements et salaires	11 440 426	
Avantages sociaux	2 330 166	
Transports et communications	666 705	
Services	998 617	
Fournitures et matériel	698 969	
		16 134 883
Impôts des corporations et autres taxes et impôts		
Traitements et salaires	19 600 507	
Avantages sociaux	3 914 540	
Transports et communications	527 553	
Services	1 469 615	
Fournitures et matériel	558 647	
		26 070 862
Programmes liés à l'impôt sur le revenu		
Traitements et salaires	8 916 743	
Avantages sociaux	2 039 880	
Transports et communications	873 172	
Services	12 778 754	
Fournitures et matériel	758 749	
Paiements de transfert		
Supplément de revenu pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	186 635 305	
Régime de revenu annuel garanti	88 383 360	
		300 385 963

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES--CRÉDIT 1202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Taxes sur les carburants pour véhicules automobiles et autres taxes et impôts		
Traitements et salaires	7 135 993	
Avantages sociaux	1 658 318	
Transports et communications	369 006	
Services	1 595 920	
Fournitures et matériel	1 316 201	
		12 075 438
Perception et observation		
Traitements et salaires	8 259 890	
Avantages sociaux	1 741 524	
Transports et communications	233 989	
Services	919 798	
Fournitures et matériel	195 097	
		11 350 298
Appels en matière fiscale		
Traitements et salaires	5 005 586	
Avantages sociaux	814 838	
Transports et communications	47 170	
Services	798 768	
Fournitures et matériel	118 627	
		6 784 989
Enquêtes spéciales		
Traitements et salaires	2 502 184	
Avantages sociaux	443 925	
Transports et communications	219 676	
Services	205 522	
Fournitures et matériel	122 302	
		3 493 609
Bureau fiscaux régionaux		
Traitements et salaires	53 045 079	
Avantages sociaux	11 129 913	
Transports et communications	2 903 111	
Services	2 602 216	
Fournitures et matériel	978 297	
		70 658 616
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES		457 409 607

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	
1	7 377 400	1 567 800	8 945 200	Politiques économiques	8 364 000
2	24 672 000		24 672 000	Politiques budgétaires et financières	13 324 497
3	29 111 500	6 042 800	35 154 300	Projet Système intégré de gestion de l'information financière	33 847 791
4	371 448 200	102 600	371 550 800	Restructuration du secteur de l'électricité de l'Ontario	371 298 727
5	9 108 500		9 108 500	Secrétariat des relations provinciales - municipales en matière de finances	6 817 082
6	610 910 200	56 834 000	667 744 200	Stratégie de réinvestissement communautaire	665 056 470
	1 052 627 800*	64 547 200	1 117 175 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES ...	1 098 708 567

Description du programme:

Ce programme élabore et met en oeuvre des stratégies économiques et budgétaires saines pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il assure la planification et la gestion financières efficaces des dépenses publiques pour atteindre les objectifs fiscaux du gouvernement et rend compte des résultats; il élabore les politiques et le cadre législatif régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il veille à l'établissement de normes pour assurer la qualité des finances publiques par la mise en place de politiques, pratiques et contrôles financiers efficaces; et encourage, par l'exemple, une plus grande responsabilité et intégrité fiscale dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme coordonne et veille aussi à la mise en oeuvre de toutes les activités financières entourant la restructuration du secteur de l'électricité de l'Ontario; il administre les relations fiscales et financières entre le gouvernement provincial et les municipalités.

*Y Compris le Mandat Spécial de 352 000 000$

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES--CRÉDIT 1203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques économiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 129 687
Avantages sociaux		770 842
Transports et communications		183 262
Services		1 672 157
Fournitures et matériel		455 962
Paiements de transfert		
Subventions pour de la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques		152 090
		8 364 000
Politiques budgétaires et financières (Poste 2)		
Traitements et salaires		6 564 752
Avantages sociaux		950 893
Transports et communications		309 996
Services		4 840 080
Fournitures et matériel		658 776
		13 324 497
Projet Système intégré de gestion de l'information financière (Poste 3)		
Traitements et salaires		5 972 698
Avantages sociaux		824 243
Transports et communications		4 631 844
Services		21 509 305
Fournitures et matériel		909 701
		33 847 791
Restructuration du secteur de l'électricité de l'Ontario (Poste 4)		
Traitements et salaires		700 115
Avantages sociaux		94 439
Transports et communications		21 859
Services		457 798
Fournitures et matériel		24 516
Autres opérations		
Paiements à la Société financière de l'industrie de l'électricité del'Ontario		370 000 000
		371 298 727
Secrétariat des relations provinciales - municipales en matière de finances (Poste 5)		
Traitements et salaires		2 683 053
Avantages sociaux		388 183
Transports et communications		125 282
Services		3 494 831
Fournitures et matériel		125 733
		6 817 082
Stratégie de réinvestissement communautaire (Poste 6)		
Paiements de transfert		
Fonds de réinvestissement communautaire	626 087 373	
Autres subventions aux municipalitiés	19 013 400	
Paiements spéciaux aux municipalités	19 955 697	665 056 470
		665 056 470
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES		1 098 708 567

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1204 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	
1	40 234 900	3 413 600	43 648 500	Commission des services financiers de l'Ontario	40 176 504
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	40 235 900*	3 413 600	43 649 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	40 176 504

Description du programme:

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur de l'assurance, des régimes de retraite, des compagnies de prêt et de fiducie, des credits unions et des caisses populaires, des courtiers en hypothèques et des coopératives, grâce à des services de réglementation efficients et efficaces qui protègent les consommateurs de services financiers et soutiennent une industrie fiable, dynamique et compétitive. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre sur les questions touchant les secteurs réglementés. Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile causé par un véhicule non assuré, non identifié ou volé, lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande.

En Ontario, la réglementation des valeurs mobilières relève de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO). Depuis le 1er novembre 1997, la CVMO est un organisme financièrement autonome qui finance ses activités à partir des droits qu'elle perçoit.

*Y Compris le Mandat Spécial de 24 000 000$

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS--CRÉDIT 1204

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	23 056 433
Avantages sociaux	4 337 036
Transports et communications	836 207
Services	10 905 506
Fournitures et matériel	1 491 293
Paiements de transfert	
Subvention à la Schulich School	20 000
	40 646 475
Moins: Recouvrements	469 971
	40 176 504
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)	
Traitements et salaires	992 771
Avantages sociaux	156 914
Transports et communications	42 757
Services	2 954 776
Fournitures et matériel	58 010
	4 205 228
Moins: Recouvrements	4 205 228
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	40 176 504

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1205 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE ET LES PARTENARIATS**	
1	54 491 600		54 491 600	Société ontarienne SuperCroissance	29 820 775
	54 491 600*		54 491 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DE L'INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE ET LES PARTENARIATS	29 820 775
IMMOBILISATIONS					
2	109 500 000		109 500 000	SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire	3 089 449
3	100 000 000		100 000 000	Fonds de prévoyance pour les immobilisations	
4	5 000 000		5 000 000	Gestion de l'actif	
	214 500 000†		214 500 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR DE L'INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE ET LES PARTENARIATS	3 089 449

Description du programme:

Ce programme est chargé de réaliser l'engagement de la province d'investir au moins 20 milliards de dollars sur cinq ans dans l'infrastructure de l'Ontario, tel qu'annoncé dans le Budget de l'Ontario 1999. L'engagement prévoit que la province investira 10 milliards de dollars, les 10 milliards de dollars restants provenance de ses partenaires des secteurs privé et public.

La Société ontarienne SuperCroissance dirige l'élaboration des politiques d'investissement dans les immobilisations de la province de l'Ontario et le processus d'approbation par le Conseil des ministres. Elle appuie et coordonne aussi la participation du gouvernement au plan de réaménagement du secteur riverain de Toronto et travaille avec les ministères provinciaux, les administrations municipales et le gouvernement fédéral afin d'encourager les investissements stratégiques dans l'infrastructure. La Société a également pour tâche de multiplier les partenariats avec les secteurs public et privé visant les investissements dans l'infrastructure et d'aider le gouvernement à étudier les projets de privatisation.

*Y Compris le Mandat Spécial de 49 000 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 91 000 000$

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE ET LES PARTENARIATS--CRÉDIT 1205

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Société ontarienne SuperCroissance (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 932 816
Avantages sociaux	626 202
Transports et communications	226 272
Services	21 756 340
Fournitures et matériel	168 594
Paiements de transfert	
Société provisoire d'aménagement du secteur riverain	2 110 551
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES POUR L'INFRASTRUCTURE	29 820 775
IMMOBILISATIONS	
SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Partenariats du millénaire	3 089 449
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES POUR L'INFRASTRUCTURE	3 089 449

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1206 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX**	
1	1 000		1 000	Information et technologie de l'information pour les organismes centraux	
	1 000		1 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX .	

Description du programme:

Le programme Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux assure la prestation et la gestion des services d'information et de technologie de l'information (ITI) destinés à ses clients du Secrétariat du Conseil de gestion, du Bureau du Conseil des ministres et du ministère des Finances. Le Groupement veille à ce que les organismes centraux soient équipés comme il faut pour pouvoir utiliser les services d'ITI et atteindre les objectifs de leurs programmes rapidement, efficacement et économiquement.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX--CRÉDIT 1206

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information pour les organismes centraux (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 578 033
Avantages sociaux	1 395 804
Transports et communications	7 125 595
Services	15 080 598
Fournitures et matériel	857 007
	32 037 037
Moins: Recouvrements	32 037 037
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX	

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
L	9 156 000 000		9 156 000 000	Intérêts sur la dette contractée à des fins provinciales, *Loi sur l'administration financière*	8 647 365 674
	9 156 000 000		9 156 000 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE TRÉSOR	8 647 365 674
IMMOBILISATIONS					
L	16 300 000		16 300 000	Stadium Corporation of Ontario Limited, *Loi sur l'administration financière*	3 913 431
L				Mainlevée du prêt, *Décret 940/2003* *	108 944 396
	16 300 000		16 300 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE TRÉSOR	112 857 827

Description du programme:

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et le fonctionnement des politiques de gestion des liquidités de la province, de ses investissements, de sa dette, de ses finances, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs, de ses transactions bancaires et autres activités de gestion financière. Il s'occupe en outre d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province pour encourager l'emprunt; il assure la liaison avec les sociétés et organismes de la Couronne pour les questions de financement, y compris la garantie, par la province, des prêts accordés à ses sociétés et organismes, et agit à titre de gardien et d'agent financier des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes, comme la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Le programme est aussi responsable du bon fonctionnement de la Caisse d'épargne de l'Ontario, une institution de dépôt, et de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario.

* Conformément au décret 940/2003, la province de l'Ontario a donné son approbation pour que l'Office ontarien de financement soit libéré de ses obligations à l'égard de la province aux termes du prêt à l'Office ontarien de financement et pour que l'Office ontarien de financement libère la Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto de ses obligations à l'égard de l'Office ontarien de financement aux termes de l'accord de prêt principal de la Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto, qui est entré en vigueur le 30 mars 2003.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR--CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Crédits législatifs	
Intérêts sur la dette contractée à des fins provinciales	
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario	
Émises à des fins générales	5 348 979 020
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	851 851 099
Régime de retraite des enseignants et des enseignantes de l'Ontario	1 298 427 911
Régime de retraite des fonctionnaires	393 181 525
Régime de retraite du syndicat des employés de la fonction publique l'Ontario	186 782 697
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	47 845 147
Société de logement de l'Ontario	102 149 233
Société canadienne d'hypothèques et de logement	19 764 319
Caisse de retraite des collèges d'arts appliqués et de la technologie	7 027 998
Régime de retraite des employés de Ryerson	757 156
	8 256 766 105
Intérêts sur les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario	97 356 982
Autres paiements au titre des intérêts, du déport, d'escomptes et de commissions	55 564 248
	8 409 687 335
Moins : Intérêts sur les investissements	286 366 265
	8 123 321 070
Intérêts sur la dette à payer à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	524 044 604
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR	8 647 365 674

	$
IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Décret 940/2003	
Mainlevée du prêt en faveur de la Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	108 944 396
	108 944 396
Stadium Corporation of Ontario Limited, *Loi sur l'administration financière*	
Acquisition/construction de biens immobiliers	3 913 431
	3 913 431
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR	112 857 827

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
RECETTES FISCALES		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers	19 442 940 190	19 903 266 411
Crédit d'impôt	(992 615 418)	(1 028 549 468)
Taxe de vente au détail	14 061 107 891	13 791 175 165
Impôt des sociétés	6 480 128 477	7 581 140 702
Impôt - santé des employeurs	3 560 986 759	3 494 219 270
Impôt - santé des autonomes	960 643	2 717 920
Impôt sur les bénéfices miniers	71 266 136	40 530 358
Taxe sur l'essence	2 340 921 777	2 176 361 140
Taxe sur les carburants	693 106 210	639 258 158
Taxe sur le tabac	1 168 548 281	671 714 612
Droits de cession immobilière	801 239 286	664 526 191
Impôt foncier provincial	15 259 534	8 592 980
Taxe sur le pari mutuel	6 188 870	6 600 040
Impôt sur les dividendes des actions privilégiées des corporations	154 132 039	80 793 203
Power Dam Tax	59 363 364	
Impôt sur les concentrations commerciales		(86 636)
Droits de succession	338 526	538 871
Rentrées brutes de taxes - *Loi sur les municipalités*	35 698 833	74 290 273
Loi de 1998 sur l'administration des successions	80 316 961	67 227 382
	47 979 888 359	48 174 316 572
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	6 737 395 000	5 868 508 000
Subvention annuelle par personne, *Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique*	7 728 442	7 157 739
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	81 924	79 860
	6 745 205 366	5 875 745 599
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Ontario Hydro Services Company Incorporated	240 765 000	246 765 000
Ontario Power Generation Incorporated	16 550 000	423 200 000
	257 315 000	669 965 000
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursements des dépenses - Oshawa	3 568 719	3 030 664
Other Reimbursement of Expenditure	150	
Exam League Costs	59 334	
Évaluation des coûts de système de santé-subrogation d'OHIP Commission d'assurance de l'Ontario	82 174 494	77 114 245
Cotisations de base	12 203 070	2 599 142
Remboursements des dépenses - Toronto		300
	98 005 767	82 744 351

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations - Oshawa	44 384	88 356
Loi sur les valeurs mobilières	8 352 948	20 938 593
Loi sur les assurances	12 806 600	4 234 605
Loi sur les régimes de retraite	8 982 547	8 669 756
Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie	33 965	49 140
Loi sur les courtiers en hypothèques	745 072	560 090
Loi sur les sociétés coopératives	15 720	11 203
Loi sur les caisses populaires et les credit unions	421 081	242 600
Frais pour chèques refusés - Oshawa	105	175
Frais pour chèques refusés - Toronto	4 060	3 430
Droits de garantie des dettes - autres	10 000	
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario - Droits de garantie des dettes	146 817 810	152 830 198
Centrale nucléaire de Bruce	100 000 000	
	278 234 292	187 628 146
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes et pénalités - Toronto	18 218	3 500
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de la Caisse d'épargne de l'Ontario - produit brut	48 550 000	
Ventes et locations - Oshawa	1 364 063	316 303
Ventes et locations - Toronto	31 720	26 200
	49 945 783	342 503
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement de dépenses des années précédentes - Oshawa	2 627 902	1 715 606
Recouvrement de dépenses des années précédentes - Toronto	761 809	1 470 744
Société de développement de l'Ontario	24 422 070	21 817 757
	27 811 781	25 004 107
DIVERS		
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	1 365 705	1 726 807
Dons - Fonds ontarien d'initiative	254 419	143 897
Autre revenu - Oshawa	496 054	554 554
Autre revenu - Toronto	1 014	72 588
	2 117 192	2 497 846
TOTAL DES RECETTES	55 438 541 758	55 018 247 624

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Société de développement de l'Ontario		690 794
Office ontarien de financement - Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto - Mainlevée du prêt	108 944 396	
Office ontarien de financement - financement non fondé sur prêts	20 600 654	12 041 721
Société d'hypothèques de l'Ontario : Société canadienne d'hypothèques et de logement	66 551	113 438
Office ontarien de financement - Société ontarienne d'aménagement municipal	9 000	297 036
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	85 283 247	
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	214 903 848	13 142 989

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Caisse de retraite des juges provinciaux	24 523 756	23 253 612
Avantages sociaux pour les conjoints du même sexe - RRF	(12 054)	
Avantages sociaux pour les conjoints du même sexe - SEFPO	(5 577)	
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - RRF	25 416 491	1 512 692
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - SEFPO	354 737	412 288
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	3 552 745	1 454 676
Caisse d'épargne de l'Ontario - Dépôts canadiens - net	(447 020 173)	19 622 559
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(20 660)	20 631
Dépôt de garantie pour contrats - Taxe de vente au détail	(216 707)	(184 284)
Impôt prélevé par la régie locale des services publics - Oshawa	(697 669)	697 669
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles - Toronto	(5 229 364)	5 019 057
Déductions salariales	(33 127 363)	6 432 451
Réserve pour chèques en circulation	2 075 071	1 885 803
Réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	(2 160 599)	(138 188)
Intérêt composé à payer sur les débentures	219 644 982	(66 846 654)
Sommes non réclamées	3 451 995	
Intérêts divers	93 585	
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(209 376 804)	(6 857 688)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-173
- ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 4-175
- FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI 4-177
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-174
- SOMMAIRE 4-172

ÉTAT DES RECETTES 4-179

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 4-180

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-180

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
9 710 958	Administration du ministère	10 074 440	9 867 035
2 917 349 632	Éducation Postsecondaire	3 201 721 500	3 097 629 880
348 374 323	Formation et de préparation à l'emploi	386 296 800	367 063 591
3 275 434 913	**Total (Fonctionnement) du ministère**	3 598 092 740*	3 474 560 506
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 273 420 213	Total des dépenses	3 593 892 740	3 472 555 206
2 014 700	Total des prêts et dotations	4 200 000	2 005 300
3 275 434 913		3 598 092 740	3 474 560 506
		IMMOBILISATIONS	
41 010 583	Éducation Postsecondaire	58 200 000	57 500 000
4 684 396	Formation et de préparation à l'emploi	10 315 600	10 315 600
45 694 979	**Total (Immobilisations) du ministère**	68 515 600†	67 815 600
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
45 694 979	Total des dépenses	68 515 600	67 815 600

*Y Compris le Mandat Spécial de 949 500 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 4 000 000$

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	9 802 500	225 100	10 027 600	Administration du ministère	9 820 195
	9 802 500	225 100	10 027 600		9 820 195
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 006
L	11 834		11 834	Traitement versé a l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
	9 849 340*	225 100	10 074 440	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	9 867 035

Description du programme:

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 950 000$

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 3001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 088 149
Avantages sociaux		422 521
Transports et communications		110 642
Services		8 175 227
Fournitures et matériel		23 656
		9 820 195
Bureau principal		
Traitements et salaires	1.068 556	
Avantages sociaux	414 552	
Transports et communications	110 642	
Services	83 766	
Fournitures et matériel	23 656	
		1 701 172
Services financiers et administratifs		
Services	3 019 326	
		3 019 326
Ressources humaines		
Traitements et salaires	19 593	
Avantages sociaux	7 969	
Services	814 900	
		842 462
Services de communication		
Services	1 602 000	
		1 602 000
Services juridiques		
Services	568 035	
		568 035
Services de vérification		
Services	169 000	
		169 000
Systèmes informatiques		
Services	1 918 200	
		1 918 200
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 006
Traitement versé a l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 834
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		9 867 035

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3002					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	
1	2 689 458 200	53 096 100	2 742 554 300	Collèges et universités	2 740 425 170
2	459 167 200		459 167 200	Soutien aux étudiants	357 204 710
	3 148 625 400*	53 096 100	3 201 721 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	3 097 629 880
IMMOBILISATIONS					
3	54 000 000	4 200 000	58 200 000	Soutien à l'éducation postsecondaire	57 500 000
	54 000 000	4 200 000	58 200 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	57 500 000

Description du programme:

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes et un soutien financier pour aider les établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario à remplir les objectifs stratégiques économiques et sociaux du gouvernement et offrir une éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments-clés du programme consistent, notamment, à gérer le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario; à administrer les paiements de transfert aux collèges et universités; à élaborer des politiques et programmes liés au financement, à la gouvernance et aux programmes des collèges et universités; à réglementer les collèges et les écoles privées de formation professionelle conformément aux lois applicables; et à encourager l'expansion des programmes d'attribution de grades universitaires par les établissements privés et de grades d'études appliqués par les collèges selon les recommandations de la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.

*Y Compris le Mandat Spécial de 821 500 000$

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE--CRÉDIT 3002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Collèges et universités (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 007 030
Avantages sociaux		1 154 480
Transports et communications		414 662
Services		3 449 314
Fournitures et matériel		209 537
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	759 834 219	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	1 824 679 460	
Groupe d'étude sur les programmes d'aide à l'apprentissage	4 594 314	
Subventions tenant lieu d'impôt municipalités	29 215 575	
Conseil des ministres de l'Éducation Canada	233 606	
Autres subventions	20 100	
Programme d'accès aux perspectives d'avenir	75 377 025	
Subventions d'aide à la transition Baccalauréat en sciences infirmières	35 276 398	2 729 230 697
		2 740 465 720
Moins :Recouvrements		40 550
		2 740 425 170
Soutien aux étudiants (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 128 623
Avantages sociaux		737 803
Transports et communications		1 120 660
Services		10 842 405
Fournitures et matériel		472 455
Paiements de transfert		
Programmes de soutien aux étudiants	338 695 914	
Bourses d'échange Ontario - Québec	76 000	
Programmes de langue seconde	1 131 750	339 902 764
		357 204 710
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		3 097 629 880

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Soutien à la formation postsecondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Équipement et renouvellement - collèges	47 500 000	
Subventions d'immobilisations - postsecondaire	10 000 000	57 500 000
		57 500 000
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		57 500 000

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3003				**PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI**	
FONCTIONNEMENT					
1	54 562 200		54 562 200	Politiques et relations intergouvernementales	53 528 295
2	198 311 500		198 311 500	Préparation à l'emploi	195 128 820
3	133 423 100		133 423 100	Services d'apprentissage et de formation	118 406 476
	386 296 800*		386 296 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI	367 063 591
IMMOBILISATIONS					
4	10 000 000	315 600	10 315 600	Services d'apprentissage et de formation	10 315 600
	10 000 000†	315 600	10 315 600	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LA FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI	10 315 600

Description du programme:

Ce programme appuie la prestation de programmes et de services visant à : augmenter la population pour soutenir la croissance économique; préparer les Ontariennes et Ontariens, surtout les jeunes, qui sont sans emploi à joindre ou à réintégrer le monde du travail; aider les étudiantes et étudiants à trouver un emploi d'été; améliorer le niveau d'alphabétisation et la formation de base pour faciliter l'entrée sur le marché du travail ou sa réintégration; fournir des services et programmes d'apprentissage à l'appui d'un système de formation professionnelle efficace; aider les travailleuses et travailleurs faisant face à des fermetures d'entreprise et d'autres adaptations de la main-d'oeuvre importantes; aider les nouveaux arrivés formés à l'étranger à pratiquer leur métier réglementé en Ontario; encourager l'éducation permanente par le biais de l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario; et offrir son leadership en matière de politiques, de planification, de recherche et d'évaluation sur les questions afférentes au marché du travail et à la formation.

*Y Compris le Mandat Spécial de 126 050 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 4 000 000$

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI--CRÉDIT 3003

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et relations intergouvernementales (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 375 363
Avantages sociaux		605 911
Transports et communications		168 210
Services		1 177 916
Fournitures et matériel		160 795
Paiements de transfert		
Office de la télécommunication educative de l'Ontario		48 040 100
		53 528 295
Préparation à l'emploi (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 277 992
Avantages sociaux		814 632
Transports et communications		384 268
Services		1 229 713
Fournitures et matériel		43 383
Paiements de transfert		
Service d'emplois d'été	24 440 346	
Préparation au milieu de travail	163 938 486	188 378 832
		195 128 820
Services d'apprentissage et de formation (Poste 3)		
Traitements et salaires		12 456 595
Avantages sociaux		2 860 641
Transports et communications		2 056 818
Services		6 666 519
Fournitures et matériel		747 749
Paiements de transfert		
Préparation à l'emploi		91 612 854
Prêts et dotations		
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail		2 005 300
		118 406 476
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI		367 063 591

	$
IMMOBILISATIONS	
Services d'apprentissage et de formation (Poste 4)	
Paiements de transfert	
Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage	10 315 600
	10 315 600
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI	10 315 600

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement - Complémentaire		5 216 740
Gestion des écoles de langue française de l'Ontario		6 950 000
Programme canadien de prêts aux étudiants	6 971 815	3 598 960
Subventions spéciales à des étudiants ayant des handicaps permanent	32 205 155	13 210 990
Financement des services aux étudiants handicapés au niveau postsecondaire	15 292 210	
Contribution fédérale - admissibilité à l'assurance-emploi	37 022 311	39 580 125
Frais administratifs des Bourses d'études canadiennes du millénaire	933 275	337 056
	92 424 766	68 893 871
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux	16 998	
Formation d'étudiants en optométrie - Université de Waterloo	337 710	456 219
	354 708	456 219
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées	621 123	666 588
Système de réponse téléphonique automatisé	51 461	90 831
Droit de dépôt des demandes RAFEO	265 183	466 730
Frais pour chèques refusés	16 806	22 903
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	69 846	
Gens de métiers et apprentis	5 901 703	6 766 795
Autres	94 244	19 118
	7 020 366	8 032 965
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Programme de compensation de dettes par remboursements	3 116 131	1 634 445
Bourses étudiantes, prêts étudiants non remboursés	35 137 987	34 353 005
Fournisseurs	393 329	373 488
Subventions remboursées - Autres	256 996	931 073
	38 904 443	37 292 011
DIVERS		
Réserve - chèques périmés		655
Intérêt sur les prêts (RAFEO)	1 952 622	
Autres	2 745	870
	1 955 367	1 525
TOTAL DES RECETTES	140 659 650	114 676 591

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Remboursement - Prêts pour l'acquisition d'outils de travail Remboursement	382 173	207 786
Remboursement - Sheridan College	2 000 000	1 300 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2 382 173	1 507 786

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée		112
Legs et bourses	4 210	(4 948)
Prix John C. Polanyi	(44 112)	(32 165)
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	278 542	373 887
ACDI - Projet de l'Afrique du Sud	42 727	323 812
ACDI - LATVIA - Projet de TTC	(36 749)	(62 686)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	244 618	598 012

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

AFFAIRES FRANCOPHONES 4-183

SOMMAIRE 4-182

ÉTAT DES RECETTES 4-185

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
4 684 013	Affaires francophones	3 131 700	2 911 131
4 684 013	**Total (Fonctionnement) pour l'Office des affaires francophones**	3 131 700*	2 911 131
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 684 013	Total des dépenses	3 131 700	2 911 131

*Y Compris le Mandat Spécial de 549 500$

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
1	3 036 800	94 900	3 131 700	Coordination des Affaires francophones	2 911 131
	3 036 800*	94 900	3 131 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES AFFAIRES FRANCOPHONES	2 911 131

Description du programme:

Ce programme donne des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français. Il élabore les politiques et les programmes appropriés liés aux services en français du gouvernement. Il veille à l'application de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et formule des recommandations sur la désignation d'organismes de paiements de transfert en vertu de la Loi. Il évalue aussi la qualité, la quantité et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone, et fournit des renseignements, des conseils d'experts et de l'aide à la communauté francophone.

*Y Compris le Mandat Spécial de 549 500$

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES--CRÉDIT 1301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Coordination des Affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 059 816
Avantages sociaux	236 869
Transports et communications	63 587
Services	1 514 324
Fournitures et matériel	36 535
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	2 911 131

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en oeuvre de la *Loi sur les services en français*	15 000	1 693 500
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	33	9 750
DIVERS		25
TOTAL DES RECETTES	15 033	1 703 275

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OMBUDSMAN ONTARIO 4-189

SOMMAIRE 4-188

ÉTAT DES RECETTES 4-191

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
8 002 960	Ombudsman Ontario	8 493 400	8 488 475
8 002 960	**Total (Fonctionnement) pour Ombudsman Ontario**	8 493 400*	8 488 475
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
8 002 960	Total des dépenses	8 493 400	8 488 475

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 400 000$

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'OMBUDSMAN ONTARIO	
1	8 493 400		8 493 400	Ombudsman	8 488 475
	8 493 400*		8 493 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO	8 488 475

Description du programme:

Le rôle et les responsabilités de l'ombudsman sont définis dans la *Loi sur l'ombudsman*. L'ombudsman règle, après enquête, les plaintes concernant le gouvernement provincial, ses organismes, conseils, commissions et tribunaux, et recommande les mesures correctrices à prendre dans les cas où il est déterminé que la plainte est fondée. N'importe qui peut porter plainte. De plus, l'ombudsman peut, de son propre chef, entre prendre une enquête lorsqu'une mesure, prise ou omise par un agent du gouvernement, ou encore une décision ou une recommandation, est jugée injuste, déraisonnable ou arbitraire.

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 400 000$

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME D'OMBUDSMAN ONTARIO--CRÉDIT 2301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 060 998
Avantages sociaux	855 992
Transports et communications	430 334
Services	1 572 156
Fournitures et matériel	568 995
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'OMBUDSMAN ONTARIO	8 488 475

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
VENTES ET LOCATIONS	10 264	2 183
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	2 925	10 984
DIVERS		
Autre Recettes	5 216	4 923
TOTAL DES RECETTES	18 405	18 090

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-195

DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS 4-198

SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE 4-200

DES SERVICES JURIDIQUES 4-203

SERVICES AUX TRIBUNAUX 4-206

SERVICES AUX VICTIMES 4-208

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-197,4-199,4-205

SOMMAIRE 4-194

ÉTAT DES RECETTES 4-210

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-211

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
125 784 156	Administration du ministère	132 577 940	132 564 013
140 801 113	De Poursuites contre les criminels	151 700 800	151 668 466
294 286 541	Services de justice à la famille	302 274 300	302 272 316
52 464 515	Des Services juridiques	40 678 800	64 566 265
290 905 826	Services aux tribunaux	306 003 900	301 705 569
57 766 101	Services aux victimes	67 609 700	63 321 642
962 008 252	**Total (Fonctionnement) du ministère**	1 000 845 440*	1 016 098 271
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
962 008 252	Total des dépenses	1 000 845 440	1 016 098 271
	IMMOBILISATIONS		
9 901 568	Administration du ministère	7 700 000	7 697 432
30 509 263	Services aux tribunaux	34 861 000	34 859 844
40 410 831	**Total (Immobilisations) du ministère**	42 561 000†	42 557 276
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
40 410 831	Total des dépenses	42 561 000	42 557 276

*Y Compris le Mandat Spécial de 312 500 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 19 500 000$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	120 000 000	12 531 100	132 531 100	Administration du ministère	132 517 173
	120 000 000	12 531 100	132 531 100		132 517 173
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 006
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
	120 046 840*	12 531 100	132 577 940	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	132 564 013
IMMOBILISATIONS					
2	7 000 000	700 000	7 700 000	Renouvellement des installations	7 697 432
	7 000 000†	700 000	7 700 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	7 697 432

Description du programme:

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans le domaine de la planification des activités et des finances, des ressources humaines, de la recherche et de l'analyse, et de la coordination des projets stratégiques clés. La division offre aussi des services communs en matière de gestion des installations, d'accès à l'information et de services en français aux ministères du secteur de la justice et assure la gestion des services fournis par le Secrétariat du Conseil de gestion, par le biais du Bureau des services communs : vérification, assurance de la qualité et fonctions de soutien. Le programme offre également des services d'administration au Bureau du procureur général, au Bureau du sous-procureur général et au Bureau de l'adjoint parlementaire, ainsi qu'à la Direction des politiques et à la Direction des communications. Il appuie aussi et fixe les initiatives de la province en matière de jeu.

*Y Compris le Mandat Spécial de 35 000 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 3 000 000$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 346 773
Avantages sociaux		2 520 840
Transports et communications		1 166 873
Services		115 386 608
Fournitures et matériel		558 955
		132 980 049
Moins: Recouvrements		462 876
		132 517 173
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 655 367	
Avantages sociaux	307 944	
Transports et communications	195 931	
Services	1 575 807	
Fournitures et matériel	56 022	
	3 791 071	
Moins : Recouvrements d'autres activités	181 500	
		3 609 571
Services communs		
Avantages sociaux	72 733	
Services	4 196 827	
		4 269 560
Services de communication		
Traitements et salaires	1 035 759	
Avantages sociaux	287 683	
Transports et communications	61 436	
Services	726 542	
Fournitures et matériel	58 102	
		2 169 522
Services de vérificatior.		
Transports et communications	77 876	
Services	1 198 187	
Fournitures et matériel	43 888	
		1 319 951
Services des installations		
Traitements et salaires	2 043 755	
Avantages sociaux	452 881	
Transports et communications	325 233	
Services	1 398 533	
Fournitures et matériel	158 024	
	4 378 426	
Moins : Recouvrements d'autres activités	281 376	
		4 097 050
Locaux - Frais de bail		
Transports et communications	16 554	
Services	104 818 388	
Fournitures et matériel	162	
		104 835 104
Planification opérationnelle		
Traitements et salaires	2 026 104	
Avantages sociaux	375 667	
Transports et communications	7 037	
Services	561 938	
Fournitures et matériel	42 399	
		3 013 145

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 939 400	
Avantages sociaux	480 671	
Transports et communications	92 616	
Services	164 974	
Fournitures et matériel	83 768	
		3 761 429
Élaboration des politiques		
Traitements et salaires	3 646 388	
Avantages sociaux	543 261	
Transports et communications	390 190	
Services	745 412	
Fournitures et matériel	116 590	
		5 441 841
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 006
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 834
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		132 564 013
IMMOBILISATIONS		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Acquisition/construction de biens immobiliers		7 697 432
		7 697 432
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		7 697 432

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
302 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	
1	5 244 100	323 500	5 567 600	Unité des enquêtes spéciales	5 089 967
2	136 320 500	9 811 700	146 132 200	Droit criminel	146 089 220
	141 564 600	10 135 200	151 699 800		151 179 187
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor *et de l'Économie*	489 279
	141 565 600*	10 135 200	151 700 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	151 668 466

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales.

*Y Compris le Mandat Spécial de 49 900 000$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS--CRÉDIT 302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Unité des enquêtes spéciales (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 235 498
Avantages sociaux		517 715
Transports et communications		423 789
Services		547 841
Fournitures et matériel		365 124
		5 089 967
Droit criminel (Poste 2)		
Traitements et salaires		105 281 422
Avantages sociaux		15 846 539
Transports et communications		3 910 265
Services		14 442 212
Fournitures et matériel		3 189 147
Paiements de transfert		
Subventions - Projets spéciaux	280 000	
Projets de justice autochtone	1 132 046	
Programme des travailleurs judiciaires autochtones	1 346 590	
Comités de justice pour la jeunesse	660 999	3 419 635
		146 089 220
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*		489 279
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		151 668 466

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
303 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE**	
1	53 983 600	4 209 800	58 193 400	Services de justice à la famille	58 191 464
2	242 591 700	1 489 200	244 080 900	Aide juridique Ontario	244 080 852
	296 575 300*	5 699 000	302 274 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE	302 272 316

Description du programme:

Ce programme administre les fonds en fiducie judiciaire et les fonds constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables; il protège l'intérêt du public dans les oeuvres de bienfaisance; il enquête sur les allégations de mauvais traitements infligés à des adultes incapables; il prend des décisions en matière de traitement médical au nom des personnes incapables; il administre les successions des personnes décédées sans laisser de testament ni de plus proche parent en Ontario; il protège les intérêts juridiques, ainsi que les droits personnels et droits de propriété des enfants dans les affaires intéressant la protection des enfants, le divorce/la séparation, et les contentieux civils/les biens transmis par succession; il gère le Programme de visites surveillées dans les affaires mettant en cause la garde des enfants et le droit de visite; il administre la contribution de la province à Aide juridique Ontario et le programme de libérations sous caution.

*Y Compris le Mandat Spécial de 82 100 000$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE--CRÉDIT 303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services de justice à la famille (Poste 1)		
Traitements et salaires		25 232 367
Avantages sociaux		4 535 427
Transports et communications		1 743 204
Services		19 884 538
Fournitures et matériel		789 442
Paiements de transfert		
Victimes de mauvais traitements	141 000	
Visites surveillées - Projet pilote	3 972 892	
Vérification et supervision des libérations sous caution	1 999 988	6 113 880
		58 298 858
Moins : Recouvrements		107 394
		58 191 464
Gestion des programmes		
Traitements et salaires	692 324	
Avantages sociaux	162 847	
Transports et communications	24 415	
Services	68 921	
Fournitures et matériel	4 922	
		953 429
Avocat des enfants		
Traitements et salaires	5 561 473	
Avantages sociaux	1 076 589	
Transports et communications	263 995	
Services	10 106 974	
Fournitures et matériel	142 119	
		17 151 150
Représentation juridique des enfants		
Services	5 930 700	
	5 930 700	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	107 394	
		5 823 306
Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)		
Traitements et salaires	18 761 732	
Avantages sociaux	3 261 555	
Transports et communications	1 401 317	
Services	3 671 031	
Fournitures et matériel	629 869	
		27 725 504
Visites surveillées		
Traitements et salaires	216 838	
Avantages sociaux	34 436	
Transports et communications	53 477	
Services	106 912	
Fournitures et matériel	12 532	
Paiements de transfert		
Visites surveillées-Projet pilote	3 972 892	
		4 397 087
Vérification et supervision des libérations sous caution		
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des libérations sous caution	1 999 988	
		1 999 988

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE--CRÉDIT 303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Victimes de mauvais traitements		
Paiements de transfert		
Victimes de mauvais traitements	141 000	
		141 000
Aide juridique Ontario (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Cliniques d'aide juridique communautaires	33 280 900	
Fonds d'aide juridique Certificats		
Fonds d'aide juridique Certificats - Services à la clientèle	178 751 852	
Fonds d'aide juridique Certificats - Administration	27 348 100	
Réinvestissement dans le Fonds d'aide juridique	4 700 000	244 080 852
		244 080 852
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE		302 272 316

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
304 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	
1	17 338 900		17 338 900	Organismes, conseils et commissions	15 043 346
2	13 669 300	5 557 400	19 226 700	Services juridiques	17 677 479
3	3 638 800	473 400	4 112 200	Services des conseillers législatifs	4 071 835
	34 647 000	6 030 800	40 677 800		36 792 660
L	1 000		1 000	*Loi sur les actions contre la Couronne*	27 773 605
	34 648 000*	6 030 800	40 678 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DES SERVICES JURIDIQUES	64 566 265

Description du programme:

La Division des services juridiques appuie le procureur général dans son rôle de premier conseiller juridique de l'Éta en offrant au gouvernement des conseils experts en matière de droit constitutionnel et de droit civil et en le représentant devant tous les types de tribunaux de la province. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités de base, politiques, programmes et services.

Le Bureau des conseillers législatifs se charge de la rédaction, en français et en anglais, de tous les projets de loi et règlements provinciaux; il offre des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la refonte des lois et règlements.

*Y Compris le Mandat Spécial de 21 500 000$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES--CRÉDIT 304

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 677 768
Avantages sociaux		1 723 227
Transports et communications		1 537 835
Services		2 702 375
Fournitures et matériel		402 141
		15 043 346
Commission de révision de l'évaluation foncière		
Traitements et salaires	4 170 456	
Avantages sociaux	856 500	
Transports et communications	849 338	
Services	1 816 394	
Fournitures et matériel	286 975	
		7 979 663
Commission des affaires municipales de l'Ontario		
Traitements et salaires	4 426 800	
Avantages sociaux	854 389	
Transports et communications	671 427	
Services	626 674	
Fournitures et matériel	113 251	
		6 692 541
Commissions royales		
Traitements et salaires	80 512	
Avantages sociaux	12 338	
Transports et communications	17 070	
Services	259 307	
Fournitures et matériel	1 915	
		371 142
Services juridiques (Poste 2)		
Traitements et salaires		60 030 902
Avantages sociaux		8 731 229
Transports et communications		681 942
Services		9 148 837
Fournitures et matériel		1 062 286
		79 655 196
Moins : Recouvrements		61 977 717
		17 677 479
Droit civil et constitutionnel		
Traitements et salaires	12 056 729	
Avantages sociaux	1 861 694	
Transports et communications	681 942	
Services	9 148 631	
Fournitures et matériel	1 062 286	
	24 811 282	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	7 134 969	
		17 676 313
Services juridiques détachés		
Traitements et salaires	47 974 173	
Avantages sociaux	6 869 535	
Services	206	
	54 843 914	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	54 842 748	
		1 166
Services des conseillers législatifs (Poste 3)		
Traitements et salaires		4 438 361
Avantages sociaux		799 040
Transports et communications		64 150
Services		738 704
Fournitures et matériel		63 860
		6 104 115
Moins : Recouvrements		2 032 280
		4 071 835

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Loi sur les actions contre la Couronne	27 773 605
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES	64 566 265

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
305					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	
1	177 135 400	21 866 000	199 001 400	Administration de la justice	194 918 130
2	105 114 900	1 887 600	107 002 500	Services judiciaires	106 787 439
	282 250 300*	23 753 600	306 003 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AUX TRIBUNAUX	301 705 569
IMMOBILISATIONS					
3	34 861 000		34 861 000	Construction de tribunaux	34 859 844
	34 861 000†		34 861 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES SERVICES AUX TRIBUNAUX	34 859 844

Description du programme:

Ce programme dispense des services administratifs aux tribunaux civils, criminels et de la famille de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 99 000 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 16 500 000$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX--CRÉDIT 305

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration de la justice (Poste 1)		
Traitements et salaires		115 936 979
Avantages sociaux		24 263 650
Transports et communications		9 287 613
Services		34 987 409
Fournitures et matériel		10 324 333
Paiements de transfert		
Bibliothèques de droit de comté et de district	9 800	
Subvention - Service d'orientation aux familles de Frontenac	106 246	
Juge en chef de l'Ontario - Conférences et colloques	2 100	118 146
		194 918 130
Services judiciaires (Poste 2)		
Traitements et salaires		78 006 915
Avantages sociaux		18 778 633
Transports et communications		3 957 845
Services		5 164 147
Fournitures et matériel		721 348
Paiements de transfert		
Bibliothèque des juges	6 600	
Subventions - Institut national de la magistrature/ Conférence des juges de l'Ontario	151 951	158 551
		106 787 439
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		301 705 569
IMMOBILISATIONS		
Construction de tribunaux (Poste 3)		
Acquisition/construction de biens immobiliers		34 859 844
		34 859 844
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		34 859 844

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
306 **FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**	
1	35 126 100	694 800	35 820 900	Gestion des Services aux victimes	34 517 192
2	11 422 000		11 422 000	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	11 085 676
3	20 366 800		20 366 800	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	17 718 774
	66 914 900*	694 800	67 609 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DES SERVICES AUX VICTIMES	63 321 642

Description du programme:

Ce programme offre son soutien aux victimes par le biais du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

*Y Compris le Mandat Spécial de 25 000 000$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES--CRÉDIT 306

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Gestion des Services aux victimes (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 930 630
Avantages sociaux		738 598
Transports et communications		1 057 047
Services		940 076
Fournitures et matériel		205 283
Paiements de transfert		
Comités de coordination communautaire	761 856	
Subventions pour les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (y compris le projet de la stratégie pour le Nord)	6 080 518	
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	6 894 468	
Subventions pour les programmes communautaires de justice pour les victimes	70 294	
Programme de sensibilisation à la violence	89 851	
Projets spéciaux d'aide aux victimes	507 000	
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	9 601 100	
Indemnités pour les victimes ontariennes de la tragédie de septembre	159 800	
Plan de services à l'intention des femmes francophones	600 000	
Programme de subventions pour la prévention des mauvais traitements à l'égard des personnes âgées	500 000	
Partenariats entre les services communautaires d'aide aux victimes et les services policiers	997 916	
Project de recherche et de prévention de la revictimisation	382 755	26 645 558
		34 517 192
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)		
Traitements et salaires		7 993 593
Avantages sociaux		1 735 247
Transports et communications		394 973
Services		602 713
Fournitures et matériel		358 140
Paiements de transfert		
Services spéciaux aux enfants témoins (Toronto)		1 010
		11 085 676
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)		
Traitements et salaires		2 168 003
Avantages sociaux		377 687
Transports et communications		385 037
Services		884 520
Fournitures et matériel		68 102
Paiements de transfert		
Indemnisation des victimes d'actes criminels		13 835 425
		17 718 774
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES		63 321 642

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique - Criminel	66 280 507	17 862 449
Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants	3 800 000	3 650 000
Travailleurs judiciaires autochtones	764 695	243 593
Autres	201 301	935 356
	71 046 503	22 691 398
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Bénéfices des loteries	716 861 991	703 461 606
Bénéfices des slot machines	675 247 157	655 597 208
Société des loteries de l'Ontario - profits de bienfaisance	135 966 057	91 377 487
Taxe sur les recettes des casinos	356 247 795	359 910 607
Recettes des casinos	380 941 208	406 591 953
	2 265 264 208	2 216 938 861
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Le tuteur et curateur public de l'Ontario	17 200 000	17 000 000
Avocat des enfants		102 779
Amandes municipales, frais d'administration - remaniement des services locaux		11 955 000
Remboursement par les municipalités que n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales*	11 249 304	5 611 711
Municipalités qui n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales*		12 997 414
	28 449 304	47 666 904
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Substitut/Frais homologués		615
Registraires locaux	45 681 329	46 658 031
Procédure/Recherche/Shérifs	7 580 469	6 389 135
Droits d'autres Cours	10 854 600	12 033 803
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits)	2 102 515	2 840 117
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario	302 106	238 883
Frais pour chèques refusés	11 911	30 541
	66 532 930	68 191 125
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	24 729 626	32 028 126
Cautionnements non réclamés et restitutions	65 717	82 098
Amendes provinciales - Division générale	147 782	49 807
Amendes - Paiements en trop	43 697	719 699
Autres - *Code de la Route*		2 934
Remboursement par les municipalités que n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales**	(1 831 348)	
	23 155 474	32 882 664
VENTES ET LOCATIONS	243 323	230 126
REDEVANCES		
Redevances relatives aux brefs	1 486 571	1 570 160
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 433 575	458 633

*Les greffes de l'Ontario perçoivent les recettes des amendes imposées en vertu de la LIP, puis les transfèrent aux municipalités. La somme débitrice nette provient du transfert aux municipalités, en 2002-2003, des recettes des amendes de la LIP perçues au cours de l'exercice 2001-2002.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
DIVERS		
Tuteur et curateur public - Biens en déshérence	257 555	
Confiscations - Produits de la criminalité	55 160	2 700
Fonds d'aide aux victimes	25 791 670	19 761 450
Autres	2 221 610	1 607 826
	28 325 995	21 371 976
TOTAL DES RECETTES	2 485 937 883	2 412 001 847

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Fonds d'aide aux victimes	9 830 087	9 704 702
Produits de la criminalité	320 533	31 925
Produits de la criminalité - Provinciale	400 000	
Trust Walkerton Class Action	(367 590)	367 590
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	10 183 030	10 104 217

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-215
- INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 4-217
- GESTION DES RICHESSES NATURELLES 4-219
- SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE 4-223
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-216
- SOMMAIRE 4-214

ÉTAT DES RECETTES 4-225

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-226

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
31 682 015	Administration du ministère	34 982 240	34 344 641
37 357 591	Information géographique	45 235 500	38 391 427
192 327 815	Gestion des richesses naturelles	202 172 400	199 274 077
96 999 197	Sécurité Publique et d'intervention d'urgence	108 028 400	107 785 509
358 366 618	**Total (Fonctionnement) du ministère**	390 418 540*	379 795 654
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
358 366 618	Total des dépenses	390 418 540	379 795 654
	IMMOBILISATIONS		
70 198 284	Gestion des richesses naturelles	79 855 300	72 350 926
70 198 284	**Total (Immobilisations) du ministère**	79 855 300†	72 350 926
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
70 198 284	Total des dépenses	79 855 300	72 350 926

*Y Compris le Mandat Spécial de 150 000 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 20 000 000$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	32 661 100	2 274 300	34 935 400	Administration du ministère	34 297 802
	32 661 100	2 274 300	34 935 400		34 297 802
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
	32 707 940*	2 274 300	34 982 240	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	34 344 641

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère offre son leadership et ses conseils en planification des activités et des ressources, en gestion des activités et services généraux et administratifs; pour ce faire, il appuie la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère et le développement durable des ressources naturelles de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 10 000 000$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 917 748
Avantages sociaux		6 634 612
Transports et communications		1 457 225
Services		12 915 871
Fournitures et matériel		1 123 780
		36 049 236
Moins : Recouvrements		1 751 434
		34 297 802
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 537 220	
Avantages sociaux	690 496	
Transports et communications	150 871	
Services	186 535	
Fournitures et matériel	189 378	
		2 754 500
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	4 206 662	
Avantages sociaux	1 050 165	
Transports et communications	647 506	
Services	8 850 074	
Fournitures et matériel	539 746	
	15 294 153	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	1 751 434	
		13 542 719
Ressources humaines		
Traitements et salaires	4 353 889	
Avantages sociaux	4 202 141	
Transports et communications	380 594	
Services	716 850	
Fournitures et matériel	243 241	
		9 896 715
Services de communication		
Traitements et salaires	1 858 563	
Avantages sociaux	315 560	
Transports et communications	83 214	
Services	314 183	
Fournitures et matériel	19 435	
		2 590 955
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 661 105	
Avantages sociaux	322 191	
Transports et communications	126 423	
Services	164 116	
Fournitures et matériel	58 302	
		2 332 137
Services juridiques		
Traitements et salaires	300 309	
Avantages sociaux	54 059	
Transports et communications	67 027	
Services	2 498 190	
Fournitures et matériel	73 678	
		2 992 263
Services de vérification		
Transports et communications	1 590	
Services	185 923	
		187 513
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 005
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 834
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		34 344 641

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2102 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE**	
1	45 235 500		45 235 500	Information géographique	38 391 427
	45 235 500*		45 235 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ...	38 391 427

Description du programme:

Le Programme d'information géographique offre son leadership pour l'élaboration et l'application des techniques de gestion de l'information et de la technologie de l'information afin d'encourager le développement durable des ressources naturelles de l'Ontario. Ce programme a pour mandat de recueillir, d'actualiser et de rendre accessibles les données géographiques sur les terres, les eaux et autres ressources naturelles de la province; de fournir des services d'information pour le compte du gouvernement provincial et de travailler avec les autres ministères, organismes et entreprises du secteur public à atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. En tant que principal participant du Groupement pour les terres et les ressources d'ITI (information et technologie de l'information), le MRN collabore avec les autres ministères constitués en groupement à mettre en place un système de prestation coordonné et efficace des services et programmes d'ITI les reliant les uns aux autres.

*Y Compris le Mandat Spécial de 22 000 000$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE--CRÉDIT 2102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Information géographique (Poste 1)		
Traitements et salaires		18 501 702
Avantages sociaux		4 223 650
Transports et communications		878 055
Services		15 534 761
Fournitures et matériel		3 703 164
		42 841 332
Moins : Recouvrements		4 449 905
		38 391 427
Technologie de l'information		
Traitements et salaires	4 902 838	
Avantages sociaux	928 027	
Transports et communications	17 676	
Services	1 083 146	
Fournitures et matériel	2 900 790	
		9 832 477
Information sur les ressources naturelles		
Traitements et salaires	12 753 318	
Avantages sociaux	3 182 751	
Transports et communications	739 578	
Services	11 298 084	
Fournitures et matériel	711 869	
	28 685 600	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	416 905	
		28 268 695
Information sur les terres provinciales		
Traitements et salaires	845 546	
Avantages sociaux	112 872	
Transports et communications	120 801	
Services	3 153 531	
Fournitures et matériel	90 505	
	4 323 255	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	4 033 000	
		290 255
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE		38 391 427

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	
1	180 089 900	8 049 800	188 139 700	Gestion des richesses naturelles	185 435 886
2	12 001 000	2 031 700	14 032 700	Parcs Ontario	13 838 190
	192 090 900*	10 081 500	202 172 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA GESTION DES RICHESSES NATURELLES	199 274 076
IMMOBILISATIONS					
3	79 855 300		79 855 300	Infrastructure pour la gestion des ressources naturelles	72 350 926
	79 855 300†		79 855 300	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LA GESTION DES RICHESSES NATURELLES	72 350 926

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles s'efforce d'atteindre un équilibre entre l'utilisation et la protection des ressources naturelles, de reconnaître une grande variété de ressources naturelles, et de mettre en place des mécanismes facilitant la prise de décisions et la prestation des programmes. Les principaux volets de ce programme sont la gestion des forêts, la gestion de la faune et de la pêche, la gestion des terres de la Couronne et de l'eau, et Parcs Ontario (c.-à-d. les parcs provinciaux et autres secteurs protégés). Son mandat comprend aussi la mise en place du Patrimoine vital de l'Ontario et la gestion des ressources non renouvelables, telles qu'agrégats, gaz naturel, pétrole et saumure (c.-à-d. sel). La gestion de l'infrastructure du ministère (c.-à-d. les immobilisations) lui revient aussi en large part.

*Y Compris le Mandat Spécial de 75 600 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 20 000 000$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES--CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Gestion des richesses naturelles (Poste 1)		
Traitements et salaires		116 478 723
Avantages sociaux		23 928 560
Transports et communications		11 944 982
Services		57 621 799
Fournitures et matériel		17 533 494
Paiements de transfert		
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité numéro 9	74 837	
Mise en valeur des ressources des Premières nations	418 902	
Expérience Été	287 492	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	5 264 100	
Impôts acquittés sur les biens - fonds provinciaux occupés par des locataires	1 891 879	
Subventions aux Offices de Protection de la nature - Frais d'administration	1 902 500	
Subventions aux Offices de Protection de la nature - Fonctonnement des programmes	5 830 790	15 670 500
		243 178 058
Moins : Recouvrements		57 742 171
		185 435 887
Patrimoine vital de l'Ontario		
Traitements et salaires	7 584 478	
Avantages sociaux	1 120 782	
Transports et communications	837 545	
Services	6 438 088	
Fournitures et matériel	2 138 066	
		18 118 959
Gestion des forêts		
Traitements et salaires	30 318 721	
Avantages sociaux	5 536 849	
Transports et communications	3 277 791	
Services	16 082 513	
Fournitures et matériel	2 738 939	
	57 954 813	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	2 180 535	
		55 774 278
Gestion des pêches et de la faune		
Traitements et salaires	36 025 608	
Avantages sociaux	6 985 718	
Transports et communications	3 156 437	
Services	15 508 808	
Fournitures et matériel	6 771 732	
	68 448 303	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	53 428 443	
		15 019 860

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES--CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Gestion des terres et des eaux		
Traitements et salaires	15 248 595	
Avantages sociaux	2 987 810	
Transports et communications	1 015 723	
Services	6 857 455	
Fournitures et matériel	1 297 156	
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	5 264 100	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires	1 891 879	
Subventions aux Offices de protection de la nature - Frais d'administration	1 902 500	
Subventions aux Offices de protection de la nature - Fonctionnement des programmes	5 830 790	
		42 296 008
Soutien aux services régionaux		
Traitements et salaires	27 301 321	
Avantages sociaux	7 297 401	
Transports et communications	3 657 486	
Services	12 734 935	
Fournitures et matériel	4 587 601	
Paiements de transfert		
Expérience Été	287 492	
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité numéro 9	74 837	
Mise en valeur des ressources des Premières nations	418 902	
	59 359 975	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	2 133 193	
		54 226 782
Parcs Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		30 464 720
Avantages sociaux		4 749 393
Transports et communications		1 600 640
Services		10 545 618
Fournitures et matériel		11 838 260
		59 198 631
Moins : Recouvrements		45 360 441
		13 838 190
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		199 274 077
IMMOBILISATIONS		
Infrastructure pour la gestion des ressources naturelles (Poste 3)		
Transports et communications		595 687
Services		47 300 947
Fournitures et matériel		11 016 344
Acquisition/construction de biens immobiliers		15 953 215
		74 866 193
Moins : Recouvrements		2 515 267
		72 350 926
Patrimoine vital de l'Ontario		
Transports et communications	33 111	
Services	8 648 168	
Fournitures et matériel	973 781	
Acquisition/construction de biens immobiliers	4 003 867	
		13 658 927
Infrastructure de Parcs Ontario		
Transports et communications	26 454	
Services	9 866 660	
Fournitures et matériel	4 522 234	
Acquisition/construction de biens immobiliers	11 111 483	
		25 526 831

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES--CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Autre infrastructure		
Transports et communications	536 122	
Services	28 786 119	
Fournitures et matériel	5 520 329	
Acquisition/construction de biens immobiliers	837 865	
	35 680 435	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	2 515 267	
		33 165 168
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		72 350 926

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE**	
1	34 932 000	2 478 900	37 410 900	Aviation et lutte contre les feux de forêt	37 351 013
2	28 483 200	42 134 300	70 617 500	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	70 434 496
	63 415 200*	44 613 200	108 028 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE	107 785 509

Description du programme:

Le programme de sécurité public et d'intervention d'urgence offre ses conseils, son leadership et ses services pour protéger le public des catastrophes naturelles, comme les feux de forêt et les inondations; il fournit aussi des services d'urgence en cas de catastrophes naturelles. Le programme est également responsable de la prestation, directe ou indirecte, de services de transport non réguliers pour le gouvernement de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 42 400 000$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE--CRÉDIT 2104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Aviation et lutte contre les Feux de forêt (Poste 1)	
Traitements et salaires	23 077 920
Avantages sociaux	4 244 166
Transports et communications	2 458 206
Services	19 907 466
Fournitures et matériel	4 517 163
	54 204 921
Moins : Recouvrements	16 853 908
	37 351 013
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 2)	
Traitements et salaires	26 955 313
Avantages sociaux	2 892 042
Transports et communications	2 448 145
Services	41 194 491
Fournitures et matériel	5 874 659
	79 364 650
Moins : Recouvrements	8 930 154
	70 434 496
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE	107 785 509

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Projet de gestion du Lac Supérieur	60 000	86 500
Projet de gestion du Lac Erie	146 200	
Agence canadienne de développement international		17 307
Affaires indiennes et Nord canadien - Protection contres	2 059 082	2 081 551
Tempête de verglas dans les forêts		269 809
	2 265 282	2 455 167
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	3 244 869	5 116 799
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats	1 813 642	1 782 189
Autres	199 355	564 015
	2 012 997	2 346 204
AMENDES ET PÉNALITÉS	247 581	412 135
VENTES ET LOCATIONS		
Vente d'immobilisations	4 136 361	345 308
Gestion des biens - Fonds excédentaires		9 657 919
Autres	12 442 092	4 063 928
	16 578 453	14 067 155
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	159 148 489	103 436 741
Droits de la Couronne	90 579 662	90 159 925
Ressources pétrolières en mer	5 820 305	5 768 650
Agrégats	692 313	992 966
Autres	369 636	443 753
	256 610 405	200 802 035
Recouvrements de dépenses des années précédentes	101 842	427 835
DIVERS		
Accès à l'information		6 413
Autres	819 579	595 049
	819 579	601 462
TOTAL DES RECETTES	281 881 008	226 228 792

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Dépôts garantis - Bois	(87 411)	(55 308)
Dépôts garantis - Autres	(25 607)	(13 875)
Loi sur les puits d'extraction et les carrières		(87 360)
Loi sur les ressources en agrégats - Municipalités locales		(339 638)
Loi sur les ressources en agrégats - Palier supérieur		(1 980)
Fiducie pour régénération forestière	(2 705 666)	(293 333)
Fiducie pour opérations forestière	161 219	(686 595)
Centre d'information sur le patrimoine naturel	184 251	173 791
Pêche, faune et flore	(138 219)	14 293 779
Loi sur les parcs provinciaux	1 647 643	4 160 903
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(963 790)	17 150 384

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-229
- POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 4-232
- SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES 4-234
- SYSTÈME DE SANTÉ INTÉGRÉ 4-236
- ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO 4-238
- SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE MIEUX-ÊTRE 4-240
- IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ 4-242
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-231
- SOMMAIRE 4-228

ÉTAT DES RECETTES 4-245

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-245

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
141 211 267	Administration du ministère	154 301 546	160 836 743
340 994 573	Politiques de santé et de la recherche	355 532 100	341 913 288
20 935 492	Systèmes intelligents et gestion des connaissances	69 023 000	68 969 210
13 927 062 695	Système de santé intégré	15 288 491 600	15 045 554 799
8 371 434 871	Assurance-santé de l'Ontario	8 999 151 200	8 942 613 067
1 487 694 645	Santé publique, de promotion de la santé et de mieux-être	1 643 655 000	1 624 718 727
24 289 333 543	**Total (Fonctionnement) du ministère**	26 510 154 446*	26 184 605 834
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
24 289 333 543	Total des dépenses	26 510 154 446	26 184 605 834
	IMMOBILISATIONS		
187 848 274	d'Immobilisations dans le domaine de la santé	342 272 400	342 258 882
187 848 274	**Total (Immobilisations) du ministère**	342 272 400†	342 258 882
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
187 848 274	Total des dépenses	342 272 400	342 258 882

*Y Compris le Mandat Spécial de 8 235 310 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 18 419 000$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	103 820 400	46 129 300	149 949 700	Administration du ministère	143 439 717
2	3 800 500	469 500	4 270 000	Commission ontarienne d'examen	4 269 970
	107 620 900	46 598 800	154 219 700		147 709 687
L	70 012		70 012	Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	50 895
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
L				Pharmacie du gouvernement, *Loi sur l'administration financière*	13 064 327
	107 702 746*	46 598 800	154 301 546	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	160 836 743

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère :

apporte son soutien au ministre et au ministre associé de la Santé et des Soins de longue durée pour leur permettre de remplir les exigences de leur portefeuille;

veille à mise en place des cadres de gestion, de reddition des comptes et de contrôle du ministère pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et lui permettre d'atteindre ses objectifs;

offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère, p. ex., planification des activités, des finances et des immobilisations; vérification; approvisionnements, services financiers et gestion de contrats; pharmacie du gouvernement; locaux; ressources humaines et développement organisationnel; projets ministériels/gestion du changement et amélioration des activités; accès à l'information et protection de la vie privée; coordination des soumissions et liaisons avec le Bureau du Conseil des ministres; processus de nominations; gestion de l'information et technologie de l'information; services juridiques; communications et information; unité de surveillance des Systèmes intelligents pour la santé;

coordonne les politiques stratégiques et la planification mises en oeuvre par le Secrétariat des soins infirmiers sur les questions touchant la profession infirmière et la formation de ce personnel;

apporte son soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, la Commission du consentement et de la capacité, la Commission d'appel et de révision des services de santé, la Commission d'appel et de révision des professions de la santé.

*Y Compris le Mandat Spécial de 41 798 000$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		51 124 554
Avantages sociaux		9 894 907
Transports et communications		19 149 285
Services		58 506 848
Fournitures et matériel		4 873 094
		143 548 688
Moins: Recouvrements		108 971
		143 439 717
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 463 762	
Avantages sociaux	658 599	
Transports et communications	429 596	
Services	1 050 902	
Fournitures et matériel	122 136	
		5 724 995
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	15 986 605	
Avantages sociaux	3 811 829	
Transports et communications	5 185 602	
Services	21 933 890	
Fournitures et matériel	3 044 583	
	49 962 509	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	108 971	
		49 853 538
Ressources humaines		
Traitements et salaires	5 651 048	
Avantages sociaux	937 288	
Transports et communications	125 499	
Services	4 069 047	
Fournitures et matériel	122 841	
		10 905 723
Services de communication		
Traitements et salaires	5 557 141	
Avantages sociaux	840 870	
Transports et communications	228 685	
Services	13 710 355	
Fournitures et matériel	262 031	
		20 599 082
Secrétariat des soins infirmiers		
Traitements et salaires	380 716	
Avantages sociaux	55 977	
Transports et communications	32 325	
Services	373 986	
Fournitures et matériel	13 843	
		856 847
Services juridiques		
Traitements et salaires	97 602	
Avantages sociaux	562	
Transports et communications	42 630	
Services	2 578 793	
Fournitures et matériel	141 449	
		2 861 036

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Services de vérification		
Transports et communications	37 451	
Services	1 416 915	
Fournitures et matériel	8 340	
		1 462 706
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	19 987 680	
Avantages sociaux	3 589 782	
Transports et communications	13 067 497	
Services	13 372 960	
Fournitures et matériel	1 157 871	
		51 175 790
Commission ontarienne d'examen (Poste 2)		
Traitements et salaires		807 776
Avantages sociaux		159 543
Transports et communications		525 186
Services		2 666 287
Fournitures et matériel		111 178
		4 269 970
Crédits législatifs		
Traitement versé aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		50 895
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 834
Pharmacie du gouvernement, *Loi sur l'administration financière*		13 064 327
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		160 836 743

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1402 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE**	
1	355 532 100		355 532 100	Politiques de santé et recherche	341 913 288
	355 532 100*		355 532 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	341 913 288

Description du programme:

Ce programme se charge de l'élaboration des politiques et de la planification des activités du ministère afin d'offrir rapidement une orientation stratégique claire et uniforme pour soutenir et améliorer le système de santé. Cette planification à travers tout le système permet au ministère de répartir ses ressources stratégiquement et assure la prestation homogène des services de santé dans toute la province.

*Y Compris le Mandat Spécial de 94 397 900$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE--CRÉDIT 1402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 560 620
Avantages sociaux		1 787 523
Transports et communications		645 326
Services		16 306 630
Fournitures et matériel		1 336 924
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	13 755 800	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	32 795 849	
Ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	25 366 902	
Enseignement clinique	225 692 680	
Programme de neurotraumatologie	5 000 000	
Réseau ontarien d'information sur la santé des femmes	8 665 034	311 276 265
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		341 913 288

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1403 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES**	
1	41 023 000	28 000 000	69 023 000	Systèmes intelligents et gestion des connaissances	68 969 210
	41 023 000*	28 000 000	69 023 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES	68 969 210

Description du programme:

Les Systèmes intelligents pour la santé ont été conçus comme une infrastructure de gestion intégrée de l'information qui permettra au gouvernement d'honorer son engagement envers la restructuration du système de santé et de répondre aux besoins du ministère en matière de technologie de l'information.

*Y Compris le Mandat Spécial de 10 544 800$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES--CRÉDIT 1403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Systèmes intelligents et gestion des connaissances (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 275 765
Avantages sociaux	86 554
Transports et communications	18 011 605
Services	15 731 745
Fournitures et matériel	17 435 912
Paiements de transfert	
Systèmes intelligents pour la santé	15 427 629
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES	68 969 210

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1404 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SYSTÈME DE SANTÉ INTÉGRÉ**	
1	14 211 750 700	33 469 200	14 245 219 900	Programme du système de santé intégré	14 235 466 863
2	717 171 700		717 171 700	Établissements de santé mentale	693 087 912
3	326 100 000		326 100 000	Restructuration des hôpitaux	117 000 024
	15 255 022 400*	33 469 200	15 288 491 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SYSTÈME DE SANTÉ INTÉGRÉ	15 045 554 799

Description du programme:

Le programme du système de santé intégré est responsable des paiements de transfert, de l'élaboration des politiques opérationnelles; de la planification et du financement de deux secteurs d'activités clés :

les établissements de soins : qui englobent les hôpitaux et établissements de soins connexes, notamment les hôpitaux communautaires, les hôpitaux spécialisés, les hôpitaux psychiatriques, les centres hospitaliers universitaires, et les établissements de soins de longue durée;

les services communautaires : qui englobent les centres d'accès aux soins communautaires, les services communautaires de soutein, les services de traitement des traumatismes crâniens, le logement avec services de soutein, les centres de traitement des enfants, les services communautaires de santé mentale et les soins de cancérologie.

Cette activité de base administre aussi les activités liées à la restructuration des hôpitaux. Son objectif est de prévoir les besoins changeants de la population croissante de l'Ontario afin que le ministère puisse garantir l'accès des Ontariens et Ontariennes à des services et une technologie appropriés à toutes les étapes de la vie.

*Y Compris le Mandat Spécial de 5 036 683 100$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SYSTÈME DE SANTÉ INTÉGRÉ--CRÉDIT 1404

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Programme du système de santé intégré (Poste 1)		
Traitements et salaires		38 245 723
Avantages sociaux		6 392 893
Transports et communications		4 156 616
Services		16 254 120
Fournitures et matériel		1 805 504
Paiements de transfert		
Exploitation des hôpitaux	9 790 855 700	
Exploitation des établissements connexes	49 520 419	
Subventions versées en compensation des taxes municipales - hôpitaux publics	3 735 000	
Établissements de soins de longue durée	1 820 593 480	
Centres d'accès aux soins communautaires	1 167 597 539	
Services de soutien communautaire	263 388 824	
Traumatisme crâniens	37 155 369	
Logements avec services de soutien	129 873 700	
Centres de traitement pour enfants	52 955 721	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	37 384 675	
Services de télétriage	34 116 306	
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	23 029 438	
Conseils régionaux de santé	18 293 381	
Réseau des services de santé aux diabétiques du Nord	14 558 889	
Services communautaires de santé mentale	412 932 346	
Fondation ontarienne de la santé mentale	394 864	
Action Cancer Ontario	312 226 356	14 168 612 007
		14 235 466 863
Établissements de santé mentale (Poste 2)		
Traitements et salaires		138 259 300
Avantages sociaux		37 350 377
Transports et communications		1 722 104
Services		19 150 436
Fournitures et matériel		17 705 423
Paiements de transfert		
Subventions versées en compensation des taxes municipales - hôpitaux psychiatriques	217 725	
Services psychiatriques des hôpitaux spécialisés	481 383 147	481 600 872
		695 788 512
Moins: Recouvrements		2 700 600
		693 037 912
Programmes de consultations externes		
Traitements et salaires	19 239 467	
Avantages sociaux	4 538 662	
Transports et communications	519 321	
Services	4 393 747	
Fournitures et matériel	1 253 811	
		29 945 008
Programmes pour les malades hospitalisés		
Traitements et salaires	119 019 833	
Avantages sociaux	32 811 715	
Transports et communications	1 202 783	
Services	14 756 689	
Fournitures et matériel	16 451 612	
Paiements de transfert		
Subventions versées en compensation des taxes municipales - hôpitaux psychiatriques	217 725	
Services psychiatriques des hôpitaux spécialisés	481 383 147	
	665 843 504	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 700 600	
		663 142 904
Restructuration des hôpitaux (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Restructuration des hôpitaux	77 000 024	
Rénovation des hôpitaux	40 000 000	117 000 024
		117 000 024
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SYSTÈME DE SANTÉ INTÉGRÉ		15 045 554 799

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1405 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	
1	6 600 904 500		6 600 904 500	Assurance-santé de l'Ontario	6 547 906 417
2	2 017 018 900	87 829 500	2 104 848 400	Programmes de médicaments	2 103 875 925
3	66 223 700		66 223 700	Services de laboratoire	63 981 803
4	196 174 600	31 000 000	227 174 600	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	226 848 922
	8 880 321 700*	118 829 500	8 999 151 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	8 942 613 067

Description du programme:

L'Assurance-santé de l'Ontario administre des volets essentiels du système de santé ontarien : l'inscription des Ontariens et Ontariennes admissibles, la rémunération des médecins, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province/hors pays, les programmes de médicaments, les services de laboratoire et les appareils et accessoires fonctionnels.

En Ontario, les services de santé sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres de soins, tels que cabinets de généralistes ou hôpitaux. Les services de santé sont financés par le gouvernement et offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario (OHIP).

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 544 509 900$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO--CRÉDIT 1405

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		65 568 088
Avantages sociaux		13 616 246
Transports et communications		7 143 649
Services		37 341 755
Fournitures et matériel		6 230 546
Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	6 399 972 578	
Établissements de santé autonomes	16 519 405	
Comité d'étude de la médecine	1 514 150	6 418 006 133
		6 547 906 417
Programmes de médicaments (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 107 447
Avantages sociaux		1 122 059
Transports et communications		7 949 505
Services		21 409 130
Fournitures et matériel		1 344 484
Paiements de transfert		
Programme de médicaments de l'Ontario		2 066 943 300
		2 103 875 925
Services de laboratoire (Poste 3)		
Traitements et salaires		24 918 628
Avantages sociaux		5 636 579
Transports et communications		2 602 389
Services		7 575 905
Fournitures et matériel		19 626 302
Paiements de transfert		
Programme de la gestion de la qualité - Services de laboratoire		3 622 000
		63 981 803
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 403 777
Avantages sociaux		434 679
Transports et communications		155 791
Services		867 146
Fournitures et matériel		80 356
Paiements de transfert		
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	169 777 173	
Programme d'oxygénothérapie à domicile	53 130 000	222 907 173
		226 848 922
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		8 942 613 067

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1406 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE MIEUX-ÊTRE**	
1	28 974 000		28 974 000	Promotion de la santé et prévention des maladies	28 023 699
2	74 479 900		74 479 900	Services intégrés pour enfants	73 246 892
3	275 604 600	5 534 500	281 139 100	Services de santé communautaire	280 586 744
4	818 989 900	15 765 500	834 755 400	Santé publique	827 534 181
5	424 306 600		424 306 600	Services de santé d'urgence	415 327 211
	1 622 355 000*	21 300 000	1 643 655 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE MIEUX-ÊTRE	1 624 718 727

Description du programme:

L'objectif des programmes de santé publique, de promotion de la santé et de mieux-être est de protéger, de promouvoir et d'améliorer la santé, de préserver l'autonomie, de prévenir ou de retarder la maladie, les blessures et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Les programmes relevant de cette activité de base permettent aux particuliers, aux familles et aux communautés, de satisfaire à leurs besoins en services de santé. Cette activité assure aussi le développement continu et le maintien des centres de santé communautaire.

*Y Compris le Mandat Spécial de 507 376 300$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE MIEUX-ÊTRE--CRÉDIT 1406

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Promotion de la santé et prévention des maladies (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 022 757
Avantages sociaux		158 955
Transports et communications		71 742
Services		1 154 878
Fournitures et matériel		44 844
Paiements de transfert		
Programme de promotion de la santé		25 570 523
		28 023 699
Services intégrés pour enfants (Poste 2)		
Traitements et salaires		581 793
Avantages sociaux		101 619
Transports et communications		11 706
Services		5 388 406
Fournitures et matériel		10 267
Paiements de transfert		
Programme « Bébés en santé, enfants en santé »		67 153 101
		73 246 892
Services de santé communautaire (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 402 855
Avantages sociaux		305 063
Transports et communications		136 784
Services		1 022 294
Fournitures et matériel		70 099
Paiements de transfert		
Centres de santé communautaire	123 872 972	
Services de sages - femmes	28 986 490	
Programme de lutte contre la toxicomanie	124 790 187	277 649 649
		280 586 744
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires		5 484 744
Avantages sociaux		816 142
Transports et communications		735 535
Services		7 413 509
Fournitures et matériel		347 987
Paiements de transfert		
Organismes de santé locaux officiels	239 858 103	
Orthophonie et audiologie	32 666 826	
Épidémies	70 825 600	
Prévention et contrôle du sida	12 732 218	
Prévention de la tuberculose	4 204 067	
Lutte contre les maladies vénériennes	660 558	
Association of Local Public Health Agencies	3 000	
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire	99 000	
Association pour la santé publique de l'Ontario	125 000	
Aide de la lutte contre le VIH	5 713 014	
Réseau ontarien de traitement du VIH	9 997 524	
Société canadienne du sang	395 802 787	
Programme ontarien de dépistage du cancer du sein	23 548 618	
Identification des donneurs/ retraçage des receveurs/ indemnisation des victimes de l'hépatite C	16 499 949	812 736 264
		827 534 181
Services de santé d'urgence (Poste 5)		
Traitements et salaires		26 041 510
Avantages sociaux		6 433 254
Transports et communications		4 337 465
Services		14 857 935
Fournitures et matériel		21 666 587
Paiements de transfert		
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgences connexes:services d'ambulance municipaux	237 085 335	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgences connexes: Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	104 905 125	341 990 460
		415 327 211
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE MIEUX-ÊTRE		1 624 718 727

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1407 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ**	
1	342 272 400		342 272 400	Immobilisations dans le domaine de la santé	342 258 882
	342 272 400†		342 272 400	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	342 258 882

Description du programme:

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable du processus de planification des immobilisations; de l'élaboration des politiques en matière d'immobilisations; et de l'octroi de subventions d'immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie, les centres de santé communautaire, les centres communautaires de santé mentale, les programmes de lutte contre la toxicomanie et les établissements de soins de longue durée. Le programme s'occupe également du financement des nouveaux bâtiments dans le cadre de la restructuration, et gère les partenariats entre les secteurs public et privé.

* Y Compris le Mandat Spécial de 18 419 000$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ--CRÉDIT 1407

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Acquisition/construction de biens immobiliers		3 999 262
Paiements de transfert		
Principaux projects d'immobilisations dans le domaine de la santé	151 737 000	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé	19 580 620	
Fonds de restructuration du système hospitalier	166 942 000	338 259 620
		342 258 882
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ		342 258 882

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langue française	315 000	351 570
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes	17 388 790	60 384 222
Logement en milieu de soutien	6 607 718	4 486 900
Accord pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes	8 382 098	177 961
Services sociaux dispensés aux Indiens	10 047 956	4 695 959
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	4 463 690	3 064 087
Accord de contribution - Fonds pour l'adaptation des services de santé		2 918 628
Entente sur les fonds de transition médicaux - bébés en santé/enfants en santé	3 151 000	
Télésanté	14 431 033	
Fonds de transition pour soins primaires	5 482 300	
Entente d'engagement fédéral pour l'hépatite C	55 250 000	
	125 519 585	76 079 327
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Régime d'assurance - santé de l'Ontario - Subrogation	13 333 332	10 711 745
Renamiement des services locaux		4 547 572
	13 333 332	15 259 317
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Octroi de permis aux laboratoires	372 055	292 597
Vérification de la qualité des services des laboratoires	1 258 529	1 035 860
Quote - part des usagers des services d'ambulance	3 394 384	3 638 390
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	400 000	366 667
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes	21 100	41 100
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	497 207	433 308
Autres	350 777	315 774
	6 294 052	6 123 696
VENTES ET LOCATIONS		
Atelier de formation professionnelle	92 798	84 396
Repas	252 556	240 021
Vente d'ambulance	14 462 305	9 358 461
Vente de matériel d'ambulance	1 126 757	2 740 943
Autres ventes et locations	1 798 980	1 170 855
	17 733 396	13 594 676

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Bourses	6 387	37 488
Programme de médicaments de l'Ontario	240 657	947 014
Laboratoires privés	2 212 059	2 959 000
Paiements d'entretien - Foyers pour soins spéciaux/Hôpitaux	6 079 555	5 925 403
Recouvrement de l'Assurance - santé	4 099 480	756 782
Recouvrements directs	4 746 231	6 014 761
Recouvrement du Comité d'étude de la médecine	6 099 676	5 686 830
Services communautaires de soins de longue durée	14 045 703	8 012 524
Services communautaires de santé mentale	14 161 963	8 703 310
Centre de santé communautaire	4 307 056	5 473 686
Santé publique	6 505 390	10 643 268
Promotion de la santé	578 543	1 342 439
Éducation et soutien en matière de sida	169 852	
Réseau ontarien de traitement du VIH	470 646	314 040
Toxicomanie	124 263	915 930
Services de sages-femmes	9 016 692	4 591 207
Diabètes du Nord	564 273	343 547
Postes de santé en régions insuffisamment desservies	1 186 184	312 185
Éducation clinique	6 551 479	5 510 497
Hôpitaux	25 914 705	49 063 880
Établissement de soins de longue durée	48 311 589	41 966 421
Conseil régional de santé	1 536 215	169 456
Bénéficiaires de subventions de recherche	2 172	
Centres d'accès aux soins communautaires	25 489 357	17 316 889
Autres services de santé d'urgence	1 410 860	6 581 235
Autres recouvrement de dépenses des années précédentes	1 138 218	519 044
Services intégrés pour enfants	2 817 208	
Politique de santé et recherche	39 000	
Autres	872 140	3 131 182
	188 697 553	187 238 018
DIVERS		
Divers - chèques en circulation	518 777	693 098
Pénalités - intérêt	44 753	794 621
Autres	195 962	11 142 437
	759 492	12 630 156
TOTAL DES RECETTES	352 337 410	310 925 190

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	435 924	44 639
Bourses	(19)	19
Fonds de recherche Terry Fox	(245 620)	47 415
Facturation réciproque	(1 400 000)	
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(1 209 715)	92 073

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO 4-249

SOMMAIRE 4-248

ÉTAT DES RECETTES 4-251

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
13 504 659	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	15 424 600	14 757 507
13 504 659	**Total (Fonctionnement) pour le**	15 424 600*	14 757 507
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
13 504 659	Total des dépenses	15 424 600	14 757 507
	IMMOBILISATIONS		
2 750 307	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	5 740 000	2 079 699
2 750 307	**Total (Immobilisations) pour le**	5 740 000†	2 079 699
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 750 307	Total des dépenses	5 740 000	2 079 699

*Y Compris le Mandat Spécial de 5 000 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 1 000 000$

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES**	
FONCTIONNEMENT				**AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	
1	15 423 600		15 423 600	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	14 757 507
2	1 000		1 000	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	
	15 424 600*		15 424 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	14 757 507
IMMOBILISATIONS					
3	5 740 000		5 740 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	2 079 699
	5 740 000†		5 740 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	2 079 699

Description du programme:

Le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario offre des services de soutien au ministre délégué aux Affaires autochtones. Le Secrétariat assure la coordination générale des affaires autochtones; il négocie et règle les revendications territoriales; il représente l'Ontario dans les négociations dirigées par le gouvernement fédéral sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones; il assure la coordination de la stratégie « Une économie autochtone plus vigoureuse » et administre un certain nombre de programmes de développement économique et commercial destinés aux Autochtones.

*Y Compris le Mandat Spécial de 5 000 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 1 000 000$

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO--CRÉDIT 2001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

FONCTIONNEMENT

Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)

	$	$
Traitements et salaires		3 991 165
Avantages sociaux		711 399
Transports et communications		488 740
Services		2 398 630
Fournitures et matériel		146 543
Paiements de transfert		
Soutien aux négociations tripartites et aux négociations sur l'autonomie gouvernementale et les questions constitutionnelles entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones	112 808	
Chiefs of Ontario	192 215	
Ontario Native Women's Association	306 951	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	368 266	
Stratégie « Une économie autochtone plus vigoureuse »	1 827 300	
Programme ontarien de développement économique des communautés autochtones	1 487 900	
Soutien aux négociations communautaires	2 725 590	7 021 030
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO		14 757 507

IMMOBILISATIONS

Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 3)

	$	$
Paiements de transfert		
Fonds pour les immobilisations des communautés autochtones	928 051	
Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone	1 151 648	2 079 699
		2 079 699
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO		2 079 699

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	38 494	221 465
DIVERS		
Divers	156 070	
TOTAL DES RECETTES	194 564	221 465

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-255
- SERVICES IMMOBILIERS 4-258
- CONTRÔLE DE LA GESTION 4-260
- INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION 4-262
- SERVICES COMMUNS 4-264
- ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO 4-266
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-257,4-265
- SOMMAIRE 4-254

ÉTAT DES RECETTES 4-268

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 4-268

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-268

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
43 648 663	Administration du ministère	48 197 829	42 243 070
69 718 206	Services immobiliers	72 892 600	68 481 547
38 003 102	Contrôle de la gestion	1 659 660 300	40 165 057
111 521 627	Information et de technologie de l'information	119 200 500	111 074 699
293 854 491	Services communs	226 911 400	195 921 676
7 631 525	Archives publiques de l'Ontario	9 928 000	9 780 839
564 377 614	**Total (Fonctionnement) pour le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario**	2 136 790 629*	467 666 888
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
564 377 614	Total des dépenses	2 136 790 629	467 666 888
		IMMOBILISATIONS	
22 539 247	Services immobiliers	37 100 000	32 660 000
10 623 583	Information et de technologie de l'information	5 000 000	3 449 483
	Archives publiques de l'Ontario	6 914 000	45 508
33 162 830	**Total (Immobilisations) pour le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario**	49 014 000†	36 154 991
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
33 162 830	Total des dépenses	49 014 000	36 154 991

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 350 334 700$

†Y Compris le Mandat Spécial de 29 577 400$

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	43 686 800	4 078 900	47 765 700	Administration du ministère	41 821 380
2	244 300	125 100	369 400	Ministre sans portefeuille	358 962
	43 931 100	4 204 000	48 135 100		42 180 342
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
L	15 889		15 889	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de *Loi sur le Conseil exécutif*	15 889
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
	43 993 829*	4 204 000	48 197 829	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	42 243 070

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère fournit des services opérationnels et de planification stratégique afin d'aider les divisions du ministère à réaliser leurs plans d'activités.

*Y Compris le Mandat Spécial de 33 218 000$

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 945 663
Avantages sociaux		2 001 153
Transports et communications		1 404 910
Services		35 000 166
Fournitures et matériel		1 078 905
		47 430 797
Moins : Recouvrements		5 609 417
		41 821 380
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 929 493	
Avantages sociaux	464 002	
Transports et communications	127 126	
Services	456 731	
Fournitures et matériel	166 906	
		3 144 258
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	2 196 107	
Avantages sociaux	351 351	
Transports et communications	161 941	
Services	13 571 002	
Fournitures et matériel	101 566	
	16 381 967	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	168 400	
		16 213 567
Services juridiques		
Traitements et salaires	80 483	
Transports et communications	176 832	
Services	5 761 203	
Fournitures et matériel	327 809	
	6 346 327	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	251 108	
		6 095 219
Services de vérification		
Transports et communications	1 559	
Services	425 430	
	426 989	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	173 800	
		253 189
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	12 982	
Avantages sociaux	35 322	
Transports et communications	55 583	
Services	6 997 814	
		7 101 701
Services de communication		
Traitements et salaires	1 733 093	
Avantages sociaux	281 615	
Transports et communications	831 528	
Services	7 159 095	
Fournitures et matériel	401 930	
	10 407 261	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	4 422 242	
		5 985 019

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 993 505	
Avantages sociaux	868 863	
Transports et communications	50 341	
Services	628 891	
Fournitures et matériel	80 694	
	3 622 294	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	593 867	
		3 028 427
Ministre sans portefeuille (Poste 2)		
Traitements et salaires		302 976
Avantages sociaux		44 536
Transports et communications		7 638
Fournitures et matériel		3 812
		358 962
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 005
Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de *Loi sur le Conseil exécutif*		15 889
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 834
		62 728
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		42 243 070

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1802					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS**	
1	72 892 600		72 892 600	Services immobiliers	68 481 547
	72 892 600*		72 892 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES IMMOBILIERS	68 481 547
IMMOBILISATIONS					
2	37 100 000		37 100 000	Services immobiliers	32 660 000
	37 100 000†		37 100 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES SERVICES IMMOBILIERS	32 660 000

Description du programme:

Le Programme des services immobiliers est responsable de la gestion stratégique des biens immobiliers au nom du gouvernement de l'Ontario et de ses ministères. Pour ce faire, il élabore les politiques et les normes, et négocie et administre les contrats de services et la vente des biens immobiliers excédentaires. Le programme assure d'utilisation optimale des biens immobiliers du gouvernement et la prestation la plus économique possible des services de conception, de construction, de location et de gestion immobilière nécessaires pour répondre aux besoins des ministères et des organismes gouvernementaux.

*Y Compris le Mandat Spécial de 36 446 300$
†Y Compris le Mandat Spécial de 17 665 400$

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS--CRÉDIT 1802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	
FONCTIONNEMENT		
Services immobiliers (Poste 1)		
Services	68 481 547	
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS	68 481 547	
IMMOBILISATIONS		
Services immobiliers (Poste 2)		
Services	32 660 000	
	32 660 000	
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS	32 660 000	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1803 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION**	
1	10 403 500	2 958 800	13 362 300	Planification et surveillance des activités et des resources	12 968 083
2	2 348 500	2 294 100	4 642 600	Services intégrés de vérification interne	4 310 559
3	2 300		2 300	Mise en oeuvre de la restructuration gouvernementale	
4	17 695 400	6 749 200	24 444 600	Politiques et planification en matière de ressources humaines	22 886 415
5	1 617 208 500		1 617 208 500	Éventualités*	
	1 647 658 200*	12 002 100	1 659 660 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CONTRÔLE DE LA GESTION	40 165 057

Description du programme:

Ce programme appuie le Conseil de gestion du gouvernement en aidant les ministères à atteindre les objectifs du gouvernement. Il détermine l'utilisation la plus appropriée des ressources publiques en établissant, contrôlant et redressant au besoin les ressources du gouvernement, et en établissant les normes, politiques et stratégies permettant d'atteindre les objectifs du gouvernement. Ce programme offre aussi des services de vérification interne à tous les ministères, ainsi que des fonds pour éventualités pour couvrir les indemnités de cessation d'emploi et le coût d'autres initiatives de portée générale.

*Y Compris le Mandat Spécial de 999 142 600$

* Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaue ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

L'allocation de montants de 796 003 100 $ à la rubrique « Imprévus » du fonctionnement a été approuvée à cet effet. Il s'agit de montants bruts ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit de la rubrique « Imprévus ». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION--CRÉDIT 1803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Planification et surveillance des activités et des resources (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 252 715
Avantages sociaux	1 151 893
Transports et communications	186 227
Services	4 039 128
Fournitures et matériel	338 120
	12 968 083
Services intégrés de vérification interne (Poste 2)	
Traitements et salaires	12 458 556
Avantages sociaux	1 966 952
Transports et communications	147 921
Services	784 252
Fournitures et matériel	118 789
	15 476 470
Moins : Recouvrements	11 165 911
	4 310 559
Politiques et planification en matière de ressources humaines (Poste 4)	
Traitements et salaires	12 092 454
Avantages sociaux	2 097 381
Transports et communications	540 734
Services	7 507 799
Fournitures et matériel	578 394
Paiements de transfert	
Subventions à l'institut d'administration publique du Canada	100 900
	22 917 662
Moins: Recouvrements	31 247
	22 886 415
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION	40 165 057

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1804 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	
1	24 972 300	969 900	25 942 200	Politiques en matière d'information et de technologie de l'information	22 985 934
2	43 434 000	3 134 200	46 568 200	Stratégie en matière d'information et de technologie de l'information	43 941 482
3	13 582 600	33 107 500	46 690 100	Information et technologie de l'information	44 147 283
	81 988 900*	37 211 600	119 200 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	111 074 699
IMMOBILISATIONS					
4	5 000 000		5 000 000	Information et technologie de l'information	3 449 483
	5 000 000†		5 000 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	3 449 483

Description du programme:

Le Bureau du directeur général de l'information pour la fonction publique administre et coordonne les services d'information et de technologie de l'information (ITI) du gouvernement de l'Ontario. Pour ce faire, il a adopté une stratégie qui encourage l'utilisation de l'ITI dans toute la fonction publique de l'Ontario afin de se rapprocher des objectifs du gouvernement consistant à créer une fonction publique adaptable, innovatrice et attentive aux besoins de la population. Le Bureau administre également l'infrastructure commune en matière d'ITI pour permettre au gouvernement d'offrir ses programmes individuels et services généraux de façon rentable.

*Y Compris le Mandat Spécial de 80 616 500$
†Y Compris le Mandat Spécial de 4 999 000$

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION--CRÉDIT 1804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Politiques en matière d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	11 549 517
Avantages sociaux	1 724 882
Transports et communications	492 471
Services	8 656 164
Fournitures et matériel	562 900
	22 985 934
Stratégie en matière d'information et de technologie de l'information (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 862 555
Avantages sociaux	276 163
Transports et communications	128 767
Services	37 855 678
Fournitures et matériel	3 818 319
	43 941 482
Information et technologie de l'information (Poste 3)	
Traitements et salaires	19 713 064
Avantages sociaux	3 748 046
Transports et communications	25 504 712
Services	98 640 738
Fournitures et matériel	1 807 178
	149 413 738
Moins: Recouvrements	105 266 455
	44 147 283
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	111 074 699

	$
IMMOBILISATIONS	
Information et technologie de l'information (Poste 4)	
Services	3 449 483
	3 449 483
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	3 449 483

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1805 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS**	
1	29 935 300	25 752 000	55 687 300	Services généraux	55 501 406
2	146 300 000		146 300 000	Avantages sociaux et régime de retraite (cotisations du gouvernement)	119 624 621
3	22 899 800	224 300	23 124 100	Programmes d'emplois spéciaux	20 565 149
	199 135 100	25 976 300	225 111 400		195 691 176
L	1 800 000		1 800 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	230 500
	200 935 100*	25 976 300	226 911 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DES SERVICES COMMUNS	195 921 676

Description du programme:

Le Bureau des services communs offre des services de soutien internes à l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario. Ses principales activités sont les suivantes : traitement financier, préparation de la paie, services d'administration des avantages sociaux, services d'approvisionnement, services administratifs généraux, tels que recouvrements, services de traduction, services de gestion des risques et des assurances, et exploitation des systèmes utilisés à l'échelle du gouvernement (SYSPAI, RIRH, etc.). Le Bureau des services communs est également responsable de la gestion des cotisations de l'employeur aux avantages sociaux, des fonds spéciaux pour l'emploi et du Programme Expérience Été.

*Y Compris le Mandat Spécial de 196 090 200$

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS--CRÉDIT 1805

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services généraux (Poste 1)		
Traitements et salaires		63 728 350
Avantages sociaux		12 850 593
Transports et communications		13 892 134
Services		44 511 103
Fournitures et matériel		5 341 849
		140 324 029
Moins : Recouvrements		84 822 623
		55 501 406
Avantages sociaux et régime de retraite (cotisations du gouvernement) (Poste 2)		
Avantages sociaux		
Cotisations paritaires - Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	118 866 338	
Cotisations paritaires - Régime de retraite des fonctionnaires	74 584 759	
Dette non provisionnée	21 591 087	
Fonds de prestations des juges provinciaux	10 700 154	
Fonds d'allocations complémentaires des sous-ministres	4 020 000	
Régime de pensions du Canada	110 470 903	
Assurance - emploi	68 880 996	
Assurance - vie collective	6 614 088	
Protection du revenu à long terme	41 317 897	
Impôt - santé des employeurs	70 794 298	
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	70 815 368	
Régime de soins dentaires	42 585 563	
Prestations aux employés retraités	96 954 462	738 195 913
Moins : Recouvrements		618 571 292
		119 624 621
Programmes d'emplois spéciaux (Poste 3)		
Traitements et salaires		8 021 937
Avantages sociaux		1 007 957
Transports et communications		158 768
Services		1 765 341
Fournitures et matériel		145 557
Autres opérations		
Emplois d'été	8 389 764	
Autre	1 075 825	9 465 589
		20 565 149
Crédits législatifs		
Services		
Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*		230 500
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS		195 921 676

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1806 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO**	
1	9 283 500	644 500	9 928 000	Archives publiques de l'Ontario	9 780 839
	9 283 500*	644 500	9 928 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO	9 780 839
IMMOBILISATIONS					
2	6 914 000		6 914 000	Archives publiques de l'Ontario	45 508
	6 914 000†		6 914 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO	45 508

Description du programme:

Les Archives publiques de l'Ontario offrent leur leadership en matière de gestion et de préservation de l'information essentielle à un gouvernement efficace, efficient et responsable. Elles encouragent le public à découvrir le patrimoine documentaire de l'Ontario. Les Archives publique de l'Ontario remplissent trois fonctions intégrées appuyant la gestion judicieuse des collections et de l'information du gouvernement de l'Ontario : gestion de l'information du ministère, gestion et développement des collections, et services à la clientèle.

*Y Compris le Mandat Spécial de 4 821 100$
†Y Compris le Mandat Spécial de 6 913 000$

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO--CRÉDIT 1806

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Archives publiques de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 193 223
Avantages sociaux	866 116
Transports et communications	138 504
Services	4 456 463
Fournitures et matériel	560 535
Paiements de transfert	
Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario	45 700
	10 260 541
Moins: Recouvrements	479 702
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO	9 780 839
IMMOBILISATIONS	
Archives publiques de l'Ontario (Poste 2)	
Services	45 508
	45 508
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO	45 508

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Droits acquittés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour la gestion des terrains	15 657	19 198
Societe canadienne d'hypothèques et de logement-Partage de coûts pour	177 065	70 357
	192 722	89 555
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	874 052	844 759
VENTES ET LOCATIONS		
Locations - Terrains et bâtiments	28 720 819	31 821 572
Ventes et locations - Autres	2 328 766	1 952 946
Terrains et bâtiments - Ventes	81 515 314	60 343 680
	112 564 899	94 118 198
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	14 515 949	1 459 522
DIVERS		
Service central de recouvrement	5 357	117 941
Société immobilière de l'Ontario	6 004 076	7 711 450
Autres	5 124 827	183 923
	11 134 260	8 013 314
TOTAL DES RECETTES	139 281 882	104 525 348

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	1 192 703	241 862
Cotisations syndicales à recevoir (SEFPO)		1 958
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	1 192 703	243 820

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	299 020	367 632
EDS Deposit Integrated Network Contract	444 979	8 871
Archives publiques de l'Ontario - Compte à usage déterminé	(3 492)	74 235
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	740 507	450 738

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-271

SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS 4-273

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-272

SOMMAIRE 4-270

ÉTAT DES RECETTES 4-276

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-277

MINISTÈRE DES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
29 666 801	Administration du ministère	35 083 040	30 644 223
7 744 320 486	Services aux adultes et aux enfants	8 071 874 200	8 029 591 513
7 773 987 287	**Total (Fonctionnement) du ministère**	8 106 957 240*	8 060 235 736
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 773 987 287	Total des dépenses	8 106 957 240	8 060 235 736
	IMMOBILISATIONS		
31 557 051	Services aux adultes et aux enfants	27 084 900	23 264 027
31 557 051	**Total (Immobilisations) du ministère**	27 084 900†	23 264 027
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
31 557 051	Total des dépenses	27 084 900	23 264 027

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 774 417 100$

†Y Compris le Mandat Spécial de 9 700 000$

MINISTÈRE DES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	28 818 100	6 218 100	35 036 200	Administration du ministère	30 598 807
	28 818 100	6 218 100	35 036 200		30 598 807
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	10 411
	28 864 940*	6 218 100	35 083 040	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	30 644 223

Description du programme:

Fournir des conseils pour la planification stratégique des activités du ministère et des services de gestion pour aider les cadres à prendre leurs décisions. Comme ils font partie de la fonction publique de l'Ontario, les services de soutien des activités du ministère illustrent et renforcent les politiques et activités générales du gouvernement.

*Y Compris le Mandat Spécial de 13 298 300$

MINISTÈRE DES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 833 751
Avantages sociaux		2 984 123
Transports et communications		827 203
Services		11 539 094
Fournitures et matériel		414 636
		30 598 807
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 488 352	
Avantages sociaux	291 742	
Transports et communications	72 362	
Services	127 148	
Fournitures et matériel	46 715	
		2 026 319
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	3 932 142	
Avantages sociaux	711 836	
Transports et communications	209 559	
Services	2 642 751	
Fournitures et matériel	67 829	
		7 564 117
Ressources humaines		
Traitements et salaires	4 295 668	
Avantages sociaux	935 991	
Transports et communications	155 824	
Services	918 770	
Fournitures et matériel	65 750	
		6 372 003
Services de communication		
Traitements et salaires	1 786 702	
Avantages sociaux	391 642	
Transports et communications	43 224	
Services	370 632	
Fournitures et matériel	21 062	
		2 613 262
Services juridiques		
Traitements et salaires	337 611	
Avantages sociaux	56 343	
Transports et communications	60 845	
Services	4 779 324	
Fournitures et matériel	61 423	
		5 295 546
Services de vérification		
Transports et communications	17 351	
Services	1 054 658	
Fournitures et matériel	8 640	
		1 080 649
Services informatiques		
Traitements et salaires	2 993 276	
Avantages sociaux	596 569	
Transports et communications	268 038	
Services	1 645 811	
Fournitures et matériel	143 217	
		5 646 911
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 005
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		10 411
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		30 644 223

MINISTÈRE DES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
702 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS**	
1	42 285 300	8 810 900	51 096 200	Administration du programme	51 005 403
2	16 292 400		16 292 400	Administration régionale	16 236 336
3	4 582 309 000		4 582 309 000	Soutien financier et soutien à l'emploi	4 548 780 041
4	167 309 700	882 200	168 191 900	Services sociaux aux adultes	168 064 268
5	2 100 278 400	23 564 700	2 123 843 100	Services à l'enfance	2 120 141 309
6	1 083 944 000	14 350 400	1 098 294 400	Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle	1 096 053 660
7	31 847 200		31 847 200	Bureau des obligations familiales	29 310 496
	8 024 266 000*	47 608 200	8 071 874 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	8 029 591 513
IMMOBILISATIONS					
8	27 084 900		27 084 900	Services aux adultes et aux enfants	23 264 027
	27 084 900†		27 084 900	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	23 264 027

Description du programme:

Assurer la prestation de services sociaux et communautaires efficaces et responsables aux plus démunis et réinvestir dans un plus grand nombre de services d'intervention précoce et de prévention. Les services à l'enfance comprennent le Programme de bien-être de l'enfance et les services aux jeunes contrevenants âgés de 12 à 15 ans au moment de l'infraction (ces services sont transférés au ministère de la Sûreté et de la Sécurité publique pour l'exercise 2002-2003); les services d'intervention précoce et de prévention; les programmes communautaires d'aide au développement de la petite enfance, les ressources et soutiens au parentage; les services de développement des enfants; les services de santé mentale pour enfants; les services de garde d'enfants.

L'évaluation des programmes deviendra un volet permanent de la planification des activités du ministère à compter de l'exercice 2002-2003. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre des efforts actuels du ministère pour s'assurer que les engagements pris par le gouvernement sont honorés et que ses activités de base sont menées à bien sans déroger aux exigences en matière de responsabilité financière, de reddition des comptes et d'optimisation des ressources.

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 761 118 800$
†Y Compris le Mandat Spécial de 9 700 000$

MINISTÈRE DES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS--CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		15 309 724
Avantages sociaux		3 921 392
Transports et communications		1 436 895
Services		29 130 793
Fournitures et matériel		1 206 599
		51 005 403
Administration régionale (Poste 2)		
Traitements et salaires		10 523 853
Avantages sociaux		2 614 199
Transports et communications		164 301
Services		2 771 741
Fournitures et matériel		162 242
		16 236 336
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)		
Traitements et salaires		88 246 161
Avantages sociaux		22 428 424
Transports et communications		22 228 221
Services		72 246 465
Fournitures et matériel		14 988 998
Paiements de transfert		
Aide financière versée au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - soutien financier	2 057 605 299	
Aide financière versée au programme Ontario au travail - soutien financier	1 542 461 978	
Programme de médicaments de l'Ontario	504 567 074	
Aide à l'emploi versée au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - soutien à l'emploi	40 428 460	
Aide à l'emploi versée au programme Ontario au travail - soutien à l'emploi	181 041 548	
Projet d'aide sociale automatisée	2 537 413	4 328 641 772
		4 548 780 041
Soutien financier et soutien à l'emploi		
Traitements et salaires		80 000 764
Avantages sociaux		20 747 699
Transports et communications		8 285 331
Services		28 765 818
Fournitures et matériel		6 408 437
Paiements de transfert		
Aide financière versée au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - soutien financier		2 057 605 299
Aide à l'emploi versée au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - soutien à l'emploi		40 428 460
Aide financière versée au programme Ontario au travail - soutien financier		1 542 461 978
Aide à l'emploi versée au programme Ontario au travail - soutien à l'emploi		181 041 548
Programme de médicaments de l'Ontario		504 567 074
		4.470.312.408
Projet d'aide sociale automatisée		
Traitements et salaires		6 279 217
Avantages sociaux		1 234 526
Transports et communications		13 212 461
Services		40 236 713
Fournitures et matériel		8 383 877
Paiements de transfert		
Projet d'aide sociale automatisée		2 537 413
		71 884 207
Tribunal de l'aide sociale		
Traitements et salaires		1 966 180
Avantages sociaux		446 199
Transports et communications		730 429
Services		3 243 934
Fournitures et matériel		196 684
		6 583 426

MINISTÈRE DES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS--CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Services sociaux aux adultes (Poste 4)		
Traitements et salaires		1 269 161
Avantages sociaux		285 287
Transports et communications		38 979
Services		12 769
Fournitures et matériel		22 826
Paiements de transfert		
Aide à l'intégration communautaire	63 081 168	
Violence faite aux femmes	90 740 753	
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des autochtones	12 613 325	166 435 246
		168 064 268
Services à l'enfance (Poste 5)		
Traitements et salaires		65 337 821
Avantages sociaux		13 104 414
Transports et communications		4 547 305
Services		18 036 277
Fournitures et matériel		5 221 958
Paiements de transfert		
Services de soutien communautaire	103 086 189	
Services d'aide à l'enfance	965 431 533	
Services d'intervention auprès des enfants et des familles	252 802 744	
Services de garde d'enfants	514 327 049	
Services de traitement pour les enfants	61 805 303	
Services aux jeunes contrevenants	116 426 916	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	13 800	2 013 893 534
		2 120 141 309
Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle (Poste 6)		
Traitements et salaires		85 698 103
Avantages sociaux		24 443 928
Transports et communications		162 505
Services		11 104 076
Fournitures et matériel		7 958 992
Paiements de transfert		
Services en établissement	579 863 959	
Services de soutien	386 583 688	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	238 409	966 686 056
		1 096 053 660

	$
Bureau des obligations familiales (Poste 7)	
Traitements et salaires	16 316 974
Avantages sociaux	3 585 334
Transports et communications	1 561 429
Services	6 569 633
Fournitures et matériel	1 277 126
	29 310 496
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	8 029 591 513
IMMOBILISATIONS	
Services aux adultes et aux enfants (Poste 8)	
Paiements de transfert	
Subventions d'immobilisations	23 264 027
	23 264 027
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	23 264 027

MINISTÈRE DES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les jeunes contrevenants	63 715 674	2 349 483
L'aide à l'employabilité	32 681 000	32 681 000
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	173 560 478	108 873 435
Programme de tribunaux autochtones	397 500	66 250
Services en français	198 188	154 025
Allocations spéciales	279 354	300 074
Logement en milieu de soutien	2 348 753	1 942 300
Gouvernement/Canada - Fonds pour initiative familiales	1 262 399	1 166 992
	274 443 346	147 533 559
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Paiements d'Entretient - Prestations Familiales	11 104 058	20 035 726
Remaniement des services locaux	534 153 449	533 013 995
	545 257 507	553 049 721
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Garderies	47 001	47 162
Maison pour groupe d'enfants	16 310	12 500
Entretien des installations pour les personnes atteintes d'un handicap de développement	660 126	639 017
Droits d'adoption	10 992	17 471
Adoption internationale	409 010	461 965
Frais d'administration - FRO	814 942	564 606
Frais pour chèques refusés	36 175	17 360
	1 994 556	1 760 081
VENTES ET LOCATIONS		
Autres - ventes - générales	96 524	122 472
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	41 360 203	35 484 665
Subventions d'immobilisation	178 000	
Frais de fonctionnement	1 859 891	351 243
	43 398 094	35 835 908
DIVERS		
Intérêts bancaires	2 681	2 426
Comptes de subrogation	1 487 554	1 659 594
Pénalités - intérêt		1 364
Autres	18 129	20 363
	1 508 364	1 683 747
TOTAL DES RECETTES	866 698 391	739 985 488

MINISTÈRE DES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(733)	733
Legs et bourses	349	(4 172)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(384)	(3 439)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-281

ENREGISTREMENTS 4-283

PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES 4-285

RÉGLEMENTATION DES ALCOOLS ET DES JEUX 4-287

PRESTATION INTÉGRÉE DES SERVICES 4-289

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-282

SOMMAIRE 4-280

ÉTAT DES RECETTES 4-291

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-291

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
45 222 002	Administration du ministère	45 372 540	45 144 869
56 726 601	Enregistrements	61 162 400	60 738 651
9 790 705	Protection du consommateur, de sécurité publique et normes commerciales	9 831 600	9 289 379
35 388 419	Réglementation des alcools et des jeux	36 739 200	36 372 017
27 173 616	Prestation intégrée des services	30 821 000	30 170 953
174 301 343	**Total (Fonctionnement) du ministère**	183 926 740*	181 715 869
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
174 301 343	Total des dépenses	183 926 740	181 715 869
		IMMOBILISATIONS	
	Enregistrements	709 600	709 600
	Total (Immobilisations) du ministère	709 600†	709 600
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
	Total des dépenses	709 600	709 600

*Y Compris le Mandat Spécial de 85 135 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 500 000$

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	43 908 600	1 417 100	45 325 700	Administration du ministère	45 098 030
	43 908 600	1 417 100	45 325 700		45 098 030
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
	43 955 440*	1 417 100	45 372 540	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	45 144 869

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir des services d'administration et de soutien aux programmes du ministère.

*Y Compris le Mandat Spécial de 21 248 000$

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 925 369
Avantages sociaux		1 445 343
Transports et communications		381 676
Services		34 877 105
Fournitures et matériel		468 537
		45 098 030
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 160 510	
Avantages sociaux	277 681	
Transports et communications	74 637	
Services	102 891	
Fournitures et matériel	85 123	
		1 700 842
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	3 193 327	
Avantages sociaux	575 242	
Transports et communications	110 569	
Services	21 960 676	
Fournitures et matériel	211 884	
		26 051 698
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 127 557	
Avantages sociaux	196 159	
Transports et communications	45 823	
Services	45 018	
Fournitures et matériel	37 903	
		1 452 460
Services de communication		
Traitements et salaires	1 184 364	
Avantages sociaux	193 097	
Transports et communications	75 927	
Services	456 289	
Fournitures et matériel	32 092	
		1 941 769
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 229 691	
Avantages sociaux	183 700	
Transports et communications	25 505	
Services	60 509	
Fournitures et matériel	22 876	
		1 522 281
Services juridiques		
Traitements et salaires	29 920	
Transports et communications	28 553	
Services	2 665 545	
Fournitures et matériel	39 431	
		2 763 449
Services de vérification		
Transports et communications	18 663	
Services	637 263	
Fournitures et matériel	39 228	
		695 154
Systèmes informatiques		
Avantages sociaux	19 464	
Transports et communications	1 999	
Services	8 948 914	
		8 970 377
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 005
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 834
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		45 144 869

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
802					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ENREGISTREMENTS**	
1	2 034 600	960 000	2 994 600	Administration du programme	2 894 724
2	52 834 000	5 317 800	58 151 800	Services d'enregistrement	57 843 927
	54 868 600	6 277 800	61 146 400		60 738 651
L	15 000		15 000	Contribution de la Couronne au Régime de retraite des juges provinciaux, *Loi sur l'enregistrement des actes*	
L	1 000		1 000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers	
	54 884 600*	6 277 800	61 162 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ENREGISTREMENTS	60 738 651
IMMOBILISATIONS					
3	509 600	200 000	709 600	Immobilisations - locaux	709 600
	509 600†	200 000	709 600	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES ENREGISTREMENTS	709 600

Description du programme:

Ce programme assure l'enregistrement des documents et des plans relatifs à la propriété et au grèvement de biens immobiliers, l'enregistrement des contrats de vente conditionnelle, des hypothèques mobilières et d'autres documents portan sur des biens meubles donnés en garantie. Il enregistre et tient également à jour les renseignements sur les naissances, les adoptions, les mariages, les décès et les changements de nom légaux pour déterminer les droits et obligations des particuliers en matière de santé, de programmes sociaux, de soutien à l'enfance, de citoyenneté et d'application de la loi. Il administre aussi l'identification ou la création juridique de presque toutes les entreprises et entités sans but lucratif opérant en Ontario et permet au public d'avoir accès aux renseignements sur l'enregistrement de ces entités.

*Y Compris le Mandat Spécial de 27 116 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 500 000$

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

PROGRAMME DES ENREGISTREMENTS--CRÉDIT 802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 994 273
Avantages sociaux		343 993
Transports et communications		327 393
Services		447 655
Fournitures et matériel		36 189
		3 149 503
Moins : Recouvrements		254 779
		2 894 724
Services d'enregistrement (Poste 2)		
Traitements et salaires		34 582 349
Avantages sociaux		7 778 456
Transports et communications		4 142 194
Services		9 152 688
Fournitures et matériel		2 294 116
		57 949 803
Moins : Recouvrements		105 876
		57 843 927
Enregistrement des compagnies et des sûretés mobilières		
Traitements et salaires	5 304 987	
Avantages sociaux	1 229 736	
Transports et communications	637 083	
Services	2 121 071	
Fournitures et matériel	506 887	
	9 799 764	
Moins : Recouvrements	47 927	
		9 751 837
Enregistrement immobilier		
Traitements et salaires	21 009 656	
Avantages sociaux	4 748 263	
Transports et communications	1 035 532	
Services	2 229 860	
Fournitures et matériel	868 267	
	29 891 578	
Moins : Recouvrements	57 949	
		29 833 629
Bureau du registraire général de l'état civil		
Traitements et salaires	8 267 706	
Avantages sociaux	1 800 457	
Transports et communications	2 469 579	
Services	4 801 757	
Fournitures et matériel	918 962	
		18 258 461
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ENREGISTREMENTS		60 738 651
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations - locaux (Poste 3)		
Acquisition/construction de biens immobiliers		709 600
		709 600
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ENREGISTREMENTS		709 600

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
803 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES**	
1	564 900	57 500	622 400	Administration du programme	585 940
2	5 754 800	682 500	6 437 300	Normes et services relatifs au marché	6 247 311
3	1 607 400		1 607 400	Secteur tertiaire	1 331 657
4	1 164 500		1 164 500	Tribunal d'appel en matière de permis	1 124 471
	9 091 600*	740 000	9 831 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES	9 289 379

Description du programme:

Ce programme s'occupe de l'élaboration des politiques centrales du ministère et fixe les règles en matière de gouvernance, de responsabilité et de gestion des relations touchant les organismes, les autorités administratives et autres partenaires du ministère dans la prestation des services. Le programme procède aussi à l'enregistrement des entreprises en vertu de diverses lois visant la protection du consommateur, et confie à certains groupes de cette industrie la responsabilité et les moyens de se réglementer eux-mêmes. Le Tribunal d'appel en matière de permis entend les appels relatifs à la délivrance des permis, à l'enregistrement des entreprises et aux décisions en matière d'indemnisation.

*Y Compris le Mandat Spécial de 4 996 000$

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES--CRÉDIT 803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	387 459
Avantages sociaux	56 697
Transports et communications	45 403
Services	81 638
Fournitures et matériel	14 743
	585 940
Normes et services relatifs au marché (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 762 178
Avantages sociaux	753 632
Transports et communications	465 244
Services	1 096 731
Fournitures et matériel	169 526
	6 247 311
Secteur tertiaire (Poste 3)	
Traitements et salaires	949 946
Avantages sociaux	287 341
Transports et communications	42 937
Services	540 511
Fournitures et matériel	12 289
	1 833 024
Moins: Recouvrements	501 367
	1 331 657
Tribunal d'appel en matière de permis (Poste 4)	
Traitements et salaires	559 601
Avantages sociaux	91 216
Transports et communications	73 200
Services	377 183
Fournitures et matériel	23 271
	1 124 471
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES	9 289 379

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
804 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES ALCOOLS ET DES JEUX**	
1	36 739 200		36 739 200	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	36 372 017
	36 739 200*		36 739 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RÉGLEMENTATION DES ALCOOLS ET DES JEUX	36 372 017

Description du programme:

Ce programme établit un cadre réglementaire, il fixe et fait appliquer les normes régissant certains secteurs d'activités particuliers par le biais de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario. Il gère une base de données regroupant les plaintes des consommateurs, effectue des inspections et mène des enquêtes relativement aux pratiques commerciales douteuses et fait appliquer la loi, au besoin. Son mandat est également de protéger le consommateur et de fixer des normes pour régir les secteurs où le risque d'activités criminelles et le coût social potentiel sont élevés (casinos et alcools, par exemple).

*Y Compris le Mandat Spécial de 18 052 000$

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES ALCOOLS ET DES JEUX--CRÉDIT 804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	27 115 971
Avantages sociaux	4 683 673
Transports et communications	2 012 665
Services	5 136 768
Fournitures et matériel	2 657 629
	41 606 706
Moins : Recouvrements	5 234 689
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES ALCOOLS ET DES JEUX	36 372 017

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
805 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE PRESTATION INTÉGRÉE DES SERVICES**	
1	29 607 400	1 213 600	30 821 000	Prestation intégrée des services	30 170 953
	29 607 400*	1 213 600	30 821 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DE PRESTATION INTÉGRÉE DES SERVICES	30 170 953

Description du programme:

Ce programme joue un rôle de premier plan au sein de la fonction publique pour réaliser la vision du gouvernement consistant à offrir des services intégrés de qualité aux entreprises et aux particuliers. Il fournit de nombreux services par le biais de Publications Ontario, des Services d'accès aux renseignements, des Centres d'information du gouvernement, et d'Entreprises branchées de l'Ontario. Le programme offrira aux particuliers (par l'intermédiaire d'un consortium du secteur privé) divers services et produits intégrés du gouvernement par voie électronique, tels que : lois en vigueur et publications officielles; possibilité de changer son adresse auprès de plusieurs ministères, renouvellement des cartes de plein air et des vignettes de plaque d'immatriculation, etc.

*Y Compris le Mandat Spécial de 13 723 000$

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

PROGRAMME DE PRESTATION INTÉGRÉE DES SERVICES--CRÉDIT 805

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Prestation intégrée des services (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 901 247
Avantages sociaux		2 110 386
Transports et communications		973 677
Services		16 636 839
Fournitures et matériel		2 000 344
		33 622 493
Moins : Recouvrements		3 451 540
		30 170 953
Gestion des programmes		
Traitements et salaires	6 386 509	
Avantages sociaux	927 366	
Transports et communications	377 494	
Services	13 770 638	
Fournitures et matériel	548 706	
		22 010 713
Centres d'information du gouvernement		
Traitements et salaires	2 354 817	
Avantages sociaux	539 252	
Transports et communications	214 780	
Services	1 194 484	
Fournitures et matériel	178 493	
		4 481 826
Services d'accès aux renseignements		
Traitements et salaires	1 946 965	
Avantages sociaux	417 820	
Transports et communications	222 708	
Services	155 898	
Fournitures et matériel	234 593	
	2 977 984	
Moins : Recouvrements	246 270	
		2 731 714
Publications Ontario		
Traitements et salaires	1 212 956	
Avantages sociaux	225 948	
Transports et communications	158 695	
Services	1 515 819	
Fournitures et matériel	1 038 552	
	4 151 970	
Moins : Recouvrements	3 205 270	
		946 700
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATION INTÉGRÉE DES SERVICES		30 170 953

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
RECETTES FISCALES		
Imposition - Commission des sports professionnels	167 768	45 255
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques	65 496	123 904
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Bénéfices de la Régie des alcools de l'Ontario	970 000 000	901 000 000
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Brasseurs - Provinciaux (droits et prélèvements)	450 424 881	455 721 832
Brasseurs - Hors province (droits et prélèvements)	8 598 299	8 640 062
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)	9 043 562	8 326 521
Fabrication - Pubs de brassage (droits et prélèvements)	113 344	113 861
Achat en gros - Bière et vin	48 394 260	47 587 109
Permis - Brasseurs provinciaux	61 425	55 075
Permis - Vineries ontariennes	91 595	154 896
Permis - Fabricants de spiritueux	13 415	20 160
Droits de cession de permis	1 773 530	1 539 335
Permis pour occasions spéciales	3 608 777	3 841 280
Permis - Permis de vente pour une occasion unique	421 023	358 017
Permis - Permis de vente pour un an	2 700	21 650
Permis - Permis de vente pour deux ans	1 261 504	1 155 238
Permis - Permis de vente pour trois ans	2 832 250	3 255 245
Droits d'enregistrement - Agents/Repréntants	8 950	9 155
Jeux - Droits d'inscription	8 879 102	9 054 071
Jeux - Licences de loterie	10 024 423	9 958 065
Jeux - Programme provincial des billets à fenêtres	1 897 851	2 495 835
Jeux - Droits du programme provincial des billets à fenêtres	19 736 789	20 855 451
Loi sur l'administration financière (frais pour chèques refusé	27 759	37 323
Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie	5 257	5 797
Loi sur les huissiers	5 134	3 990
Loi sur les agences de recouvrement	787 059	580 860
Loi sur les renseignements concernant le consommateur	8 360	11 320
Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques	2 660	3 230
Loi sur les cimetières	835 218	711 695
Constitutions en société	24 271 426	22 328 035
Déclarations annuelles obligatoires	52 137	71 262
Recherches, certificats et hypothèques	3 365 087	3 206 568
Enregistrement de noms commerciaux	6 412 613	6 124 057
En dehors de la province	116 699	112 795
Sociétés en nom collectif	225 572	194 740
Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers	25 562 758	25 942 324
Loi sur les sûretés mobilières	45 921 617	41 575 509
Loi sur les statistiques de l'état civil	15 210 253	11 285 973
Loi sur le mariage	1 917 706	2 902 712
Loi sur le changement de nom	691 003	781 714
Commission d'appel des enregistrements commerciaux	52 275	56 359
Loi sur le contrôle des sports	55 161	52 728
Loi sur les cinémas	3 502 405	3 598 000
Paiements des organismes d'application	922 132	2 289 719
	697 137 971	695 039 568
AMENDES ET PÉNALITÉS	3 217	2 700

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	1 000	
Publications	19 627	25 483
Publications Ontario - ventes	200 575	226 658
	221 202	252 141
REDEVANCES		
Redevances Teranet - FIEF	23 895 775	19 542 321
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	392 312	546 290
DIVERS		
Commission des jeux - Surplus		699
Autres	150 166	9 396
	150 166	10 095
TOTAL DES RECETTES	1 692 033 907	1 616 562 274

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(362 328)	362 328
Caisse d'assurance des sûretés mobilières	396 390	354 825
Montants non réclamés	67 289	89 442
Dépôt de garantie - Commission des sports professionnels	44 061	(49 908)
Obligations de garantie - *Loi sur la protection du consommateur*		(4 312)
Obligations de garantie - *Loi sur les agences de recouvrement*		(4 187)
Dédommagements	(20 053)	(65 962)
Commission des jeux - Fonds d'administration générale	117 313	277 016
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	242 672	959 242

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-295
- SÉCURITÉ PUBLIQUE 4-297
- SERVICES INTERNES DE LA POLICE 4-299
- POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 4-301
- SERVICES CORRECTIONNELS 4-303
- SERVICES INFORMATIQUES INTÉGRÉS EN MATIÈRE DE JUSTICE 4-306
- ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS 4-308
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-296,4-302,4-309
- SOMMAIRE 4-294

ÉTAT DES RECETTES 4-310

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-311

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
92 480 540	Administration du ministère	92 575 940	100 715 009
61 089 544	Sécurité publique	76 741 800	75 451 027
76 354 273	Services internes de la police	73 673 200	71 081 248
648 327 216	Police provinciale de l'Ontario	699 556 000	695 365 066
649 814 749	Services correctionnels	765 370 800	764 489 960
98 894 457	Services informatiques intégrés en matière de justice	126 117 600	124 832 975
4 617 389	Organismes, conseils et commissions	5 735 000	4 900 225
1 631 578 168	**Total (Fonctionnement) du ministère**	1 839 770 340*	1 836 835 510
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 631 578 168	Total des dépenses	1 839 770 340	1 836 835 510
		IMMOBILISATIONS	
10 336 739	Administration du ministère	13 527 400	8 621 626
75 964 595	Services correctionnels	78 683 200	58 716 377
86 301 334	**Total (Immobilisations) du ministère**	92 210 600†	67 338 003
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
86 301 334	Total des dépenses	92 210 600	67 338 003

*Y Compris le Mandat Spécial de 582 960 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 26 500 000$

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	78 203 800	14 324 300	92 528 100	Administration du ministère	91 268 622
	78 203 800	14 324 300	92 528 100		91 268 622
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	9 397 431
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	36 366
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 590
	78 251 640*	14 324 300	92 575 940	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	100 715 009
IMMOBILISATIONS					
2	13 527 400		13 527 400	Renouvellement des installations	8 621 626
	13 527 400†		13 527 400	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	8 621 626

Description du programme:

Ce programme offre une grande variété de services de soutien à tous les autres programmes du ministère, notamment : ressources humaines, planification générale, élaboration des politiques et contrôle financier.

*Y Compris le Mandat Spécial de 48 360 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 3 500 000$

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 687 328
Avantages sociaux		1 935 823
Transports et communications		2 445 813
Services		73 871 973
Fournitures et matériel		327 488
Paiements de transfert		
Subventions diverses -		
Services administratifs		197
		91 268 622
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 034 328	
Avantages sociaux	724 775	
Transports et communications	316 166	
Services	647 937	
Fournitures et matériel	85 654	
		4 808 860
Planification et politiques		
Traitements et salaires	1 848 601	
Avantages sociaux	60 677	
Transports et communications	1 487 625	
Services	548 138	
Fournitures et matériel	18 313	
Paiements de transfert		
Subventions diverses -		
Services administratifs	197	
		3 963 551
Services communs		
Services	8 841 685	
		8 841 685
Ressources humaines		
Traitements et salaires	5 314 358	
Avantages sociaux	792 503	
Transports et communications	482 418	
Services	983 619	
Fournitures et matériel	34 652	
		7 607 550
Services de communication		
Traitements et salaires	2 465 331	
Avantages sociaux	357 868	
Transports et communications	76 108	
Services	1 068 762	
Fournitures et matériel	87 437	
		4 055 506
Locaux - Frais de bail		
Services	59 965 529	
		59 965 529
Services juridiques		
Traitements et salaires	24 710	
Transports et communications	83 496	
Services	1 816 303	
Fournitures et matériel	101 432	
		2 025 941
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*		9 397 431
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		36 366
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 590
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		100 715 009
IMMOBILISATIONS		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Services		8 621 626
		8 621 626
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		8 621 626

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2602 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
1	455 600	815 200	1 270 800	Administration du programme	1 251 992
2	38 609 800	2 935 600	41 545 400	Services de médecine légale et de coroner	41 105 277
3	23 339 200	1 706 300	25 045 500	Services de sécurité - incendie	24 845 431
4	8 354 800	525 300	8 880 100	Mesures d'urgence	8 248 327
	70 759 400*	5 982 400	76 741 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	75 451 027

Description du programme:

Ce programme assure la prestation des services de médecine légale et de coroner, les enquêtes et la prévention en matière d'incendie, la protection civile et l'intervention en cas d'urgence.

*Y Compris le Mandat Spécial de 21 200 000$

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE--CRÉDIT 2602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		291 453
Avantages sociaux		54 522
Transports et communications		18 861
Services		262 465
Fournitures et matériel		5 691
Paiements de transfert		
Subventions pour la sécurité publique		619 000
		1 251 992
Services de médecine légale et de coroner (Poste 2)		
Traitements et salaires		17 761 085
Avantages sociaux		3 303 176
Transports et communications		1 367 553
Services		13 218 499
Fournitures et matériel		4 184 964
Paiements de transfert		
Subventions pour les services de médecine légale		1 270 000
		41 105 277
Services de sécurité - incendie (Poste 3)		
Traitements et salaires		13 681 385
Avantages sociaux		2 794 502
Transports et communications		1 335 303
Services		2 704 043
Fournitures et matériel		3 270 198
Paiements de transfert		
Subventions pour la sécurité-incendie	600 000	
Monument commémoratif des pompiers	460 000	1 060 000
		24 845 431
Mesures d'urgence (Poste 4)		
Traitements et salaires		3 496 938
Avantages sociaux		609 538
Transports et communications		651 412
Services		2 704 781
Fournitures et matériel		748 538
Paiements de transfert		
Programme des équipes de bénévoles pour la sécurité et les opérations de secours		37 120
		8 248 327
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE		75 451 027

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE**	
1	1 158 100	397 300	1 555 400	Administration du programme	1 487 801
2	14 579 900	692 600	15 272 500	Collège de police de l'Ontario	15 176 587
3	56 845 300		56 845 300	Normes policières et Services du soutien	54 416 860
	72 583 300*	1 089 900	73 673 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES INTERNES DE LA POLICE	71 081 248

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'aider à assurer la protection de la société et des particuliers en contribuant à l'amélioration permanente des services policiers dans la province.

*Y Compris le Mandat Spécial de 24 400 000$

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE--CRÉDIT 2603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		636 286
Avantages sociaux		141 518
Transports et communications		180 528
Services		488 479
Fournitures et matériel		40 990
		1 487 801
Collège de police de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		6 611 805
Avantages sociaux		1 208 059
Transports et communications		842 562
Services		4 746 823
Fournitures et matériel		1 767 338
		15 176 587
Normes policières et Services du soutien (Poste 3)		
Traitements et salaires		5 894 397
Avantages sociaux		1 094 188
Transports et communications		5 573 245
Services		7 353 731
Fournitures et matériel		2 480 026
Paiements de transfert		
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime	29 937 231	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	1 123 267	
Criminalité et violence juvéniles	435 453	
Enfants victimes d'agressions sexuelles	525 322	32 021 273
		54 416 860
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE		71 081 248

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2604 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
1	96 121 900	11 073 800	107 195 700	Services ministériels et stratégiques	105 845 157
2	4 603 100	863 200	5 466 300	Bureau du chef des préposés aux armes à feu	5 390 939
3	64 237 800	158 500	64 396 300	Enquêtes et crime organisé	64 394 830
4	447 463 200	17 115 700	464 578 900	Services régionaux et circulation	464 519 621
5	43 919 900	13 997 900	57 917 800	Gestion du parc automobile	55 131 506
	656 345 900	43 209 100	699 555 000		695 282 053
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	83 013
	656 346 900*	43 209 100	699 556 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	695 365 066

Description du programme:

Ce programme assure l'application uniforme et impartiale de la loi et fournit, sur demande, une aide et des services à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

*Y Compris le Mandat Spécial de 243 300 000$

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO--CRÉDIT 2604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	30 595 290
Avantages sociaux	5 194 452
Transports et communications	18 677 133
Services	22 598 535
Fournitures et matériel	17 300 671
Paiements de transfert	
Entente fédéral-provinciale sur les services policiers des Premières nations	11 787 500
	106 153 581
Moins: Recouvrements	308 424
	105 845 157
Bureau du chef des préposés aux armes à feu (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 577 591
Avantages sociaux	599 526
Transports et communications	53 521
Services	2 134 280
Fournitures et matériel	26 021
	5 390 939
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)	
Traitements et salaires	42 441 938
Avantages sociaux	6 257 898
Transports et communications	4 795 970
Services	8 035 835
Fournitures et matériel	4 699 922
	66 231 563
Moins: Recouvrements	1 836 733
	64 394 830
Services régionaux et circulation (Poste 4)	
Traitements et salaires	377 002 401
Avantages sociaux	69 314 348
Transports et communications	6 013 182
Services	5 629 918
Fournitures et matériel	6 559 772
	464 519 621

	$
Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Transports et communications	110 794
Services	13 402 044
Fournitures et matériel	41 754 124
	55 266 962
Moins: Recouvrements	135 456
	55 131 506
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	83 013
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	695 365 066

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	
1	15 005 000	814 400	15 819 400	Administration du programme	15 810 000
2	4 825 500		4 825 500	Formation du personnel	4 741 000
3	430 003 000	118 401 100	548 404 100	Services en établissement	548 237 301
4	86 693 800	7 838 500	94 532 300	Services communautaires	94 400 495
5	100 369 500	1 420 000	101 789 500	Programmes pour jeunes contrevenants	101 301 164
	636 896 800*	128 474 000	765 370 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES CORRECTIONNELS	764 489 960
IMMOBILISATIONS					
6	78 683 200		78 683 200	Établissements de services correctionnels	58 716 377
	78 683 200†		78 683 200	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES SERVICES CORRECTIONNELS	58 716 377

Description du programme:

Ce programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux pour assurer la protection et la sécurité de la société et encourager les contrevenants à améliorer leur comportement. Les principaux services consistent notamment à administrer les centres correctionnels, centres de détention, prisons et services de surveillance des contrevenants adultes sous probation et en libération conditionnelle; les centres de détention, résidences communautaires et services de probation séparés destinés aux jeunes contrevenants âgés de 16 et 17 ans; les programmes éducatifs, programmes de formation professionelle et de préparation à la vie, et services de counseling et de traitement pour les contrevenants adultes et les jeunes contrevenants.

*Y Compris le Mandat Spécial de 214 000 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 23 000 000$

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS--CRÉDIT 2605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 037 181
Avantages sociaux		1 831 575
Transports et communications		1 565 259
Services		1 033 631
Fournitures et matériel		316 254
Paiements de transfert		
Subventions aux organismes communautaires à but non lucratif		26 100
		15 810 000
Formation du personnel (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 681 954
Avantages sociaux		445 240
Transports et communications		543 744
Services		682 915
Fournitures et matériel		387 147
		4 741 000
Services en établissement (Poste 3)		
Traitements et salaires		341 550 085
Avantages sociaux		69 427 871
Transports et communications		10 954 929
Services		70 149 209
Fournitures et matériel		60 818 887
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	668 984	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	19 464	688 448
		553 589 429
Moins : Recouvrements		5 352 128
		548 237 301
Établissements		
Traitements et salaires	338 687 027	
Avantages sociaux	68 884 335	
Transports et communications	10 839 982	
Services	69 804 503	
Fournitures et matériel	59 301 751	
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	668 984	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	19 464	
		548 206 046
Services industriels		
Traitements et salaires	2 863 058	
Avantages sociaux	543 536	
Transports et communications	114 947	
Services	344 706	
Fournitures et matériel	1 517 136	
	5 383 383	
Moins : Recouvrementsè	5 352 128	
		31 255
Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires		61 687 604
Avantages sociaux		13 264 713
Transports et communications		5 039 204
Services		5 337 081
Fournitures et matériel		1 363 786
Paiements de transfert		
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidencès externes	7 699 426	
Aide à la réinsertion sociale des détenus	8 681	7 708 107
		94 400 495

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS--CRÉDIT 2605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Programmes pour jeunes contrevenants (Poste 5)		
Traitements et salaires		50 868 844
Avantages sociaux		9 593 921
Transports et communications		682 428
Services		4 297 309
Fournitures et matériel		4 805 247
Paiements de transfert		
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	28 088 627	
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	44 528	
Projet volte - face	2 920 260	31 053 415
		101 301 164
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		764 489 960
IMMOBILISATIONS		
Établissements de services correctionnels (Poste 6)		
Services		25 749 157
Fournitures et matériel		14 203
Acquisition/construction de biens immobiliers		32 953 017
		58 716 377
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		58 716 377

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2606 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES INFORMATIQUES INTÉGRÉS EN MATIÈRE DE JUSTICE**	
1	32 213 700	43 250 200	75 463 900	Services informatiques intégrés	75 113 259
2	29 660 000	20 993 700	50 653 700	Projet d'intégration du système judiciaire	49 719 716
	61 873 700*	64 243 900	126 117 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES INFORMATIQUES INTÉGRÉS EN MATIÈRE DE JUSTICE	124 832 975

Description du programme:

Fournit des services sophistiqués, efficaces et efficients de technologie de l'information et une aide aux ministères relevant du système judiciaire et à leurs partenaires externes.

*Y Compris le Mandat Spécial de 30 000 000$

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

PROGRAMME DES SERVICES INFORMATIQUES INTÉGRÉS EN MATIÈRE DE JUSTICE--CRÉDIT 2606

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Services informatiques intégrés (Poste 1)	
Traitements et salaires	15 369 727
Avantages sociaux	2 180 799
Transports et communications	8 901 304
Services	48 122 403
Fournitures et matériel	2 138 526
	76 712 759
Moins: Recouvrements	1 599 500
	75 113 259
Projet d'intégration du système judiciaire (Poste 2)	
Transports et communications	2 032 274
Services	36 659 616
Fournitures et matériel	11 027 826
	49 719 716
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES INFORMATIQUES INTÉGRÉS EN MATIÈRE DE JUSTICE	124 832 975

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2607 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	
1	5 734 000		5 734 000	Organismes, conseils et commissions	4 848 240
	5 734 000		5 734 000		4 848 240
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*	51 985
	5 735 000*		5 735 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	4 900 225

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes créés par la loi.

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 700 000$

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS--CRÉDIT 2607

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 936 370
Avantages sociaux		522 687
Transports et communications		592 006
Services		666 843
Fournitures et matériel		130 334
		4 848 240
Commission civile des services policiers de l'Ontario		
Traitements et salaires	1 126 766	
Avantages sociaux	133 562	
Transports et communications	73 393	
Services	76 017	
Fournitures et matériel	54 382	
		1 464 120
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario		
Traitements et salaires	63 381	
Avantages sociaux	13 186	
Transports et communications	70 768	
Services	81 078	
Fournitures et matériel	6 255	
		234 668
Commission ontarienne des libérations conditionnelles et des mises en liberté méritées		
Traitements et salaires	1 746 223	
Avantages sociaux	375 939	
Transports et communications	447 845	
Services	509 748	
Fournitures et matériel	69 697	
		3 149 452

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*	51 985
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	4 900 225

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Recouvrement du partage des coûts des jeunes contrevenants	95 573 519	3 786 469
Agents de police des Premières Nations	3 492 958	2 227 032
Contrôle des armes à feu	4 800 273	12 629 342
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	300 000	300 000
Entente sur la surveillance des immigrants	13 423 375	11 240 094
Allocations spéciales	301 061	410 491
Entente de placement dans un établissement pénitencier	1 985 151	2 655 050
Programme conjoint de protection civile	1 330 318	146 468
Entente sur les analyses biologiques	1 115 327	1 638 571
	122 321 982	35 033 517
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	128 444 515	109 338 725
Remaniement des services locaux	71 006 095	71 730 935
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario	2 091 632	1 683 462
Lieux de détention provisoire municipale	6 813	10 005
Acquittement - Compte Bell	1 129 204	729 041
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire)	970 547	500 000
Reimbursement of Expenditures - Paid Duty	643 192	821 238
Casino Rama	550 000	650 000
Autres	321 980	602 323
	205 163 978	186 065 729
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	4 003 760	3 494 152
Frais pour chèques refusés	3 330	2 356
	4 007 090	3 496 508
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations	8 695 278	7 978 175
Vente de véhicules	7 898	
Les Industries Trilcor	720 405	731 280
	9 423 581	8 709 455
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents - Association des chefs de police de l'Ontario	323 473	118 245
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	4 448 891	1 143 655
DIVERS		
Pénalités - intérêt	327	207
Autres	193 663	48 284
	193 990	48 491
TOTAL DES RECETTES	345 882 985	234 615 600

MINISTÈRE DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versées		25 720
Fonds commémoratif Craig Campbell	(181)	(176)
Fonds des détenus non réclamés	65 643	40 191
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	(26 280)	44 359
Produits de la criminalité	1 119 051	(481 517)
Centre des sciences judiciaires - aide financière aux étudiants	100	1 190
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	1 158 333	(370 233)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-315
- TOURISME 4-317
- SPORTS ET DES LOISIRS 4-319
- IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES 4-321
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-316
- SOMMAIRE 4-314

ÉTAT DES RECETTES 4-323

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-323

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
6 308 769	Administration du ministère	8 185 540	7 974 242
82 634 205	Tourisme	64 459 200	63 241 999
13 471 354	Sports et des loisirs	20 000 100	16 808 972
102 414 328	**Total (Fonctionnement) du ministère**	92 644 840*	88 025 213
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
102 414 328	Total des dépenses	92 644 840	88 025 213
		IMMOBILISATIONS	
5 495 829	Immobilisations Touristiques et récréatives	120 000 000	50 401 242
5 495 829	**Total (Immobilisations) du ministère**	120 000 000†	50 401 242
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
5 495 829	Total des dépenses	120 000 000	50 401 242

*Y Compris le Mandat Spécial de 30 017 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 11 000 000$

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	7 463 700	675 000	8 138 700	Administration du ministère	7 927 403
	7 463 700	675 000	8 138 700		7 927 403
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
	7 510 540*	675 000	8 185 540	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	7 974 242

Description du programme:

Ce programme comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre, les services de communication et le Programme des politiques et des partenariats avec les organismes. Il est responsable de l'administration interne, des politiques stratégiques du ministère et des relations avec ses organismes.

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 287 000$

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 3801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 402 579
Avantages sociaux		987 298
Transports et communications		252 598
Services		2 010 146
Fournitures et matériel		274 782
		7 927 403
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 605 235	
Avantages sociaux	424 426	
Transports et communications	182 434	
Services	734 430	
Fournitures et matériel	158 459	
		3 104 984
Services de communication		
Traitements et salaires	1 524 316	
Avantages sociaux	269 281	
Transports et communications	42 302	
Services	892 869	
Fournitures et matériel	91 016	
		2 819 784
Politiques et partenariats avec les organismes		
Traitements et salaires	1 273 028	
Avantages sociaux	293 591	
Transports et communications	27 862	
Services	382 847	
Fournitures et matériel	25 307	
		2 002 635

	$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	7 974 242

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3802 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU TOURISME**	
1	62 965 200	1 494 000	64 459 200	Tourisme	63 241 999
	62 965 200*	1 494 000	64 459 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DU TOURISME	63 241 999

Description du programme:

Le programme a pour objectif de multiplier les investissements dans l'industrie touristique de l'Ontario en mettant au point les outils appropriés pour créer un climat propice aux affaires. Ses activités consistent à offrir à l'industrie des services d'information et d'analyse stratégiques; à encourager les partenariats pour accroître la compétitivité et améliorer la qualité des services; et à travailler avec les intervenants de l'industrie et d'autres ministères pour trouver des façons de développer les activités touristiques. Le programme se charge aussi de promouvoir l'Ontario comme destinatio touristique de classe mondiale offrant des activités toute l'année; il exploite des centres d'information touristique clés disséminés dans toute la province; et administre les attractions et centres des congrès appartenant à l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 20 035 000$

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DU TOURISME--CRÉDIT 3802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Tourisme (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 773 102
Avantages sociaux		1 652 903
Transports et communications		949 115
Services		6 700 520
Fournitures et matériel		1 522 659
Paiements de transfert		
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	34 268 000	
Subvention à l'appui du développement des investissements touristiques	10 000	
Société d'exploitation de la Place Ontario	3 439 400	
Commission des parcs du Saint - Laurent	5 926 300	43 643 700
		63 241 999
Développement des investissements		
Traitements et salaires	4 499 093	
Avantages sociaux	784 861	
Transports et communications	416 252	
Services	4 295 675	
Fournitures et matériel	645 863	
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques	10 000	
		10 651 744
Marketing touristique		
Paiements de transfert		
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	34 268 000	
		34 268 000
Attractions touristiques et centre de congrès		
Traitements et salaires	4 274 009	
Avantages sociaux	868 042	
Transports et communications	532 863	
Services	2 404 845	
Fournitures et matériel	876 796	
Paiements de transfert		
Société d'exploitation de la Place Ontario	3 439 400	
Commission des parcs du Saint - Laurent	5 926 300	9 365 700
		18 322 255
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME		63 241 999

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3803 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SPORTS ET DES LOISIRS**	
1	20 000 100		20 000 100	Sports et loisirs	16 808 972
	20 000 100*		20 000 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SPORTS ET DES LOISIRS	16 808 972

Description du programme:

Le programme des sports et des loisirs encourage la participation à des activités sportives, récréatives et physiques sûres, qui sont bénéfiques à la santé et au bien-être économique et social des Ontariens et des Ontariennes et des communautés dans lesquelles ils vivent.

*Y Compris le Mandat Spécial de 7 695 000$

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES SPORTS ET DES LOISIRS--CRÉDIT 3803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Sports et loisirs (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 636 065
Avantages sociaux		361 986
Transports et communications		154 239
Services		329 901
Fournitures et matériel		163 446
Paiements de transfert		
Soutien aux loisirs communautaires	3 379 179	
Soutien aux activités sportives et récréatives provinciales	10 784 156	14 163 335
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SPORTS ET DES LOISIRS		16 808 972

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3804 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES**	
1	120 000 000		120 000 000	Immobilisations touristiques et récréatives	50 401 242
	120 000 000†		120 000 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES ..	50 401 242

Description du programme:

Le programme d'immobilisations touristiques et récréatives veille à la préservation et à la promotion des investissements réalisés par l'Ontario dans l'infrastructure touristique et récréative, notamment dans les organismes, attractions et centres des congrès du ministère.

* Y Compris le Mandat Spécial de 11 000 000$

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES--CRÉDIT 3804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et récréatives (Poste 1)		
Services		1 234 336
Fournitures et matériel		314 898
Paiements de transfert		
Agency New Capital Development	570 000	
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	13 873 408	
Initiative SuperCroissance - volet Partenaires pour les sports et le tourisme	29 975 600	
Réparations et rénovations des organismes touristiques	4 433 000	48 852 008
		50 401 242
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES		50 401 242

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente Canada-Ontario sur l'infrastructure - quote-part du gouvernement fédéral ..	5 038 207	
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis d'établissements touristiques	36 642	36 405
Parcs historiques de la Huronie	569 657	600 497
Vieux Fort William	622 503	607 031
Frais pour chèques refusés	35	175
	1 228 837	1 244 108
VENTES ET LOCATIONS		
Parcs historiques de la Huronie	37 256	35 771
Vieux Fort William	22 009	30 602
	59 265	66 373
REDEVANCES		
Redevances - Old Fort William	77	197
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	160 247	25 034
Remboursements de dépôts de garantie	12	578
	160 259	25 612
DIVERS		
Vieux Fort William		507
Parcs historiques de la Huronie	448	47
Autres	1 247	4 064
	1 695	4 618
TOTAL DES RECETTES	6 488 340	1 340 908

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	796	
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	796	

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-327

POLITIQUES ET DE PLANIFICATION DES TRANSPORTS 4-329

SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 4-332

GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 4-334

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS 4-337

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-328

SOMMAIRE 4-326

ÉTAT DES RECETTES 4-339

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-339

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
44 794 173	Administration du ministère	49 010 640	48 532 144
61 469 805	Politiques et de planification des transports	97 161 900	90 011 413
140 313 660	Sécurité des usagers de la route	149 131 700	148 480 519
274 201 366	Gestion des routes provinciales	283 294 900	283 221 184
38 081 707	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les transports	63 624 600	63 366 937
558 860 711	**Total (Fonctionnement) du ministère**	642 223 740*	633 612 197
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
558 860 711	Total des dépenses	642 223 740	633 612 197
	IMMOBILISATIONS		
	Politiques et de planification des transports	294 330 000	259 451 402
710 267 113	Gestion des routes provinciales	810 598 400	739 318 292
710 267 113	**Total (Immobilisations) du ministère**	1 104 928 400†	998 769 694
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
710 267 113	Total des dépenses	1 104 928 400	998 769 694

*Y Compris le Mandat Spécial de 172 000 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 274 000 000$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	46 377 900	2 585 900	48 963 800	Soutien opérationnel	48 485 305
	46 377 900	2 585 900	48 963 800		48 485 305
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
	46 424 740*	2 585 900	49 010 640	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	48 532 144

Description du programme:

Ce programme fournit aux activités de base du ministère des services de planification opérationnelle et des ressources, des conseils en matière de gestion et des services directs dans les domaines suivants : finances, achats/approvisionnements et gestion des installations, communications, ressources humaines/santé et sécurité au travail, vérification interne et services juridiques.

*Y Compris le Mandat Spécial de 14 400 000$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Soutien opérationnel (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 129 216
Avantages sociaux		2 268 519
Transports et communications		1 290 487
Services		33 400 244
Fournitures et matériel		656 953
		49 745 419
Moins : Recouvrements		1 260 114
		48 485 305
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 001 364	
Avantages sociaux	268 813	
Transports et communications	173 944	
Services	111 120	
Fournitures et matériel	20 966	
		1 576 207
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	3 102 498	
Avantages sociaux	553 375	
Transports et communications	621 907	
Services	3 840 734	
Fournitures et matériel	134 894	
	8 253 408	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 181 324	
		7 072 084
Installations et services opérationnels		
Traitements et salaires	1 929 050	
Avantages sociaux	376 957	
Transports et communications	181 624	
Services	24 166 181	
Fournitures et matériel	273 363	
	26 927 175	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	57 204	
		26 869 971
Services de communication		
Traitements et salaires	2 421 211	
Avantages sociaux	471 231	
Transports et communications	108 111	
Services	681 006	
Fournitures et matériel	77 600	
		3 759 159
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 675 093	
Avantages sociaux	598 143	
Transports et communications	122 443	
Services	431 560	
Fournitures et matériel	83 690	
	4 910 929	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 830	
		4 908 099
Services de vérification		
Services	1 666 669	
		1 666 669
Services juridiques		
Transports et communications	82 458	
Services	2 502 974	
Fournitures et matériel	66 440	
	2 651 872	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	18 756	
		2 633 116
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 005
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 834
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		48 532 144

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2702 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE PLANIFICATION DES TRANSPORTS**	
1	15 488 100	2 560 800	18 048 900	Politiques et planification	17 071 467
2	79 113 000		79 113 000	Transports urbains et régionaux	72 939 946
	94 601 100*	2 560 800	97 161 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ET DE PLANIFICATION DES TRANSPORTS	90 011 413
IMMOBILISATIONS					
3	294 330 000		294 330 000	Transport urbains et régionaux	259 451 402
	294 330 000		294 330 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES POLITIQUES ET DE PLANIFICATION DES TRANSPORTS	259 451 402

Description du programme:

Ce programme s'occupe des politiques et de la planification des transports, il encourage la compétitivité économique par le biais d'un système de transport multimodal, sûr, efficace et fiable. Pour y parvenir, il propose des orientations stratégiques au ministère grâce à une planification intégrée à long terme et travaille à mettre en place le cadre stratégique et réglementaire propice à ces activités.

Le programme encourage les intervenants et autres compétences à planifier, soutenir et améliorer un système de transport intégré axé sur la efficacité, la sécurité et la compétitivité économique. Il cherche des façons de conclure de nouveaux partenariats avec le gouvernement fédéral et les administrations municipales en appliquant les principes de la stratégie de croissance intelligente « version Ontario ». En plus de ses activités dans le domaine des politiques et de la planification, le programme surveille, interprète et communique les tendances sociales, économiques et démographiques.

Le programme cherche de nouvelles façon d'offrir ses services pour encourager l'investissement privé dans un système de transports multimodal. Il soutient le renouvellement et l'expansion de l'infrastructure des transports municipaux et inter-régionaux de l'Ontario par le biais de partenariats et d'investissements stratégiques. Le programme continue de gére le partenariat secteur privé/secteur public à l'origine de l'autoroute 407 ETR et de chercher de nouveaux partenariats pour construire de nouvelles infrastructure et améiliorer l'intégration et l'nteropérabilité du réseau routier provincial.

*Y Compris le Mandat Spécial de 33 600 000$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE PLANIFICATION DES TRANSPORTS--CRÉDIT 2702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 282 006
Avantages sociaux		1 914 976
Transports et communications		468 668
Services		4 374 924
Fournitures et matériel		1 073 623
		17 114 197
Moins : Recouvrements		42 730
		17 071 467
Politiques de transport		
Traitements et salaires	3 566 172	
Avantages sociaux	862 917	
Transports et communications	200 486	
Services	1 085 788	
Fournitures et matériel	362 874	
	6 078 237	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	40 741	
		6 037 496
Planification des transports		
Traitements et salaires	3 493 404	
Avantages sociaux	634 508	
Transports et communications	168 336	
Services	628 122	
Fournitures et matériel	368 637	
	5 293 007	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 056	
		5 291 951
Politiques stratégies		
Traitements et salaires	2 222 430	
Avantages sociaux	417 551	
Transports et communications	99 846	
Services	2 661 014	
Fournitures et matériel	342 112	
	5 742 953	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	933	
		5 742 020

	$	$
Transports urbains et régionaux (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Obligations de refinancement du Réseau GO	39 686 019	
Subventions de fonctionnement du Réseau GO	32 811 000	
Transit World Youth Day	442 927	72 939 946
		72 939 946
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE PLANIFICATION DES TRANSPORTS		90 011 413
IMMOBILISATIONS		
Transport urbains et régionaux (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Réseau GO - Capital de base	82 029 000	
Partenariats pour l'investissement dans les tranports en commun de la région du Golden Horseshoe/ Partenariats pour l'investissemnt dans les transports en commun	18 328 000	
Aide fédérale aux transports en commun	62 300 000	
Renouvellement des véhicules de transport en commun municipaux	96 794 402	259 451 402
		259 451 402
Reseau GO - Capital de base		
Paiements de transfert		
Reseau GO - Capital de base	82 029 000	
		82 029 000

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE PLANIFICATION DES TRANSPORTS--CRÉDIT 2702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Partenariats pour l'investissement dans les transports en commun		
Paiements de transfert		
Partenariats pour l'investissement dans les transports en commun de la région du Golden Horseshoe/Partenariats pour l'investissement dans les transports en commun	18 328 000	
		18 328 000
Aide fédérale aux transports en commun		
Paiements de transfert		
Aide fédérale aux transports en commun	62 300 000	
		62 300 000
Renouvellement des véhicules de transport en commun municipaux		
Paiements de transfert		
Renouvellement des véhicules de transport en commun municipaux	96 794 402	
		96 794 402
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE PLANIFICATION DES TRANSPORTS ...		259 451 402

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	
1	140 853 900	8 277 800	149 131 700	Sécurité et règlements	148 480 519
	140 853 900*	8 277 800	149 131 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	148 480 519

Description du programme:

Ce programme s'occupe d'améliorer la sécurité routière et de faciliter le déplacement des usagers et des marchandises en encourageant la prudence au volant et en règlementant la conduite. Son principal objectif est de réduire le nombre d'accidents de la route en Ontario, pour ce faire, il élabore, encourage et participe à des programmes de sécurité routière. Il encourage aussi la prestation efficace et économique de ses programmes.

Les principales responsabilités de cette activité de base sont l'établissement de normes de sécurité; l'élaboration et l'évaluation des politiques, programmes et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs et les véhicules; l'inspection, la surveillance et l'application des normes de sécurité; la délivrance des permis et l'immatriculation des véhicules; la sensibilisation des usagers de la route à la conduite sécuritaire et aux politiques, lois et programmes régissant la sécurité routière, pour y parvenir, il fait appel à de nombreux partenaires.

Le programme veille également à l'administration et à l'amélioration du service à la clientèle. Pour ce faire, il fixe des normes et surveille la performance de ses partenaires du secteur privé; il fait la promotion des produits du gouvernement que les particuliers et les entreprises du secteur privé et à but non lucratif peuvent obtenir par voie électronique. La tenue à jour des dossiers de tous les conducteurs, véhicules et transporteurs commerciaux de l'Ontario fait partie intégrante de ses responsabilités. Le programme a également pour mandat de faciliter la prestation de programmes de base d'autres ministères (p.ex. Air pur, Bureau des obligations familiales).

*Y Compris le Mandat Spécial de 38 100 000$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE--CRÉDIT 2703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Sécurité et règlements (Poste 1)		
Traitements et salaires		86 587 508
Avantages sociaux		18 155 527
Transports et communications		8 324 836
Services		32 447 244
Fournitures et matériel		7 191 715
Paiements de transfert		
Conseil canadien de la sécurité	14 000	
Ontario Safety League	20 000	
Fondation de recherche sur les blessures de la route	25 000	
Subventions pour la sécurité publique	347 845	406 845
		153 113 675
Moins : Recouvrements		4 633 156
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE		148 480 519

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	
1	266 037 700	17 257 200	283 294 900	Opérations et entretien	283 221 184
	266 037 700*	17 257 200	283 294 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	283 221 184
IMMOBILISATIONS					
2	810 598 400		810 598 400	Génie des transports et construction	739 318 292
	810 598 400†		810 598 400	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LA GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	739 318 292

Description du programme:

Ce programme supervise l'entretien et l'exploitation du réseau routier de la province; il investit stratégiquement dans l'infrastructure routière pour s'assurer que le réseau est sûr, efficace et praticable et répond aux besoins en transport de l'Ontario.

Ce programme gère les activités de préservation et de protection des investissements publics dans l'infrastructure routière, telles que planification pré-contractuelle, génie et conception détaillée, réfection des routes, construction et gestion de la construction.

Le programme élabore aussi des politiques et directives opérationnelles, fixe les normes techniques et environnementales, gère les travaux de recherche et met au point de nouvelles technologies. En plus du réseau routier, le programme est responsable des services d'aéroports aménagés dans les régions éloignées et de traversiers.

*Y Compris le Mandat Spécial de 69 900 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 274 000 000$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES--CRÉDIT 2704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Opérations et entretien (Poste 1)		
Traitements et salaires		39 830 258
Avantages sociaux		8 630 670
Transports et communications		3 733 806
Services		180 044 366
Fournitures et matériel		51 836 043
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	2 689 208	
Impôts acquittés sur les propriétés provinciales louées	593 320	
Traversiers municipaux	2 336 071	5 618 599
		289 693 742
Moins : Recouvrements		6 472 558
		283 221 184
Construction et opérations		
Traitements et salaires	3 626 690	
Avantages sociaux	737 287	
Transports et communications	234 171	
Services	831 578	
Fournitures et matériel	380 507	
	5 810 233	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	671 358	
		5 138 875
Administration des routes		
Traitements et salaires	350 589	
Avantages sociaux	119 005	
Transports et communications	42 107	
Services	2 033 511	
Fournitures et matériel	59 404	
		2 604 616
Exploitation et entretien des routes		
Traitements et salaires	33 957 783	
Avantages sociaux	7 415 629	
Transports et communications	2 961 809	
Services	175 555 423	
Fournitures et matériel	49 600 518	
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	2 689 208	
Impôts acquittés sur les propriétés provinciales louées	593 320	
Traversiers municipaux	2 336 071	275 109 761
Moins : Recouvrements d'autres ministères		5 693 965
		269 415 796
Transport aérien dans les régions éloignées		
Traitements et salaires	1 895 196	
Avantages sociaux	358 749	
Transports et communications	495 719	
Services	1 623 854	
Fournitures et matériel	1 795 614	
	6 169 132	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	107 235	
		6 061 897
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		283 221 184
IMMOBILISATIONS		
Génie des transports et construction (Poste 2)		
Traitements et salaires		88 402 443
Avantages sociaux		23 382 536
Transports et communications		6 887 142
Services		180 618 672
Fournitures et matériel		38 929 822
Acquisition/construction de biens immobiliers		
Immobilisations et construction routières		661 983 721
Paiements de transfert		
Routes des Première nations	2 578 667	
Fonds de transition	2 657 258	
Routes de raccordement	16 072 962	21 308 887
		1 021 513 223
Moins : Recouvrements		282 194 931
		739 318 292

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES--CRÉDIT 2704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
Fonds de transition		
Paiements de transfert		
Fonds de transition	2 657 258	
		2 657 258
Administration des routes		
Traitements et salaires	7 047 671	
Avantages sociaux	1 450 808	
Transports et communications	1 014 173	
Services	5 567 381	
Fournitures et matériel	516 735	
	15 596 768	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	113 783	
		15 482 985
Immobilisations et construction routières		
Traitements et salaires	66 191 552	
Avantages sociaux	19 145 814	
Transports et communications	4 987 784	
Services	160 277 825	
Fournitures et matériel	33 545 740	
Acquisition/construction de biens immobiliers		
Immobilisations et construction routières	658 734 104	
Paiements de transfert		
Routes de raccordement	16 072 962	
Routes des Premières nations	2 578 667	
		961 534 448
Moins : Recouvrements d'autres ministères		272 867 584
		688 666 684
Territoires non érigés en municipalités		
Traitements et salaires	1 471 611	
Avantages sociaux	369 075	
Transports et communications	101 745	
Services	3 432 146	
Fournitures et matériel	3 776 918	
Acquisition/construction de biens immobiliers		
Territoires non érigés en municipalités	42 912	
	9 194 407	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	8 949 623	
		244 784
Transport aérien dans les régions éloignées		
Transports et communications	62 901	
Services	3 586 850	
Fournitures et matériel	276 037	
	3 925 788	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	113 297	
		3 812 491
Construction et opérations		
Traitements et salaires	3 030 735	
Avantages sociaux	569 481	
Transports et communications	172 009	
Services	1 100 355	
Fournitures et matériel	59 329	
		4 931 909
Normes techniques		
Traitements et salaires	10 660 874	
Avantages sociaux	1 847 358	
Transports et communications	548 530	
Services	6 654 115	
Fournitures et matériel	755 063	
	20 465 940	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	150 644	
		20 315 296
Contribution au Programme stratégique d'infrastructures routières		
Acquisition/construction de biens immobiliers		
Contribution au Programme stratégique d'infrastructures routières	3 206 705	
		3 206 705
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		739 318 292

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2705 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS**	
1	59 293 300	4 331 300	63 624 600	Information et technologie de l'information	63 366 937
	59 293 300*	4 331 300	63 624 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS	63 366 937

Description du programme:

Le programme Groupement de l'information et de la technologie de l'information (ITI) pour les transports offre son leadership au ministère des Transports dans le domaine de l'utilisation et du déploiement de la technologie de l'information et lui permet d'offrir ses activités de base grâce à la gestion efficace de ses ressources d'information et de technologie de l'information. Le programme planifie les investissements en ITI du MTO et offre des services de qualité à ses clients tout en mesurant et améliorant continuellement sa performance. Pour faciliter la prestation des programmes, générer de nouvelles affaires et mieux servir ses clients grâce aux services gouvernementaux en direct, le Groupement continue de moderniser les plate-formes et systèmes désuets du ministère. Le MTO met aussi ses systèmes d'information au service de ses clients internes et des intervenants externes, tels que les autres ministères et ses partenaires du secteur privé (ces services sont fournis par le biais des activités de base du MTO). Le Groupement de l'ITI gère les systèmes d'information du ministère qui sont un atout majeur sur le plan commercial.

*Y Compris le Mandat Spécial de 16 000 000$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS--CRÉDIT 2705

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	11 691 695
Avantages sociaux	2 212 311
Transports et communications	1 290 256
Services	42 743 600
Fournitures et matériel	5 518 869
	63 456 731
Moins : Recouvrements	89 794
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS	63 366 937

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente fédérale/provinciale	1 343 865	1 106 397
Financement de Transport Canada - IUVU (Immatriculation d'utilisateur de véhicule utilitaire)		428 500
Évaluation de la sécurité des transporteurs	2 231 560	1 936 360
Travaux d'infrastructure Canada/Ontario	62 300 000	
	65 875 425	3 471 257
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursements de dépenses	4 076 551	286 505
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	934 321 043	892 843 296
Frais pour chèques refusés	561 645	627 586
Autres	2 966 859	2 940 155
	937 849 547	896 411 037
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Dommages matériels	5 570	61 619
Indemnités de non - exécution	500 861	444 374
	506 431	505 993
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations - Fonctionnement	18 393 580	9 367 657
Ventes et locations - Immobilisations	8 207 639	6 986 535
Refinancement de matériel routier lourd et de traversier	3 298 681	3 762 656
	29 899 900	20 116 848
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	4 784 580	7 836 755
Recouvrement des cotisations de tierce partie	7 586 913	
	12 371 493	7 836 755
DIVERS		
Pénalités - intérêt	1 907	11 283
Autres	170 501	251 675
	172 408	262 958
TOTAL DES RECETTES	1 050 751 755	928 891 353

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(552 470)	552 470
Dette pour le PII (fonds US)	4 812 500	1 586 618
Réévaluation du PII (fonds canadiens)	1 964 831	981 323
Versements du PII à d'autres territoiries canadiens	2 590 766	851 665
LOCAL ROADS BOARDS	1 161 078	
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	9 976 705	3 972 076

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2002-2003

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-343

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 4-345

RELATIONS DE TRAVAIL 4-347

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 4-349

DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI 4-351

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES 4-353

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-344

SOMMAIRE 4-342

ÉTAT DES RECETTES 4-355

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET OPÉRATIONS) 4-355

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

2001-2002 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2002-2003 Crédits autorisés	2002-2003 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
18 313 472	Administration du ministère	20 359 640	19 751 173
4 530 441	Commission de l'équité salariale	4 320 000	4 135 393
20 834 490	Relations de travail	21 164 500	20 640 052
48 392 276	Santé et sécurité au travail	50 743 800	49 427 611
22 352 055	Droits et responsabilités en matière d'emploi	23 813 500	23 529 149
	Technologie de l'information - Groupement de l'économie et des affaires	183 000	41 686
114 422 734	**Total (Fonctionnement) du ministère**	120 584 440*	117 525 064
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
114 422 734	Total des dépenses	120 584 440	117 525 064

*Y Compris le Mandat Spécial de 68 490 800$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	19 740 200	572 600	20 312 800	Administration du ministère	19 704 334
	19 740 200	572 600	20 312 800		
L	35 006		35 006	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 005
L	11 834		11 834	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 834
	19 787 040*	572 600	20 359 640	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	19 751 173

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en oeuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Ce programme comprend le Bureau du ministre, le Bureau du sous-ministre, les services juridiques, les communications, les finances et l'administration, les ressources humaines, ainsi que les services de vérification, et de la technologie de l'information.

De plus, le programme offre des services de soutien administratif et financier aux Commissions d'enquête du ministère des Affaires civiques et du Groupement de l'économie et des affaires.

*Y Compris le Mandat Spécial de 12 178 100$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 945 592
Avantages sociaux		1 322 117
Transports et communications		507 706
Services		10 521 877
Fournitures et matériel		407 042
		19 704 334
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 655 742	
Avantages sociaux	599 423	
Transports et communications	103 117	
Services	1 189 828	
Fournitures et matériel	118 673	
		4 666 783
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 259 835	
Avantages sociaux	232 276	
Transports et communications	83 010	
Services	1 597 724	
Fournitures et matériel	74 884	
		3 247 729
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 604 799	
Avantages sociaux	265 796	
Transports et communications	37 896	
Services	364 663	
Fournitures et matériel	18 991	
		2 292 145
Services de communication		
Traitements et salaires	1 306 926	
Avantages sociaux	221 746	
Transports et communications	29 630	
Services	258 837	
Fournitures et matériel	77 440	
		1 894 579
Services juridiques		
Traitements et salaires	118 290	
Avantages sociaux	2 876	
Transports et communications	254 053	
Services	3 948 521	
Fournitures et matériel	117 054	
		4 440 794
Services de vérification		
Services	266 450	
		266 450
Systèmes informatiques		
Services	2 895 854	
		2 895 854
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 005
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 834
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		19 751 173

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1602 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
1	3 154 100	121 900	3 276 000	Bureau de l'équité salariale	3 235 909
2	1 044 000		1 044 000	Tribunal de l'équité salariale	899 484
	4 198 100*	121 900	4 320 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RELATIONS DE TRAVAIL	4 135 393

Description du programme:

Le Bureau de l'équité salariale est responsable de l'administration de la *Loi sur l'équité salariale* et assure l'instauration et le maintien de l'équité salariale en Ontario, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé par le biais d'un processus indépendant s'appuyant sur des activités de sensibilisation, des politiques et de la recherche, et des services de règlement des différends.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, est chargé de statuer sur les litiges découlant de la *Loi sur l'équité salariale*.

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 538 100$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE--CRÉDIT 1602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 350 014
Avantages sociaux	356 290
Transports et communications	134 915
Services	371 708
Fournitures et matériel	22 982
	3 235 909
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires	604 386
Avantages sociaux	76 763
Transports et communications	27 774
Services	176 641
Fournitures et matériel	13 920
	899 484
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	4 135 393

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1603 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
1	11 795 000		11 795 000	Commission des relations de travail	11 608 742
2	1 254 900		1 254 900	Commissions d'appel de la fonction publique	1 028 628
3	8 114 600		8 114 600	Relations patronales - syndicales	8 002 682
	21 164 500*		21 164 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RELATIONS DE TRAVAIL	20 640 052

Description du programme:

Ce programme vise à promouvoir des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal indépendant, quasi-judiciaire qui assure la médiation et l'arbitrage des différends en matière d'emploi et de relations de travail en vertu de diverses lois de l'Ontario. Sur le plan des relations de travail, la CRTO est responsable de l'accréditation des syndicats; de l'étude des pratiques déloyales de travail; des grèves et lock-out illégaux et de la résiliation des droits de négociation. La CRTO veille aussi à l'observation du droit du travail en étudiant les décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et de la sécurité au travail, et aide à la médiation et à l'arbitrage d'autres différends afin de promouvoir des pratiques de travail sécuritaires, équitables et harmonieuses sur les lieux de travail de l'Ontario.

Les commissions d'appel de la fonction publique, instituées par une loi, sont formées de deux tribunaux indépendants, quasi-judiciaires qui s'occupent des relations de travail des employés de la Couronne de l'Ontario. Il s'agit de la Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne et de la Commission des griefs de la fonction publique.

Le programme des Relations patronales-syndicales fournit une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs grâce à la conciliation et la médiation rattachées aux conventions collectives, à la nomination d'arbitres et aux renseignements sur les négociations collectives.

*Y Compris le Mandat Spécial de 7 579 500$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL--CRÉDIT 1603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail (Poste 1)	
Traitements et salaires	6 765 134
Avantages sociaux	1 166 995
Transports et communications	667 711
Services	2 873 991
Fournitures et matériel	134 911
	11 608 742
Commissions d'appel de la fonction publique (Poste 2)	
Traitements et salaires	358 618
Avantages sociaux	82 001
Transports et communications	140 841
Services	1 152 166
Fournitures et matériel	13 323
	1 746 949
Moins: Recouvrements	718 321
	1 028 628
Relations patronales - syndicales (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 070 043
Avantages sociaux	873 017
Transports et communications	816 032
Services	1 179 954
Fournitures et matériel	77 383
	8 016 429
Moins: Recouvrements	13 747
	8 002 682
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	20 640 050

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1604 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
1	50 740 800		50 740 800	Santé et sécurité au travail	49 426 611
2	1 000		1 000	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	1 000
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs	
4	1 000		1 000	Bureau des conseillers des employeurs	
	50 743 800*		50 743 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL ...	49 427 611

Description du programme:

Le programme Santé et sécurité au travail a pour principal rôle de mettre en place, de communiquer et d'appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail afin de réduire ou d'éliminer les blessures ou maladies sur les lieux de travail.

Le programme de santé et sécurité au travail assure le respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail (la Loi)*, et aide à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'application de la Loi et des règlements y afférents, ce programme encourage les employeurs et les employés à collaborer à l'identification et la prévention des dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau des conseillers des travailleurs et le Bureau des conseillers des employeurs offrent des services consultatifs et éducatifs aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux patrons de petites entreprises (respectivement), et les représentent devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et devant le Tribinal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

*Y Compris le Mandat Spécial de 32 769 600$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL--CRÉDIT 1604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Santé et sécurité au travail (Poste 1)	
Traitements et salaires	31 391 661
Avantages sociaux	6 407 398
Transports et communications	2 260 161
Services	8 052 923
Fournitures et matériel	1 647 567
Paiements de transfert	
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	30 000
	49 789 710
Moins: Recouvrements	363 099
	49 426 611
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et assurance contre les accidents du travail (Poste 2)	
Traitements et salaires	453 900
Avantages sociaux	71 000
Transports et communications	8 200
Services	5 600
Fournitures et matériel	10 400
	549 100
Moins: Recouvrements	548 100
	1 000
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 965 441
Avantages sociaux	1 030 773
Transports et communications	362 057
Services	1 292 221
Fournitures et matériel	113 702
Paiements de transfert	
Initiative de formation du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	225 000
	7 989 194
Moins: Recouvrements	7 989 194
	0
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 695 436
Avantages sociaux	315 266
Transports et communications	153 701
Services	299 250
Fournitures et matériel	64 471
	2 528 124
Moins: Recouvrements	2 528 124
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	49 427 611

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1605 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	
1	22 710 700	1 102 800	23 813 500	Normes d'emploi	23 529 149
	22 710 700*	1 102 800	23 813 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	23 529 149

Description du programme:

Ce programme assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et des lois et règlements connexes.

Le programme des normes d'emploi assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à des normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il encourage l'observation des normes par le biais d'initiatives de prévention et en assure le respect par le biais d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application.

*Y Compris le Mandat Spécial de 14 363 400$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI--CRÉDIT 1605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Normes d'emploi (Poste 1)	
Traitements et salaires	13 912 865
Avantages sociaux	3 173 202
Transports et communications	778 828
Services	5 326 522
Fournitures et matériel	468 318
	23 659 735
Moins: Recouverments	130 586
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS LIÉS À L'EMPLOI	23 529 149

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1606 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES**	
1	183 000		183 000	Technologie de l'information - Groupement de l'économie et des affaires	41 686
	183 000*		183 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES	41 686

Description du programme:

Le programme de technologie de l'information - Groupement de l'économie et des affaires est chargé de fournir des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Services aux consommateur et aux entreprises; Entreprise, Débouchés et Innovation; et Travail. Grâce à la structure en groupement, les ministères clients peuvent obtenir rapidement et économiquement le soutien dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs communs et individuels de promotion des affaires électroniques et des services gouvernementaux en direct pour améliorer la prestation des services publics.

*Y Compris le Mandat Spécial de 62 100$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES--CRÉDIT 1606

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	$
FONCTIONNEMENT	
Technologie de l'information - Groupement de l'économie et des affaires (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 206 415
Avantages sociaux	1 388 781
Transports et communications	3 008 449
Services	22 487 401
Fournitures et matériel	2 264 740
	36 355 786
Moins: Recouvrements	36 314 100
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIIE ET DES AFFAIRES	41 686

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Inspections des mines d'uranium	2 268	4 346
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	2 480	7 308
	4 748	11 654
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Loi sur la santé et la sécurité au travail	44 653 400	42 700 000
Programme de protection des salaires des employés	249 919	352 130
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	804 770	976 412
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	202 749	114 907
	45 910 838	44 143 449
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux	361 753	402 425
Étude de plans de bâtiments	472 700	42 250
Frais pour chèques refusés	8 855	10 065
Applicaton Fee	650	
Arbitrator's Development Program	50	
Frais pour chèques refusés		280
	844 008	455 020
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi	251 287	253 767
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	68 306	52 134
Photocopies, prix	50 179	49 670
	118 485	101 804
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	3 045 508	141 217
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction	392 600	294 750
Intérêts bancaires	51 067	115 751
Traitements non - réclamés et chèques périmés	269 897	176 910
Autres	995	1 398
	714 559	588 809
TOTAL DES RECETTES	50 889 433	45 695 720

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET OPÉRATIONS*

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003

	2003 $	2002 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(4 463)	4 463
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(4 463)	4 463

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

A

Accords internationaux de recherche dans le domaine des sciences et de la technologie 4-129
Action Cancer Ontario 4-237
Activités éducatives 4-118
Administration de la justice 4-206
Administration des élections 4-73
Administration du financement des élections 4-73
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail 4-350
Administration régionale 4-273
Affaires civiques 4-10, 4-13
Agency New Capital Development 4-322
AgriCorp 4-54
Aide à la réinsertion sociale des détenus 4-304
Aide à l'emploi versée au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - soutien à l'emploi 4-274
Aide à l'emploi versée au programme Ontario au travail - soutien à l'emploi 4-274
Aide à l'intégration communautaire 4-275
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee .. 4-36
Aide de la lutte contre le VIH 4-241
Aide fédérale aux transports en commun 4-330
Aide financière versée au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - soutien financier 4-274
Aide financière versée au programme Ontario au travail - soutien financier 4-274
Aide juridique Ontario 4-200
Aide spéciale aux municipalités 4-36
Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales 4-36
Alliance des innovateurs 4-128
Allocation discrétionnaire 4-80
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent 4-304
Amélioration génétique du bétail 4-50
Aménagement et bâtiment 4-41
Appartements du Lieutenant-gouverneur 4-59
Application des lois 4-138
Association canadienne d'éducation 4-119
Association of Local Public Health Agencies 4-241
Association pour la santé publique de l'Ontario 4-241
Association pour la sécurité à la ferme inc. 4-50
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire 4-241
Association pour l'amélioration des sols et des récoltes de l'Ontario 4-50
Assurance - emploi 4-265
Assurance - vie collective 4-265
Audiences tenues en vertu de la Loi sur les services policiers 4-308
Autre aide à la gestion des risques 4-54
Autre aide au développement économique des communautés rurales/à la recherche et au transfert de technologies 4-50
Avances à la Société d'aménagement de North Pickering 4-37
Avantages sociaux et régime de retraite (cotisations du gouvernement) 4-264
Aviation et lutte contre les feux de forêt 4-223

B

Bibliothèque de l'Assemblée législative 4-59
Bibliothèque des juges 4-207
Bibliothèques de droit de comté et de district 4-207
Bonification d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux 4-50
Bourses d'échange Ontario - Québec 4-176
Bourses du premier ministre pour l'excellence en recherche .. 4-129
Budget et politiques fiscales 4-154
Bureau de l'équité salariale 4-345
Bureau des conseillers des employeurs 4-350
Bureau des conseillers des travailleurs 4-350
Bureau des obligations familiales 4-273
Bureau du chef des préposés aux armes à feu 4-301
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée 4-62
Bureau du commissaire à l'intégrité 4-62
Bureau du greffier 4-59
Bureau principal 4-67

C

Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario 4-118
Canada Bioprocesses Institute 4-129
Canaux de drainage municipaux 4-50
CCAF - FCVI Inc. 4-84
Centre animation-jeunesse de l'Ontario 4-119
Centre des sciences de l'Ontario 4-96
Centre d'excellence 4-129
Centre franco - ontarien de ressources pédagogiques 4-119
Centres d'accès aux soins communautaires 4-237
Centres de santé communautaire 4-241
Centres de traitement pour enfants 4-237
Chiefs of Ontario 4-250
Cliniques d'aide juridique communautaires 4-202
Collection McMichael d'art canadien 4-96
Collège de police de l'Ontario 4-299
Collèges et universités 4-175
Comité d'étude de la médecine 4-239
Comités de coordination communautaire 4-209
Comités de justice pour la jeunesse 4-199
Commerce et relations internationales 4-127
Commissaire à l'environnement 4-62
Commission de l'énergie de l'Ontario 4-143

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

Commission de transport Ontario Northland 4-108
Commission de transport Ontario Northland 4-108
Commission d'enquête 4-13
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario 4-287
Commission des parcs du Saint - Laurent 4-318
Commission des relations de travail 4-347
Commission des services financiers de l'Ontario 4-159
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels .. 4-208
Commission ontarienne des droits de la personne 4-13
Commission ontarienne d'examen 4-229
Commissions d'appel de la fonction publique 4-347
Compétitivité du secteur minier 4-109
Compétitivité du secteur minier 4-109
Conseil 4H de l'Ontario 4-50
Conseil canadien de la sécurité 4-333
Conseil des arts de l'Ontario 4-96
Conseil des ministres de l'éducation (Canada) 4-119
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) 4-176
Conseils régionaux de santé 4-237
Conseils stratégiques intergouvernementaux 4-27
Construction de tribunaux 4-206
Contribution au Programme stratégique d'infrastructures routières 4-336
Contribution de la Couronne au Régime de retraite des juges provinciaux. Loi sur l'enregistrement des actes 4-283
Coordination des Affaires francophones 4-183
Cotisations paritaires - Régime de retraite des fonctionnaires 4-265
Cotisations paritaires - Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario 4-265
Crédits législatifs - Régime de retraite des enseignants 4-119
Criminalité et violence juvéniles 4-300

D

Demander d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers 4-283
Dette non provisionnée 4-265
Développement de la compétitivité et des entreprises 4-127
Développement des sciences et de la technologie 4-127
Développement économique 4-108
Développement économique des communautés rurales/recherche et transfert de technologies 4-46,4-49
Développement économique du Nord 4-107
Développement économique du Nord 4-107
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario 4-10, 4-15
Droit criminel 4-198

E

Éducation agro - alimentaire de l'Ontario 4-50
Emplois d'été 4-265
Enfants victimes d'agressions sexuelles 4-300
Enquêtes et crime organisé 4-301
Enseignement clinique 4-233
Entrepreneuriat et services régionaux 4-129
Épidémies 4-241
Équité salariale dans les municipalités 4-36
Établissements de services correctionnels 4-303
Établissements de santé autonomes 4-239
Établissements de santé mentale 4-236
Établissements de soins de longue durée 4-237
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants - Mon entreprise d'été 4-128
Expérience Été 4-220
Exploitation des établissements connexes 4-237
Exploitation des hôpitaux 4-237

F

Farmers' Markets Ontario 4-50
Fédération des associations du sport scolaire de l'Ontario 4-119
Fond pour la Stratégie d'emploi en milieu rural 4-50
Fondation de recherche sur les blessures de la route 4-333
Fondation du patrimoine ontarien 4-96
Fondation ontarienne de la santé mentale 4-237
Fonds d'aide à la transition pour les municipalités du Nord . . 4-36
Fonds d'aide juridique Certificats - Services à la clientèle 4-202
Fonds d'allocations complémentaires des sous-ministres 4-265
Fonds de croissance des petites entreprises de produits multimédias interactifs numériques 4-129
Fonds de prestations des juges provinciaux 4-265
Fonds de prévoyance pour les immobilisations 4-161
Fonds de réinvestissement communautaire 4-158
Fonds de restructuration des municipalités 4-36
Fonds de restructuration du système hospitalier 4-243
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles 4-159
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario 4-108
Fonds innovation-recherche de l'Ontario 4-129
Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement 4-129
Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement 4-129
Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage 4-178
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé 4-243
Fonds pour les centres de commercialisation de la biotechnologie 4-129
Fonds pour les immobilisations des communautés autochtones 4-250
Fonds pour les projets de démonstration visant la prospérité .. 4-128
Fonds provincial de protection des eaux 4-146
Formation du personnel 4-303

G

Garanties honorées - programme « Jeunes entrepreneurs » 4-128
Garanties honorées - programme « Jeunes entrepreneurs » - Mon entreprise 4-128
Génie des transports et construction 4-334
Gestion de l'actif 4-161

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

Gestion des risques 4-46, 4-53
Gestion des Services aux victimes 4-208
Gestion du parc automobile 4-301
Groupe d'étude sur la compétitivité, la productivité et les progrès économiques 4-128
Groupe d'étude sur les programmes d'aide à l'apprentissage ... 4-176

I

Identification des donneurs/retraçage des receveurs/indemnisation des victimes de l'hépatite C 4-241
Immobilisations - locaux 4-283
Immobilisations dans le domaine de la santé 4-242
Impôt - santé des employeurs 4-265
Impôts acquittés sur les biens - fonds provinciaux occupés par des locataires 4-220
Impôts acquittés sur les propriétés provinciales louées 4-335
Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-36
Indemnisation des victimes d'actes criminels 4-209

Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés 4-59
Indemnités pour les victimes ontariennes de la tragédie de septembre 4-209
Information et technologie de l'information 4-262
Information et technologie de l'information 4-337
Infrastructure d'approvisionnement en eau et d'épuration des eaux d'égout 4-145
Infrastructure de la communauté autochtone 4-108
Infrastructure pour la gestion des ressources naturelles 4-219
Initiative de formation du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail 4-350
Initiative Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontairo - Contribution au Programme d'infrastructures Canada Ontario 4-49
Initiative L'Ontario branché 4-129
Initiative Partenariats du millénaire 4-129
Initiative SuperCroissance - volet Partenaires pour les sports et le tourisme 4-322
Initiatives de bénévolant 4-14
Initiatives de prévention de la violence 4-16
Initiatives de promotion de l'autonomie financière 4-16
Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées 4-18
Institut des relations intergouvernementales 4-28
Intérêts sur la dette contractée à des fins provinciales 4-165
Investissement dans les compétences stratégiques 4-128
Investissement et développement des marchés 4-46, 4-51
Investissements 4-127
ITER Canada 4-129

J

Jardins botaniques royaux 4-96
Jeunes voyageurs de l'Ontario 4-119
Juge en chef de l'Ontario - Conférences et colloques 4-207

L

Le financement des élections en vertu de la Loi sur le financement des élections 4-74
Leader parlementaire du gouvernement 4-67
Les Sociétés de développement de l'Ontario 4-127
Logements avec services de soutien 4-237
Logements sociaux et logements à but lucratif 4-39
Logements sociaux et logements à but lucratif - Immobilisations 4-39
Loi électorale 4-73
Loi sur la vérification des comptes publics 4-83
Loi sur les actions contre la Couronne 4-203
Long Term assistance for Businesses in Brockton 4-128
Lutte contre les maladies vénériennes 4-241

M

Mesures d'urgence 4-297
Millennium Partnership - Canada/Ontario Infrastructure Contribution 4-129
Mise en valeur des ressources des Premières nations 4-220
Monument commémoratif des pompiers 4-298
Musée des beaux-arts de l'Ontario 4-96
Musée royal de l'Ontario 4-96

N

Normes d'emploi 4-351
Normes et services relatifs au marché 4-285
Normes policières et Services du soutien 4-299

O

Obligations de refinancement du Réseau GO 4-330
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation 4-119
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario 4-119
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario 4-178
Ombudsman 4-189
Ontario Beekeepers Association 4-50
Ontario Federation of Indian Friendship Centres 4-250
Ontario Native Women's Association 4-250
Ontario rehabilitation technology consortium 4-129
Ontario Safety League 4-333
Opérations et entretien 4-334
Organismes de santé locaux officiels 4-241
Organismes, conseils et commissions 4-203
Orthophonie et audiologie 4-241
Owen Sound Transportation Company 4-108
Owen Sound Transportation Company 4-108

P

Paiements à la Société de logement de l'Ontario 4-40

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME I

Paiements au programme de supplément au loyer - Services aux sans - abri 4-40
Paiements aux gestionnaires de services en vertu de l'Entente Canada - Ontario sur le logement social 4-40
Paiements aux gestionnaires de services pour défrayer les coûts de transition des sociétés de logement 4-40
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens 4-239
Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie 4-199
Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie 4-295
Paiements en vertu de la Loi sur les services policiers 4-301
Paiements en vertu de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-36
Paiements pour les réparations - logements sans but lucratif et immobilisations 4-40
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgences connexes: Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes 4-241
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgences connexes: Services d'ambulance municipaux 4-241
Paiements spéciaux aux municipalités 4-158
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-275
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-275
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-119
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-220
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-335
Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la Loi sur l'administration financière 4-265
Parcs Ontario 4-219
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario 4-322
Partenariats d'accès aux télécommunications 4-129
Partenariats du millénaire 4-162
Partenariats entre les services communautaires d'aide aux victimes et les services policiers 4-209
Partenariats pour l'investissement dans les tranports en commun de la région du Golden Horseshoe/Partenariats pour l'investissemnt dans les transports en commun 4-330
Partenariats stratégiques 4-50
Pharmacie du gouvernement, Loi sur l'administration financière 4-229
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé 4-233
Plan de services à l'intention des femmes francophones 4-209
Plan d'emplois d'été 4-50
Planification et surveillance des activités et des resources 4-260
Politiques budgétaires et financières 4-157
Politiques de santé et recherche 4-233
Politiques économiques 4-157
Politiques et planification 4-329
Politiques et planification en matière de ressources humaines 4-260
Politiques et prestation des programmes 4-118
Politiques et programmes 4-143
Politiques et relations intergouvernementales 4-177
Préparation à l'emploi 4-177
Préparation au milieu de travail 4-178
Présidence 4-59
Prestations aux employés retraités 4-265
Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, Loi sur l'aide aux propriétaires riverains 4-35
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail 4-178
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités 4-50
Prévention de la tuberculose 4-241
Prévention et contrôle du sida 4-241
Principaux projects d'immobilisations dans le domaine de la santé 4-243
Programme « Bébés en santé, enfants en santé » 4-241
Programme « Un avenir prometteur pour l'agriculture de l'Ontario » 4-50
Programme Administrations locales 4-32, 4-35
Programme Affaires francophones 4-182, 4-183
Programme Aménagement du territoire 4-32, 4-37
Programme Archives publiques de l'Ontario 4-254, 4-266
Programme Assurance-santé de l'Ontario 4-228, 4-238
Programme Bureau de L'Assemblée législative 4-58, 4-59
Programme Bureau du Conseil des ministres 4-66, 4-67
Programme Bureau du Directeur général des élections 4-72, 4-73
Programme Bureau du lieutenant - gouverneur 4-78, 4-79
Programme Bureau du vérificateur provincial 4-82, 4-83
Programme Cabinet du premier ministre 4-86, 4-87
Programme Commission de l'équité salariale 4-342, 4-345
Programme Contrôle de la gestionv 4-254, 4-260
Programme Culture 4-92, 4-95
Programme d'accès aux perspectives d'avenir 4-176
Programme d'aide aux victimes et aux témoins 4-208
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels 4-238
Programme de développement économique rural dans le cadre de l'initiative Développement des collectivité rurales et des petites localité de l'Ontario 4-50
Programme de la gestion de la qualité - Services de laboratoire 4-239
Programme de lutte contre la toxicomanie 4-241
Programme de médicaments de l'Ontario 4-274
Programme de médicaments de l'Ontario 4-239
Programme de neurotraumatologie 4-233
Programme de partenariat pour le logement abordable 4-40
Programme de Poursuites contre les criminels 4-194, 4-198
Programme de promotion de la santé 4-240
Programme de sensibilisation à la violence 4-209
Programme de sensibilisation aux sciences et à la technologie 4-129
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario 4-59
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales 4-237
Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone 4-250
Programme de subventions pour la prévention des mauvais 4-209

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

traitements à l'égard des personnes âgées .....
Programme d'éducation élémentaire et secondaire 4-114, 4-118
Programme d'encouragement à l'offre de logements locatifs abordables 4-40
Programme des commissaires 4-58,4-62
Programme des équipes de bénévoles pour la sécurité et les opérations de secours 4-298
Programme des routes d'hiver 4-108
Programme des services aux régions insuffisamment desservies 4-237
Programme des services juridiques 4-194, 4-203
Programme des Technologies d'exploration minérale de l'Ontario 4-110
Programme des travailleurs judiciaires autochtones 4-199
Programme développement des infrastructures 4-134, 4-145
Programme développement du Nord 4-104, 4-107
Programme développement et de gestion des sources d'énergie 4-134, 4-143
Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé 4-228, 4-242

Programme d'indemnisation contre la rage 4-54
Programme d'oxygénothérapie à domicile 4-239
Programme droits et responsabilités en matière d'emploi 4-342, 4-351
Programme du système de santé intégré 4-228, 4-237
Programme éducation postsecondaire 4-172, 4-175
Programme enregistrements 4-280, 4-283
Programme Entreprise, Débouchés et innovation 4-124, 4-127
Programme Fondation Trillium de l'Ontario 4-92, 4-97
Programme Formation et de préparation à l'emploi 4-172, 4-177
Programme Gestion des richesses naturelles 4-214, 4-219
Programme Gestion des routes provinciales 4-326, 4-334
Programme Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux 4-150, 4-163
Programme Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les transports 4-326, 4-337
Programme Immobilisations Culturelles 4-92, 4-99
Programme Immobilisations Touristiques et récréatives 4-314, 4-321
Programme Information et de technologie de l'information ... 4-254, 4-262
Programme Information géographique 4-214, 4-217
Programme Investissements dans l'infrastructure stratégique et les partenariats 4-150, 4-161
Programme Marché du logement 4-32, 4-39
Programme Mines et des minéraux 4-109
Programme Ombudsman Ontario 4-188, 4-189
Programme ontarien de dépistage du cancer du sein 4-241
Programme ontarien de développement économique des communautés autochtones 4-250
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage de bovins d'engraissement 4-50
Programme ontarien de protection du revenu agricole en cas de catastrophe 4-54
Programme organismes, conseils et commissions 4-294, 4-308
Programme Police provinciale de l'Ontario 4-294, 4-301
Programme Politiques de santé et de la recherche 4-228, 4-232
Programme Politiques économiques, budgétaires et financières 4-150, 4-157
Programme Politiques et de planification des transports 4-326, 4-329
Programme Politiques fiscales, du budget et de l'administration des recettes 4-150, 4-154
Programme Prestation intégrée des services 4-280,4-289
Programme Protection de l'environnement 4-134, 4-138
Programme Protection du consommateur, de sécurité publique et normes commerciales 4-280, 4-285
Programme Règlementation de la construction 4-32, 4-41
Programme Réglementation de l'industrie des services financiers 4-150, 4-159
Programme Réglementation des alcools et des jeux 4-280, 4-287
Programme Relations de travail 4-342, 4-347
Programme Relations intergouvernementales 4-24, 4-27
Programme Santé publique, de promotion de la santé et de mieux-être 4-228, 4-240
Programme Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario .. 4-248, 4-249
Programme Sécurité des usagers de la route 4-326, 4-332
Programme Sécurité publique 4-294, 4-297
Programme Sécurité Publique et d'intervention d'urgence 4-214, 4-223
Programme Services aux adultes et aux enfants 4-270, 4-273
Programme Services aux tribunaux 4-194, 4-206
Programme Services aux victimes 4-194, 4-208
Programme Services communs 4-254, 4-264
P Programme Services correctionnels 4-294, 4-303
Programme Services immobiliers 4-254, 4-258
Programme Services Informatiques intégrés en matière de justice 4-294, 4-306
Programme Services internes de la police 4-294, 4-299
Programme Sports et des loisirs 4-314, 4-319
Programme Systèmes intelligents et gestion des connaissances 4-228, 4-234
Programme Technologie de l'information - Groupement de l'économie et des affaires 4-342, 4-353
Programme Tourisme 4-314, 4-317
Programme Trésor 4-150, 4-165
Programmes de langue seconde 4-176
Programmes de médicaments 4-238
Programmes de soutien aux étudiants 4-176
Programmes d'éducation-Autres 4-119
Programmes d'emplois spéciaux 4-265
Programmes pour jeunes contrevenants 4-303
Project de recherche et de prévention de la revictimisation ... 4-209
Projet d'aide sociale automatisée 4-274
Projet d'intégration du système judiciaire 4-306
Projet Système intégré de gestion de l'information financière 4-157
Projet volte - face 4-305
Projets de justice autochtone 4-199
Projets de partenariat 4-14
Projets des langues officielles 4-119
Projets spéciaux d'aide aux victimes 4-209
Promotion de la santé et prévention des maladies 4-240
Protection des locataires 4-39
Protection du revenu à long terme 4-265
Protection du revenu pour les programmes d'assurance-récolte, 4-54

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

de stabilisation du revenu net et du revenu du marché .....

R

Recettes fiscales 4-154
Recherche concurrentielle 4-50
Recherche et développement 4-127
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé 4-233
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation 4-265
Régime de pensions du Canada 4-265
Régime de revenu annuel garanti 4-155
Régime de soins dentaires 4-265
Réinvestissement dans le Fonds d'aide juridique 4-202
Relations patronales - syndicales 4-347
Renouvellement des installations 4-195
Renouvellement des installations 4-295
Renouvellement des véhicules de transport en commun municipaux 4-330
Rénovation des hôpitaux 4-237
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité No. 9 4-220
Réparations et rénovations des organismes culturels 4-100
Réparations et rénovations des organismes touristiques 4-322
Réseau des services de santé aux diabétiques du Nord 4-237
Réseau GO - Capital de base 4-330
Réseau ontarien de recherche sur le cancer 4-129
Réseau ontarien de traitement du VIH 4-241
Réseau ontarien d'information sur la santé des femmes 4-233
Réseau optique de recherche et d'innovation de l'Ontario 4-129
Ressourcement pour le mieux-être des Autochtones 4-233
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies 4-223
Restructuration des hôpitaux 4-236
Restructuration du secteur de l'électricité de l'Ontario 4-157
Routes de raccordement 4-335
Routes des Première nations 4-335
Royal Conservatory 4-119
Royal Winter Fair 4-50

S

Salubrité des aliments 4-54
Santé et sécurité au travail 4-349
Santé publique 4-240
Science Nord 4-96
Secours aux sinistrés de la tempête de verglas de l'Est de l'Ontario 4-36
Secours aux victimes de catastrophes 4-36
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario 4-10, 4-17
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario 4-249
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes 4-28
Secrétariat des relations provinciales - municipales en matière de finances 4-157
Secteur tertiaire 4-285
Sécurité et règlements 4-332
Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire 4-59
Service d'emplois d'été 4-178
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes 4-305
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes 4-304
Services à l'enfance 4-273
Services administratifs 4-59
Services aux administrations locales 4-35
Services aux administrations locales 4-36
Services aux adultes et aux enfants 4-273
Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle 4-273
Services aux jeunes contrevenants 4-275
Services communautaires 4-108
Services communautaires 4-303
Services communautaires de santé mentale 4-237
Services d'aide à l'enfance 4-275
Services d'apprentissage et de formation 4-177
Services d'apprentissage et de formation 4-177
Services de garde d'enfants 4-275
Services de justice à la famille 4-194,4-200
Services de laboratoire 4-238
Services de médecine légale et de coroner 4-297
Services de sages - femmes 4-241
Services de santé communautaire 4-240
Services de santé dans le Nord 4-108
Services de santé d'urgence 4-240
Services de sécurité - incendie 4-297
Services de soutien 4-275
Services de soutien aux bureaux des députés 4-59
Services de soutien aux groupes parlementaires 4-59
Services de soutien communautaire 4-275
Services de soutien communautaire 4-237
Services de télétriage 4-237
Services de traitement pour les enfants 4-275
Services d'emplois d'été 4-108
Services d'enregistrement 4-283
Services des conseillers législatifs 4-203
Services d'intervention auprès des enfants et des familles 4-275
Services en établissement 4-275
Services en établissement 4-303
Services environnementaux 4-138
Services environnementaux 4-138
Services généraux 4-264
Services intégrés de vérification interne 4-260
Services intégrés pour enfants 4-240
Services judiciaires 4-206
Services juridiques 4-203
Services ministériels et stratégiques 4-301

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

Services parlementaires 4-59
Services provinciaux pour l'aménagement et l'environnement 4-37
Services psychiatriques des hôpitaux spécialisés 4-237
Services régionaux 4-10, 4-19
Services régionaux et circulation 4-301
Services sociaux aux adultes 4-273
Services spéciaux aux enfants témoins (Toronto) 4-209
Société canadienne du sang 4-241
Société d'aménagement de North Pickering 4-37
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario 4-96
Société de développement du transport urbain 4-128
Société d'exploitation de la Place Ontario 4-318
Sociéte du Partenariat ontarien de marketing touristique 4-318
Société ontarienne SuperCroissance 4-161
Société provisoire d'aménagement du secteur riverain 4-162
Sociétés agricoles et horticoles 4-50
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire 4-118
Soutien à l'éducation postsecondaire 4-175
Soutien au secteur des arts 4-96
Soutien au secteur des bibliothèques 4-96
Soutien au secteur du patrimoine 4-96
Soutien aux activités sportives et récréatives provinciales 4-320
Soutien aux étudiants 4-175
Soutien aux loisirs communautaires 4-320
Soutien aux milieux de travail 4-178
Soutien aux négociations communautaires 4-250
Soutien aux négociations tripartites et aux négociations sur l'autonomie gouvernementale et les questions constitutionnelles entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones 4-250
Soutien financier et soutien à l'emploi 4-273
Soutien opérationnel 4-327
Soutiens aux organismes culturels 4-96
Stadium Corporation of Ontario Limited, Loi sur l'administration financière 4-165
Stratégie « Une économie autochtone plus vigoureuse » 4-250
Stratégie de réinvestissement communautaire 4-157
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des autochtones 4-275
Stratégie d'emploi pour les jeunes en milieu rural 4-50
Stratégie en matière d'information et de technologie de l'information 4-262
Subvention - Service d'orientation aux familles de Frontenac 4-207
Subvention à la Schulich School 4-160
Subvention à l'appui du développement des investissements touristiques 4-318
Subventions - Institut national de la magistrature/Conférence des juges de l'Ontario 4-207
Subventions - Projets de construction d'aqueducs et d'égouts 4-146
Subventions - Projets spéciaux 4-199
Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario ... 4-267
Subventions à l'institut d'administration publique du Canada 4-261
Subventions aux Offices de protection de la nature - Fonctionnement des programmes 4-220
Subventions aux Offices de protection de la nature - Frais d'administration 4-220
Subventions aux organismes communautaires à but non lucratif 4-304
Subventions d'aide à la transition Baccalauréat en sciences infirmières 4-176
Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires 4-119
Subventions de fonctionnement du Réseau GO 4-330
Subventions d'immobilisations 4-275
Subventions d'immobilisations - Éducation postsecondaire ... 4-176
Subventions d'immobilisations à l'appui de la culture 4-100
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité 4-350
Subventions pour la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques 4-158
Subventions pour la sécurité publique 4-298
Subventions pour la sécurité publique 4-333
Subventions pour la sécurité-incendie 4-298
Subventions pour l'assainissement des Grands Lacs 4-140
Subventions pour le développement des entreprises 4-128
Subventions pour le développement du commerce 4-128
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges 4-176
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités 4-176
Subventions pour les Grants to Ontario Clean Water Agency 4-139
Subventions pour les Great Lakes clean up project 4-139
Subventions pour les initiatives de formation et d'information concernant les puits d'eau 4-139
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle 4-209
Subventions pour les partenariats environnementaux 4-139
Subventions pour les programmes communautaires de justice pour les victimes 4-209
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents 4-209
Subventions pour les programmes municipaux RIDE 4-300
Subventions pour les projets d'assainissement de l'environnement 4-140
Subventions pour les services de médecine légale 4-298
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime 4-300
Subventions pour les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (y compris le projet de la stratégie pour le Nord) 4-209
Subventions pour l'établissement et l'intégration 4-14
Subventions pour l'étude des eaux souterraines 4-140
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif 4-40
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-50
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-304
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-305
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-176
Subventions versées en compensation des taxes municipales - hôpitaux psychiatriques 4-237
Subventions versées en compensation des taxes municipales - hôpitaux publics 4-237

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME I

SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire 4-161
Supplément de revenu pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants 4-155
Systèmes informatiques de l'Assemblée législative 4-59
Systèmes intelligents pour la santé 4-235

T

Territoires non érigés en municipalités 4-336
Transit World Youth Day 4-330
Transport aérien dans les régions éloignées 4-336
Transport urbains et régionaux 4-329
Transports urbains et régionaux 4-329
Traumatisme crâniens 4-237
Traversiers municipaux 4-335
Tribunal d'appel en matière de permis 4-285
Tribunal de l'équité salariale 4-345

U

Unité des enquêtes spéciales 4-198
Université de Guelph 4-50

V

Vérification et supervision des libérations sous caution 4-201
Victimes de mauvais traitements 4-201
Violence faite aux femmes 4-275
Visites surveillées - Projet pilote 4-201

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant au service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au (416) 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 880, rue Bay, Toronto.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario Mail Order, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario, M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 880 Bay Street, Toronto.

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2003
ISSN 0833-1189